Faculté de droit de Paris. Du Dépôt, en droit romain. Des Chèques, en droit français. Thèse pour le doctorat... par [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Ewald, Charles. Faculté de droit de Paris. Du Dépôt, en droit romain. Des Chèques, en droit français. Thèse pour le doctorat... par Charles Ewald,.... 1871.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

34635

97

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS.

DU DÉPOT

EN DROIT ROMAIN

—

DES CHÈQUES

EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mercredi 6 Décembre 1871 à 1 h. et 1/2.

Par Charles EWALD

Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Président : M. RATAUD, Professeur.

SUFFRAGANTS. MM. VALETTE, MACHELARD, COLMET DE SANTERRE — PROFESSEURS

BOISTEL — Agrégé

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

DÉPÔT LÉGAL Seine 1874 926 S 816

PARIS

IMPRIMERIE MOQUET

RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 11

1871

C.

DROIT ROMAIN

DU DÉPOT

CHAPITRE PREMIER.

DU CONTRAT DE DÉPOT.

SECTION PREMIÈRE.

Notions générales.

I. Il y a en droit romain quatre contrats nommés qui se forment *re*; ce sont le *mutuum*, le commodat, le dépôt et le gage. En disant queces contrats se forment *re*, on entend qu'ils n'existent qu'autant que le fait d'une tradition vient se joindre à l'accord des volontés. Du reste, cette tradition n'a pas toujours le même caractère ni les mêmes effets; quelquefois (dans le cas de *mutuum*- elle transfère à l'*accipiens* la propriété même; quelquefois (dans le cas de gage) elle lui transfère sinou la propriété, du moins la possession propre ment dite; quelquefois enfin, (dans les cas de com-

modat et de dépôt,) elle le met seulement *in possessione.*

Il existe des différences notables entre le *mutuum* d'une part, et les trois autres contrats *re* d'autre part.

1. Le *mutuum*, nous l'avons déjà dit, transfère la propriété d'une partie à l'autre ; dans les trois autres contrats, c'est seulement la possession ou même la simple détention qui passe du *tradens* à l'*accipiens* ;

2. L'emprunteur, qui est devenu propriétaire par suite du *mutuum*, est tenu de rendre une quantité, tandis que l'obligation de rendre qui résulte directement du commodat, du dépôt et du gage, a pour objet un corps certain. C'est ce qu'exprime très-bien Gaius : « Mutui datio, » dit-il, «consistit « in his rebus quæ pondere, numero, mensurave « constant ; veluti vino, oleo, frumento, pecunia « numerata ; quas res in hoc damus, ut fiant acci- « pientis, postea alias recepturi ejusdem generis « et qualitatis... Is quoque cui rem aliquam com- « modamus, re nobis obligatur; sed is de ea ipsa « re, quam acceperit, restituenda tenetur... Is quo- « que apud quem rem aliquam deponimus, re « nobis tenetur ; qui et ipse de ea re, quam acce- « pit restituenda tenetur... Creditor quoque, qui « pignus accepit, re tenetur : qui et ipse de ea ipsa « re, quam accepit, restituenda tenetur. » (1)

(1) L. 1 § 2, 3, 5 et 6 D. XLIV, 7 de oblig. et act.

3. De ce que l'emprunteur tenu en vertu du *mutuum* est débiteur non d'un corps certain, mais d'une quantité, il résulte qu'il ne peut y avoir extinction de l'obligation *rei interitu*; tandis que, dans les trois autres contrats *re*, l'obligation, ayant pour objet un corps certain, peut être éteinte par la perte de la chose due, pourvu que cette perte soit arrivée par cas fortuit. C'est encore ce qu'exprime Gaius (même l. 1 § 4, de oblig. et actionibus).

4. Le *mutuum* est un contrat unilatéral; il ne produit d'obligation qu'à la charge de l'emprunteur, qui est tenu de la *condictio certi*, tandis que les trois autres contrats *re* sont des contrats synallagmatiques imparfaits, c'est-à-dire que, bien qu'au moment de la tradition, ils ne produisent qu'une obligation à la charge du commodataire, du dépositaire et du créancier gagiste, qui sont tenus des actions *commodati*, *depositi* et *pigneratitia directa*; néanmoins ils peuvent donner lieu *ex post factio* à une obligation dont seraient tenus le commodant, le déposant ou celui qui a remis le gage; ces derniers sont alors tenus des actions *commodati*, *depositi* et *pigneratitia contraria*.

5. La *condictio certi*, qui résulte du *mutuum*, est *stricti juris*; la double action qui peut naître du commodat, du dépôt et du gage est toujours *bonæ fidei* (Inst. § 28 de action., IV, 6).

Occupons-nous maintenant du contrat de dépôt en particulier. Qu'est-ce que le dépôt? On peut définir le dépôt un contrat réel, imparfaitement synallagmatique, par lequel une des parties (le dépositaire) reçoit pour la garder à titre gratuit une chose appartenant à l'autre partie (le déposant), à la condition de la rendre à ce dernier à première réquisition.

« Depositum est, » dit Ulpien, « quod custo-« diendum alicui datum est. Dictum ex eo, quod « ponitur. Præpositio enim deauget depositum, « ut ostendat, totum fidei ejus commissum, quod « ad custodiam rei pertinet. » (L. 1, pr., *depositi vel contra*, D. XVI, 3.)

Dans le très-ancien droit, et même encore du temps de Gaius, le dépôt s'effectuait au moyen d'une aliénation, à laquelle on ajoutait un contrat *de fiducie* : « Cum fiducia contrahitur, « dit « Gaius, « cum amico quod tutius nostræ res apud « eum essent. » Sous Justinien, le dépôt se forme *re*, par la tradition de la chose. Du reste, la livraison peut être faite par mandataire, ou acceptée par mandataire ; alors celui au nom de qui le dépôt est fait, peut seule intenter l'action *depositi directa*, et celui-là seul au nom de qui il est accepté y est soumis.

Le dépôt est dans sa forme un contrat synallagmatique imparfait, car il n'en naît pas né-

cessairement des obligations de part et d'autre. Le dépositaire seul est obligé dès le moment du contrat, et peut être poursuivi par l'action *depositi directa*; le déposant, lui, par le fait de la livraison, ne contracte aucune obligation particulière; il peut bien être tenu *de dolo*, par la prestation seule, s'il a livré sciemment une chose qui pouvait nuire au dépositaire, mais la responsabilité du dol n'est pas une obligation particulière à tel ou tel contrat; elle est commune à tous les contrats *juris gentium*. L'obligation du déposant ne sera qu'une suite accidentelle du contrat; elle naîtra à l'occasion des *impenses* faites sur la chose par le dépositaire, et elle pourra alors être poursuivie par l'action *depositi contraria*.

SECTION II.

De ce qui forme l'essence du contrat de dépôt.

Pour qu'il y ait dépôt régulier, quatre conditions sont nécessaires; il faut : 1° Que la chose, objet du contrat, soit livrée au dépositaire; 2° qu'elle lui soit principalement remise pour la garder; 3° que le dépositaire la garde gratuitement; 4° qu'elle n'appartienne pas au dépositaire.

1° La chose doit être livrée au dépositaire. —

En effet le dépôt, nous l'avons vu, est un contrat qui se forme *re*, c'est-à-dire par la tradition. L'obligation de rendre la chose ne peut prendre naissance, cela est évident, qu'autant que cette chose a été livrée ; car, comment pourrait-on être obligé de rendre ce que l'on n'a pas encore reçu ? Il en résulte que ni le simple pacte, ni même la stipulation en vertu de laquelle l'une des parties s'engagerait à déposer, et l'autre à recevoir le dépôt, ne sauraient constituer entre elles l'obligation qui résulte de la tradition. Et l'écrit par lequel le dépositaire reconnaît avoir reçu la chose, ne constitue pas le dépôt, et ne sert qu'à prouver l'obligation préexistante née de la dation. C'est ce qu'enseigne Paul dans l'espèce suivante (L. 26, § 2, D. 14, 3) : « Titius, aux Sempronius, salut : « Habere me a vobis auri pondo plus minus de- « cem, et discos duos, saccum signatum : ex qui- « bus debetis mihi decem, quos apud Titium « deposuistis : item quos Trophimati decem : « item ex ratione patris vestri decem, et quod « excurrit. » Je demande s'il est né quelque obligation d'un pareil écrit, c'est-à-dire par rapport aux sommes qui y sont énoncées. J'ai répondu qu'il ne pouvait naître à la vérité aucune obligation de la lettre dont il s'agit, mais seulement une preuve du dépôt. Mais que pour la question de savoir si celui qui dans la lettre a affirmé sa

créance pour dix, serait admis à prouver ce qu'il avait écrit, c'est au juge à la décider. »

Du reste, il n'est pas absolument nécessaire que la chose soit remise au dépositaire lui-même ; elle peut valablement l'avoir été à une personne indiquée par lui pour la recevoir en son nom.

Pomponius prévoit le cas ; il se demande « si j'ai contre vous l'action du dépôt, lorsque voulant vous déposer quelque chose, vous m'avez ordonné de le déposer entre les mains de votre esclave, et il répond que je puis intenter cette action si j'ai remis à un autre ma chose en votre nom, comme si vous deviez la garder vous-même. (L. 1, § 14, D. XVI, 3.) »

Il n'est pas non plus indispensable, pour que le contrat soit valable, que la personne qui fait la tradition, soit propriétaire de la chose. Un esclave, un affranchi peuvent déposer la chose de leur maître ou de leur patron ; le mandataire peut faire un dépôt au nom de son mandant ; le dépositaire peut déposer la chose qui lui a été confiée, entre les mains d'un second dépositaire. (V. l. 1, § 14 *in fine*, §§ 15, 17, 18, 19 et 39, l. 11, et l. 31, D. XVI, 3, *depositi*.)

2. La chose doit avoir été remise principalement pour la garder. — Si donc la chose a été remise pour toute autre cause, il n'y aura point de dépôt, mais une autre espèce de contrat. I

sera souvent assez délicat de reconnaître quelle est la nature du contrat; pour le distinguer, il faut s'attatacher au but principal que les parties ont eu en vue. Ainsi, lorsque je remets des titres à un avocat pour qu'il les fasse valoir à l'appui d'une prétention ou dans la défense d'une cause, il n'y a pas là dépôt; il y a simplement mandat; le but principal est la défense de la cause, et l'avocat est tenu envers moi *actione mandati*. C'est le cas prévu à la loi 8 p., D. XVII, 1 *mandati vel contra* : « Si pro- « curatorem dedero, nec instrumenta mihi causæ « reddat, qua actione mihi teneatur? Et Labeo « putat, mandati eum teneri : nec esse probabilem « sententiam existimantium, ex hac causa agi « posse depositi : uniuscujusque enim contractus « initium spectandum, et causam. » Il faut voir l'intention première des parties; or, cette intention principale était ici qu'il y eût mandat.

Nous trouvons encore des applications de ce principe dans les § § 12 et 13 de la loi 1, D. XVI, 3. Ulpien dit : « Si je vous ai remis une chose pour que, si Titius ne consentait pas à la recevoir, vous la gardiez vous-même, il faut voir si j'aurai l'action du dépôt, ou bien aussi celle du mandat? Et Pomponius hésite. Je pense pourtant, quant à moi, que j'aurai l'action du mandat : « Quia ple- « nius fuit mandatum, habens et custodiæ legem « (§ 12). » Et plus loin (§ 13), Ulpien continue

« Le même Pomponius se demande, au cas où je vous aurais donné mandat de garder chez vous une chose qui avait été reçue en dépôt en mon nom, et où vous l'auriez fait, si vous serez tenu de l'action de mandat ou de celle de dépôt ? Et il pense qu'il y aura action de mandat, *quia hic est primus contractus*. » C'est toujours la même règle : l'intention des parties doit nous servir de guide.

Et il n'est pas sans intérêt de savoir s'il y a mandat ou dépôt. En effet, il y a entre ces deux contrats des différences notables :

1° Le mandat se forme *solo consensu*, par le seul accord des volontés; le dépôt se contracte *re*, par la remise de la chose ;

2° Les obligations du mandataire sont plus rigoureuses, quant à la responsabilité des fautes, que celles du dépositaire ;

3° Un mandataire peut exercer le droit de rétention pour ses déboursés, le dépositaire n'a pas ce droit.

Lorsqu'au lieu du mandat, c'est le dépôt qui fait le fonds du contrat, il imprime alors son caractère à toute la convention. Par exemple, si je dépose chez vous ma vaisselle avec permission de vous en servir à une occasion déterminée, le dépôt demeure ici le but principal du contrat; quoiqu'en général le dépositaire ne puisse se servir de la

chose. Ce sera donc ici l'action du dépôt qu'il faudra donner.

Quand la chose, au moment du contrat, a été livrée principalement pour être gardée, encore qu'il ait été convenu que celui qui l'a reçue pourrait la retenir à tout autre titre, il n'y aura pas moins dépôt dans l'intervalle. « Si pecunia apud te ab initio « hac lege deposita sit, ut, si voluisses, utereris ; « priusquam utaris, depositi teneberis. (L. 1, §34, « D. XVI, 3.) » Tant que vous n'aurez pas usé de la somme déposée, c'est un dépôt, et vous êtes tenu de l'action *depositi* ; mais, dès que vous en aurez usé, l'argent sera censé prêté, et il n'y aura plus de dépôt : c'est là le dépôt qui peut se transformer en *mutuum*. Nous y reviendrons plus tard. (V. *infra*, ch. 4, sect. 1.)

3. Le dépositaire doit se charger gratuitement de garder la chose.—Le dépositaire rend un service purement gratuit, et il ne doit pas chercher à en retirer profit. Si donc un salaire lui avait été promis, il n'y aurait plus dépôt, mais il y aurait une *locatio operarum* ou quelque autre contrat innommé, suivant les cas. Ulpien prévoit l'hypothèse où j'ai donné des habits à garder à un loueur de bains, et où ils ont été perdus ; il pense que, si le baigneur ne recevait aucun salaire pour cette garde, il sera soumis à l'action de dépôt, et il ne sera tenu que de son dol ; s'il recevait un salaire,

il sera tenu par l'action *ex conducto*. (L. 1, § 8, D. XVI,3). Autre hypothèse : J'ai déposé mon esclave en garde, par exemple, dans un moulin, et j'ai promis un salaire au meunier pour la garde de cet esclave, j'aurai contre le meunier l'action *ex conducto* ; si, au contraire, c'est moi qui recevais une rétribution pour mon esclave que le meunier avait pris dans son moulin, j'aurai l'action *ex locato*. Si le prix de son travail avait été compensé avec celui de la garde, il y aurait une sorte de location réciproque, mais comme il n'y aurait point d'argent donné, il y aurait lieu à l'action *præscriptis verbis*. Mais si le meunier ne fournissait que les aliments à mon esclave, sans qu'il eût été question de son travail, il y aurait lieu à l'action de dépôt. (L. 1, § 9, *depositi*.) Ce sont là autant d'applications du principe que le dépôt est un contrat essentiellement gratuit.

4. Il faut que celui qui reçoit la chose à garder n'en ait pas la propriété. — C'est une règle qui se comprend aisément : quand je suis propriétaire d'une chose, et que cette chose m'est remise, ce n'est qu'une restitution qui m'est faite ; je ne saurais donc être obligé, en vertu de cette remise, à garder au nom d'un autre cette chose qui m'appartient, et encore moins à la rendre à première réquisition à cet autre, puisqu'elle est à moi. C'est ce que dit Julien : « Celui qui reçoit sa propre

chose en dépôt, ou la demande pour s'en servir, n'est tenu ni de l'action de dépôt, ni de l'action de commodat; non plus que celui qui prend sa propre chose en louage, ou qui la demande en précaire, n'est soumis ni à l'action du précaire, ni à celle du louage (l. 15, h. t.). » Et Tryphoninus prévoit l'hypothèse suivante : « Si un voleur, ignorant au fils ou à l'esclave de qui il a volé une chose, l'a déposée entre les mains du père et du maître qui l'ignorait aussi, il n'y aura pas de dépôt, même d'après le droit des gens, qui ne permet pas qu'on donne au propriétaire sa propre chose à garder. Et si un voleur a déposé chez moi, alors que j'ignorais encore son délit, une chose qu'il m'avait dérobée à mon insu, il faut dire que le contrat de dépôt ne s'est pas formé; car la bonne foi s'oppose à ce que le propriétaire soit contraint de rendre sa chose à celui qui la lui a volée. Bien plus, si le propriétaire, encore dans l'ignorance du vol, avait remis la chose au voleur, ou à quelqu'un de son consentement, à titre de dépôt, il aurait encore la *condictio indebiti* (l. 31, § 1, h. t.). »

Lorsque le dépositaire devient propriétaire de la chose déposée, le contrat cesse à l'instant, et le dépositaire n'est plus tenu de l'action *depositi directa*. Cependant, il y a des cas où on peut valablement déposer une chose chez son propriétaire;

c'est lorsque celui-ci n'en a pas le *jus possidendi* ou n'en a pas l'usufruit. Ainsi, l'usufruitier ou le créancier gagiste pourrait très-bien déposer la chose chez celui qui en est propriétaire.

SECTION III,

Conséquences résultant des caractères essentiels du dépôt.

Le but du dépôt, avons-nous dit, doit être primalement de confier à une personne autre que le propriétaire la garde de la chose. Le transport de la chose dans le dépôt n'a donc pour objet ni la propriété, ni même la possession, à moins qu'il ne s'agisse de l'espèce de dépôt particulier appelé sequestre : le sequestre a la possession (l. 17, § 1, D. XVI, 3). Cette règle souffre encore exception dans le dépôt dit irrégulier; nous y reviendrons plus tard (ch. 4, sect. 2, *infra*).

Ainsi le dépositaire, nous parlons du dépôt régulier, n'acquiert aucun droit sur la chose, pas même un droit de possession ; le déposant continue de posséder, et le dépositaire ne fait que le représenter dans la possession ; il détient la chose au nom d'autrui, et aucun laps de temps ne saurait rien changer par lui-même à cet état de possession, parce qu'on ne prescrit pas contre son titre. Il continuera donc toujours à posséder au nom

d'autrui, jusqu'à ce qu'il établisse un fait auquel s'attachent à la fois la perte de la possession pour le déposant et l'acquisition de la possession en son propre nom. Il suit de là que si, après trente ans, l'action *depositi* est prescrite, le dépositaire ne sera pas pour cela devenu propriétaire, et la chose pourra encore être revendiquée entre ses mains, car la revendication et les actions réelles ne se prescrivent qu'à la condition que celui qui se prévaut de la prescription ait possédé pour soi, en son propre nom ; or, lorsque comme dépositaire on a commencé à posséder au nom d'autrui, on est censé posséder au même titre jusqu'à preuve du contraire. Donc, alors même que l'action *depositi* est prescrite, la revendication reste, eût-on même possédé en son propre nom et eût-on été en cela de bonne foi, comme pourraient l'être les héritiers du dépositaire. Par conséquent, si la chose déposée a péri par la faute du dépositaire, l'action *depositi* en dommages-intérêts sera prescrite dans les trente ans à partir de la perte, et puisque la chose n'existe plus, aucune prétention ne saurait plus être élevée ; mais si, après trente ans à compter du jour où la chose eût dû être restituée, cette chose existe encore entre les mains du dépositaire ou de ses héritiers, l'action *depositi* sera prescrite sans doute ; mais la revendication subsistera, parce que la prescription seule

n'a pas pu changer le titre du dépositaire, et que, ne pouvant même pas le rendre possesseur, elle ne l'a pas rendu propriétaire (1).

Le contrat de dépôt est uniquement dans l'intérêt du déposant : le dépositaire, lui, rend un service. Il en résulte que si un terme a été fixé pour la restitution, le dépositaire, qui est obligé de garder la chose jusqu'à ce terme, ne serait pas admis à se prévaloir de la convention pour refuser de rendre la chose ; le déposant peut, à tout moment, renoncer au bénéfice introduit en sa faveur, et redemander la chose même avant l'expiration du terme convenu. Ainsi, bien que j'aie déclaré, en vous faisant un dépôt, que je ne le reprendrais qu'après votre mort, je puis néanmoins agir en vertu du dépôt, soit contre vous-même, soit contre votre héritier ; car je puis changer d'idée

(1) Nous ne parlons ici que de la possession des meubles, parcequ'il est bien évident que les objets mobiliers seuls peuvent faire l'objet du dépôt. Quelques interprètes pourtant, se basant sur l'analogie du commodat, ont prétendu qu'un immeuble pouvait être donné en dépôt. Mais d'abord les expressions mêmes *deponere*, *depositum*, s'opposent à l'application de ce contrat aux immeubles, de plus, il n'en est question nulle part dans les textes, et enfin le but du dépôt, qui est de mettre un objet en sûreté chez un ami pour le retrouver en cas de besoin, ou au retour d'un voyage, ne peut s'appliquer au cas où il s'agit d'immeubles.

et répéter le dépôt avant votre mort (l. 1, § 45, *depositi*). » De même, « si j'ai fait un dépôt en convenant qu'il ne serait rendu qu'après ma mort, je pourrai, en changeant d'avis, exercer moi-même l'action *depositi* aussi bien que mon héritier (l. 1, § 46, *ibid.*). Cette règle souffre exception dans le séquestre, comme nous le verrons plus tard.

Puisque le déposant ne fait que rendre un service et ne retire aucun profit du contrat, il ne doit pas au moins être obligé de faire des dépenses ou de supporter un préjudice pour la garde de la chose. C'est pourquoi, nonobstant la désignation du lieu dans le contrat, par exemple, si le dépôt a été fait en Asie pour être rendu à Rome, il sera censé entendu que les frais de transport regarderont celui qui a fait le dépôt, et non le dépositaire (l. 12, pr. h. t.). Si le contrat ne fait aucune mention du lieu où le dépot sera rendu, « le dépôt sera rendu dans le lieu même où il a été fait, pourvu que ce soit sans mauvaise foi de la part du dépositaire, peu importe d'ailleurs quel soit ce lieu. Il en est de même, en général, dans tous les jugements de bonne foi, mais il faut dire que si le demandeur veut que son dépôt soit porté à Rome, à ses frais, risques et périls, il doit être écouté, parce qu'il a l'action exhibitoire à l'effet de se faire représenter la chose même (l. 12, § 1). »

CHAPITRE II.

DES OBLIGATIONS DU DÉPOSITAIRE ET DE L'ACTION DEPOSITI DIRECTA.

Le dépositaire, en acceptant le dépôt, se soumet à différentes obligations, et le déposant peut le contraindre à les remplir au moyen de l'action *depositi directa*. Néanmoins, comme il rend un service purement gratuit, tout ce qu'on peut exiger de lui, c'est qu'il veille de bonne foi à la garde de la chose ; et, pour que le déposant ait action contre lui, il faut qu'il y ait eu de sa part ou dol, ou faute grave assimilée au dol (l. 5, § 2, ff. XIII, 6).

SECTION PREMIÈRE.

Dans quels cas y a-t-il lieu à l'action de dépôt ?

L'action de dépôt peut être exercée contre le dépositaire, d'après ce que nous venons de dire, toutes les fois qu'il s'est écarté de la bonne foi qui est due dans tous les contrats *bonæ fidei ;* en autres termes, toutes les fois qu'il a commis dans la garde de la chose un dol ou une faute grave. Mais dans quels cas faudra-t-il dire qu'il y a eu

dol de la part du dépositaire, de manière qu'il soit tenu de l'action *depositi* ?

1° Si le dépositaire refuse de rendre le dépôt à première réquisition, soit au déposant, soit à son héritier ou à son procureur, l'action peut être intentée ; car, dit Julien, « celui qui a fait un dépôt peut le demander sur-le-champ, et le dépositaire qui l'a reçu est coupable de dol du moment qu'il refuse de le rendre (l. 1, § 22, *depositi*). » Mais, bien entendu, il n'en est ainsi qu'autant que le dépositaire est dans la possibilité de rendre sur-le-champ, et Julien s'empresse d'ajouter, d'après Marcellus, que « celui qui ne rend pas un dépôt sur-le-champ n'est pas toujours pour cela censé coupable de dol, comme si la chose réclamée est en province, ou si elle est enfermée dans un magasin qu'il ne puisse ouvrir lors de la demande, ou si le dépôt a été fait sous une condition qui n'est pas remplie (*ibid.*). » Il n'y aurait pas non plus de dol, et le dépositaire serait à l'abri de tout reproche s'il n'avait refusé de rendre le dépôt au procureur ou à l'héritier du déposant que parce qu'il ne les connaissait pas et ne leur croyait pas ces qualités. « Mais si, depuis, il les a reconnus comme tels, ils auront l'action contre lui, parce que dès lors le refus qu'il fait de rendre le dépôt constitue réellement un dol (l. 13, pr., D. XVI, 3). »

Le dépositaire doit rendre la chose au déposant, et il ne peut lui opposer qu'il n'a aucun droit sur la chose, parce qu'il ne peut pas exciper du droit d'un tiers. Il doit même restituer la chose malgré l'opposition que pourrait faire le créancier du déposant, car le droit d'opposition, autorisé encore par la loi 11, C. IV, 34, est aboli par la Novelle 88. Toutefois, d'après Doneau, Pothier et Glück, cette Novelle ne se rapporterait qu'au tiers qui est créancier, et non à celui qui se prétend propriétaire de la chose déposée, de sorte que, si c'est le propriétaire lui-même qui forme opposition à la restitution, le dépositaire devrait tenir compte de cette opposition. Aussi, la loi 31, ff. *depositi* décide qu'au cas où la chose déposée est une chose volée, le dépositaire doit la restituer au véritable propriétaire plutôt qu'au voleur qui l'a déposée, parce que ce serait contraire à la bonne foi que le voleur déposant fût préféré au propriétaire. Mais, hors du cas où c'est le propriétaire lui-même qui réclame sa chose, le dépositaire doit toujours la restituer au déposant, alors même que celui-ci l'aurait volée (même loi 31, h, t.).

Il est encore un cas où le dépositaire peut retenir la chose ; mais ce cas n'est pas en réalité une exception ; c'est le cas où il prouve qu'il est lui-même propriétaire. C'est là une conséquence di-

recte de ce principe qui est un des caractères essentiels du dépôt, à savoir qu'on ne peut être dépositaire de sa propre chose (V. *supra*, ch. 1, sect. 2. — Comp. l. 45, ff., L. 17). Sans doute, le dépositaire doit rendre la chose à première réquisition à celui qui l'a déposée, il ne peut opposer aucune compensation, ni déduction, ni exception de dol, comme le dit la loi II, C. IV, 34; mais cette loi ne saurait s'appliquer au cas où le dépositaire est le propriétaire de la chose et en a les preuves en main, car alors il n'invoque pas une exception : il prouve qu'il n'y a pas de dépôt, et partant pas d'obligation. Malgré les termes si formels de la loi 11 au Code, il n'en faut donc pas conclure que le dépositaire, qui est en mesure de prouver à l'instant qu'il est propriétaire soit obligé de se dessaisir. Ce serait donner à la loi 11 une interprétation contraire au principe, reconnu par les lois 45, ff. L. 17 et ff. XVI, 3, qu'on ne peut être dépositaire de sa propre chose, et contraire même au texte de la loi 11, qui veut que le dépôt, qui est un contrat de bonne foi, ne devienne pas une occasion de perfidie, *ad perfidiam retrahatur*. Toutes ces lois sont basées sur le même principe d'équité, et on ne doit pas donner à l'une d'elles une interprétation qui la mette en opposition avec les autres.

C'est, du reste, l'opinion de Muhlenbrück (§ 387, note 8).

2° Il y a encore dol suffisant pour donner lieu à l'action *depositi*, si le dépositaire, tout en restituant de suite le dépôt, a exigé quelque chose pour le rendre. C'est ce que dit Labéon, lib. 2, Pithan : « Potes agere depositi cum eo, qui tibi « non aliter quam nummis a te acceptis deposi- « tum reddere voluerit, quamvis sine mora et « incorruptum reddiderit. » (L. 34, D. XVI, 3.).

3° L'action *depositi* peut être intentée, lorsque la chose déposée a été détériorée par le dol du dépositaire. « *Si res deposita deterior reddatur*, dit la loi 1, § 16, ff. *depositi*, « quasi non red- « dita, agi depositi potest. Quum enim deterior « redditur, potest dici dolo malo redditam non « esse. » La loi 42, *ad legem Aquiliam* ff. IX, 2, donne une décision pareille (v. aussi l. 18, § 1, ff. *commodati*).

4° L'action *depositi* est encore donnée, si c'est par dol que le dépositaire a cessé de posséder le dépôt. C'est ce qui arrivera si le dépositaire a cessé de posséder la chose déposée parce qu'il s'en est servi contre la loi du dépôt, par exemple en la prêtant. C'est pourquoi les empereurs Dioclétien et Maximien disent : « Si celui à qui vous avez donné une somme en dépôt, l'a prêtée en son nom, ou en celui d'un autre, vous avez très cer-

tainement l'action du dépôt, tant contre lui que contre ses successeurs (l. 8, *eod.* h. t.) Les mêmes empereurs disent encore (l. 7, *eod. tit.*).

« Votre demande ne peut se concilier avec les principes du droit. Car si vous vous êtes chargé de garder une somme que vous avouezavoir prêtée à quelqu'un qui s'est obligé par titre à vous le la rendre, vous avez tort d'en refuser le payement. »

Et dans ces cas, comme il y a eu dol de la part du dépositaire, Ulpien ne veut pas qu'il soit libéré si après qu'il a recouvré la chose, elle a ensuite péri: « Si vous avez vendu, dit-il, la chose déposée, et que vous l'ayez ensuite rachetée pour la garder à titre de dépôt; bien qu'elle ait ensuite péri sans dol de votre part, vous êtes passible de l'action du dépôt, parce que vous avez une fois commis un dol en la vendant. » (L. 1 § 25, ff. *depositi*). Mais cette décision nous semble un peu rigoureuse.

5° Lorsque le dépositaire a cessé de posséder sans dol, il doit remettre au déposant ce qu'il a pu recouvrer de la chose ou les actions qui lui appartiennent au sujet de cette chose. Ainsi, l'héritier du dépositaire ne sera pas soumis à l'action du dépôt pour avoir vendu une chose déposée chez le *de cujus*, lorsqu'il ignorait que ce fût un dépôt, parce qu'alors il n'y a pas dol de sa part; mais s'il a touché le prix, il doit le rendre au déposant, et,

s'il refuse, il pourra y être contraint par l'action *depositi*, parce qu'alors il y aurait dol (Ulpien, l. 1 § 47 ff. *depositi*). S'il n'avait pas encore reçu le prix, ou s'il l'avait vendue moins qu'elle ne valait, alors il devrait seulement céder ses actions, c'est-à-dire l'action de la vente qu'il a pour s'en faire payer le prix, et même celle du dol à laquelle est soumis l'acheteur qui l'a trompé sur le prix de la chose (l. 2, ff. XVI, 3). adde ll. 3 et *4eod. tit.*)

6· Une autre espèce de dol qui peut donner naissance à l'action *depositi* est celle à l'égard de laquelle Julien se demande « si, dans le cas où un esclave a déposé de l'argent chez moi, afin que je le remisse à son maître pour prix de sa liberté, et où je le lui ai effectivement remis, je suis tenu de l'action *depositi*? » Et il écrit, au livre 31 de son Digeste, que, si je vous ai donné cet argent comme déposé à cet effet, et que je vous en aie instruit, vous n'avez point l'action du dépôt, parce que vous l'aviez sciemment reçu, je suis donc exempt de dol. Mais si je vous l'ai donné comme payant de mes deniers la liberté de cet esclave, je serai tenu. Opinion qui me parait fondée ; car, celui qui rend ainsi, non-seulement ne rend pas sans dol, mais encore ne rend pas du tout, puisque ce n'est pas rendre que de donner comme de ses deniers. (Ulp. lib. 30 ad. Ed. l. 1, § 33, ff. h. t.)

7· Si quelqu'un a lu, en présence de plusieurs

personnes, les tables d'un testament déposé chez lui, il peut, suivant Labéon, être poursuivi au sujet des tablettes par l'action de dépôt, et moi, dit Ulpien, je pense qu'il est même tenu de l'action d'injures, s'il a lu ce testament à plusieurs personnes, dans l'intention de divulguer les intentions secrètes du testateur (l. 1, § 38, ff. *depositi*).

Nous connaissons les différents cas dans lesquels le dépositaire est tenu de l'action *depositi*, parce qu'il s'est rendu coupable d'un dol. Mais ce ne sont pas les seuls, et il faut y ajouter les cas où le dépositaire a commis une faute tellement grave qu'elle peut être assimilée au dol : dans ce cas, il est encore tenu de l'action de dépôt. La règle qui domine toute cette matière, c'est que le dépôt est un contrat *bonæ fidei* : pour apprécier la responsabilité du dépositaire, il faut donc se poser cette question : Y a-t-il eu, oui ou non, bonne foi de sa part? Au premier cas, il n'est pas responsable ; au second, il l'est.

Le dépositaire ne doit à la conservation de la chose déposée que le soin qu'il apporte aux siennes, ou le soin que le commun des hommes y apporte. Si donc il est incapable d'une prévoyance ordinaire, tant pis pour le déposant qui l'a choisi; il suffit qu'il ait été diligent comme dans ses propres affaires. Mais réciproquement, s'il avait coutume de mettre dans ses affaires une diligence

scrupuleuse, l'emploi d'une diligence ordinaire l'excuserait-elle? C'est là un point délicat : la loi 32 paraît bien favorable à ce sens; il serait contraire à la bonne foi d'employer aux choses d'autrui moins de soin qn'on n'a coutume d'en apporter à ses propres affaires. Mais Glück prétend, avec assez de vraisemblance, que la loi 32 ff. *depositi* n'a en vue que le cas où le dépositaire est incapable de la diligence du commun des hommes. Voiei, en effet, le texte de cette loi : « Quod Nerva diceret, latiorem culpam dolum « esse, Proculo displicebat; mihi verissimum vi- « detur. Nam etsi quis non ad eum modum quem « hominum natura desiderat, diligens est; nisi « tamen ad suum modum curam in deposito « præstat, fraude non caret : nec enim salva fide[i] « minorem iis quam suis rebus diligentiam præs- « tabit. (Celsus, lib. 11, Dig. l. 32, D. XVI, 3.)» Elle ne nous semble signifier qu'une chose : c'est que si le dépositaire n'a pas cette diligence ordinaire qu'a le commun des hommes, il doit au moins, pour être exempt de faute, apporter à la chose déposée le soin qu'il apporte aux siennes. Elle ne signifie pas que si un homme est d'une diligence beaucoup plus que commune pour ses propres affaires, il soit obligé, sous peine d'être passible de l'action *depositi*, d'apporter à la garde du dépô ce soin particulier; il suffit qu'il n'y mette pas de

mauvaise foi. La règle ici, c'est donc que le dépositaire doit à la conservation de la chose une diligence ordinaire, celle qu'y apporterait la moyenne des hommes, et sur laquelle, par conséquent, le déposant a pu raisonnablement compter. Le dépositaire ne sera en faute que s'il a été tout à fait au-dessous de cette diligence ordinaire, et encore ne sera-t-il responsable que s'il n'est pas un homme habituellement négligent dans ses affaires propres, car alors le déposant qui l'a choisi ne devait pas compter qu'il donnerait à la chose déposée plus de soin qu'aux siennes.

A ce sujet de la responsabilité du dépositaire, il nous faut examiner la question de savoir si le dépositaire est responsable de la perte du dépôt, alors que, dans un péril imminent, un naufrage, un incendie, une inondation, où la chose déposée et les siennes propres se trouvaient également menacées, il a sauvé ce qui lui appartenait sans sauver le dépôt? Les textes ne décident pas la question, et les interprètes ne sont pas d'accord entre eux. Voët pense que, dans un péril commun, lorsque le dépositaire ne peut sauver qu'une partie des biens menacés, et est obligé de choisir entre le dépôt et ses valeurs propres, il doit commencer par sauver le dépôt (1). Mais cette opinion est

(1) Voët, ad Pand, XVI, 3, nº 4.

beaucoup trop rigoureuse, car elle obligerait le dépositaire à avoir plus de diligence pour les choses déposées que pour ce qui lui appartient, et nous avons vu qu'il n'en saurait être ainsi, attendu que le dépositaire rend un service purement d'obligeance, et qu'il est à l'abri de tout reproche, pourvu qu'il ait apporté à la chose déposée un soin égal à celui qu'il apporte aux siennes. Brunnemann voudrait rechercher si les objets déposés étaient plus ou moins précieux que ceux du dépositaire : responsable au premier cas, il ne le serait pas au second. Cette opinion, qu'il donne dans son explication de la loi 32 D. XVI, 3, ne saurait non plus être admise, malgré son apparence d'équité, parce qu'elle ferait dépendre d'un simple hasard la responsabilité du dépositaire.

Nous résoudrons cette question par les principes que nous avons posés précédemment. En effet, demander si le dépositaire qui a sauvé ce qui lui appartient, alors que le dépôt a péri, est responsable de cette perte, c'est demander, en d'autres termes, si le dépositaire, en ne sauvant pas le dépôt dans cette circonstance, s'est rendu coupable d'une faute grave. Or ici, comme nous supposons qu'il s'agit d'un péril imminent et d'une circonstance tout à fait extraordinaire, il ne saurait y avoir lieu, pour apprécier la faute, de poser la question de savoir si le dépositaire aurait

apporté dans la conservation du dépôt moins de diligence qu'il n'en apporte habituellement dans la conservation de ses propres choses, et tout se réduira à cette question de fait : le dépositaire a-t-il agi comme un homme ordinaire ? La question ainsi posée, il est évident que, pour la résoudre, on ne pourra guère procéder que par présomption, sauf toujours la preuve du contraire. Si, par exemple, le dépositaire avait sauvé tout ce qui lui appartenait, il y aurait présomption qu'avec des soins ordinaires il aurait pu sauver aussi le dépôt. C'est la règle du droit canon : «Bona fides abesse præsumi- « tur, si tuis rebus salvis existentibus, res deposi- « tas amisisti (1). » Dans cette hypothèse spéciale, la présomption serait donc contre le dépositaire, et ce serait à lui à prouver qu'il n'y a pas eu faute de sa part, et que bien qu'il ait réussi à sauver tout ce qui lui appartenait, il a été dans l'impossibilité de sauver le dépôt, tandis qu'en règle générale, comme le dépositaire n'est tenu que du dol et de la faute grave, et que le dol ne se présume pas, c'est au déposant à prouver la mauvaise foi. Il y aurait aussi lieu de tenir compte, suivant nous, pour apprécier la responsabilité du dépositaire, et nous admettrions dans cette limite la doctrine de Brunnemann, de la valeur des choses

(1) Cap. ult. *in fine* X, de præsumptionibus.

déposées, au cas où le dépositaire pouvait matériellement les sauver tout aussi bien que les siennes. S'il a préféré sauver les siennes, quoiqu'elles fussent moins précieuses que les choses déposées, il n'est pas à l'abri du reproche de mauvaise foi; car, dans ce cas, un homme d'une diligence ordinaire aurait préféré sauver les objets qui avaient le plus de valeur, sauf à se faire indemniser pour la perte des siens. Tout se réduit donc à une question de fait : Le dépositaire n'est pas, en général, obligé de sacrifier ce qui lui appartient pour sauver le dépôt; mais si la chose déposée avait beaucoup plus de prix que la sienne, il devra sauver la première de préférence, à supposer qu'il puisse sauver l'une aussi bien que l'autre; s'il ne l'a pas fait, il ne s'est pas conduit comme se serait conduit en pareille circonstance un gérant d'affaires d'une vigilance ordinaire, et, par conséquent, il pourra être poursuivi par l'action de dépôt, quitte à lui à prouver devant le juge qu'il n'y a pas eu faute de sa part.

Lorsqu'une caisse fermée à clef, ou toute autre chose cachetée, a été confiée au dépositaire, celui ci devient-il responsable des choses qui y son renfermées? Trébatius prétend qu'il ne doit l'être qu'autant que le déposant, au moment de la remise, les lui a montrées ou exhibées, mais Ulpien et Labéon le rendent responsable, même en l'ab-

sence de cette condition (l. 1, § 41, D. XVI, 3).

Mais, bien entendu, ce serait au déposant à prouver que les objets qu'il prétend avoir été déposés dans la caisse, y étaient réellement, et de plus, que c'est par le dol du dépositaire qu'ils n'y sont plus (l. 18, § 1, D. XXII, 3).

Le dépositaire n'est donc tenu que du dol et de la faute grave : il n'est pas responsable, et par suite ne peut être poursuivi par l'action de dépôt, lorsqu'il a cessé de posséder, sans qu'on puisse lui imputer un dol ou une faute assimilée au dol.

C'est pourquoi le dépositaire qui, par une erreur excusable, restitue le dépôt à un autre que celui à qui il appartient, n'est pas soumis à l'action du dépôt, c'est ce qu'enseigne Ulpien dans la loi 1, § 32, ff. XVI, 3.

De même, s'il a restitué le dépôt à un des héritiers du propriétaire, il ne sera pas tenu envers les autres héritiers, alors même qu'il aura fait la restitution sans y être autorisé par ordonnance du juge (l. 81, § 1, D. XLVI, 3 *De solut.*).

Autre espèce : Si le dépositaire a perdu sans dol de sa part une chose à lui confiée, il ne sera tenu ni de l'action de dépôt, ni même de donner caution de la rendre au cas où il la recouvrerait. Cependant, s'il la recouvrait, il serait alors tenu de la rendre et pourrait y être contraint par l'action *depositi directa* (l. 20 Paul ff. XVI, 3). Cette dé-

cision n'est qu'une application de plus du principe que le dépôt est un contrat de bonne foi : le dépôt ne produit d'action que par le dol du dépositaire. S'il n'a pas commis de dol, il ne peut pas être astreint même à fournir caution. Mais si, après avoir perdu la chose sans sa faute, il la recouvre et ne veut pas la rendre, alors il y a dol, et c'est alors seulement qu'il est soumis à l'action.

A plus forte raison, si des bijoux ont été perdus entre les mains d'un dépositaire qui a lui-même péri dans une attaque de voleurs ou par toute autre force majeure, la perte n'en sera pas à la charge de son héritier, qui ne doit répondre que de son dol et de sa faute grave (à moins qu'il n'en ait été autrement convenu) (l. 1, C, h. t.).

Mais la responsabilité du dépositaire qui, en principe général, ne comprend que le dol et la faute grave, peut être étendue au delà. C'est ce qui peut avoir lieu en vertu de la convention expresse, car s'il a été convenu que le dépositaire sera tenu même de la faute légère, rien n'empêche d'exécuter la convention « contractus enim legem ex conventione accipiunt. » (L. 1, § 36, ff. *Depositi*. *Adde*, même loi, § 35.)

Suivant le même § 35, le dépositaire qui se présente spontanément pour recevoir le dépôt, est présumé vouloir assumer sur lui la responsabilité de la faute même légère, sans qu'il puisse néan-

moins être rendu responsable des cas de force majeure. Le dépositaire doit encore répondre de tout risque et péril dans les cas suivants :

1° Lorsque le dépôt de choses fongibles a eu lieu dans l'intérêt seul du dépositaire, et de façon qu'il lui soit permis de s'en servir au besoin. Voici l'espèce que prévoit la loi 4, ff. XII, 1 *de rebus creditis* : « Si quelqu'un n'avait ni motif ni intention de prêter à intérêt, et que, voulant acheter des fonds de terre, vous ayez sollicité de lui un prêt d'argent, mais que vous n'ayez pas voulu recevoir la somme à titre de prêt avant d'avoir acheté; si par suite le prêteur, parce qu'il se trouvait peut-être dans la nécessité de s'absenter, a remis entre vos mains la somme à titre de dépôt, de manière que, si vous vous décidiez à acheter, vous fussiez obligé à titre de prêt : « ce dépôt sera à vos risques et périls. » En effet, ici, le dépôt est fait plutôt en faveur du dépositaire que du déposant (1). Et même, dit Ulpien dans la même loi, 4, § 1, *in fine*, « celui qui a reçu une chose pour

(1) Le dépositaire serait-il, dans ce cas, responsable non-seulement de sa faute légère, mais même des cas fortuits? Nous pensons, bien qu'il y ait controverse, que les cas fortuits ne seraient pas à la charge du dépositaire, au moins jusqu'à ce qu'il eût employé la somme; car jusque-là il n'y a encore que dépôt, et non pas prêt; par conséquent, l'argent appartient encore au prêteur déposant, et doit périr pour lui s'il périt par cas fortuit.

la vendre, sous la condition de pouvoir se servir du prix, aura la chose à ses risques. »

2. Lorsque le dépositaire est en demeure, et que la chose n'eût pas péri chez le déposant, si elle avait été rendue lorsqu'elle devait l'être (l. 12, § 3 Pomponius, ff, XVI, 3) Comp. Gaius (l. 14 § 1 *eod. tit*).

3. Lorsque le dépositaire se sert de la chose déposée et abuse ainsi du dépôt, il commet un « furtum usus, » et il est passible non-seulement de l'action *depositi* mais encore de l'action *furti* (l. 29, pr. D. XVI, 3. Inst. § 6, de oblig. quæ ex delicto nascuntur).

4. Lorsque le dépositaire, après avoir vendu la chose, l'a rachetée pour la reprendre en dépôt, il sera tenu de l'action du dépôt, alors même qu'elle aura péri fortuitement plus tard: *quia semel dolo fecisti ut venderes* (l. 1 § 25 ff. h. t.) Le dépositaire a commis un dol en vendant la chose, et ce dol n'est pas effacé tant que la chose n'est pas restituée.

5. Lorsque le dépositaire qui a la chose chez lui, refuse de la rendre, ce refus constituera le plus souvent un dol, mais alors même qu'il n'y aurait pas dol de sa part, ce qui peut arriver, il n'est pas moins tenu de l'action *depositi*. Et non-seulement lui, mais même son *fidéjusseur*, pourrait être actionné, selon Ulpien (l. 1, § 14 ff. *depositi*).

6· Enfin, lorsque le dépositaire a retiré un profit du dépôt, il est encore tenu au-delà de son dol ou de sa faute grave (l. 1 § 15, D. XVI, 3).

La responsabilité du dépositaire, qui, comme nous venons de voir, peut être dans certains cas étendue au-delà du dol et de la faute grave, ne peut pas être restreinte. La convention portant que le dépositaire ne serait pas tenu du dol ni de la faute, n'aurait aucun effet: elle serait nulle comme contraire à la bonne foi et aux bonnes mœurs. Les lois 1 § 7, ff. *depositi* et 23 ff. L. 17 sont expresses sur ce point. Cependant la loi 27 § 3 ff. II, 14, paraît au premier abord contraire à ce principe. Après avoir dit qu'aucun pacte ne peut écarter la responsabilité résultant du dol, cette dernière loi ajoute: « quamvis si quis paciscatur, « ne depositi agat, vi ipsa id pactus videatur, ne « de dolo agat: Quod pactum proderit. » Ainsi, d'après cette loi, la convention que le dépositaire ne sera pas tenu du dol, n'est pas valable, et pourtant le déposant peut très-bien s'engager envers le dépositaire à ne pas le poursuivre pour son dol, n'y a-t-il pas là contradiction? Quelques interprètes ont dit, pour lever cette contradiction apparente, que la loi 1 § 7 ff. *depositi* se rapporte à une convention sur le *dolus futurus*, et qu'alors la clause est frappée de nullité comme immorale, tandis que la loi 27 § 3 ff. II 14, se rapporterait à un

dolus præteritus, au cas où, le dépositaire ayant commis un dol, le déposant conviendrait avec lui par bienveillance ou par tout autre motif, de ne pas intenter l'action qu'il aurait droit d'introduire immédiatement en justice. Cette manière de concilier les deux lois est sans doute assez plausible, mais nous pensons qu'elle force un peu les textes et qu'elle fait une supposition qui n'est pas nécessaire. Selon nous, la renonciation à l'action *depositi*, faite même à l'avance, c'est-à-dire avant que cette action soit née, peut être valable, tandis qu'il reste toujours vrai que la clause que le dépositaire ne sera pas tenu de son dol, est nulle et sans effet; cette dernière convention est immorale, mais la première ne l'est pas. En effet, le déposant qui s'engage envers le dépositaire à ne pas intenter contre lui l'action *depositi*, même au cas où il y aurait eu dol de sa part, renonce en réalité à la chose déposée elle-même, puisqu'il s'interdit l'action par laquelle il pourrait se la faire rendre. Or, cette convention, par laquelle le déposant renonce à réclamer la chose, n'a rien qui soit *contra bonos mores*; en renonçant d'avance au bénéfice de l'action, il confère virtuellement au dépositaire le droit de faire de la chose tout ce qu'il voudra, de la garder ou de la restituer à son choix, et dès lors le dol de la part du dépositaire ne se conçoit

même plus. (Molitor, des oblig. en droit romain, t. II, n· 820).

Si le dépositaire, parce qu'il était obligé d'entreprendre un voyage ou parce qu'il ne trouvait plus la chose en sûreté chez lui, l'a déposée lui-même chez un tiers, sera-t-il responsable du fait de ce dépositaire ? Africain prévoit l'hypothèse et il décide que le premier dépositaire n'est pas responsable des faits et gestes du second. Toutefois, bien entendu, il serait responsable envers le déposant primitif, s'il y avait dol de sa part dans le choix même de ce nouveau dépositaire, comme s'il avait choisi un individu notoirement dissipateur et négligent. Mais, hors ce cas, le dépositaire primitif n'est pas responsable du second, même de son dol, et il n'est tenu qu'à céder au déposant les actions qu'il peut avoir contre le second dépositaire infidèle (1) (L. 16, ff. XVI, 3).

Du reste, indépendamment de cette cession, le déposant aurait de son chef, contre le deuxième dépositaire, l'action *utilis depositi* (l. 26, ff. h. t.). C'est aussi ce que dit Paul (Sent., liv. 2. tit. 12,

(1) C'est là une différence à noter entre le dépôt et le mandat, car le mandataire qui se déchargerait de son mandat sur un tiers, ne se libérerait pas envers le mandant en lui faisant cession de son action *mandati*, et demeurerait responsable envers lui de la gestion du second mandataire.

§ 8.) : « Si quis rem penes se positam apud alium « deposuerit, tam ipse directam quam is qui apud « eum deposuerit, utilem actionem depositi ha- « bere possunt. » Et même le déposant aurait cette action utile, non-seulement contre le second dépositaire pour se faire restituer la chose, mais aussi contre le premier, pour se faire céder ses actions, si celui-ci s'y refusait.

SECTION II.

A qui et contre qui est donnée l'action « depositi directa ? »

§ 1. — *A qui elle est donnée ?*

L'action *depositi directa* est donnée à celui qui a fait un dépôt. Du reste, il n'est pas nécessaire, pour avoir cette action, d'avoir fait de ses propres mains la tradition de la chose ; il suffit qu'elle ait été faite au nom et par la volonté de celui qui voulait faire le dépôt. Cette règle est appliquée par la loi 1, § 11, ff. XVI, 3, à l'espéce suivante : « Pomponius se demande quelle action j'aurai contre vous, si je vous ai prié de remettre ma chose à Titius pour la garder, et il pense que j'aurai contre vous l'action du mandat, et contre Titius l'action de dépôt. Mais si vous la lui avez remise en votre nom, vous serez tenu envers moi de l'action de mandat, et lui envers vous de l'ac-

tion de dépôt, laquelle vous serez tenu de me céder, quand je vous aurai attaqué par celle du mandat. »

L'action *depositi* peut donc être accordée à celui qui a fait un dépôt, alors même qu'il n'est pas le propriétaire de la chose déposée. Et même, « si un voleur ou un possesseur de mauvaise foi a fait un dépôt, Marcellus, lib. 6, Digest., pense qu'il aura le droit d'exercer l'action *depositi*, car il a intérêt à se faire rendre ce qu'il est tenu de rendre lui-même (l. 1, § 39, h. t.). »

Que décider si deux personnes ont fait ensemble un dépôt, et intentent l'action toutes les deux ? Si elles sont convenues que chacune d'elles pourrait seule reprendre la chose entière, chacun pourra agir pour le tout ; mais s'il a été entendu qu'elles ne pourraient agir chacune que pour la part qui lui revient, alors le juge ne devra condamner à restituer que cette part (l. 1, § 44, ff. *depositi*).

Comment se fera la restitution, si le déposant est mort laissant plusieurs héritiers, et dans quelles limites chacun d'eux pourra-t-il agir ? Il faut distinguer si l'objet déposé est matériellement divisible ou non. S'il est matériellement divisible, s'il consiste en argent ou en choses fongibles, chaque héritier intentera l'*action depositi* pour sa part, et l'obtiendra séparément. D'après le principe de la

division des créances, il y aura autant de créances qu'il y a de déposants. Si l'objet est un corps certain, chaque héritier pourra intenter l'action, mais comme il n'est créancier que de la part qui lui revient, et que la chose est matériellement indivisible, le dépositaire ne sera pas obligé de lui livrer la chose, à moins que le demandeur ne s'engage à le rendre indemne en lui donnant caution bonne et valable pour le cas où les autres intéressés voudraient réclamer leurs parts. Si le demandeur ne fournit pas cette caution, on déposera la chose dans un temple, et le dépositaire sera libéré de toute action (l. 1, § 36, ff. *depositi*).

Si le dépôt consiste en une somme d'argent remise dans un sac scellé, et qu'un des héritiers du déposant se présente pour avoir sa part, il faudra décacheter le sac en présence du Préteur, ou de personnes de bonne renommée, et lui compter sa part héréditaire. Le reste de l'argent restera entre les mains du dépositaire, s'il y consent, dans le sac recacheté par le Préteur ou par les personnes appelées : s'il s'y refuse, il faudra déposer l'argent dans un temple (*ibid.*).

Mais que décider si la qualité d'héritier est contestée? Une espèce de ce genre se trouve rapportée dans Julien : « Si, dit-il, la personne qui a fait un dépôt étant décédée, a laissé deux héritiers, dont chacun se prétend son héritier unique, il faut re-

mettre la chose à celui qui est prêt à défendre contre l'autre pour le dépositaire. Si l'un et l'autre refusent cette charge, le Préteur ne devant pas être forcé de juger, le dépôt sera consigné dans un temple jusqu'à ce que la contestation sur la qualité d'héritier soit terminée (l. 1, § 37, ff. *depositi*).

L'action du dépôt, comme toutes les autres, peut nous être acquise par ceux qui sont sous notre puissance. Ainsi, quand mon esclave a fait un dépôt, c'est moi qui ai l'action du dépôt (l. 1, § 17, h. t.).

Si l'esclave qui a fait un dépôt appartient à deux maîtres, chacun d'eux a l'action pour la part qu'il a daus l'esclave (l. 1, § 31),

Non-seulement si mon esclave, mais même si celui qui me sert de bonne foi a fait un dépôt, il est juste de me donner l'action, au cas où il a déposé une chose qui m'appartient (l. 1, § 27).

De même, si j'ai l'usufruit d'un esclave, et que la chose par lui déposée fasse partie du pécule qui me revient, ou soit mienne, j'aurai l'action du dépôt (l. 1, § 28).

Et si un esclave héréditaire a fait un dépôt, l'action sera donnée à l'héritier qui fera ensuite adition (l. 1, § 29).

Dioclétien et Maximien, dans un rescrit, disent également que l'hérédité représentant la personne du maître, vous pouvez demander, devant le gou-

verneur de la province, le dépôt qu'un esclave héréditaire a fait de bonne foi avant que vous eussiez succédé à votre père, contre les successeurs du dépositaire (l. 9, Cod. *depositi vel contra*).

Il faut remarquer que, quand un esclave a fait un dépôt, soit qu'il vive encore, soit qu'il soit décédé, son maître peut exercer l'action : mais que l'esclave lui-même, une fois affranchi, ne peut l'intenter. Que s'il a été aliéné, l'action compète encore à celui dont il était l'esclave au moment où il a fait le dépôt ; il faut se reporter à l'origine du contrat (l. 1, § 30, ff. h. t.). Au contraire, si un fils de famille a fait un dépôt, non-seulement le père peut agir, mais le fils lui-même peut intenter l'action du dépôt : « C'est l'avis de Julien et de Marcellus (l. 19, ff. *depositi*).

L'action de dépôt est encore accordée aux héritiers, aux possesseurs de biens et autres successeurs, et même à celui à qui la succession a été restituée en vertu du sénatusconsulte Trébellien (l. 1, § 19, h. t.)

Si le déposant, en faisant le dépôt, est convenu avec le dépositaire que celui-ci rendrait la chose à un tiers, ce tiers n'étant pas intervenu au contrat, ne pourra agir que par l'action utile du dépôt (l. 8 Cod. lib. 3, tit. 42).

Enfin, comme nous l'avons vu, si quelqu'un a déposé dans les mains d'un autre une chose dé-

posée entre ses mains, il aura, lui, l'action directe, et le déposant primitif l'action utile contre ce second dépositaire (Paul. Sent. lib. 2, tit. 12, § 8).

§ 2. — *Contre qui elle est donnée.*

L'action *depositi directa* est donnée contre le dépositaire, et même « si le dépôt a été fait à deux personnes, on pourra agir contre chacune d'elles, et l'action exercée contre l'une ne libérera pas l'autre ; car la libération doit résulter non du choix de l'une d'elles par celui qui agit, mais de la restitution du dépôt. D'où il suit que si toutes deux ont commis un dol, et que l'une ait payé les dommages-intérêts pour la perte de la chose, l'autre ne sera point actionnée : à l'exemple de deux tuteurs. Mais si l'une n'a rien payé, ou n'a pas payé tout, l'autre sera actionnée. De même, si l'une n'a pas commis de dol, et par suite a été acquittée, car alors on poursuivra l'autre (l. 1, § 43, ff. XVI, 3). » Ainsi, d'après cette loi empruntée à Ulpien (lib. 30, ad Ed.), l'action est donnée *in solidum* contre plusieurs dépositaires. Cependant, comme les dépositaires rendent un service gratuit, la solidarité entre eux est moins rigoureuse qu'entre commodataires. Le dépositaire actionné qui prouve que la chose a péri

sans dol ni faute de sa part, doit être absous, et le déposant n'a plus de recours que contre ceux qui ont commis le dol.

« L'action du dépôt se donne encore *in solidum* contre l'héritier pour le dol du défunt. Bien que d'ailleurs nous ne soyons pas, en général, tenus du dol du défunt, sauf pour le profit que nous en avons retiré ; cependant, le dol ici provient du contrat et de la poursuite de la chose ; c'est pourquoi l'héritier unique en est tenu en entier, et s'il y en a plusieurs, chacun en proportion de sa part héréditaire (loi 7, § 1 ff., h. t.) Ainsi, l'action intentée pour des faits concernant ce défunt se divise entre les héritiers du dépositaire ; ceux-ci ne sont tenus du dol que le défunt aurait commis qu'en raison de leurs parts héréditaires. Quant à leur propre dol ou leur faute assimilée au dol, ils répondront chacun de son fait personnel (lois 9 et 10, ff. XVI, 3). Mais si un dol avait été commis de connivence par plusieurs héritiers, ils seraient, à la rigueur, tous tenus *in solidum* ; néanmoins, la loi 22 h. t. dit que le juge veillera à ce que le montant des condamnations soit divisé entre tous, mais de façon que le déposant n'en souffre pas et obtienne toujours la totalité de ce qui lui est dû.

Si l'un des héritiers du dépositaire est seul détenteur du dépôt, il devra le restituer en entier sans pouvoir différer la restitution en prétextan

que ses cohéritiers sont absents, car il n'a pas besoin de leur concours pour faire une restitution qui est exigée par la bonne foi et qui ne peut leur causer aucun préjudice (loi 3, § 3, ff. XIII, 6).

La loi 25 pr. ff. *depositi* fait de cette règle que l'héritier du dépositaire est tenu de l'action, bien qu'il n'ait point pris part au contrat, une application assez curieuse : « Un père, au jour des fiançailles, a reçu en dépôt de sa fille, qui était *sui juris*, les présents à elle faits par son fiancé. Le père venant à mourir, sa fille peut contraindre son héritier à les exhiber, même par l'action du dépôt (Pap. lib. 3 Resp.)

Il est certain qu'un fils de famille peut être soumis à l'action du dépôt comme à toutes les autres. Mais on peut même agir contre son père jusqu'à concurrence du pécule. De même pour l'esclave ; car on agira contre son maître (loi 1, § 42, ff. h. t.).

Le père ou le maître ne sont donc tenus de l'action de dépôt, du chef de leur fils ou de leur esclave, que jusqu'à concurrence du pécule ; mais cependant, s'il y a eu dol ou fraude de leur part, ils devront répondre, non-seulement du dol de celui qui était sous leur puissance, mais aussi de leur propre fraude, et alors ils pourront être tenus au delà du pécule et pour le tout (l. 1, ff. XV, 1, et l. 1, § 42, ff. h. t.).

Cependant, si un fils de famille, après avoir reçu une chose en dépôt, la détient encore après son émancipation, le père ne pourrait pas être actionné *de peculio*, même dans l'année, et il faudrait agir contre le fils lui-même (l. 21, pr. ff. *depositi*). Trebatius va plus loin : Il pense que si le dépôt a été fait à un esclave, et qu'après avoir été affranchi, il détienne encore la chose, c'est contre lui et non contre son maître, que doit être donnée l'action, bien que pour toute autre cause, l'action ne soit pas donnée contre un esclave qui a été affranchi (l. 21, § 1, ff. *depositi*). Mais, bien entendu, il ne peut être poursuivi, après son affranchissement, qu'autant qu'il détient encore le dépôt ; s'il n'a plus la chose entre les mains, l'action ne peut être intentée (Voy. l. 1, § 18, ff. h. t.).

SECTION III

De ce qui entre dans l'action du dépôt.

L'action du dépôt a pour but de faire rendre par le dépositaire au déposant la chose elle-même *in specie*, au moins dans le dépôt régulier.

Si donc le dépositaire a gardé la chose intacte, et s'il n'a pas commis de dol ou de faute grave, pas de difficulté ; il se libère complétement en fai-

sant remise de la chose. Mais si, par suite de son dol, l'objet du dépôt n'est plus entier au moment de la restitution, le déposant, par l'action *depositi directa*, aura droit de réclamer, avec la chose déposée, tout ce qui lui manque par la faute du dépositaire.

Et dans cette action entre, non-seulement le dol passé, mais encore le dol futur, c'est-à-dire commis après la *litis contestatio* (l. 1, § 20, h. t.). C'est pourquoi, suivant Nératius, si la chose déposée a été perdue sans dol, et a été recouvrée *post judicium acceptum*, le défendeur à l'action n'en pourra pas moins être obligé à la restitution, et ne devra pas être absous à moins de la rendre. Le même Nératius dit encore que, si l'on a intenté contre vous l'action *depositi* à un moment où vous n'aviez pas la faculté de restituer, peut-être parce que vos magasins étaient fermés ; cependant, si vous avez cette faculté avant la *condemnatio*, vous devez être condamné si vous ne restituez pas, parce que la chose est chez vous. En effet, il n'y a lieu de rechercher si vous avez commis un dol qu'au cas où vous n'avez pas la chose, puisque, si vous l'avez, il ne peut y avoir gestion, et le dol résulte du refus même de la rendre (V. l. 1, § 21 ff. *depositi*).

En principe général, le demandeur doit désigner la chose déposée dont il réclame la restitu-

tion; par exemple, s'il réclame un dépôt consistant en or ou en argent, il devra en désigner l'espèce et le poids, sauf, s'il y a incertitude sur le poids, à recourir au serment *in litem* (l. 1, § 40. et § 26; adde l. 1, § 41, ff. *depositi vel contra.*).

Les accessoires de la chose déposée ne font pas partie du dépôt : par exemple, si on a déposé un esclave habillé ou un cheval harnaché, les vêtements et le harnais ne sont pas compris dans le dépôt (l. 1, § 3), ce qui n'empêche pas qu'ils ne puissent être réclamés par l'*actio depositi*, non principalement, mais comme dépendances de la chose déposée.

Du reste, l'action du dépôt est une action de bonne foi (l. 1, § 23), et par conséquent le dépositaire doit rendre la chose avec les fruits, le croît des troupeanx, et généralement tout ce qui provient de la chose : « Ne nuda res veniat » (l. 1, § 24).

Le dépositaire doit aussi les intérêts, comme dans toutes les actions de bonne foi, du jour de la mise en demeure (l. 2, Cod. depositi) ou, s'il s'en est servi, même avec la permission du déposant, du jour où il s'en est servi (l. 29, § 1, ff. depositi) (Adde l. 4. Cod. h. t.). A plus forte raison, s'il s'en est servi contre la volonté du déposant, devra-t-il lui en rendre les intérêts, et, comme le dit Gordien, il devra encore s'estimer heureux de

ce que le déposant n'exerce pas contre lui l'action *furti*, car le dépositaire qui sciemment, contre la volonté du propriétaire, se sert pour son usage personnel de la chose déposée, est coupable du délit de vol (l. 3, cod. h. t.).

Il faut bien remarquer que, alors même qu'il est dû des intérêts, le déposant ne pourrait former une demande séparée pour réclamer ces intérêts, s'il avait déjà intenté l'action « depositi, » et obtenu le capital. En effet, il serait alors repoussé par « l'exceptio rei judicatæ » (l. 4, C. 4, 34).

Telle était l'action du dépôt, après les adoucissements successifs que le Préteur avait apportés au droit primitif. En effet, la loi des Douze Tables était plus rigoureuse envers les dépositaires : d'après cette loi, l'action pour le dépôt était donnée au double; d'après l'édit, elle est donnée au simple (Paul, Sent. lib. 2, tit. 12, § 11). Le *duplum* n'a été maintenu par l'édit que pour le cas où le dépôt a été fait sous l'empire de circonstances qui n'ont pas laissé au déposant la faculté de choisir le dépositaire. Tels sont les cas d'émeute, d'incendie, de ruine, de naufrage, etc. Pour tous les autres cas de dépôt, le Préteur ne donne que l'action au simple, et il a eu raison de distinguer le cas du dépôt fait par nécessité de celui du dépôt fait volontairement et en pleine connaissance de cause (l. 30, § 4 et l. 1, § 4, ff. depositi vel con-

tra). Remarquons que la condamnation au double étant une peine, ne s'étend pas aux héritiers lorsqu'elle est motivée sur le dol du dépositaire, mais elle est encourue par eux comme par lui, lorsqu'elle est la conséquence de leur propre dol (l. 1, § 1, ff. *depositi*). Enfin, l'action *depositi* est perpétuelle contre l'auteur du dol, parce qu'elle dérive de la loi des Douze Tables. Contre l'héritier, elle ne peut être intentée que dans l'année, parce qu'elle est prétorienne (l. 18, ff. h. t.).

SECTION IV.

De la nature de l'action du dépôt, et des autres actions avec lesquelles elle peut concourir.

Le caractère principal de cette action, comme nous l'avons vu, est d'être une action de bonne foi, mais elle est de plus une action infamante. D'après l'Édit, la mauvaise foi du dépositaire entraîne, dans le cas de dépôt nécessaire, condamnation au double, et en outre l'infamie; dans le cas de dépôt ordinaire, elle entraîne seulement l'infamie.

C'est encore un caractère particulier de l'action du dépôt, qu'elle ne peut être repoussée ou différée par aucune compensation, déduction ou exception de dol, ou par les actions reconventionnelles que peut avoir le dépositaire (l. II Cod. h. t.)

Ce n'est pas seulement dans le cas de depôt

régulier où la chose à rendre est un corps certain, une *species*, que la compensation n'est pas opposable dans ce cas, les principes mêmes de la compensation y font obstacle. Mais même dans le cas de dépôt irrégulier, où l'action *depositi* a pour objet la valeur de la chose déposée ou des choses semblables, la compensation ne peut avoir lieu, et la loi 11 C. IV, 34 ne fait aucune distinction. En effet, le dépositaire, en acceptant le dépôt, s'est engagé à rendre la chose au déposant dès qu'il le désirerait, et a par conséquent renoncé d'avance à toute prétention qu'il aurait à élever contre celle du déposant ; s'il voulait se prévaloir d'une exception quelconque; il manquerait à la bonne foi du contrat.

Le dépositaire ne peut même pas exercer le droit de rétention, pour obtenir payement des impenses qu'il peut avoir faites à l'occasion de la chose. Il doit d'abord rendre la chose, sauf à poursuivre ensuite le paiement de ses déboursés par l'action *depositi contraria*; ainsi le veut la bonne foi du contrat. La loi 11 C. IV, 34, qui porte cette décision, en donne pour motif : « Cum non sub « hoc modo depositum acceperit, ut non concessa « ei retentio generetur, et contractus qui ex bona « fide oritur, ad perfidiam retrahatur. » Les partisans de l'opinion contraire cherchent en vain à s'appuyer sur un passage de Modestin, la loi 23

D. XVI, 3, ainsi conçue : « Actione depositi con-
« ventus, servo constituto cibariorum nomine,
« apud eumdem judicem utiliter experitur. »
Cette loi, faite pour une hypothèse particulière ne saurait servir de règle générale, et quand même elle prouverait qu'avant Justinien le droit de rétention pour impenses était admis, il est du moins certain qu'à partir de Justinien il ne l'a plus été, car les textes de la loi 11 au Codc le proscrit en termes formels. Ce texte ajoute: « Sed et si ex
« utraque parte aliquid fuerit depositum, nec in
« hoc casu compensationis præpeditio oriatur, sed
« depositæ quidem res vel pecunia ab utraque
« parte quam celerrime sine aliquo obstaculo res-
« tituantur, ei videlicet primum, qui primus hoc
« voluerit, et postea legitimæ actiones integræ quo-
« que ei reserventur. » En présence de cette loi, la controverse ne nous semble plus possible, et il faut dire que dans tous les cas le dépositaire, quelques prétentions qu'il ait d'ailleurs le droit d'élever contre le déposant, doit avant tout restituer la chose, sauf à faire valoir ensuite ses prétentions par l'action *contraria*.

L'action du dépôt est privilégiée quand elle est donnée contre un banquier *argentarius*. Quand des banquiers font banqueroute, *foro cedunt*, dit la loi 7 § 2 ff. *depositi vel contra*, les déposants viennent en première ligne, avant tout autre

privilége, réclamer la chose déposée, pourvu, bien entendu qu'ils n'aient retiré aucun intérêt de leur dépôt, car alors ils se confondraient avec la masse des prêteurs. Et ce privilége, ajoute la loi 8 (eod. tit.) ne s'exerce pas seulement sur la quantité d'argent déposé qui s'est retrouvée dans les biens du banquier, mais encore sur tous ses biens. Il semble bien qu'il faudrait conclure, d'après ces textes, que la créance du déposant passe avant toutes les autres, même privilégiées. Mais ce serait aller trop loin, et la loi 25 § 2 ff. XLII, V, vient nous éclairer sur la véritable portée des deux lois précitées. Cette loi s'exprime ainsi : « Lorsqu'il y a lieu de vendre les biens d'un banquier (1), il a été décidé que *après les priviléges*, ceux-là auraient le droit de préférence qui, obéissant à la confiance qu'une banque inspirait au public, y ont déposé leur argent. Mais, remarquons-le, ceux qui ont reçu du banquier des intérêts pour leur argent déposé, ne sont pas distingués des autres créanciers, et c'est à bon droit; autre chose en effet, est un prêt, autre chose un dépôt. Si pourtant les espèces existent, je pense qu'elles peuvent être revendiquées par les déposants; et alors le

(1) Le texte dit *mensularii*, ce qui indique un banquier qui reçoit de l'argent en prêts, à la charge d'en servir des intérêts mensuels. La loi 7 ff. XVI, 3, les appelle *nummularii* (gens qui font le commerce d'espèces.)

déposant, par la *rei vindicatio*, primera même les privilégiés. »

Voici, en résumé, ce qui nous paraît ressortir de toutes ces lois combinées. Lorsque les biens d'un banquier doivent être vendus par suite de banqueroute, le déposant qui lui avait remis des espèces, non pour les faire valoir comme argent prêté, mais pour les garder intactes à titre de dépôt, peut se présenter devant le juge, et dire: voilà les espèces que j'avais déposées, personne n'a aucun droit sur elles, et je les reprends à titre de propriétaire (par la *rei vindicatio*). Mais s'il a laissé vendre les biens sans revendiquer la chose déposée, ou si cette chose ne se trouve plus *in specie* parmi les biens du banquier, et que par suite il ne soit plus, comme les autres, que créancier d'une somme à prendre sur la masse des biens; alors sa créance (garantie par l'action *depositi*) est bien encore privilégiée, parce que le dépôt est favorable aux yeux de la loi, mais néanmoins elle ne doit passer qu'après les autres privilèges. Telle est, selon nous, la conciliation bien simple des lois 7, § 2 et 8, ff. 16, 3 avec la loi 24, § 2, 52, 5, et il n'est nullement nécessaire de supposer, comme l'ont voulu quelques interprètes, que les deux premières s'occuperaient du dépôt régulier, tandis que la dernière n'aurait trait qu'au dépôt dit irrégulier.

Notons, du reste, que dans la liquidation des biens, les dépenses nécessaires sont d'abord précomptées, et que ce n'est qu'après cette déduction qu'il est procédé à l'évaluation des biens à partager entre les créanciers ; de sorte que la créance des frais passe encore avant tous les priviléges. La loi 8 précitée *in fine* est bien formelle sur ce point.

Que décider au cas où plusieurs déposants se présenteraient à la liquidation ? Faudrait-il avoir égard à l'ordre dans lequel les dépôts auraient été faits, ou faudrait-il les mettre tous au même rang ? La loi 7, § 3 h. t., qui prévoit l'hypothèse, répond : « et constat simul admittendos ; hoc enim rescripto principali significatur. » Mais ici encore, il ne s'agit que du cas où les déposants voudront exercer l'action *depositi* ; car si les choses déposées se retrouvaient en nature, *in specie*, dans la masse des biens, nul doute que chacun des déposants ne pût, de préférence à tout autre, reprendre la sienne propre par la *rei vindicatio*.

L'action *depositi directa* n'est pas toujours donnée seule : elle peut concourir avec d'autres actions.

Ainsi, elle peut concourir avec la *condictio furtiva* qui est accordée au déposant dans le cas où la chose a été perdue par le dol du dépositaire, en effet, comme le dit la loi 13, § 1, ff. XVI, 3,

« on n'est pas tenu de cette *condictio* pour le seul fait d'avoir accepté une chose en dépôt, mais pour s'être rendu coupable de dol dans la garde de cette chose.

La loi 29 (eod. tit.) Paul, lib. 2 Sent. nous indique une autre hypothèse où je puis intenter *l'actio furti* en concours avec *l'actio depositi* c'est le cas « où j'ai déposé un sac d'argent cacheté, et où celui chez qui je l'ai déposé a manié les deniers sans ma volonté. »

L'action *depositi* peut encore concourir avec l'action *ad exhibendum* et avec la *rei vindicatio* (l. 1, Cod. h, t.).

Enfin, elle concourt encore avec l'action de la loi Aquilia (l. 18, § 1, ff. 13, XIII, commodati vel contra).

CHAPITRE III.

DES OBLIGATIONS DU DEPOSANT ET DE L'ACTION DEPOSITI CONTRARIA.

Le dépôt, avons-nous dit, est un contrat synallagmatique imparfait. Il ne produit nécessairement d'obligation que de la part du dépositaire, qui, par le fait même de la livraison de la chose, est obligé à la rendre et peut y être contraint par l'action *depositi directa*.

Mais il peut aussi, dans certains cas, produire *ex post facto* une obligation à la charge du déposant, qui alors sera soumis à l'action « *depositi contraria.* Par cette dernière, le dépositaire peut se faire indemniser des impenses qu'il peut avoir faites à propos du dépôt, tant pour grosses que pour menues réparations et pour frais de garde de la chose déposée. Le déposant ne peut même se soustraire à cette action en abandonnant la chose.

Et puisque, comme nous l'avons vu ailleurs le dépositaire n'a pas, dans le droit de Justinien, le droit de rétention du chef de ses impenses (ll. 5, 12, 23 ff., depositi et l. 11 C. h. t.), il peut exercer l'action *depositi contraria* après qu'il a restitué la chose. C'est ce qui résulte des principes généraux et du caractère même de l'action contraire : Cujas invoque à cet égard une loi que nous avons déjà citée dans l'opinion de ceux qui pensent que le dépositaire a un droit de rétention pour ses impenses ; c'est un passage de Modestin qui forme la loi 23, ff. XVI 3, dans le recueil de Justinien. Cette loi dit : « Ac- « tione depositi conventus, *servo constituto ciba- riorum nomine*, apud eumdem judicem utiliter « experietur. » Le sens paraît bien être que, lorsqu'un esclave a été remis à charge de le nourrir, celui qui est attaqué par l'action de dépôt

pour avoir à le rendre peut se défendre devant le même juge. Mais Cujas fait subir une correction à cette loi ; au lieu de *servo constituto* il lit : *servo restituto* et il change la ponctuation ; de sorte que le sens de la loi, ainsi remaniée, serait que si, actionné au sujet de l'esclave déposé, le dépositaire a omis de répéter les impenses qu'il a faites pour la nourriture de cet esclave et l'a restitué sans faire d'objection, il peut encore répéter ses impenses par l'action *contraria*. Mais dans cette dernière explication, les mots *apud eumdem judicem* n'ont plus de sens, et le texte du Digeste se trouve altéré outre mesure ; nous ne pensons donc pas qu'il y ait lieu d'admettre la correction de Cujas, et nous n'avons d'ailleurs nul besoin de ce texte pour savoir que le dépositaire, même après qu'il a restitué la chose, peut encore intenter l'action contraire devant le même juge ou devant un nouveau juge à son choix.

Et l'actiou contraire serait encore accordée au dépositaire pour tous les torts ou vols dont l'esclave déposé se serait rendu coupable chez lui (l. 6, § 5, ff. *de furtis*, et l. 31, ff. *de pignerat. actione*).

D'une manière générale, il faut dire que, par *l'actio contraria*, le dépositaire peut réclamer tout dommage qui lui a été causé à l'occasion du

dépôt, pourvu que ce dommage ne soit pas la conséquence de son propre fait. Le déposant, quant au dommage causé par le dépôt, est tenu de la faute même légère, parce que le contrat est dans son intérêt, tandis que le dépositaire, comme nous l'avons vu, ne faisant que rendre un service, ne répond que du dol ou de la faute grave. C'est d'après ce principe que la loi 61, § 5, ff. XLVII,2, rend le déposant entièrement responsable du vol commis par l'esclave donné en dépôt, si le déposant n'a pas averti le dépositaire que l'esclave qu'il lui remettait pour le garder avait l'habitude de voler; car alors le dépositaire en aurait pris la responsabilité. Et il est bien juste, ajoute la loi précitée : « Nemini officium suum, quod ejus, « cum quo contraxerit, non etiam sui commodi « causa susceperat, damnosum esse. »

Par conséquent, si le vol ne peut être imputé au dépositaire, le déposant ne pourra pas se soustraire à la responsabilité, en abandonnant l'esclave *in noxam*, comme il le pourrait, s'il l'avait prêté (l. 31, ff. XIII,7) toujours, par la raison que le dépôt est dans l'intérêt unique du déposant, et que le dépositaire, qui rend un service gratuit, doit au moins être rendu indemne de toute dépense comme de tout dommage à lui causé par le dépôt.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DE QUELQUES DÉRIVÉS DU DÉPOT.

SECTION PREMIÈRE.

Du dépôt qui *ex post facto* se transforme en *mutuum*.

Le dépôt, qui est un contrat de bonne foi, peut se transformer en *mutuum* et devenir par là *stricti juris*. C'est ce qui arrive lorsque le déposant convient avec le dépositaire que celui-ci aura le droit de consommer la chose, ce qui suppose que la chose confiée en dépôt est une chose fongible, comme une somme d'argent.

Cette transformation peut avoir lieu dans deux hypothèses bien distinctives :

Première hypothèse. — Le déposant, au moment où il fait le dépôt d'une somme d'argent ou autre chose fongible, convient avec le dépositaire que celui-ci pourra se servir de la chose déposée quand il lui plaira. Alors, il n'y aura pas *mutuum* dès le moment de la convention, et le contrat conservera le caractère de dépôt jusqu'à ce que le dépositaire ait fait usage de la somme; il y a dépôt, et en même temps *mutuum* conditionnel. Tant que la condition n'est pas accom-

plie, c'est-à-dire tant que le dépositaire conserve la somme déposée intacte entre ses mains, le contrat de dépôt subsiste, et le déposant peut réclamer sa chose par l'action *depositi directa*. Dès que le dépositaire fait usage de la somme déposée, le dépôt cesse d'exister et fait place au *mutuum*

Deuxième hypothèse. — Le déposant, après avoir laissé une somme en dépôt pendant un certain temps, permet au dépositaire, à la prière de celui-ci, de faire usage de la somme déposée. Dans ce cas, le *mutuum* n'est plus conditionnel ; il existe dès le moment de la nouvelle convention, par laquelle le dépositaire a obtenu, et le déposant accordé la faculté de dépenser la somme déposée.

La distinction entre les deux hypothèses est bien marquée par les lois 9, § 9, et 10 ff. XII, 1. La première dit : « Deposui apud te decem, postea « permisi tibi uti : Nerva, Proculus, etiam ante- « quam moveantur, condicere, quasi mutua, tibi « hæc posse aiunt ; et est verum, ut et Marcello « videtur : animo enim cœpit possidere ; ergo « transit periculum ad eum, qui mutuum rogavit, « et poterit ei condici (l. 9, § 9). » Voici le texte de la loi 10 : « Quod si ab initio, cum deponerem, « uti tibi, si voles, permisero, creditam non esse, « antequam mota sit : « Quoniam debitum iri non « est certum. » (Adde l. 1, § 34, eod. tit.) »

Il y a, du reste, un grave intérêt pratique à ne pas confondre les deux cas. Au premier cas, lorsque la convention qui permet au dépositaire de se servir de la somme déposée intervient au moment même du dépôt, et que par conséquent le contrat conserve le caractère de dépôt jusqu'à ce que l'usage ait eu lieu, il a pu être valablement stipulé des intérêts au moment où le contrat s'est formé, soit pour être payés à partir du jour du contrat, soit pour l'être à partir du jour où le dépositaire ferait usage de la chose déposée. Ici, la convention d'intérêts ayant été ajoutée au contrat de dépôt, et ce contrat étant un contrat de bonne foi, tirerait sa force de ce contrat, et serait parfaitement valable. Dans le second cas, au contraire, comme au moment du contrat de dépôt, les parties ne songeaient pas encore au *mutuum* et par conséquent n'ont pu à ce moment ajouter la clause que le dépositaire payerait des intérêts, cette clause, qui n'a pas été ajoutée au contrat *ex continenti* ne pourra pas l'être non plus *ex intervallo* au moment où les parties transformeront le dépôt en *mutuum* par une convention nouvelle. En effet, comme ici le dépôt prend fin pour faire place au *mutuum*, ce serait une clause d'intérêts ajoutée, non plus à un dépôt, contrat de bonne foi, mais à un *mutuum*, contrat de droit strict : ce qui est impossible. Pour faire pro-

duire des intérêts à partir de la nouvelle convention, il faudrait une stipulation ; mais alors ce serait un *fœnus*, et non plus un *mutuum*.

Dans les deux hypothèses, du reste, une fois le dépôt transformé en *mutuum*, la compensation qui, comme nous l'avons vu, ne peut être opposée par le dépositaire, sera alors admissible, parce que le privilége attaché au dépôt ne peut survivre à l'existence de ce contrat lui-même.

SECTION II.

Du dépôt irrégulier.

Il ne faut pas confondre avec le dépôt qui, par la consommation qu'en fait le dépositaire du consentement du déposant, se transforme en *mutuum* l'espèce particulière de dépôt que l'on appelle dépôt irrégulier.

En général, l'obligation du dépositaire a pour objet un corps certain. Lors même que la chose déposée est une somme d'argent, c'est en principe la *species* même qui doit être restituée, et le déposant reste propriétaire des écus. Néanmoins, quand il s'agit de sommes d'argent ou de toutes autres choses fongibles, les parties peuvent convenir expressément au moment du dépôt que le dépositaire n'aura pas à restituer les espèces elles-

mêmes, mais que la restitution se fera *tantumdem in genere*. Nous sommes ici en dehors des termes habituels du dépôt : « Egreditur ea res, » dit Papinien, « depositi notissimos terminos. » Paul dit également : « eum contractum depositæ pecuniæ modum excedere » (l. 24 et l. 26, § 1, ff. *depositi vel contra*.

S'ensuit-il qu'il y ait là un *mutuum* et non pas un dépôt, ce qui aurait notamment pour conséquence que des intérêts ne pourraient pas être dus sans stipulation ? Non, les jurisconsultes romains admettent, conformément à l'intention des parties, qu'il y a là un dépôt modifié par un pacte, et que l'action *depositi* pourra être employée (1).

Toutefois, ce dépôt irrégulier a beaucoup d'analogie avec le *mutuum* le dépositaire devient propriétaire comme l'emprunteur, et a la chose à ses risques et périls. Mais il y a toujours entre les deux des différences notables : 1° Le dépôt, même irrégulier, a toujours pour but la garde de la chose ; le *mutuum* a pour but un profit à retirer du contrat; 2° le *mutuum* comme contrat *stricti juris* n'est pas susceptible d'intérêts conventionnels, ni même d'intérêts

(1) M. Ch. Demangeat, Cours élémentaire de droit romain, T. II, p. 170.

moratoires; le dépôt irrégulier, comme contrat de bonne foi, est susceptible des uns et des autres; 3° le *mutuum* doit être restitué seulement au terme fixé, et, s'il n'y en a pas, dans un délai moral arbitré par le juge; le dépôt, même irrégulier, doit être restitué à la première demande, et si la restitution n'a pas lieu immédiatement, les intérêts moratoires courent de plein droit.

Du reste, pour que le dépositaire soit ainsi tenu de vendre, non pas une *species* mais une quantité semblable, il n'est même pas nécessaire qu'il y ait eu à cet égard une convention expresse. Voici, en effet, ce que dit le jurisconsulte Alfenus : « Si quis pecuniam numeratam ita de-« posuisset, ut neque clausam neque obsigna-« tam traderet, sed adnumeraret, nihil aliud eum « debere apud quem deposita esset, nisi tantum-« dem pecuniæ solveret (l. 31, ff. *locati*, XIX, « 2). » Il y a là un accord tacite de volontés qui suffit pour obliger les parties.

SECTION III.

Du dépôt nécessaire ou misérable.

On appelle dépôt nécessaire ou misérable celui où le déposant n'a pu exercer une volonté libre; il a été pressé par un cas de force majeure, et il n'a pu choisir librement le dépositaire; au milieu

d'une émeute, d'un incendie, d'un naufrage, il n'a songé qu'à conserver la chose et l'a déposée où il pouvait, au hasard. Pour qu'il y ait réellement dépôt nécessaire, il faut donc que le déposant n'ait eu aucun autre motif de déposer sa chose que la force majeure et le péril imminent (l. 1, § 3, depositi vel contra, ff. XVI, 3).

De ce que le déposant n'a pas eu la faculté de choisir le dépositaire, il résulte qu'il doit être garanti d'une manière plus rigoureuse que dans le dépôt ordinaire contre sa mauvaise foi, parce que « cum extante necessitate deponat, crescit perfidiæ crimen » (même loi § 4). Aussi l'action *depositi* qui, dans les cas ordinaires, est donnée au simple, est-elle donnée au double contre le dépositaire qui a abusé d'un dépôt fait dans un cas de force majeure. C'est même, comme nous l'avons vu, le seul cas où le Préteur a conservé dans toute sa rigueur la disposition primitive de la loi des Douze-Tables. Voici les termes de l'Édit:

« Quod neque tumultus, neque incendii, neque
« ruinæ, neque naufragii causa depositum sit, in
« simplum, earum autem rerum, quæ supra
« comprehensæ sunt, in ipsum in duplum; in
« heredem ejus, quod dolo malo ejus factum
« esse dicetur, qui mortuus sit, in simplum:
« quod ipsius, in duplum judicium dabo. »

SECTION IV.

Du dépôt simulé.

Quelquefois, lorsqu'un propriétaire, pour conserver sa chose, est obligé de feindre un dépôt, ce dépôt simulé produit les mêmes actions que le véritable dépôt. Une espèce curieuse est rapportée sur ce point au Digeste (l. 27, ff. XVI, 23) : « Lucius Titius, qui avait sous sa puissance Seia sa fille, l'a donnée en mariage à Pamphile, esclave d'un autre, et il lui a même confié en garde une dot sous le titre de dépôt. Ensuite, avant que le maître de l'esclave eût fait aucune dénonciation, le père est mort et l'esclave Pamphile bientôt après. Je me demande par quelle action Seia, qui est devenue héritière de son père, pourra répéter la dot? Paul a répondu : comme une dot n'a pu être légalement constituée, elle devra répéter la somme sur le pécule de Pamphile par l'action du dépôt. » Ici, un dépôt est fait pour échapper à une prohibition de la loi, qui ne permet pas qu'il y ait de dot là où il n'y a point de mariage légitime, lequel ne peut exister entre esclaves. Ce dépôt est un dépôt simulé, car, en réalité, le père ne donne pas la somme à l'esclave pour la garder, mais pour soutenir les charges de son mariage légitime avec sa fille. Néanmoins, Paul décide

que c'est un dépôt, et qu'il y a lieu à l'action *depositi*.

SECTION V.

Du séquestre.

Le séquestre est une espèce de dépôt.

« Il y a proprement dans le séquestre un dépôt qui est remis par plusieurs personnes *in solidum* à la charge de conserver et de rendre sous une certaine condition (l. 6, ff. *depositi*). » Aussi définit-on souvent le séquestre : un dépôt ayant pour objet une chose litigieuse, restituable à celle des parties en faveur de qui a été prononcée la sentence, et telle est la signification du mot séquestre pris dans son sens propre et restreint. Voici la définition et l'étymologie que Modestin donnait du mot séquestre : « Sequester dicitur, apud quem « plures eamdem rem de qua controversia est, « deposuerunt : dictus ab eo quod occurrenti aut « quasi sequenti eos qui contendunt, committi- « tur (l. 110, ff. L, 17, de verb. sign.). » Mais cette définition n'est pas assez large ; le mot séquestre ne s'applique pas seulement au dépôt d'un objet litigieux fait volontairement par les parties, mais aussi au dépôt ordonné par le juge, alors même que l'objet n'est pas litigieux, dans le but soit de conserver des droits qui sont mis en péril ;

soit de parvenir à l'exécution d'une sentence en maintenant la propriété au débiteur et en payant le créancier sur les fruits que la chose peut produire. Nous définirons donc le séquestre un dépôt fait soit du consentement des parties intéressées, soit par ordre du juge à l'effet de conserver des droits mis en péril, ou de parvenir à l'exécution d'une sentence.

D'après cette définition, le séquestre est volontaire ou nécessaire. Le séquestre nécessaire peut avoir pour objet les personnes aussi bien que les choses. Il y a lieu à ordonner le séquestre d'une personne dans *l'interdictum de liberis exhibendis*, lorsqu'un enfant est dans un âge où il pourrait souffrir du séjour qu'il ferait chez le défendeur (l. 3, § 6, ff. XLIII, 30). « In hoc interdicto, « donec res judicetur, fæminam, prætextatum, « eumque qui proxime prætextati ætatem acce- « det, interim apud matremfamilias deponi præ- « tor jubet. Proxime ætatem prætextati accedere « eum dicimus, qui puberem ætatem nunc in- « gressus est. Cum audis matremfamilias, accipe « notæ auctoritatis fæminam. »

Il peut aussi y avoir lieu à ce séquestre sans qu'il y ait procès, lorsqu'au décès du mari l'état de la veuve est incertain, et que les héritiers du défunt ont intérêt à constater qu'en ce moment la femme n'est pas enceinte, ou lorsqu'au divorce

le mari a intérêt à constater que la femme est enceinte. Le Préteur avait rendu un édit très-détaillé sur ce point (V. l. 1, § 10, ff. *de inspiciendo ventre, custodiendoque partu*, XXV, 5).

Mais, le plus souvent, le séquestre a pour objet des choses.

Dans les actions mobilières, lorsque le défendeur ne peut donner caution, et que sa solvabilité est suspecte, le juge peut aussi ordonner qu'en attendant la fin du procès ou le cautionnement, la garde de la chose soit confiée à un tiers.

Ou bien lorsque le défendeur, en possession de l'immeuble, fait pendant l'instance des coupes déréglées et gaspille les fruits, le juge peut ordonner que ces fruits seront mis en sequestre. Le cas est prévu par un rescrit des empereurs Constantin et Vérus : « Quamvis usitatum non sit post appel-
« lationem, fructus agri de quo disceptatio sit,
« deponi, tamen, cum populitarentur ab adver-
« sario, æquum sibi videri fructus apud seques-
« tres deponi (l, 11, § 3, ff. XLIX, 1.). »

Mais jamais le séquestre ne peut être prononcé lorsque la créance a pour objet une somme d'argent ; de telles prétentions, dit la loi 1, Cod. IV, *de prohibita sequestratione pecuniæ*, doivent d'abord être prouvées, et une fois que le créancier a apporté ses preuves et a convaincu son débiteur,

y a condamnation définitive ; le débiteur n'a

plus qu'à payer, et il ne saurait être question de séquestre.

Le séquestre peut encore être ordonné comme mesure conservatoire, en cas de fureur ou d'aliénation mentale (l. 22, § 8, ff. XXIV, 3).

Une femme mariée est atteinte de folie furieuse (*in sævissimo furore constituta*); le mari, par astuce, ne veut pas dissoudre le mariage, parce qu'il préfère continuer à jouir de la dot; mais il n'a aucun souci de l'infortune de sa femme, il la délaisse, sans lui donner les soins qu'il lui devrait comme mari, et cependant il gaspille la dot. Alors le curateur de la malade, ou ses plus proches cognats, pourront demander au juge compétent d'imposer au mari l'obligation de subvenir à l'entretien de la femme, de lui fournir des aliments, et de payer les frais de médecin. Que s'il est manifeste que cet homme dissiperait la dot, si on la lui laissait entre les mains, le juge peut ordonner qu'elle sera séquestrée, pour le revenu en être employé à l'entretien de la femme.

Le séquestre est donc un dépôt, mais il diffère sous plusieurs rapports du dépôt ordinaire.

1° Dans le séquestre, il y a toujours plusieurs déposants, puisqu'il a lieu pour une chose en litige, tandis que dans le dépôt, il n'y en a généralement qu'un seul; mais, alors même que plusieurs o propriétaires ont déposé une chose commune

entre eux, le dépositaire n'est pas dans la même position que le séquestre. Dans le dépôt fait par plusieurs, chacun a déposé sa part, et, par conséquent le dépôt doit être restitué à raison de la part que chacun a dans la chose commune : le dépositaire ne se libérerait pas s'il rendait la chose à un seul.

Dans le séquestre, au contraire, le dépôt de la chose litigieuse se fait *in solidum* (l. 6, ff. h. t.), de sorte que la chose doit être restituée à un seul, et non pas à chaque déposant à raison de sa part (l. 17, ff. h. t.).

2· Le dépôt ordinaire n'a lieu que par la convention ; le séquestre a lieu parfois sans convention, par l'autorité du juge, surtout quand la possession de la chose est litigieuse.

3· Dans le dépôt ordinaire, la chose peut être redemandée sur le champ, et doit être restituée à la première réquisition, alors même qu'un terme aurait été convenu pour la restitution.

Dans le séquestre, la restitution ne se fait pas *quandocunque repetenti*, mais seulement au terme désigné à la fin du litige, ou lorsque les causes qui ont nécessité le séquestre ont disparu. Une autre espèce, empruntée à la loi 9, § 3, ff. *de dolo malo*, IV, 3, va bien nous montrer que l'action « sequestraria » ne peut être intentée dans tous les cas où l'action *depositi* pourrait

l'être : « Labeo trigesimo septimo posteriorum « scribit : si oleum tuum, quasi suum defendat « Titius ; et tu hoc oleum deposueris apud « Seium, ut is hoc venderet, et pretium servaret, « donec inter vos dijudicetur, cujus oleum esset ; « neque Titius velit judicium accipere, quoniam « neque mandati, neque sequestraria Seium con- « venire potes, nondum impleta conditione depo- « sitionis : de dolo adversus Titium agendum. « Sed Pomponius lib. 27 posse cum sequestre « præscriptis verbis actione agi ; vel, si is sol- « vendo non sit, cum Titio de dolo, quæ distinc- « tio vera esse videtur. »

4° Il existe entre le dépôt et le séquestre une autre différence capitale. C'est que le dépositaire, comme nous l'avons vu, n'a pas la possession ; il ne fait que détenir la chose pour le compte d'un autre ; au contraire, le sequestre n'est pas seulement *in possessione*, il a la possession proprement dite. C'est ce qu'exprime la loi 17, § 1, ff. XVI, 3 « Rei depositæ proprietas apud deponentem ma- « net, sed et possessio : nisi apud sequestrem « deposita est, nam tum demum sequester possi- « det : id enim agitur ea depositione, ut neutrius « possessioni id tempus procedat. » Nous allons traduire littéralement ce texte, dont le sens a donné lieu à quelque controverse. « La propriété de la chose déposée r este chez le déposant,

et même la possession, à moins qu'elle n'ait été déposée entre les mains d'un séquestre, car alors le séquestre possède ; en effet, le but que les parties se proposent en faisant ce dépôt, c'est que le temps, où la chose sera séquestrée, ne s'ajoute à la possession ni de l'une, ni de l'autre. » Ainsi, Numérius Nigidius possédait une chose de manière à pouvoir l'usucaper ; avant qu'il n'ait accompli l'usucapion, Aulus Agérius revendique la chose, qui est alors mise en séquestre ; il ne faut pas que Numérius Négidius puisse, par le ministère du séquestre, accomplir l'usucapion *intra moras litis* à l'encontre d'Aulus Agérius. Les deux parties, en remettant la chose au séquestre, ont eu précisément l'intention de rester jusqu'à la sentence dans la position respective où elles se trouvaient au début de l'instance. Le sequestre n'est donc jamais un instrument de possession pour l'un des plaideurs à l'encontre de l'autre. Mais alors, que signifie donc la loi 39, ff. XLI, 2 ? « Interesse puto, dit Julien, qua mente apud se-
« questrem deponitur res. Nam, si emittendæ
« possessionis causa, ET HOC APERTE FUERIT AP-
« PROBATUM, ad usucapionem possessio ejus par-
« tibus non procederet ; at, si custodiæ causa
« deponatur, ad usucapionem eam possessionem
« victori procedere constat. » Ce texte semble bien dire que le séquestre n'a la possession

qu'autant que les parties en sont expressément convenues, et *hoc aperte fuerit approbatum*, qu'à défaut de cette convention spéciale, le séquestre serait seulement *in possessione*, et détiendrait au nom et pour le compte d'autrui.

Y a-t-il donc contradiction, ou au moins antinomie, entre les lois 17, § 1, ff. depositi et 39, ff. de acquis. vel amitt. poss.?

Molitor (Des oblig. en droit romain, t. 2, n° 838) prétend que ces deux textes prévoient la même hypothèse et énoncent le même principe : à savoir que la possession n'appartient au séquestre que dans le cas de convention expresse. Pour donner ce sens à la loi 17, § 1, *depositi*, il rapporte les mots *deposita est*, au mot *possessio*, et non pas au mot *res*, de sorte que cette loi signifierait que le déposant garde la propriété de la chose déposée, et aussi la possession, à moins que cette possession n'ait été, par une clause expresse, accordée au séquestre, *nisi apud sequestrum deposita est*, et elle serait ainsi parfaitement conforme à la loi 39, ff. XLI, 2. Mais il nous semble difficile de rapporter le mot *deposita* au mot *possessio*, car une possession ne se dépose pas, et ce serait forcer le sens grammatical. Nous préférons concilier les deux lois en disant qu'elles prévoient deux hypothèses toutes différentes. Si le débat s'agite entre le défendeur

et le demandeur à la revendication, alors le séquestre qui sera nommé devra, en dehors de toute convention, avoir la possession, afin que le défendeur ne puisse usucaper la chose à l'encontre du demandeur pendant la durée de l'instance. Mais si ni Numerius Négidius, ni Aulus Agerius, tous deux parties au procès, n'étaient propriétaires, le séquestre ne pourrait-il pas être un instrument de possession pour celui des deux plaideurs qui triomphera, à l'encontre du tiers qui en réalité était propriétaire de la chose? C'est ici une question toute différente, et c'est alors que pour la résoudre, il y a lieu de rechercher quelle a été l'intention des parties en remettant la chose litigieuse à un sequestre. C'est le cas prévu à la loi 39, ff. XI, 1, 2 (1).

5° Le séquestre diffère encore du dépôt en ce qu'il peut avoir pour objet des immeubles; le dépôt ne s'applique qu'aux choses mobilières.

6° Enfin, une dernière différence, c'est que l'esclave, qui peut déposer au nom de son maître et lui acquérir *l'action depositi directa*, même sans sa volonté, ne peut pas séquestrer ainsi la chose de son maître sans son consentement. Ainsi l'enseigne Labéon : « Votre esclave, dit-il, a, de concert avec Attius, déposé de l'argent en séques-

(1) Ch. Demangeat, Cours élémentaire, t. II, p. 169.

tre chez Mævius, sous cette condition, que l'argent vous serait rendu, si vous prouviez qu'il vous appartenait ; sinon, qu'il serait rendu à Attius. J'ai décidé que vous pouviez agir avec celui chez qui l'argent a été déposé, par l'action *ad exhibendum incerti*, et revendiquer l'argent une fois représenté; parce que votre esclave n'a pas pu, en déposant, rendre votre condition pire (l. 33, ff. XVI, 3). »

L'action *sequestraria directa* est donnée au déposant contre le séquestre, lorsque celui-ci se rend coupable de dol en ne rendant pas la chose, ou en ne la rendant pas dans le lieu, ou dans le temps, ou à la personne, auxquels il doit la rendre (l. 5, § 1, ff. *depositi* Adde; l. 5, C. *depositi vel contra*).

Mais le séquestre n'a-t-il aucun moyen de se décharger de l'obligation de garder la chose. « Que doit faire le séquestre, dit la loi 5, § 2, ff. XVI, 3, s'il veut se décharger de son office? Pomponius dit qu'il doit s'adresser au Préteur, et s'en faire autoriser à remettre la chose à celle des parties qui se présentera sur une dénonciation faite à chacune d'elles. Mais je ne pense pas, ajoute Ulpien, que ce soit toujours vrai. Car le plus souvent il ne saurait être permis au séquestre de déposer, contre la loi du dépôt, la charge qu'il a une fois acceptée, à moins qu'il n'y ait un motif très-

légitime; et alors même que la permission est donnée, il y aura rarement lieu à restituer la chose à la partie qui se présentera; mais il faudra, par l'arbitrage du juge, la faire déposer dans quelque temple (Ulpien lib. 30 *ad. ed.*). »

Ce n'est pas seulement lorsque le séquestre a commis un dol que l'action *sequestraria directa* est donnée contre lui; il est également responsable, comme le dépositaire, d'une faute ou d'une négligence grave, qui pourrait être assimilée au dol. Par exemple, si un séquestre poussé par la pitié, a fait délier un esclave qui lui avait été confié pour le mettre à la question, et qui pour ce motif lui avait été livré enchaîné, Ulpien pense que ce fait est bien près d'être un dol, car, puisqu'il savait d'avance à quel traitement l'esclave était destiné, il a montré une miséricorde intempestive, et il aurait mieux fait de ne pas prendre sur lui la charge de punir l'esclave, que de tromper ceux qui le lui ont remis à cet effet (l. 7, ff. XVI, 3).

De son coté, le séquestre a contre le déposant, du chef de ses impenses, l'action *sequestraria contraria*; les principes sont les mêmes que dans le dépôt ordinaire.

Mais il faut remarquer que pour que le séquestre donne lieu à l'action sequestraria directe ou contraire, il faut que le dépot soit gratuit. Si

le séquestre recevait un salaire, il y aurait lieu aux actions *locati*, *conducti*, *sequestraria*, ce serait un louage. Si, outre la garde, l'administration de la chose avait été confiée gratuitement au séquestre, il y aurait lieu à l'action *mandati sequestraria*. Si enfin, le séquestre avait reçu autre chose que de l'argent, il y aurait lieu à l'action sequestraria præscriptis verbis (l. 12, § 2, ff. XVI, 3; et l. 9, § 3, ff. IV, 3).

DROIT FRANÇAIS

DES CHÈQUES

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

Le chèque, ainsi nommé du mot anglais *check* (qui signifie contrôle), est simplement un mandat de payement qui sert au tireur à effectuer un payement par l'entremise d'un banquier chez lequel il a des fonds déposés en compte-courant (1).

(1) Du reste, il faut bien remarquer que la lettre de change, tout-à-fait à son origine, n'avait pas d'autre but. Qu'elle soit née des besoins du commerce sans qu'on puisse bien en préciser l'époque, ce qui paraît le plus probable, ou que, comme on l'a soutenu, elle ait été inventée par les Juifs, toujours est-il certain que, dans le priucipe, son but unique était celui-ci : retirer des mains des dépositaires ou débiteurs par soi-même ou par un tiers, les fonds et valeurs dont on voulait opérer le recouvrement. C'est ainsi que les Juifs qui bannis de France pendant les règnes de Philippe-Auguste en 1181 et de Philippe-le-Long en 1316,

X a en dépôt chez B une somme de 100,000 francs, ou bien B est son débiteur de cette somme. Quand X aura un fournisseur Z à payer, il donnera à ce fournisseur un papier sur lequel il écrira : Payez à M. Z ou à son ordre la somme de. . . . . dont vous débiterez mon compte ; avec ce papier, Z ira toucher chez B, et voilà le chèque : c'est un instrument de payement ; mais comme il est en même temps négociable et transmissible, il constitue une véritable monnaie de circulation.

Ce nouvel effet de commerce a été introduit en France par une loi récente, la loi du 23 mai-14 juin 1865, non pas qu'il y fût auparavant absolument inconnu; mais jusque-là peu de personnes s'étaient rendu un compte bien exact de son utilité immense pour le développement des affaires. Ce n'est vraiment que depuis cette loi, depuis les discussions qu'elle a soulevées au Corps législatif,

s'étaient réfugiés en Lombardie, après avoir confié leur numéraire aux mains de leurs amis imaginèrent de se servir, pour avoir l'argent qu'ils leur avaient déposé, du ministère de voyageurs et pélerins, auxquels ils remirent *des lettres en style concis et en peu de paroles.* C'est ainsi encore que les Florentins, chassés de leur pays par les Guelfes, se réfugièrênt à Amsterdam et se servirent de la lettre de change pour rentrer en possession de leur actif,

A l'origine. la lettre de change était donc, non pas un instrument de crédit, mais simplement une cédule de payement, tirée d'un lieu et même d'un pays sur un autre, le chèque n'est pas autre chose.

que les esprits pratiques ont commencé à s'en occuper et à comprendre les avantages que notre commerce national pourrait en retirer. Toutefois, disons-le tout de suite, le chèque qui, en Angleterre, rend des services incalculables et forme pour ainsi dire chez nos voisins la monnaie courante des transactions, n'a encore pris chez nous, depuis plus de six ans que la loi nouvelle l'y a introduit, qu'un développement relativement restreint. C'est qu'une loi ne crée pas les mœurs commerciales, c'est que nous n'avons pas encore chez nous, cette intelligence pratique du crédit que nos voisins ont portée chez eux à un si haut point.

Nous nous proposons, du reste, à la fin de cette première partie, après avoir exposé ce qu'est le chèque en Angleterre et ce qu'il est actuellement chez nous, de revenir sur quelques-unes des causes qui nous mettent en retard sur les Anglais, et nous tâcherons d'indiquer brièvement comment on peut espérer en France amener peu à peu le chèque à jouer dans nos transactions commerciales le rôle important qu'il joue dans la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

Il y a deux sortes de chèques : le chèque-reçu et le chèque-mandat. Le premier était déjà usité chez nous avant la loi de 1865 ; nous en dirons quelques mots ; le second a été introduit par la

loi nouvelle. C'est ce dernier qui forme spécialement l'objet de notre travail. Pour bien comprendre son utilité, il est nécessaire de connaître d'abord ce qu'il est en Angleterre, et quels résultats merveilleux il a donnés dans ce pays depuis déjà plus d'un siècle.

CHAPITRE PREMIER.

LE CHÈQUE EN ANGLETERRE.

La loi, disions-nous, ne crée pas les mœurs commerciales, et, en effet, c'est par les usages bien plus que par les lois que la matière des chèques a été réglementée peu à peu en Angleterre. « Il existe, disait M. Darimon dans son rapport au Corps législatif (1), en Angleterre et en Ecosse, depuis plus d'un siècle, deux usages qui ont contribué bien certainement dans une large mesure au puissant développement que l'industrie, le commerce et l'agriculture ont atteint dans ces deux pays. Le premier est l'habitude que tout particulier, négociant ou non négociant, a contractée d'avoir un banquier chez lequel il dépose les valeurs de toute nature qu'il a reçues dans la journée : espèces, bank-notes, traites ou effets

(1) Annexé à la séance du 26 avril 1865.

arrivés à échéance, ne gardant dans sa caisse ou dans sa poche que les petites sommes nécessaires à ses besoins journaliers. Cette habitude est tellement enracinée qu'elle s'est en quelque sorte identifiée avec les convenances sociales. Payer en argent au-delà du détroit n'est pas de bon ton. M. Alphonse Esquiros, dans ses curieuses Etudes sur la vie anglaise, raconte ce trait caractéristique : Un boutiquier anglais auquel on demandait un jour quelle était la différence entre un *homme* et un *gentleman*, répondit sans hésiter : « Un homme est celui qui vient acheter mes marchandises et qui paye argent comptant, un *gentleman* est celui auquel je fais crédit, et qui me règle tous les six mois par un bon à toucher chez son banquier (check). » Avoir un banquier est en Angleterre la condition première de la respectabilité. »

« L'autre usage, non moins répandu, consiste à prendre domicile chez les banquiers pour les billets de commerce que l'on souscrit. De cette façon, le banquier se charge de payer tous les effets échus, sans qu'on ait à se préoccuper d'autre chose que de tenir son compte courant à un chiffre suffisant pour faire face à tous les besoins. »

« Ces deux usages, dont l'un est la conséquence naturelle de l'autre, offrent des avantages qu'il est presque superflu de faire ressortir. En se dispensant de garder sur soi ce que l'on possède en nu-

méraire ou en billets de banque, on se débarrasse des dangers de vol, d'incendie, de perte dans le transport ou d'erreurs dans les comptes, et de plus, des ennuis de compter sans cesse, d'attendre le payement, de passer des écritures, de surveiller des commis et des garçons de caisse. En chargeant un banquier d'opérer les recouvrements et d'opérer le payement des traites échues, on s'épargne des frais de caisse et de caissier, et on est dispensé de tenir une comptabilité plus ou moins compliquée. En outre, toutes les sommes déposées chez le banquier ou inscrites au compte d'un particulier n'ont pas besoin d'être constamment disponibles. Une portion est ordinairement confiée au banquier qui l'engage dans des opérations prudentes et à court terme, et qui paye alors un intérêt plus ou moins élevé. Plus les dépôts sont abondants, plus sont considérables les sommes qu'on peut ainsi tirer de leur disponibilité, et consacrer à vivifier le commerce et l'industrie. Un capital énorme est de cette façon arraché à l'inaction, et, en même temps qu'il produit un intérêt au déposant, il contribue à accroître la richesse générale. »

« Il ne faut pas croire, cependant, que le premier venu soit admis en Angleterre à avoir un compte courant chez un banquier. Le postulant doit être recommandé par des personnes honora-

bles, et pouvoir donner des renseignements certains sur sa solvabilité, et, de plus, sur sa moralité. Avant l'ouverture du compte, le nouveau client est tenu de verser, au minimum, une somme de 2,500 francs, et de s'engager à rester toujours créditeur, par conséquent à ne jamais tirer sur un banquier une somme plus forte que celle qui répond à son avoir. Ces conditions sont rigoureuses; l'omission de l'une d'elles suffirait pour que le banquier refusât d'ouvrir ou de maintenir le compte courant. »

« Quand on s'est rendu compte de ces mœurs commerciales, on comprend quel est, dans cette habitude générale des dépôts en banque, le rôle que remplit le chèque. De temps immémorial, quand on avait à faire un règlement au comptant, on disposait d'une partie de ses fonds au moyen d'un mandat payable à présentation. C'est ce mandat, dont l'analogue existe en France dans le reçu de caisse, auquel on a donné le nom de *chek*, dont nous avons fait le mot *chèque*. Tout déposant reçoit de son banquier trois carnets : 1° le *slip-book*, livre sur lequel il inscrit les remises faites au banquier; 2° le *chek-book*, ou livre des payements opérés au moyen des chèques; et 3° le *pass-book*, carnet qui va et vient sans cesse, tenu par le banquier, et représentant le débit et le crédit du compte; c'est, à proprement parler, le

moyen de contrôler les deux autres livrets. Un particulier effectue-t-il un dépôt chez son banquier, il le fait inscrire au (*slip-book*). A-t-il un payement à faire, il détache un feuillet du *check-book*, après avoir pris soin d'inscrire la somme sur le talon, et le donne à son créancier. Tous les quatre ou cinq jours, le mouvement des remises et des chèques est noté sur le *pass-book* ; de cette façon, le déposant et le banquier savent toujours à quoi s'en tenir sur leur situation respective. »

« Le chèque est donc, suivant une heureuse expression, la maîtresse-pièce des banques de dépôts. C'est lui qui permet d'avoir constamment à sa disposition les sommes dont on s'est dessaisi au profit du banquier ; c'est autour de lui que pivote cette ingénieuse combinaison au moyen de laquelle les plus petits capitaux sont réellement productifs. Mais jamais il n'est entré dans l'esprit d'un commerçant d'outre-Manche de faire du chèque un moyen de circulation et de crédit. Le chèque, pour un anglais, c'est de l'argent ; et comme tout retard apporté dans l'encaissement peut non-seulement assurer un risque de non-payement, mais causer une perte d'intérêt, il se hâte de remettre les chèques qu'il reçoit à son banquier, qui en opère le recouvrement et qui en inscrit le montant à son crédit. »

On ne saurait exprimer en termes plus brefs et

plus précis quelle est l'utilité capitale du chèque.

Le chèque remplace la monnaie et il en tient lieu ; il n'est qu'un instrument de payement. Au reste, pour bien comprendre ce rôle du chèque en Angleterre, il ne sera pas inutile de connaître, la jurisprudence qui s'y est établie à son sujet et qui, étant admise dans les usages, peut être considérée comme ayant force de loi. Pendant cinquante ans, le chèque a été en Angleterre affranchi de tout droit fiscal ; ce qui a contribué à en développer graduellement l'emploi et à en rendre l'usage de plus en plus général. Le législateur anglais a, du reste, suivi le développement du chèque avec la plus grande sollicitude. Douze bills ont été votés successivement par le Parlement pour régler graduellement tous les cas, toutes les hypothèses, toutes les solidarités qui pouvaient naître de l'émission d'un chèque, en se conformant, dans leurs prescriptions, aux usages que la pratique indiquait (1). Ici encore, nous ne pouvons mieux faire que laisser parler M. Darimon dans son rapport :

« Voyons d'abord, continue-t-il, dans quelle catégorie de valeurs commerciales se range habituellement le chèque. La loi anglaise reconnaît deux espèces d'effets ayant le caractère commer-

(1) M. Rouher, séance du 23 mai 1855,

cial et correspondant aux nôtres : la lettre de change (bill of exchange) et le billet à ordre (promissory note). Il y a peu de différence entre la législation anglaise et la nôtre, en ce qui concerne le billet à ordre. Mais, contrairement à ce qui a lieu chez nous, la lettre de change a deux destinations distinctes dans la loi commerciale de l'Angleterre. Elle a pour objet, soit les opérations limitées au territoire européen, du Royaume-Uni, des îles de la Manche, de l'île du Man et des autres îles adjacentes; elle s'appelle alors *inland-bill*, lettre de change pour l'intérieur); soit les opérations dont le domaine est le monde entier, et, dans ce cas, elle s'appelle *foreign-bill*, lettre de change pour l'étranger). La condition d'une remise d'argent d'une place sur une autre place n'est pas exigible pour l'*inland-bill*; un négociant de Londres peut tirer une lettre de change sur un marchand de cette ville. Les *foreign-bill* supposent, au contraire, nécessairement une remise d'argent de place en place; on peut dire que ce sont là les véritables lettres de change, les seules dont les caractères concordent avec les caractères nettement déterminés de la loi française. En effet, à la différence de ce qui a lieu chez nous, la date n'est pas indispensable à la validité de l'*inland-bill*; il n'est nullement nécessaire que ce titre exprime la valeur reçue ; enfin, la loi anglaise

admet l'*inland-bill* payable à une personne fictive ou à son ordre, et revêtu d'un endos en blanc. Une dernière remarque importe à faire, c'est que la lettre de change, quelle que soit sa nature, *inland* ou *foreign*, peut être tirée par procuration et pour le compte du mandant.

Le chèque étant, dans son contexte, un ordre à à un banquier de payer une sommed'argent au porteur, est considéré comme une lettre de change à l'intérieur *inland-bill*. A cause de cela, il est soumis à tous les règlements qui fixent les droits et les responsabilités des parties en ce qui concerne la lettre de change de cette nature. Depuis l'acte du 24 mai 1858, qui a soumis à un timbre fixe d'un penny toute traite ou ordre sur un banquier pour le payement d'une somme d'argent au porteur sur demande (*on demand*) les distinctions qu'il pouvait y avoir entre la lettre de change payable à présentation, et le chèque ont entièrement disparu. Ainsi, de même qu'il est interdit de créer un billet de moins de vingt schellings, de même, il est défendu de faire un chèque qui n'atteindrait pas cette somme ; la personne qui créerait un chèque de cette nature serait frappée d'une pénalité. L'assimilation entre les deux titres, au point de vue de la loi, est aujourd'hui complète.

Ce sont les usages admis dans l'emploi du chè-

que qui en font une valeur essentiellement distincte de l'*inland-bill*. Ces usages constituent une sorte de jurisprudence dont les tribunaux s'écartent rarement.

Voici les principaux :

1° Un chèque étant habituellement énoncé « payable sur demande » *on demand*, est pour cette raison exempté de la formalité préalable de l'acceptation. Le banquier doit la payer tout de suite à la personne qui le présente.

2° Un banquier n'est obligé de payer les chèques tirés sur lui par son client qu'autant qu'il a une provision suffisante pour les couvrir. Le rigorisme anglais va si loin sur ce point qu'un banquier serait en droit de refuser le payement d'un chèque dont la provision aurait été faite seulement quelques minutes avant que le chèque lui eût été présenté. On n'admet pas qu'un chèque puisse être valablement créé, si la provision fait défaut au moment de sa création.

3° Le chèque doit être présenté au banquier dans un temps raisonnable *a reasonable time* et on entend par là le jour qui suit celui où il a été émis. On a, du reste, une raison puissante pour ne pas dépasser ce délai ; c'est que le banquier peut faire faillite, et que, si on met de la négligence à présenter le chèque dans l'intervalle, le tireur est considéré comme entièrement déchargé

et dégagé de toute responsabilité. Aussi le porteur qui peut encourir le risque de la faillite du banquier se hâte-t-il de poursuivre l'encaissement du chèque. Si donc le chèque circule en différentes mains, ce n'est que dans un temps très-court, et qui ne dépasse guère quarante-huit heures.

4° Un chèque est considéré comme un paiement parfait.

Une personne qui a accepté un chèque en acquittement d'une dette ne peut réclamer le montant de cette dette, à moins que le chèque ayant été présenté, le banquier en ait refusé le payement. En ce cas, le chèque est dit déshonoré, *dishonoured*. Quand une dette est payée au moyen d'un chèque, la personne à laquelle on la rembourse est tenue de signer son nom au dos; cette précaution est prise afin qu'en cas de contestation, le banquier puisse être appelé en témoignage et montrer que le chèque a bien réellement passé entre les mains du créancier.

5° Quelques commerçants se sont figuré que le chèque, étant la représentation exacte d'une somme d'argent, pouvait, comme le billet de banque, servir au payement des effets de commerce, et que les garçons de caisse avaient tort de le refuser. En Angleterre, le chèque est, en effet, quelquefois employé à cet usage, mais

avec des restrictions que notre législation sur les effets de commerce rend inapplicables en France. Un commerçant anglais est parfaitement admis à offrir un chèque en payement d'un effet de commerce échu, mais le porteur de l'effet prend le chèque et garde l'effet ; il ne rend l'effet acquitté que lorsque le chèque a été payé par le banquier. Si le porteur alors donnait le billet avant l'annulation du chèque, il serait considéré comme s'étant fié entièrement à celui-ci, et il serait privé de tout recours pour son billet, dans le cas où le chèque serait impayé ou *déshonoré*.

6° Si un banquier paye un chèque contrefait *forged*, c'est lui qui supporte la perte. On considère qu'il ne peut s'en prendre à son client que pour de l'argent délivré sur ses propres chèques, et qu'un chèque contrefait est en réalité le chèque d'un étranger. Mais le simple fait d'un endossement qui serait une fraude ne fait pas rejaillir la perte sur le banquier dans le cas où celui-ci serait dans l'ignorance de la fraude. Si la contrefaçon du chèque n'était que partielle, le banquier encourrait la même responsabilité. Le seul cas qui pourrait le décharger serait celui où le client, par sa négligence, aurait fourni en tirant le chèque un prétexte à la fraude ; par exemple, s'il avait négligé de remplir les blancs d'un chèque imprimé.

7° Les chèques étant habituellement payables au porteur sur sa demande, il était inutile, quand on les expédie par la poste ou par d'autres voies, de prendre des précautions pour qu'ils ne tombassent pas entre les mains de personnes auxquelles ils ne sont pas destinés, et qui pourraient, en les présentant, en obtenir le payement. Le moyen qu'on a considéré comme étant le plus efficace pour atteindre ce but, ç'a été d'écrire en travers du chèque le nom d'un banquier, ou entre deux lignes transversales les mots *et Compagnie* ou *et* C°. C'est ce qu'on appelle croiser ou barrer un chèque. Le chèque peut être croisé *crossed* indifféremment par le tireur ou par un des porteurs, Quand le chèque porte seulement les mots *et Compagnie* ou *et* C°, celui qui le reçoit peut y insérer le nom d'un banquier ou de toute autre personne à qui il désire que le chèque soit payé, et cette formalité a les mêmes effets que si le chèque avait été croisé par le tireur.

Un chèque croisé ne peut être payé qu'à un banquier (1). Si un chèque a été acquitté dans

(1) Il y a là une distinction qu'il est essentiel de bien comprendre : la différence entre les chèques ordinaires ou *open cheques* et les chèques barrés ou *crossed cheques*, consiste en ce que les premiers peuvent être encaissés par le porteur, quelqu'il soit, tandis que les seconds ne peuvent être encaissés que par un banquier, en sorte qu'ils sont

ces conditions, le banquier sur lequel il a été tiré non-seulement est déchargé de toute responsabilité, mais il est exempt de toute action qui pourrait lui être intentée par son client dans le cas où une personne supposée aurait touché l'argent.

Depuis l'acte du 24 mai 1858, qui a confondu la lettre de change à vue avec le chèque, l'usage s'est répandu d'énoncer à ordre le chèque qui n'avait été jusque-là qu'au porteur. Néanmoins, le chèque croisé est encore le plus habituellement usité. Mais il n'est pas inutile de faire remarquer que le croisement d'un chèque est un véritable endossement.

8° La faveur qui a été accordée aux chèques et aux lettres de change à vue de n'être soumis qu'à un timbre fixe d'un penny, a conduit le législateur à prendre des précautions contre la fraude. La principale est celle qui transformerait un *inland-bill* à vue ou un chèque en lettre de change ou en billet à terme par une fausse indication de date. Le fait de postdater soit un chèque, soit un *inland-bill* à vue, est puni d'une amende de 100 livres prononcée contre le tireur.

sans danger s'ils tombent, par suite de vol ou de perte, en des mains malhonnêtes. Aussi les commerçants anglais ne se servent-ils guère dans l'usage, que de *crossed chèques*, et c'est ce qui fait que les chèques, pour le paiement comme pour l'encaissement, se trouvent tout naturellement domiciliés chez les banquiers.

9° Enfin, pour couronner toute cette jurisprudence, il a été admis que le fait d'émettre de mauvaise foi un chèque sur un banquier qui n'aurait point de provision peut être, dans certains cas qui se rapportent au droit commun, assimilé à l'escroquerie et puni d'une peine qui peut aller jusqu'à la déportation. Il n'y a point dans la loi de disposition spéciale ; le juge prononce d'après les circonstances. On rencontre peu d'exemples d'une pénalité aussi sévère. Les mœurs commerciales suffisent pour empêcher un commerçant anglais de se laisser aller à un acte aussi déshonorant (1). »

Nous comprenons maintenant quel rôle important le chèque joue en Angleterre dans les transactions commerciales : et ce rôle tient, avant tout, à l'habitude prise par les commerçants anglais de faire faire leur service de caisse par les banquiers. Au lieu que chez nous, chaque

(1) Ajoutons que ce cas de fraude sera excessivement rare, par la raison très-simple qu'il n'y aurait aucun intérêt à agir ainsi. Puisque la provision de tout chèque émis doit être faite à l'avance, à quoi servirait-il à un négociant d'émettre un chèque sur une banque qui n'aurait pas provision de lui, puisqu'il serait sûr d'avance qu'il ne serait pas payé? Il arrive bien certainement parfois des cas de fraude; mais ces cas rentrent dans la catégorie des faux, et ne sont pas plus fréquents, je crois, ni plus faciles avec les chèques qu'avec les lettres de change.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

négociant a sa caisse particulière, le négociant anglais a ses comptes chez un banquier ; il domicilie chez ce banquier ses effets à recevoir comme ses effets à payer. Il est facile de comprendre dès lors que, grâce à cette habitude, tous les effets à payer et à recevoir, se trouvent concentrés en un petit nombre de mains, et que les payements peuvent se régler pour la plus grande partie par de simples virements. Ce sont ces usages qui donnent la clef de l'immense développement qu'ont pris dans ce pays les banques de dépot connues au-delà du détroit sous le nom de *Joint-Stock-Banks*. Ce développement est devenu si considérable, qu'on a pu dire avec une certaine vérité qu'en matière de crédit, la Banque d'Angleterre ne joue plus aujourd'hui le plus grand role, et que celui-ci appartient aux institutions qni déversent sur le commerce et l'industrie les capitaux réunis au moyen des dépôts (1). Le chiffre de ces dépôts s'accroît en effet de jour en jour : « En Ecosse, dit M. Victor Bonnet, en 1845 et 1846, T. Wilson, le célèbre fondateur de l'*Economist*, estimait à 30 millions de livres sterling, ou à 750 millions de francs, les dépôts en compte-courant qui pouvaient exister dans les diverses banques du pays, et dont on faisait usage

(1) L. Wolowski.. La question des banqucs, p. 320, Paris, 1864.

par des chèques. En 1857, M. Mac Culloch les évaluait à 50 millions de livres sterling ; ils sont aujourd'hui de plus de 60 millions de livres ou 1 milliard 500 millions de francs. En Angleterre, la somme des dépôts qui atteignait, il y a vingt-cinq ans, à peine 100 millions de livres, était, il y a quelques années, au dire du même M. Mac Culloch, de 200 millions de livres, elle est aujourd'hui pour le moins de 250 millions de livres, soit plus de 6 milliards de francs (1). Dans son ouvrage précité et qui a fait tant de bruit sur la question des banques, M. Wolowski évaluait à un milliard 700 millions au moins la masse des capitaux réunis par la voie des dépôts pour la seule ville de Londres (2).

On a publié dernièrement les résultats obtenus pour l'exercice de 1863, par les six banques principales qui fonctionnent à Londres à côté de la Banque d'Angleterre. Voici quel est le montant de leur capital et le chiffre des dépôts.

	Capital souscrit	Versé	Dépôts
1. London and Westminster l. s.	5,000,000	1,000,000	15,639,095
2. London joint-stock	3,000,000	600,000	14,666,731
3. Union-bank	3,000,000	720,000	16,472,279
4. City-bank	800,000	400,000	3,525,975
5. Bank of London	600,000	300,000	4,179,294
6. Alliance Bank	3,000,000	595,745	2,788,093
l. s.	15,400,000	3,615,745	56,561,457

(1) V. Bonnet. Le crédit et les finances, p. 74. Paris, 1865.

(2) Ouvrage précité, p. 370.

Soit pour les dépôts, un total de 1 milliard 416,286,675 francs.

L'émission des chèques donne des résultats non moins merveilleux. On évalue à 75 milliards environ la spéculation annuelle du Royaume-Uni. A cette circulation concourent, suivant M. J. A. Rey : (1)

Les billets de banque pour 11 milliards environ ;

Les espèces métalliques pour 4 1/2 milliards ;

Les chèques pour 60 1/2 milliards (2).

Ces résultats déjà presque incroyables, ont encore augmenté depuis 1863. Et pourtant cette statistique n'a rien d'exagéré ; elle est confirmée par des faits authentiques. M. Courcelle-Seneuil présentait en 1864, dans un court article inséré au Journal des Économistes (3) un tableau qui peut être considéré comme méritant toute confiance, puisqu'il est emprunté à l'enquête de 1858. Ce tableau présente les diverses formes de payement dans une maison anglaise de premier ordre et donne les chiffres du mouvement effectif de valeurs qui avaient eu lieu dans cette maison.

(1) Les crises et le crédit, 1862, p. 96.

(2) Toutes ces indications sont empruntées au rapport de M. Darimon au Corps législatif.

(3) Numéro d'août, 1864.

Il en résulte que, sur un million de livres sterling, il y a eu:

En lettres de change	422,948
En chèques	510,694
En banknotes	45,649
En espèces	20,709

Dans ce mouvement, qui comprend les payements et les recettes, on voit que les effets de commerce et les chèques ont une importance de 92 0/0, tandis que les billets de banque ne comptent que pour 4 1/2 et les espèces pour 2 0/0 seulement, ce qui prouve à quel point les compensations sont le bienfait principal et le plus important du commerce de Banque.

Ainsi les chèques en Angleterre ont en quelque sorte chassé le numéraire et les billets de banque; c'est par des chèques que se règle l'immense majorité des payements. C'est ce qui permet aux Anglais de faire, avec un capital métallique bien inférieur au nôtre, un chiffre d'affaires beaucoup plus considérable (1). Comment nos voisins sont-ils arrivés à de pareils résultats? De la manière la plus facile et la plus simple: toujours grâce à

(1) L'Angleterre, avec un capital métallique de 1 milliard 500 millions, réalise sans peine annuellement une somme d'affaires montant à 80 milliards, tandis que nous en France nous n'arrivons qu'au chiffre de 50 milliards, tout en possédant 5 à 6 milliards de numérairs (c'était du moins le chiffre en 1865.)

cette habitude des négociants de faire faire leur service de caisse par un banquier. Les banquiers de Londres concentrent dans leurs mains presque tous les effets à payer ou à recevoir: pour tous ceux qu'ils ont entre les mains, ils n'ont pour les régler, qu'à opérer la compensation par de simples passations d'écriture et ils n'ont besoin de numéraire que pour solder les différences. Mais on comprend facilement que si les banquiers, qui opèrent déjà chacun chez eux, à leur propre caisse de si vastes compensations, pouvaient se réunir entre eux de façon à régler également par des compensations le papier qu'ils ont les uns sur les autres, alors ce serait comme si un seul banquier concentrait dans ses mains tous les effets à payer et à recevoir, de sorte qu'il pourrait par de simples virements opérer les paiements de tous les effets d'Angleterre et qu'il n'y aurait plus besoin de numéraire que pour solder les différences.

C'est là le but et l'objet d'une institution, connue chez nous depuis peu d'années seulement, mais à Londres déjà ancienne. Je veux parler de l'institution du *Clearing-House*. Le *Clearing-House*, en effet, n'est qu'un comptoir de liquidation destiné à centraliser les échanges de chèques d'une banque â une autre banque. Ce comptoir est fondé par l'association des différents banquiers d'une place, qui conviennent de se

réunir entre eux, à de certaines heures, dans un local spécial, pour compenser, par de simples virements, tout le papier, billets de banque, chèques, effets de toute nature qu'ils ont les uns sur les autres.

Le *Clearing-House* des banquiers de Londres remonte à 1780. A cette époque, l'habitude de déposer ses fonds et ses valeurs chez un banquier était déjà générale en Angleterre, et surtout à Londres. Les banquiers de *Lombard street* reconnurent qu'il y aurait pour eux économie de temps et de travail, et en même bénéfice d'intérêt à échanger journellement les chèques et les acceptations de leurs clients, et profitant de leur voisinage les uns des autres, ils établirent le *Clearing-House* à peu près à l'endroit où il se trouve aujourd'hui, à l'entrée de *Lombard-street*, près de la Poste. C'était une Chambre de liquidation qui leur permettait de compenser entre eux non-seulement les chèques, mais tous les effets de commerce provenant de leurs clients. Tout se réglait par des virements de comptes. Les soldes vérifiés, contrôlés par des inspecteurs appointés, se payaient en un mandat sur la Banque d'Angleterre. On liquidait ainsi chaque jour pour des millions d'affaires sans manier un seul billet de banque et sans compter une pièce de monnaie.

Pendant bien des années, les banquiers de

Lombard street, qui avaient pris le nom de *Clearing-Bankers*, se montrèrent très exclusifs. Pendant longtemps, ils refusèrent notamment d'admettre comme membres du *Clearing-House* les banques par actions dites *Joint-Stock-Banks* qui prenaient cependant une importance de jour en jour plus considérable. Les *Clearing-Bankers* firent aussi attendre pendant plus de vingt ans à la *London and Westminster-Bank* son admission aux avantages du *Clearing-House*. C'est seulement le 8 juin 1854 que cette résistance fut vaincue, et que les *Joint-Stock-Bankers* furent admis au *Clearing-House* et peu de jours après on établit l'usage de liquider chaque soir le solde des comptes par des mandats sur la banque d'Angleterre. C'est à dater de ces deux mesures que le *Clearing-House* a atteint rapidement tout son développement et a pu rendre les plus grands services. Il suffira, pour s'en former une idée, de jeter les yeux sur les chiffres suivants : le montant total des sommes compensées au *Clearing-House* par les commis de trente-et-une maisons de banque qui en font partie, s'élève pour une année à L. 1,900,000,000, soit, en francs, près de 48 milliards(1), et on a calculé que pour cet énorme mouvement d'affaires

(1) C'est le chiffre exact pour l'année 1857 ; il a augmenté depuis.

les transferts journaliers des banquiers débiteurs aux banquiers créditeurs n'a pas dépassé en moyenne L. 500,000, soit en fr. 12,625,000. Depuis le 19 avril 1864, la Banque d'Angleterre est entrée dans le système de la chambre de liquidation de Londres, ce qui a simplifié encore le travail de cet établissement et a donné un nouvel élan au mouvement des banques de dépôts.

Nous ne résistons pas à l'envie d'exposer, aussi succinctement que possible, le mécanisme intéressant du *Clearing-House* de Londres (1). Aujourd'hui le *Clearing-House* n'est plus un établissement exclusif, et il est reconnu que toute banque respectable et présentant des garanties a moralement au moins, un droit d'admission au *Clearing-House*.

Le *Clearing-House* de Londres se compose aujourd'hui (2) de trente et une maison de banque; dont douze sont placées dans *Lombard street* même et toutes les autres sans exception, dans

(1) Nous nous sommes servi pour ce travail d'une petite brochure anglaise intitulée: A handy book of the law of banking, edited by James Walter Smith, Esq. L. L. D. London, 1866, et surtout de l'excellente brochure de M. P. J. Coullet: Les chèques et le Clearing-House. Paris, Furne et Guillaumin, 1864.

(2) En 1864.

le voisinage immédiat. La plus éloignée n'est pas à plus de cinq minutes de marche du *Clearing-House*. C'est là une particularité qui tient, comme nous le verrons, aux nécessités de la pratique. Il est de règle, en effet, que les chèques ou effets non admis doivent être retournés le jour même au *Clearing-House*.

Un dernier progrès a été introduit dans l'organisation du *Clearing-House* en 1858, c'est le *Country Clearing* ou liquidation des banquiers de province. Par ce moyen, tout établissement de banque des trois Royaumes-Unis peut profiter des facilités du *Clearing-House* : il lui suffit d'avoir un correspondant parmi les *Clearing Bankers* de Londres.

Le *Clearing-House* est administré par un comité de six membres nommés par les *Clearing Bankers*. Ils choisissent entre eux un Président qui veille à l'exécution des décisions du comité.

Aucune disposition législative n'est venue sanctionner les pratiques du *Clearing House*, mais les tribunaux, qui ont le droit d'établir des règles par voie de jurisprudence, ont donné à cet établissement un précieux privilège, en décidant que la présentation d'une lettre de change au *Clearing-House* est une présentation légale qui a les mêmes effets que chez nous le protêt de l'huissier.

Ces préliminaires une fois connus, entrons

maintenant dans le fonctionnement même de l'institution. Notons, avant tout, que la liquidation du *Clearing-House* s'applique aussi bien aux effets de toute nature, traites et billets à ordre, qu'aux mandats à vue appelés chèques.

Nous savons déjà que la grande majorité des commerçants anglais a coutume de domicilier ses effets chez les banquiers pour le paiement; il en résulte que la grande masse des effets étant payable chez les banquiers, et se trouvant en même temps entre leurs mains pour encaissement, il leur suffit d'opérer un échange pour liquider d'énormes paiements. Remarquons en outre, que les courtiers du *Stock-exchange* qui correspondent à nos agents de change ont leurs comptes courants chez les *Clearing bankers*, et par conséquent, se soldent entre eux par des chèques qui viennent se compenser au *Clearing-House*.

Les opérations journalières du *Clearing-House* sont de deux sortes :

I. Liquidation des affaires de Londres même, divisée en deux séances, matin et soir ;

II. Liquidation des affaires de la province, en une séance au milieu du jour.

I. Nous allons nous occuper d'abord de la liquidation des affaires de Londres même. Le travail de liquidation se compose de deux parties bien distinctes : 1° le travail qui se fait chez les

banquiers eux-mêmes; 2° le travail qui se fait au *Clearing-House* : 1° Assistons au travail qui s'opère à la banque même, et qui résulte d'abord du fonctionnement des comptes-courants. Les déposants versent durant tout le jour des fonds chez leurs banquiers. Ce versement est accompagné d'un petit bordereau, sur le recto duquel les différentes valeurs versées sont distinguées par nature, et sur le verso duquel est inscrit sur trois colonnes le montant total des effets et chèques. Le déposant laisse ce bordereau aux mains de son banquier et lui présente un carnet de compte-courant, formé d'une couverture sur laquelle est inscrite la raison sociale de la maison de banque et le nom du déposant, et d'une feuille intercalaire, partagée en deux colonnes destinées à établir le doit et l'avoir du déposant. Le caissier de la banque de dépôt prend ce carnet et inscrit la somme versée à l'avoir du déposant. Généralement, les versements sont reçus par les banquiers de Londres, de dix à quatre heures.

L'habitude depuis longtemps établie chez les Anglais, et c'est cette habitude qui est le point de départ de tous ces perfectionnements, de déposer les fonds en compte-courant chez les banquiers et d'effectuer tous les paiements en chèques sur les mêmes banquiers, amène naturellement ce résultat que la plus grande partie des fonds ver-

sés chaque jour par chacun chez son banquier se compose de chèques sur les diverses banques.

Nous n'avons à parler ici, bien entendu, que des chèques tirés sur les *Clearing-Bankers*, car pour les chèques tirés sur des banquiers qui ne feraient pas partie du *Clearing-House*, ils seraient encaissés par les moyens ordinaires; mais, en fait, la grande majorité des comptes-courants de Londres se trouve chez les *Clearing-Bankers*.

Les caissiers des recettes des banques commencent par inscrire au crédit des déposants le montant total de leurs remises, en espèces, banks-notes, chèques et effets échus, sans aucune distinction, puis ils trient les diverses valeurs déposées, les classent suivant leur nature, et les remettent ensuite plusieurs fois par jour aux caissiers généraux et aux employés chargés du service du *Clearing-House*.

Ces employés, avant toute autre opération, frappent tous les chèques et effets d'un timbre portant le nom de leur banque et la date. Ce timbre est destiné à indiquer aux autres banques à qui elles devront donner crédit. Le travail de ces employés consiste en un triage matériel : ils classent les chèques d'après les *Clearing-Bankers* sur lesquels ils sont émis, et ils classent les effets échus d'après les *Clearing-Bankers* chez lesquels ils sont domiciliés. Ce classement opéré,

ils inscrivent, sans autre désignation, le montant de tous les chèques et de tous les effets échus sur les feuilles de débit, à la colonne correspondante à chacun des *Clearing-Bankers*.

FEUILLE DE DÉBIT

(Imprimée en encre noire et remplie à la Banque.)

Alliance	Barclay	Barnett	Bosanguet	Brown	etc.

Ce travail se continue toute la journée jusqu'à l'heure du dernier départ pour le *Clearing-House*, c'est-à-dire un peu avant quatre heures, car les portes du *Clearing-House* sont rigoureusement fermées à quatre heures, et à partir de ce moment, aucun chèques ou effets ne peuvent plus être introduits. A mesure que les chèques et effets échus sont classés et enregistrés par banques débitrices, ils sont immédiatement portés au *Clearing-House*. Ces envois ont lieu, de chaque banque au *Clearing-House* plusieurs fois par jour, ce qui ne présente aucune difficulté, grâce au voisinage dans lequel, comme nous l'avons dit, ci-dessus, se trouvent tous les *Clearing-Bankers* du *Clearing-House*. Un peu avant quatre heures seulement, le total de chaque colonne

des feuilles de débit est additionné, et l'on connaît à chaque banque ce qui est dû par chacun des autres *Clearing-Bankers*. Les feuilles de débit sont ensuite envoyées au *Clearing-House*, assez tôt pour pouvoir encore entrer au *Clearing-House* et être soldés le jour même, c'est-à-dire quelques minutes avant quatre heures.

2° Nous arrivons maintenant aux opérations qui se font dans le *Clearing-House*. Le *Clearing-House* est une grande salle assez étroite garnie d'autant de tables à écrire qu'il y a de *Clearing-Bankers*. Ces tables rangées avec symétrie sont assez grandes pour donner place à deux ou trois commis : en effet, chaque *Clearing-Banker* entretient au *Clearing-House*, suivant l'importance de ses affaires, un, deux et jusqu'à trois commis. En outre, les *Clearing-Bankers* entretiennent à frais communs, un inspecteur et un sous-inspecteur qui contrôlent les opérations de chaque jour et font la police de la salle.

Chaque *Clearing-Banker* a donc son bureau spécial dans la salle du *Clearing-House*, et y installe un ou deux commis. Alors arrivent les employés chargés d'apporter les chèques : ils font le tour de la salle en déposant sur chaque bureau le papier dont ils sont porteurs sur chacun des *Clearing-Bankers*. Les commis de chaque banque sont ainsi saisis du papier dont leur établis-

sement se trouve débiteur, et ils ont à donner crédit des diverses sommes aux banquiers qui le leur ont remis. Pour cela ils emploient tout simplement, en sens inverse, le procédé qui a été employé dans les bureaux de chaque banque pour débiter les autres établissements. Ils inscrivent le montant de tous les chèques et effets sur les feuilles de crédit, à la colonne portant en tête le nom de la banque qui a remis le papier.

FEUILLE DE CRÉDIT,

(Imprimée en encre rouge et remplie au Clearing-House.)

Alliance	Barclay	Barnett	Bosanguet	Brown	etc.

Ce travail se continue tout le jour, au fur et à mesure de l'arrivée au *Clearing-House* des employés porteurs du papier; l'on comprend facilement que le moment du règlement arrivé, c'est-à-dire à quatre heures, chaque banque connaît au moyen d'une addition, la somme dont elle est redevable envers chacune des autres banques. On voit également, dès à présent, que le simple rapprochement des additions des feuilles de débit de celles des feuilles de crédit fait connaître à chaque

banque sa situation vis-à-vis chacune des autres banques.

Mais avant d'indiquer les opérations du règlement de chaque jour, nous devons suivre le papier (chèques et effets) que nous avons laissé au moment où il est inscrit sur les feuilles de crédit. Cette inscription, ce crédit donné est en quelque sorte une opération anticipée, puisque le commis qui enregistre ne peut pas savoir si tout ce papier est bon, c'est-à-dire si sa banque a en main les fonds nécessaires au crédit de chaque tireur pour y faire honneur. Il reste donc une opération très importante à faire qui consiste dans l'examen du papier par chaque banque débitrice, et dans son acceptation ou son rejet final. Pour cela, après l'enregistrement au Clearing-House, que nous venons de décrire, le papier est porté plusieurs fois par jour aux banques sur lesquelles il est émis, et cela par le retour périodique des employés qui ont eux-mêmes porté le papier *créditeur* au Clearing-House.

A l'arrivée du papier *débiteur* dans chaque banque, il est distribué aux caissiers de payement chargés de le vérifier et d'en passer écriture au débit de chaque client. On comprendra facilement que précisément parce que l'immense majorité des payements se fait en chèques, les caissiers de payements ne manient que très peu d'espèces,

et que leur principal travail consiste dans la vérification des chèques et des effets présentés par les autres banques. Pour cette vérification, les caissiers de payements ont à leur disposition les registres de signatures des clients et l'extrait du compte-courant constamment tenu à jour par les soins des comptables.

Les caissiers vérifient donc le papier au fur et à mesure de son arrivée; si les signatures sont bonnes, et s'il y a provision pour le paiement au crédit du tireur, le caissier frappe le papier payé d'un timbre à l'emporte-pièce marquant simplement la date et le numéro de la caisse; puis il inscrit le paiement au débit du tireur; cette inscription est relevée par les comptables chargés de comptes-courants, et le papier acquitté est remis périodiquement à chaque client à l'appui des inscriptions de débit portées sur son carnet.

Aucune difficulté pour le bon papier; le simple fait de sa conservation par la banque débitrice indique aux banquiers créditeurs que le débit est définitivement accepté.

Il nous reste à voir ce qui se passe pour le mauvais papier, c'est-à-dire celui sur lequel les signatures sont fausses, ou pour lequel il n'y a pas provision à la banque sur laquelle il est émis.

Pour ce papier, les caissiers, après avoir constaté qu'il est mauvais, le remettent, en y attachant

une fiche portant mention du motif du refus, aux employés qui tiennent à la banque la feuille de débit des *Clearing-Bankers*. Ceux-ci l'inscrivent à la colonne de la banque dont il provient, exactement comme du papier nouveau, en ayant soin seulement de faire en marge une marque convenue en regard des chèques refusés. Ces chèques viennent ainsi augmenter les débits et neutraliser, en les compensant, les crédits provisoires qui ont été donnés au *Clearing-House*.

Après cette inscription, les chèques refusés sont renvoyés au *Clearing-House* et délivrés séparément aux représentants des banques dont ils provenaient. Ceux-ci les passent immédiatement au crédit de l'établissement qui les renvoie, et l'opération, en ce qui concerne les banques, se trouve complétement annulée. Les chèques refusés retournent à la banque, d'où ils provenaient, et, le lendemain matin, ils sont, par celle-ci, renvoyés aux clients qui les avaient remis, avec mention de la cause de non paiement.

On le voit, ce mode de procéder est extrêmement simple dans la pratique, et il évite une masse énorme de courses ou d'écritures. La garantie des banquiers réside dans deux conditions strictement observées :

1° Ils ne donnent crédit à leurs clients déposants qu'après expiration du délai nécessaire

pour que le papier refusé leur rentre, s'il doit rentrer;

2' Les banquiers sont tenus de retourner le papier dont ils refusent le paiement à des heures fixées d'après celles de la remise primitive.

A défaut de renvoi dans les délais fixés, le débit est considéré comme définitif par le banquier créditeur, et la perte, s'il y en a, est pour le compte du banquier qui a laissé expirer le délai de renvoi.

Reprenons maintenant le règlement entre les banquiers au point où nous l'avons laissé.

Chaque banque a envoyé au *Clearing-House* ses feuilles de débit; les additions sont faites sur les feuilles de débit et sur celles de crédit. Les représentants de chaque banque rapprochent, pour chaque *Clearing-Banker*, le total *débiteur* du total *créditeur*.

De ce rapprochement, il résulte un solde *débiteur* ou *créditeur*. Ce solde est, par chaque, banque porté sur une feuille de liquidation partielle, en regard du nom de chacun des Clearing-Bankers, à droite ou à gauche, suivant que ce banquier se trouve à la fin du jour créditeur ou débiteur.

FEUILLE DE LIQUIDATION PARTIELLE.

The London joint Stock Banck.

DÉBITEURS			CRÉDITEURS		
		Allianoe			
		Barolay			
		Barnett			
		Bosanguet			
		Brown			
		City			
		Consolidated			
		County			
		Currie			
		Dimodale			
		Glyn etc.			
		Countrv Clearing			
		Clearing-House			

On obtient ainsi la situation de chaque banque par rapport à chacune des autres. Sur chaque feuille de liquidation partielle, on additionne la colonne *débiteurs* et la colonne *créditeurs*.

On fait ressortir le solde, et l'on connaît la situation de chaque banque par rapport à l'ensemble des *Clearing-Bankers*. Cette situation consiste en un solde, soit *créaiteur*, soit *débiteur*, et si l'on se rappelle que dans le travail que nous avons décrit, chaque débit a donné lieu à un crédit, on comprendra facilement que sur l'ensemble des feuilles de liquidation partielle, le total des soldes créditeurs doit toujours, sauf erreur ou omission, être égal au total des soldes *débiteurs*. Les feuilles de liquidation partielle rédigées par les soins des commis de chaque banque, sont par eux remises à l'inspecteur du Clearing-House. Celui-ci établit alors la feuille de liquidation gé-

nérale en portant en regard du nom de chaque banque le montant qu'elle doit ou qui lui est dû.

LIQUIDATION GÉNÉRALE

Solde des comptes au Claering-House.

DÉBITEURS			CRÉDITEURS	
		Alliance		
		Barclay		
		Barnett		
		Basanquet		
		Brown		
		City		
		Consolidated		
		County		
		Curnie		
		Dinisdale etc.		

L'addition du côté *eréditeur* doit donner la même somme que l'addition du côté *débiteur*. En principe, les membres du *Clearing-House* ne doivent pas se séparer avant d'avoir retrouvé les erreurs lorsqu'il s'en manifeste. Il y a une tolérance de L. 1,00 0, c'est-à-dire, qu'on ajourne au lendemain la vérification des erreurs lorsqu'on est d'accord à 1,000 livres près.

Les inspecteurs n'ont aucun travail régulier jusqu'à la fin de la séance; ils ont toutefois à rechercher et à rectifier les différences de la veille, ce qui, sur l'importance des opérations, constitue un travail considérable.

Nous supposerons que l'on a trouvé la balance, et que la feuille de liquidation générale donne une approximation suffisante. Alors l'inspecteur signe un exemplaire de cette feuille qui est trans-

mis à la Banque d'Angleterre. Il signe également les mandats des banquiers dont il nous reste à parler. Il y a deux formes de mandat. Chaque *Clearing-Banker* emploie chaque jour l'une ou l'autre de ces deux formes, suivant qu'à la fin du jour il se trouve débiteur ou créancier de l'ensemble des *Clearing-Bankers*.

Par le premier mandat, le banquier, avec le visa de l'inspecteur, donne aux caissiers de la Banque d'Angleterre l'ordre de créditer son compte d'une certaine somme, et la Banque, en signant la contrepartie, donne un titre au banquier créditeur.

Par le second mandat, le banquier débiteur autorise la Banque d'Angleterre à débiter son compte d'une certaine somme, et en signant la contre-partie avec le visa de l'inspecteur du *Clearing-House*, la Banque annonce que cette somme a été portée au débit du banquier débiteur.

Tous les soirs chaque *Clearing-Banker* voit son compte à la Banque, modifié suivant le résultat des opérations de la journée.

La Banque d'Angleterre se prête volontiers à ces opérations qui, pour elles ont ce grand avantage de faire régler par trente mandats journaliers au maximum des transactions correspondant à plusieurs milliers de mandats. Pour les besoins du *Clearing-House*, la Banque a placé dans un

bureau spécial les comptes courants des *Clearing-Bankers*, et elle a ouvert un compte transitoire (*Clearing-House*) par lequel se règlent les opérations de chaque jour. Ce bureau travaille en correspondance avec les inspecteurs du *Clearing-House*, et ne ferme que quand on est d'accord dans les limites indiquées ci-dessus. (1)

II. Nous en avons dit assez pour faire comprendre le travail journalier de la liquidation entre les banquiers de Londres même. Il nous reste à expliquer brièvement comment on a rattaché aux opérations du *Clearing-House* la liquidation des banquiers de province entre eux, et avec les banquiers de Londres. C'est ce qu'on appelle *Country-Clearing*, c'est-à-dire liquidation de la province.

Dans les moindres villes de province, en Angleterre, en Ecosse et en Irlande, l'habitude des dépôts en compte courant, et par suite, des chèques, est générale. Il en résulte que les paiements au comptant des particuliers, commerçants ou non commerçants, s'opèrent, pour la très-grande majorité, en chèques.

Les débiteurs acquittent en chèques sur leurs banquiers, non-seulement envers leurs créanciers de la même ville, mais encore envers leurs créanciers de Londres et les autres villes d'Angle-

(1) M. P. J. Coullet, les Chèques et le Clearing-House, p. 5, 6, 7, et 8.

terre. Ces créanciers versent à leurs propres banquiers tous ces chèques sur diverses villes pour en opérer l'encaissement. Il en résulte que chaque jour les banquiers de province et les banquiers de Londres reçoivent un très-grand nombre de chèques payables à présentation dans d'autres villes que celles qu'ils habitent.

De tout temps, ces diverses opérations se sont liquidées à Londres, mais par un procédé assez compliqué. Chaque jour, chaque banquier de Londres ou de la province envoyait par la poste les chèques qu'il avait reçus à chacun des banquiers sur lesquels ils étaient émis, en priant ces banquiers de donner ordre à leur agent de Londres d'en payer le montant à l'agent à Londres du banquier qui faisait l'envoi. Ce mode de procéder entraînait, on le comprend, une immense correspondance.

Quelques banquiers de province eurent l'idée de profiter de l'existence du Clearing-House, et, depuis 1850, voici comment on opère.

Notons dabord que chaque banquier de province a un agent à Londres, pris presque toujours parmi les *Clearing-Bankers*. Chaque jour, chaque banquier de province envoie à son agent à Londres, dans sa lettre ordinaire, tous les chèques qu'il a reçus dans la journée ; supposons qu'il en

ait reçu vingt sur divers banquiers, il évite l'écriture de vingt lettres et vingt ports de lettres.

L'agent à Londres, recevant le matin les chèques de ses correspondants, les classe dans l'ordre des banquiers de Londres, agents des diverses banques de province sur lesquelles ces chèques sont émis; puis, il les inscrit sur des feuilles de débit spéciales et les envoie au *Clearing-House*. Là, les chèques sont remis aux banques qui doivent les payer, et celles-ci les passent sur des feuilles de crédit provisoires. Les chèques distribués ainsi entre les divers banquiers sont portés à leurs bureaux, et, le soir, ils sont envoyés par chaque banquier, dans ses lettres ordinaires, à ses correspondants, avec prière de donner crédit ou de retourner les chèques sans valeur, ce qui a lieu par retour du courrier.

Ainsi chaque banquier de province, au lieu de recevoir le matin, par exemple, vingt chèques sur lui-même de vingt banquiers dans vingt lettres, les reçoit tous à la fois dans une seule lettre de son banquier de Londres. De même, au lieu de donner avis de crédit par vingt lettres, il donne cet avis en une seule lettre à un agent à Londres, et pour une seule somme.

Ce mode de procéder facilite énormément aussi les affaires avec Londres. Tous les habitants de la province qui ont une somme à payer à

Londres se bornent à envoyer à leurs créanciers leurs chèques sur leurs propres banquiers de province. Les créanciers versent les chèques ainsi reçus chez leurs banquiers de Londres qui en opèrent l'encaissement au moyen du *Country-Clearing*. On comprend, sans qu'il soit besoin de le développer, que les débiteurs de Londres s'acquittent par le même procédé envers leurs créanciers de province.

Le *Country-Clearing* a lieu, tous les jours, de midi à deux heures. Comme nous l'avons dit, les commis de chaque banque échangent les chèques que les unes et les autres doivent finalement payer, et des feuilles de crédit provisoire sont dressées. Mais on n'arrête pas de balance le jour même pour les opérations de la journée, car il faut que l'on ait le temps de s'assurer par correspondance de la valeur de tous ces chèques. Deux jours sont alloués pour ce travail.

Le second jour, les commis rapportent au *Clearing-House* les chèques qui ont été retournés impayés par les banquiers de province sur lesquels ils étaient tirés, et les rendent aux commis des banques dont ils les avaient reçus. On arrête alors la balance de chaque banque avec chacune des autres banques, et le résultat en débit ou en crédit est ajouté au solde de la liquidation de Londres

pour la journée courante, et payé le soir avec ce solde (1).

Nous connaissons maintenant suffisamment les opérations du *Clearing-House*, aussi bien en ce qui concerne les affaires de Londres que les affaires de province. Ces opérations sont, comme on le voit, d'une grande simplicité, et rendent à la Grande-Bretagne les plus éminents services comme économie de temps et de numéraire.

Toutefois, cette utile institution du *Clearing-House* serait encore susceptible d'un perfectionnement, et il a été réclamé par un banquier éminent, sir John Lubbock. Les *Clearing-Bankers*, pour pouvoir solder les opérations de chaque jour sont obligés de conserver des sommes considérables au crédit de leurs comptes à la Banque d'Angleterre. On estime que ces encaisses réunis ne s'élèvent pas à moins de L. 4,000,000, soit 100,000,000 de fr. D'autre part, on sait que les transferts journaliers d'un compte à l'autre ne dépassent pas L. 500,000, soit 12,625,000 francs. Le progrès à réaliser consisterait à employer d'une manière profitable pour les banquiers les soldes de garantie qu'ils conservent à la Banque d'Angleterre.

Un des moyens les plus simples, qui pourrait être adopté avec le concours de la Banque d'Angleterre, consisterait à conserver la majeure par-

(1) M. Coullet, ouvrage précité, p. 8-10.

tie du solde de chaque banquier en bons du Trésor. On pourrait former un fonds commun de garantie des *Clearing-Bankers* en bons du Trésor, sur lequel on créditerait et on débiterait chaque jour les divers banquiers d'après les résultats de la journée. On pourrait encore effectuer à la fin de chaque journée des transferts d'un compte à l'autre des bons du Trésor au porteur déposés par chaque banquier comme partie principale de son encaisse. Déjà, depuis plusieurs années, les banques d'Ecosse et d'Irlande se paient en bons de l'Echiquier le solde de leurs liquidations; le même usage pourrait être établi à Londres.

En quittant le *Clearing-House* de Londres, dont les explications qui précèdent nous ont fait connaître le curieux mécanisme, nous allons dire quelques mots d'une autre institution financière, bien ingénieuse aussi, et qui, bien qu'elle diffère totalement, sous le rapport de l'organisation, du Clearing-House de la cité de Londres, porte un nom analogue. Nous voulons parler du *Railway-Clearing-House* (1).

(1) Consultez sur ce sujet, un intéressant article de M. A. Andiganne, dans la Revue des Deux-Mondes du 15 août 1863: « Les chemins de fer après l'achèvement du réseau européen. » Voyez aussi le début d'un article du même auteur dans le Moniteur du 16 octobre 1864, à propos du livre. « La question des banques. de M. Wolowski:» « il y a deux ou trois ans, dit M. Andigaune lors d'un voyage que nous

Tandis que le *Clearing-House* n'est qu'une salle assez étroite, garnie de quelques tables et de quelques chaises, où se rassemblent, à certaines heures, les employés des maisons de banque pour y opérer entre eux la balance des émissions, le *Railway Clearing-House* constitue une grande administration, occupant un vaste hôtel, ayant à sa tête un directeur, et réunissant cinq cent cinquante commis, sans parler de deux cents cinquante qui sont répartis dans les provinces (1). Les deux *Clearing-Houses* ont

faisions en Angleterre nous nous étions attaché à voir de près les institutions financières de ce pays, notamment celles qui concernent le crédit et certains établissements d'un genre particulier, susceptibles d'être, un jour ou l'autre, avantageusement importés sur le Continent. »

« C'est ainsi qu'en fait de créations de cette dernière, nous avions étudié, et grâce aux obligeantes et judicieuses indications du directeur, M. Philippe Dawson, étudié dans ses détails intimes, la maison fondée pour l'apurement et la liquidation de leurs comptes communs par 125 compagnies de chemins de fer et nommée Railway Clearing-House. Non pas qu'une telle fondation soit réclamée par les besoins de notre pays isolément considéré et où le nombre des compagnies concessionnaires est fort restreint, mais une combinaison analogue nous semblait, comme elle nous semble encore, destinée à simplifier et à faciliter singulièrement les relations croissantes entre les grandes lignes internationales du réseau européen. »

(1) Le local du Railway Clearing-House, par son ingénieuse disposition, permet, tout en prenant le moins d'espace possible, de mettre chacun à son aise, d'assurer une

pourtant un but analogue, puisqu'il s'agit des deux côtés d'un apurement de comptes. Quelle a été, en effet, l'origine du *Railway Clearing-House* ? Les chemins de fer anglais sont divisés en un très grand nombre de concessions distinctes et indépendantes(1). Aussi arrive-t-il souvent. et cela même pour des trajets assez courts, que les voyageurs ou les marchandises doivent employer le secours de sept, de huit compagnies, et même davantage. Malgré la concurrence à laquelle se sont livrées systématiquement depuis l'origine les exploitations britanniques, elles ont bien vite reconnu les inconvénients quotidiens, les pertes de temps considérables qu'entraînait dans la comptabilité le fractionnement du réseau national. Ce n'était pas tout que de laisser aux voyageurs comme aux expéditeurs de marchandises, au moins sur les directions le plus généralement suivies, la faculté de payer en une seule fois le prix du transport. Le paiement fait, il restait à surveillance constante et de simplifier les rouages hiérarchiques. Ce sont de vastes salles recevant jusqu'à cinquante ou soixante commis, placés par rangées de huit ou dix devant de longs bureaux en acajou, munis d'un casier et très-proprement tenus. Tout dans cette installation est calculé de manière à obliger chacun à rester à sa place et à s'occuper de ses affaires (note de M. Andiganne, Revue des Deux-Mondes.)

(1) Le nombre en aurait été de 250, en 1863, d'après M. Audiganne, art. cité de la Revue; il a dû augmenter depuis.

procéder à un partage que compliquaient souvent le nombre des parties prenantes d'abord, et puis la multiplicité des circonstances servant de base à la répartition. C'est pour simplifier le règlement de ces comptes que les exploitations ont fondé le *Railway Clearing-House* : une fois engagées dans le *Clearing System*, les compagnies n'ont plus à s'occuper de leurs comptes respectifs. Tous les détails de l'organisation ont été réglées en vue d'assurer exactement à chaque compagnie ce qui lui revient et de faciliter la balance générale que le *Railway Clearing-House* a pour but d'établir. Division des dépenses et des recettes, mode de calculer les distances, classification des taxes, retours à vide, intérêts dus par les compagnies sur les différences existant à leur débit, tout dans les statuts porte l'empreinte de cette double préoccupation. L'autorité supérieure appartient à un comité dans lequel chaque compagnie est en droit de se faire représenter par un délégué. La présence de dix délégués suffit pour qu'il soit statué sur une affaire. Chaque compagnie peut cesser de faire partie du *Clearing-system* quand elle le juge convenable ; le nombre des admissions n'est pas limité. Le comité a le droit de signifier à une compagnie qu'elle cessera de participer au *Clearing system*, mais la décision ne peut être prise que dans une

réunion spéciale et à la majorité des deux tiers des membres délibérants. »

« Le *Railway Clearing-House* peut se prévaloir aujourd'hui de la consécration du temps. Contemporaine du premier épanouissement des chemins de fer anglais, l'institution fut fondée en cette année 1842 où le réseau britannique, heureusement échappé à la crise de 1836 et ne prévoyant pas la crise plus terrible de 1845, comptait déjà près de 2,000 kilomètres à l'état d'exploitation. Sous sa forme actuelle, la constitution de l'établissement remonte encore à l'année 1850. On peut juger de l'importance du rôle attribué au *Railwag Clearing-House* par ce fait, que les sommes dont il a opéré le règlement en 1862 montent, à 7,700,000 livres sterling (182,500,000 fr.). Pour les grosses marchandises seules, le nombre des comptes est d'environ 50,000 par mois. Comme on le suppose sans peine, l'établissement est entretenu aux frais des compagnies dont il gère les intérêts et d'après une contribution proportionnelle à l'étendue des services rendus. Il n'aurait de son chef aucune ressource; il dresse des comptes et ne fait pas de bénéfices. La dépense totale a été, en 1862, de 65621 livres st. (1,640,515 fr.), c'est-à-dire, moins de 1 pour 100 de la somme totale. Il n'y a là, comme on voit,

qu'une application fort originale du principe d'association. »

M. Audiganne se demande, en présence d'une institution rendant des services si manifestes, si une création analogue ne trouverait pas désormais sur le continent une suffisante raison d'être dans la longueur des trajets, jointe à la multiplicité des concessions. L'établissement d'un *Railway clearing house* continental sur des bases analogues à celles de l'institution britannique serait de nature à simplifier et faciliter toutes les évolutions du service international. Combien d'utiles réformes dans les tarifs pourraient résulter de semblables accords entre les compagnies des différentes nations européennes ! Par là, on arriverait peu à peu à ce que la similitude dans la tarification devînt la règle générale sur tout le réseau du continent, ce qui aurait d'inappréciables avantages pour les besoins des commerçants et des voyageurs de tous les pays.

Pour résumer ce coup d'œil rapide jeté sur ces institutions financières de la Grande-Bretagne et sur les résultats véritablement merveilleux que nos voisins ont su en retirer, cherchons à nous bien rendre compte par quels progrès successifs ils sont arrivés peu à peu à ces résultats. Le point de départ de tous ces progrès, ce qui les a rendus possibles et les a même amenés

tout naturellement, c'est, comme nous l'avons déjà répété, cette habitude invétérée chez le commerçant anglais, et même chez le non-commerçant, de ne point tenir de caisse particulière et de se décharger des soins de ce service sur un banquier. Cette habitude, née chez nos voisins, des nécessités d'un commerce immense, et surtout de leur esprit essentiellement pratique et calculateur, est la clef, l'origine de tout ce système des compensations (1). En effet, pour que l'établissement d'un comptoir de compensation devienne possible, il faut d'abord que tous les commerçants d'un pays, ou du moins le plus grand nombre, aient l'habitude bien établie de domicilier chez leur banquier leurs effets à payer comme leurs effets à recevoir. Alors tous les effets à payer et à recevoir étant concentrés dans un petit nombre de mains, chaque banquier opère d'abord sur lui-même une compensation

(1) Elle tient aussi à ce qu'en Angleterre il existe une classe spéciale de banquiers qui se chargent de ce service de caisse. Ce sont en général de grands propriétaires ruraux dont les terres, en leur assurant du crédit, servent de garantie aux négociants. Ces banquiers ne se livrent pas aux opérations ordinaires de banques; ils ne font que tenir les comptes des négociants qui déposent chez eux leurs fonds en compte-courant, et reunissent dans leurs caisses de petits capitaux improductifs, en se contentant d'un profit très minime. Nous n'avons rien d'analogue en France.

déjà considérable entre les effets qu'il a à recevoir et les effets qu'il a à payer, et cela au moyen de simples virements entre les comptes des clients. Mais, de plus, ces banquiers, en petit nombre, qui concentreut en leurs mains tout le papier d'un pays, seront tout naturellement amenés, au lieu de se payer en espèces tous les effets qu'ils ont mutuellement les uns sur les autres, à se réunir dans un endroit commun où ils pourront encore acquitter presque tous ces effets par de simples compensations.

Voilà ce qui est arrivé en Angleterre, voilà comment ces institutions sont nées, pour ainsi dire, d'elles-mêmes, de la pratique des affaires et des habitudes commerciales. En effet, il est facile de montrer que l'habitude généralisée des dépôts en compte-courant mène naturellement à l'emploi du chèque. J'ai tous mes fonds déposés chez un banquier, et je ne garde chez moi que les petites sommes qui me sont nécessaires pour les menues dépenses journalières. Comment donc ferai-je pour payer mon créancier, un fournisseur par exemple ? Tout naturellement, je lui dirai : C'est un tel, mon banquier, qui a mon argent et qui tient ma caisse, allez chez lui vous faire payer. Alors, pour que mon banquier sache qu'il est envoyé par moi pour toucher, je lui donnerai un mandat,

c'est-à-dire que sur un papier, je mettrai, en m'adressant à mon banquier : Veuillez payer à M. (mon fournisseur) la somme de pour mon compte. Je signe ce papier, et voilà le chèque.

Si on suppose cette habitude de payer avec des chèques tout à fait générale chez les commerçants d'un pays, un nombre assez restreint de banquiers se trouvent chargés de faire le service de caisse de tous ces commerçants. Alors, ils sont tout naturellement amenés à régler par des virements, au lieu de régler par des espèces les comptes de leurs clients. X, banquier, a deux clients, B et C ; d'un côté, C lui remet de la part de B un chèque, où celui-ci le prie de payer 1,000 francs à C ; d'autre côté, B lui remet de la part de C un chèque, où celui-ci le prie de payer 1,500 francs qu'il doit à B. Alors que fera le banquier ? Il est chargé de tenir la caisse de B et de C ; il a leurs dépôts en compte-courant ; donc, au lieu de verser 1,000 francs de la caisse de B dans celle de C, puis 1,500 francs de la caisse de C dans celle de C, il fera simplement entre les deux dettes une compensation. Compensation faite, C se trouvera devoir encore 500 francs à B ; alors, le banquier opérera ce qu'on appelle un virement d'un compte à un autre, c'est-à-dire qu'il ajoutera 500 francs au

débit de C, et ajoutera, au contraire, ces 500 francs au crédit de B, de sorte que toute l'opération se trouvera liquidée par une simple passation d'écritures.

« Si donc, plusieurs personnes ayant toutes un compte courant ouvert à la même banque de dépôt, sont respectivement créancières et débitrices les unes des autres, le règlement peut se faire entre elles par un échange de chèques, sans qu'il soit nécessaire de compter une seule pièce d'argent. Bien plus, lorsque les chèques échangés sont présentés à la Banque, elle n'ouvrira pas non plus sa caisse ; elle se bornera à inscrire une ou plusieurs sommes au crédit et au débit de chaque client. » (*Moniteur* du 24 mars 1864, article de M. Paul Dalloz.)

« Cette économie de capital, ajoute M. Dalloz, semblerait ne devoir être que restreinte, puisque les différents créanciers et débiteurs ne sont peut-être pas tous clients de la même banque de dépôts, mais ici apparaît, en Angleterre et aux États-Unis, l'institution du *Clearing-House.* » En effet, le *Clearing-House* n'est pas autre chose « qu'un comptoir de liquidation destiné à centraliser les échanges de chèques d'une banque à une autre banque. »

C'est ainsi que toutes ces institutions tiennent ensemble, et dérivent pour ainsi dire forcément

l'une de l'autre. C'est l'usage du chèque qui a conduit au système de compensations du *Clearing-House* et l'usage du chèque lui-même est sorti tout naturellement de l'habitude essentiellement pratique des commerçants anglais de faire faire leur service de caisse par les banquiers.

CHAPITRE II.

LE CHÈQUE EN FRANCE.

Le chèque mandat comme nous le disions en commençant ce travail, n'existe chez nous que depuis la loi des 23 mai-14 juin 1865. Il ne faudrait pas croire cependant que, jusqu'à cette loi, il n'existât chez nous rien d'analogue, ni qu'avant les essais tentés depuis quelques années, la France ait été complétement dépourvue d'établissements de crédit recevant des dépôts. « Sans compter la Banque de France, dont le chiffre des comptes-courants particuliers a parfois dépassé, depuis douze ans, 200 millions et est rarement descendu au-dessous de 120 millions, il y a chez nous, depuis longtemps, une foule de banques privées qui reçoivent des capitaux en dépot, et qui paient aux déposants un intérêt plus ou moins élevé. Le Comptoir d'escompte, dont la fondation remonte à 1848, a introduit

dans sa clientèle l'usage des dépôts en comptes-courants ; dans le bilan du 31 janvier 1865, ils figuraient pour une somme de 26,503,348 fr. Le Crédit foncier et le Crédit mobilier se livrent depuis longtemps aux mêmes opérations, et les capitaux qu'ils rendent ainsi à la circulation et au crédit sont assez considérables ; ils se sont élevés, pour le Crédit foncier, à 222 millions en 1863 » (1).

Le chèque lui-même n'était point complètement inconnu en France, avant que certains établissements de crédit cherchassent à le vulgariser. Notre Banque de France a des pratiques qui réalisent une partie des avantages que les Anglais ont su en tirer. Elle délivre à ses clients des mandats rouges et des mandats blancs. Le mandat rouge, que la Banque délivre à ses clients pour opérer les virements d'un compte à l'autre, et le mandat blanc, qui sert au retrait des fonds déposés à la Banque en compte-courant, ne sont rien autre chose que des chèques ou au moins l'équivalent.

Nos simples banquiers délivrent aussi à leurs correspondants des bons de caisse, qui ne sont autre chose, en réalité, que des espèces de chè-

(1) Rapport de M. Alfred Darimon, au Corps législatif, annexé à la séance du 26 avril 1865.

ques. Enfin, le Crédit foncier, le Comptoir d'escompte, le Crédit industriel, le Crédit mobilier, la Société générale, le comptoir Donon, remettent également à leurs correspondants des carnets de reçus qui sont de véritables chèques, et qui font rapidement et à merveille l'office du chèque anglais : par leur moyen, les clients de ces établissements opèrent, sans numéraire, tous les mouvements de fonds qui se produisent dans leurs comptes-courants.

Déjà, dès 1865, s'il faut en croire M. Rouher (séance du 23 mai 1865), indépendamment des récépissés souscrits par les maisons de banque ordinaires et des bons de la Banque de France, les maisons spéciales organisées pour agir sur les dépôts, font des émissions de chèques qui s'élèvent annuellement à 120 millions. Quant au Crédit foncier et au Crédit agricole, qui, on le sait, opèrent sous les auspices du même conseil d'administration et sous le même toit, ils avaient satisfait, depuis quinze mois, par le même procédé, à un mouvement de va-et-vient de dépôts qui ne s'est pas élevé à moins de 363 millions. Suivant M. de Germiny, dans la même année 1865, le solde disponible de leurs dépôts en compte-courant aurait été de 93 millions.

« Il n'y a pas jusqu'au *Clearing-House* qui

n'ait en France son analogue (1), qu'il suffirait d'étendre et de développer pour lui faire rendre les plus grands services. La banque de France remplit, à l'égard de ses succursales et des maisons de banque avec lesquelles elle est en relation, à office de chambre de compensation et de liquidation. La Banque étant la dépositaire à peu près exclusive du fonds de roulement des maisons qui ont un compte courant chez elle, paie pour l'une, reçoit pour l'autre, au moyen de ses mandats de virement ; de cette façon, des règlements considérables se réduisent à un seul article d'écriture intérieur, et se résument en une mention sur le carnet du négociant ou du banquier. La Banque de France ne se borne pas à cette liquidation de compte à compte et de client à client, elle se charge de toute espèce de valeurs à échéance ; elle devient ainsi, à certaines époques, un liquidateur pour un grand nombre d'affaires, un compensateur pour une certaine quantité de payements. En 1864, la Banque de France a fait pour 14,019,306,700 francs de virements ; elle a opéré l'encaissement de 5,020,753,200 francs d'ef-

(1) Il est bien remarquable qu'une institution tout-à-fait analogue paraît avoir existé très-anciennement chez les banquiers de Lyon. (Savary Parfait négociant, liv. III, ch. 12, p. 275 et 276)

fets ; elle a donc contribué à liquider pour plus de 19 milliards d'affaires. »

« Une autre liquidation qui a lieu également par l'intermédiaire de la Banque de France et qui se rapproche beaucoup plus des procédés du Clearing-House anglais, c'est celle qui se fait au profit des agents de change. Un agent de change peut avoir à lever des titres pour 7 ou 8 millions, et il ne possède à son compte-courant à la Banque que 1 million. Par contre, il a à livrer 9 millions de titres ; son solde est, en définitive, de 1 million à son profit. Pour opérer ces levées et ces livraisons, il lui faudrait posséder la somme intégrale des paiements à faire, ou bien ne livrer les titres qu'au fur et à mesure des encaissements résultant de ses livraisons. Dans ces données, une liquidation exigerait un mouvement considérable de numéraire, un temps fort long, des démarches fort nombreuses et un travail de caisse très-compliqué. Pour écarter tous ces embarras, la Chambre syndicale se livre à un premier travail de compensation entre les titres à lever et les titres à livrer. Ce travail s'opère au moyen d'un double bordereau que chaque agent de change soumet à la Chambre syndicale et qui indique tous les titres qui le concernent. Le solde des comptes a lieu alors par des mandats blancs sur la Banque de France. Le soir, chaque agent dé-

pose à la Banque son carnet de compte-courant sur lequel il a inscrit les sommes émises en mandats ; il y joint les mandats qu'il a reçus. La Banque de France fait la compensation des soldes, et la liquidation est accomplie sans qu'on ait eu besoin de faire appel au numéraire. » (Rapport de M. Darimon.)

Nous n'étions donc pas, déjà bien avant la loi de 1865, aussi étrangers qu'on pourrait le croire aux procédés des comptes de dépôts, des chèques, des virements et des compensations. Et pourtant, ces utiles institutions sont encore bien loin d'avoir produit chez nous les mêmes résultats qu'en Angleterre. Cette infériorité tient avant tout à l'habitude invétérée que l'on a en France de conserver chez soi des sommes et des valeurs inactives. Cette habitude existe non-seulement chez les simples particuliers, mais encore chez tous les commerçants et tous les industriels. Chacun a son caissier et sa caisse, malgré les pertes de temps inévitables, les dangers de vol et d'incendie et les risques d'infidélité trop fréquentes, on n'a que peu ou point de rapports avec le banquier, et seulement au moment des escomptes et des échéances. Si l'on a un compte-courant, on n'y dépose juste que l'excédant de ses besoins prévus. Quant à ceux qui possèdent un compte-courant à la Banque et qui paient par voie de

virements, ils ne sont encore qu'en nombre bien restreint.

« L'importance des payements par compensation est donc encore peu appréciée en France en dehors du public qui se livre aux opérations de bourse. Les agents de change sont ceux qui l'apprécient le mieux ; ils commencent à faire entre eux une liquidation au moyen de compensations et règlent leurs différences par des chèques ou reçus contre la Banque de France. C'est par des reçus semblables, véritables chèques spéciaux, que règlent avec les agents de change la plupart de leurs commettants. C'est aux agents de change et à leur clientèle qu'appartiennent la plupart des opérations de virements qui figurent dans les comptes-rendus annuels de la Banque de France. Le commerce de marchandises, et surtout la petite industrie sont restés jusqu'à ce jour à peu près étrangers à ces opérations. » (1)

Une masse énorme de numéraire se trouve ainsi frappée d'inertie. Quelques personnes croient pouvoir évaluer à près de 3 milliards la somme dormante et inoccupée, répartie dans les mains du public pour les besoins des 38 millions d'habitants de la France. Les pertes de temps et

(1) Courcelle Seneuil. Journal des Economistes, no d'août 1864.)

d'intérêts qui résultent de ce que chacun, au lieu de confier son service de caisse à un banquier, paye lui-même à son domicile tous ses engagements, se traduiraient par des chiffres non moins considérables : « A certains jours de chaque mois, disait, en 1864, au Sénat, M. le comte de Germiny, les hommes préposés à la recette de Paris, quittent les bureaux de la Banque de France à la première heure, emportent plus de 100,000 effets de commerce, vont les encaisser dans 35 ou 40,000 domiciles et rentrent à la fin du jour, rapportant à l'administration centrale plus de 100 millions, dont 4 ou 5 millions en numéraire. Voila ce que c'est qu'une journée, une seule journée de la Banque centrale, voila le concours que donnent ses billets. c'est-à-dire son crédit, aux affaires. »

En effet, puisqu'il faut recouvrer à 40,000 domiciles, il y a un grand service à rendre, et personne ne doute que la Banque ne s'en acquitte à merveille; seulement on peut dire qu'elle le fait payer un peu cher. Mais ce qu'on ne saurait nier, c'est que si les 100,000 effets de commerce qu'elle est chargée d'encaisser étaient payables chez les banquiers seulement, les 40,000 domiciles se trouveraient réduits à quelques centaines, ce qui constituerait déjà une grande simplification. De plus, les débiteurs se trouvant

la plupart du temps à la fois créanciers, il leur serait facile de s'entendre pour liquider par des compensations, comme le font les agents de change de Paris et les banquiers de Londres. » (1) Non-seulement un temps précieux se trouverait ainsi épargné, mais on pourra rendre à la production des capitaux tenus forcément dans l'inaction.

Demandons-nous donc pourquoi nos habitudes commerciales sont encore si arriérées, pourquoi nous n'avons pas compris l'avantage de la division du travail qui résulte de l'emploi des banquiers, pourquoi chacun veut tenir lui même sa caisse et ne s'adresse au banquier que pour les escomptes et recouvrements. Sans vouloir établir entre l'Angleterre et la France une comparaison qui ne serait pas à l'avantage de notre pays, peut-on ne pas demeurer frappé de l'essor considérable que le crédit a pris en Angleterre? Peut-on songer à ces institutions si nombreuses, si variées, qui se chargent de le dispenser, et qui se meuvent librement à côté de la grande institution nationale, du solide pivot que forme la Banque d'Angleterre, sans être obligé de reconnaître qu'à l'heure qu'il est, le rôle du crédit est mieux compris chez nos voisins que chez nous, et que nous

(1) Courcelle-Seneuil, loc. cit.

ne faisons encore qu'épeler dans un livre où les Anglais lisent couramment?

Cherchons donc à nous rendre un compte exact des causes qui font que les esprits se sont ouverts plus facilement à cette branche de la science commerciale de l'autre côté du détroit que de celui-ci.

Pour nous, la cause principale de notre infériorité, sur ce point comme sur d'autres, nous paraît être le manque de publicité et de discussion, par suite le peu d'intérêt que le public attache à de pareilles questions, c'est en un mot, la puissance de la routine. M. Audiganne, nous paraît avoir mis très bien en lumière le point de départ de la supériorité des Anglais en matière de crédit: « Nos connaissances actuelles, fait-il dire à un banquier anglais, (1) proviennent surtout de cette circonstance que toutes les combinaisons qui se sont produites, bonnes ou mauvaises, solides ou aventureuses, toutes les institutions qui se sont fondées, durables ou éphémères, fécondes ou funestes, ont été scrutées aux points de vue les plus divers, disséquée pour ainsi dire, dans leurs moindres organes, soumises enfin à toutes les épreuves de la controverse.

(1) Moniteur universel du 16 octobre 1864, Variétés. La question des banques, par M. L. Wolowski, de l'Institut,

Grâce à ces discussions répétées, le public s'est familiarisé avec des matières qui, de prime abord, lui auraient paru arides et rebutantes. »

M. Audiganne ajoute : « Quoique susceptible de quelques compléments, cette appréciation nous semble juste dans sa donnée générale. Si peu qu'on fouille l'histoire financière de la Grande-Bretagne, on y rencontre à chaque pas des traits éclatants qui la confirment.

Dans les crises si fréquentes et si dures que les Anglais ont traversées, dans les entraînements si passionnés qu'ils ont eux-mêmes qualifiés de folie, *mania*, ou de grande folie, *great mania*, comme en 1836 et en 1846, que voyait-on de toutes parts? On voyait surgir un mouvement de recherches, d'études, de critiques, de débats qui, en fin de compte, mettaient en évidence la cause du mal, propageaient des notions utiles, et marquaient ainsi un nouveau pas dans la pratique éclairée du crédit. »

Rien n'est plus instructif pour nous dans l'étude de l'économie financière que de suivre le choc des idées qui accompagne chez nos voisins toutes les grandes épreuves financières. On n'a pas besoin de remonter au-delà d'un siècle pour renouer la chaîne de ces expériences depuis son point de départ ; car l'ère des crises industrielles telles que les entend notre époque, et qui supposent

un large développement d'affaires, pourrait être à peu près fixée à la guerre de l'indépendance des colonies de l'Amérique septentrionale. Le croirait-on? La Bpnque d'Angleterre, à la fin de cette lutte qui avait ajOuté environ 3 milliards de fr. au capital de la dette publique, n'avait plus dans ses coffres que 11 millions de fr., en numéraire (1785). Le montant des billets en circulation ayant été par elle réduit de moitié, it résulte de cette restriction soudaine une crise terrible et d'immenses catastrophes dans le commerce.

On se croyait perdu. L'inquiétude s'attachait principalement aux charges contractées par le trésor. Une dette de 6 à 7 milliards semblait écrasante à un peuple qui devait emprunter un peu plus tard 15 milliards de fr., en 22 ans, pour faire face à la guerre avec la France. A ce moment là, nos voisins étaient au début de la science du crédit. On ne se figure pas de quel déluge d'écrits sur les finances et sur la crise, l'Angleterre fut alors inondée. C'était à qui prendrait les titres les plus bizarres; comme les plus propres à captiver les yeux. Telle brochure était intitulée : « Moyen infaillible, d'après Machiavel, de « nous débarrasser de nos dettes ; » telle autre : « Moyen de payer la dette nationale en rappor- « tant l'acte de mariage ; » d'autres : « Pensées « sur le payement de la dette au moyen d'une

« loterie; Plan pour payer les dettes de la nation « en trente années sans nouvelles taxes,etc.,etc. »

L'opinion publique en Angleterre accueillait toutes ces recherches avec une faveur marquée, en dépit des graves erreurs qui s'y trouvaient mêlées, inséparables d'ailleurs de plans rapidement improvisés. C'était néanmoins un témoignage que l'instruction du pays commençait en matière de finances et de banque. Le même esprit, la même ardeur, le même entrain, se sont retrouvés depuis lors, dans toutes les tourmentes analogues, au delà du détroit.

Au contraire, chez nous, rien de pareil; l'histoire financière et commerciale de notre pays ne nous offre guère d'exemple où l'attention du public se soit attachée bien vivement à des dissertations financières. La cause première qui fait qu'en matière de crédit nous sommes sensiblement en retard sur nos voisins, est donc, ce nous semble, que nous n'avons pas la même sympathie et le même intérêt pour les idées nouvelles, quelles qu'elles soient, c'est que notre éducation politique est moins avancée; c'est qu'au lieu de cette passion de la discussion qui est le trait caractéristique des peuples qui ont l'esprit vrai de la liberté, nous avons peur, il faut bien l'avouer, de la discussion; c'est que nous aimons mieux nous

priver de connaître des théories utiles que d'avoir à en entendre de mauvaises et de subversives; c'est enfin que nous obéissons, ici comme ailleurs, à un esprit de routine qui est le contraire même du progrès.

Et comment expliquer autrement que, tandis qu'en Angleterre le système des compensations fonctionne depuis bientôt un siècle (le Clearing-House a été fondé en 1780) nous n'ayons pas encore compris les avantages évidents qui ressortent de la simple habitude de faire faire son service de caisse par les banquiers? Car enfin, ce n'est pas là une innovation hasardeuse; l'expérience est faite; l'habitude de domicilier les effets chez les banquiers pour le paiement comme pour l'encaissement offre tous les avantages possibles, sans avoir d'inconvénients. Elle supprime comme nous l'avons dit, les chances de perte, de vol, d'infidélité, si fréquentes dans les dernières années que l'infidélité des caissiers devenait proverbiale. Elle fait fructifier, en les livrant à la circulation, tous « ces petits capitaux improductifs que l'homme d'une fortune aisée laisse dormir comme le disait M. Paul Dalloz avant la loi de 1865, (1) dans le tiroir de son bureau, ou que le paysan lache dans ce bas de laine (2) qui est le premier

(1) Dans le Moniteur du 24 mars 1864.

(2) Expression employée par le duc de Morny en 1864 à

sac de l'avarice. » Toutes ces petites sommes qui par elles-mêmes sont insignifiantes, réunies s'élèvent à des chiffres considérables, et, pour en donner un exemple, M. Wolowski évalue à 1 milliard 700 millions, au moins, la masse des capitaux réunis au moyen des dépôts effectués pour la seule ville de Londres. Et veut-on savoir, d'une manière au moins approximative, les résultats que pourrait avoir l'introduction, à Paris, du système de liquidation établi à Londres, ou pour parler plus exactement, d'un emploi du service des banquiers aussi étendu à Paris qu'à Londres? Sans pouvoir donner un calcul exact dont les éléments nous manquent, nous croyons utile de reproduire, d'après M. Courcelle-Seneuil, et de mettre sous les yeux du lecteur quelques chiffres qui appellent la réflexion.

« M. de Germiny, écrivait en 1864 M. Courcelle-Seneuil dans le Journal des Économistes, (1) parle de recouvrements de 100 millions effectués en un jour, à Paris, dans 40,000 domiciles, et ces chiffres ne tardent pas à représenter la moyenne de recouvrements quotidiens de la Banque de France. Prenons-les pour base de quelques réflexions. Les employés de la Banque sont aux recouvre-

une séance du Corps législatif, lors de la présentation du premier projet de loi.

(1) Des chèques et du service de circulation, par M. Courcelle Seneuil.

ments dès la première heure et rentrent à trois heures ; il faut donc que le montant des effets soit prêt dès la veille, ou que le débiteur de l'effet s'expose à courir de trois à quatre heures après le garçon de recette à la Banque de France. En général, on va chercher les fonds la veille. Voilà donc quarante mille individus commerçants, laborieux pour la plupart, qui vont chez leur banquier recevoir en espèces ou billets, compter, transporter et garder 100 millions de francs. Les banquiers ont dû avoir cette somme du matin ou de la veille, et ils n'en pourront disposer que le lendemain à la Banque de France après que les recouvrements auront été faits; il faut même qu'ils aient chez eux une somme pour rembourser à la Banque de France ceux des effets fournis par eux qui n'auraient pas été payés exactement ou dont le domicile n'aurait pas été exactement indiqué. Il n'y a donc nulle exagération à compter que 100 millions restent inactifs un jour entier. Je crois même qu'on serait plus près de la vérité en calculant à deux jours l'inactivité de cette somme. »

« 100 millions inactifs tous les jours n'entrent pas évidemment dans le travail de la production, L'intérêt qu'ils pourraient produire est donc perdu, aussi bien que le temps des 40,000 personnes qui ont reçu, compté, transporté et payé les

100 millions. Évaluons ce temps à une heure et la journée de travail à 12 heures; ce seront 3,333 journées de travail qui, multipliées par 360, donnent 1,999,880 journées qu'on ne peut évaluer à moins de 5 francs par jour, sans parler des frais de voiture. Le service des recouvrements par la Banque de France coûte au commerce une somme au moins égale; car il est payé par l'intérêt de 130 millions environ qui restent déposés gratuitement dans cet établissement. Les frais totaux du service de recouvrement ou de liquidation s'élèvent donc *en minimum* pour la place de Paris à 17 1/2 millions, ainsi qu'il suit:

Intérêts de 100 millions nécessaires au paiement	5,000,000
— de 130 millions c. c. salaire de la Banque	6,500,000
Journées de travail perdues par le commerce (5,999,400)	6,000 000
Total fr.	17,500,000

On voit, d'après ces appréciations, quels immenses profits notre pays pourrait trouver dans la propagation de l'usage des chèques et dans l'extension des banques de dépôts. Ces avantages sautent aux yeux, et pour expliquer que nous soyons encore si peu avancés dans cette voie, il faut bien l'imputer à l'indifférence du public et à la puissance de la routine.

Au reste, pour être juste, il faut reconnaître que cette première cause, qui est capitale, n'est pas la seule, et tient elle-même à ce que les ban-

quiers, chez nous, ont fait peu d'efforts pour aller au devant du public et l'engager à leur confier son service des caisses. Tandis qu'en Angleterre, comme nous l'avons déjà remarqué, il existe une casse spéciale de banquiers, grands propriétaires, qui se chargent de ce service pour un intérêt très-modique, et qui présentent les plus solides garanties; chez nous, au contraire, les banquiers, déjà surchargés par les opérations de banque proprement dites, ne sont guère disposés à faire encore le service de caisse des commerçants, pour un profit presque nul; car évidemment, il faudrait un commencement, et tant que l'habitude ne serait pas devenue tout à fait générale, elle causerait aux grandes maisons de banque plus de trouble que de profit. Les banquiers n'ont donc pas pris, en France, l'initiative d'un progrès si désirable dans l'intérêt général; ils n'ont fait rien moins qu'encourager les tentatives en ce sens. « En général, ils ne donnent guère reçu des remises faites chez eux, et conservent entre leurs mains les dispositions qu'ils ont acquittées pour le compte de leur clientèle, et ces deux habitudes sont fatales au développement de leurs relations, notamment quant à la tenue de la caisse, parce que le commerçant aime naturellement à avoir toujours entre les mains tous les éléments de son compte, et surtout les pièces justificatives

des payements faits à des tiers. Celui donc même qui a un banquier va chercher l'argent avec lequel il paye lui-même, à domicile, ses engagements. De là, deux mouvements et deux vérifications d'espèces très-inutiles, la première chez le banquier, la seconde chez le commerçant; de là cet énorme service de recouvrements centralisé à la Banque de France, et qui atteste bien haut l'état arriéré de notre commerce, quant au service, de caisse proprement dit. (Courcelle Seneuil, *loc cit.*)»

Une troisième cause tient à l'esprit étroit de notre éducation et de notre instruction commerciale. Tandis que les Français se sont attaché surtout à perfectionner leur commerce à l'intérieur, et y ont créé des établissements d'escompte et de recouvrement d'une rare perfection et d'un bon marché remarquable, et se sont absorbés dans cette direction, les Anglais, eux, donnaient tous leurs efforts au commerce extérieur, et travaillaient surtout au perfectionnement des opérations de crédit et du mouvement d'argent relatifs aux besoins d'un grand commerce d'outre-mer. Le résultat a été que le Français a pu développe- plus facilement la petite industrie, le petit commerce, qui met plus facilement de l'argent à sa disposition, mais aussi, il est resté plus étranger aux grandes opérations avec le monde entier qui, pour l'Angleterre, dérivent naturellement de son

système colonial. Ain si, en Angleterre, tout se fait par grandes entreprises et grands établissements, tandis que chez nous, chacun travaille davantage pour soi, et l'industrie se trouve plus divisée. D'un côté, c'est peut être un bien pour les classes ouvrières, mais, de l'autre, il en résulte un esprit extrêmement étroit dans les affaires : toute innovation un peu générale, même la plus utile, a extrêmement de peine à se faire accepter ; chaque maison tient à ses habitudes, et tous ces petits fabricants, qui n'ont pas de banquiers, aiment mieux leur numéraire contre leur acquit, qu'un chèque qu'ils auraient encore à aller encaisser.

On peut ajouter encore que des raisons purement topographiques rendent à Paris l'établissement d'un comptoir de compensation plus difficile qu'à Londres. Dans cette dernière ville, tout le commerce est concentré dans la vieille cité, la *city* ; par conséquent, les distances sont moins grandes, et il est beaucoup plus aisé d'arriver à une entente commune. A Paris, au contraire, les banquiers n'ont pas de quartier spécial, et les diverses maisons de banque peuvent se trouver à des distances considérables les unes des autres. Ce n'est là qu'une difficulté accessoire, qui d'ailleurs n'est pas invincible ; mais enfin elle a sa valeur

Enfin, une dernière cause à laquelle nous semble pouvoir être attribuée en partie notre infério

rité sous le rapport du crédit, c'est que nous en avons réellement moins besoin. L'Angleterre n'a guère que 1 milliard et demi de métaux précieux, tandis que la France possède pour 5 ou 6 milliards de numéraire (1). Il faut tenir compte de cette différence, non qu'elle rende moins désirable la popularisation du chèque parmi nous, mais elle explique jusqu'à un certain point pourquoi cet instrument n'a pas pris chez nous le même développement que chez nos voisins. Toutefois, il ne faut rien exagérer, et il ne faudrait pas, sous prétexte de tenir le numéraire en honneur, hésiter à adopter un instrument merveilleux de circulation qui peut décupler la valeur du numéraire. « Ce n'est pas de nos jours seulement, disait M. de Germiny dans son rapport au Sénat impérial (séance du 10 juin 1865), qu'on a l'habitude de rendre hommage au numéraire, et de le tenir en honneur. Un grand génie, il y a quatre siècle de cela, qui ne regardait pas avec moins de science et

(1) C'était du moins le chiffre avant cette guerre désastreuse qui nous a non-seulement arraché deux de nos plus belles provinces, mais nous a de plus assujettis à un tribut écrasant de 5 milliards! Aujourd'hui donc plus que jamais, nous aurions besoin de suivre l'exemple de l'Angleterre, et de suppléer à la diminution du numéraire en lui empruntant ses admirables institutions commerciales. Le chèque, s'il pouvait entrer dans nos mœurs, pourrait être appelé à jouer un grand rôle et contribuer puissamment à relever nos finances.

de rectitude d'esprit sur la terre que dans les astres, Copernic, a dit quelque part, et nous aimons ce propos, que les pays qui ont de la bonne monnaie fleurissent, tandis que ceux qui n'en ont que de la mauvaise tombent en décadence et dépérissent. La bonne monnaie, c'est la nôtre ; c'est nos 5 ou 6 milliards de numéraire. » D'accord ; mais aujourd'hui le numéraire ne suffit plus, il faut le crédit, et le pays le plus prospère est celui où le crédit prend le plus grand développement.

Il y a donc évidemment chez nous de grands progrès à faire et des améliorations considérables à réaliser. Toutefois, il ne faut pas se laisser effrayer par l'étendue du chemin qui nous reste à faire pour parvenir au niveau de nos voisins dans cette matière du crédit. Tous les éléments du mécanisme qui agit avec une si grande puissance chez d'antres peuples, existent chez nous en germe, comme nous le constations au débu de ce chapitre ; il suffit, pour leur donner plus de force et pour leur faire produire des résultats plus notables, d'un mouvement d'élan et d'initiative. Depuis quelques années, du reste, un mouvement en avant s'est produit ; les questions de banque, auxquelles le public français était resté jusque-là assez indifférent, commencent enfin à l'intéresser, parce que des besoins commerciaux pressants les ont mises à l'ordre du

jour. Il semble qu'aujourd'hui nous soyons disposés à entrer dans la voie d'études qui ont amené chez nos voisins des résultats si remarquables, Nous avons d'ailleurs cet avantage de pouvoir y marcher en profitant de leurs exemples, et sans passer par les épreuves qu'ils ont subies. En ce sens, la polémique si ardente et si active que la question des banques a soulevée chez nous dans ces derniers temps (1), l'attention que cette discussion spéciale a excitée, sont des symptômes éminemment favorables. Toutes les manifestations qui se sont produites en divers sens nous paraissent avoir, en dehors de leur but immédiat, un avantage analogue à celui que nous relevions plus haut dans les procédés de l'Angleterre. Rien ne saurait servir plus sûrement à vulgariser l'idée du crédit, à initier le public à la connaissance de ses lois fondamentales, telles que l'observation peut les dégager de l'ensemble des phénomènes.

Parmi les travaux spécialement relatifs à la question des chèques qui se sont produits dans les dernières années, et qui, en attirant l'attention de personnes compétentes sur l'admirable fonctionnement des compensations en Angleterre,

(1) Ouvrage précité de M. Wolowski: la question des banques. Paris Guillaumin, 1864.

ont préparé chez nous les voies à la loi de 1865, nous citerons un article de M. Paul Dalloz (V. ci-dessus). qui parut dans le *Moniteur* du 24 mars 1864, à propos d'un arrêt rendu par la Cour de Paris le 3 mai de la même année, sur une question de chèque-récépissé. Nous aurons ultérieurement d'ailleurs occasion de reparler de cet arrêt de la Cour impériale. M. Dalloz, se demandant à quoi tenait la lenteur avec laquelle l'institution des chèques a fait son chemin parmi nous, répondait : « C'est que le chèque, ses avantages, son fonctionnement ne sont pas assez connus ; la publicité lui a manqué. Il faut répéter vingt fois la même chose pour vaincre la routine. » Et il cherchait à appeler l'attention sur le chèque anglais et sur le *Clearing-house* de Londres, en démontrant par des chiffres les résultats incontestables de cette institution.

Peu de temps après, M. A. Audiganne, dans le *Moniteur* du 16 octobre 1864, s'occupait du livre tant discuté de M. Wolowski, sur la *Question des banques*; il s'attachait également, à ce propos, à faire ressortir tous les avantages des institutions anglaises, notamment le *Clearing-house* et le *Railway clearing house*, dont nous avons parlé dans notre premier chapitre, et sur lequel M. Audiganne avait fait déjà un article spécial dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 août 1863. Dans

cet article intéressant, il cherchait à se rendre compte des causes qui ont fait réussir si rapidement en Angleterre toutes ces innovations heureuses en matière de crédit, tandis qu'elles ont tant de peine à s'acclimater chez nous, et il en trouvait, lui aussi, la cause principale dans les discussions passionnées auxquelles se livrent les Anglais sur les questions financières.

Dans la même année 1864, deux brochures intéressantes parurent sur la question des chèques, l'une due à M. Rey de Foresta (1) ; l'autre, dont nous avons déjà parlé, à M. P. J. Coullet (2).

M. Rey de Foresta, tout en admirant le système ingénieux de compensation établi en Angleterre, ne pensait pas qu'il y eût lieu de l'importer en France. Il trouvait que le service des recouvrements, tel qu'il est fait par la Banque de France, avec les compensations qui s'opèrent dans les bureaux de cet établissement et de quelques autres grandes maisons, étaient suffisants pour nos habitudes commerciales. Toutefois, tout en trouvant ces habitudes très-tolérables, il ne pouvait s'empêcher d'être frappé du temps et de l'argent perdus dans le recouvrement des arré-

(1) Des chèques et des banques de dépôts, par M. Rey de Foresta. Brochure in-8. Paris, Guillaumin et Cie.

(2) Les chèques et le Clearing-House, par M. P. J. Coullet Brochure in-4. Paris. Furne et Guillaumin.

rages de cette multitude de titres, actions, obligations, souscriptions de rente qui forment une grande partie de la fortune des particuliers, et il admettait qu'il y avait là une amélioration à réaliser.

M. Coullet, loin d'être aussi optimiste que M. Rey de Foresta, pensait qu'il y avait quelque chose à faire, et sans tarder, il présentait un projet complet, pratique et bien étudié pour constituer dès à présent, à Paris, une Chambre de liquidation semblable à celle qui existe à Londres.

Après avoir exposé en détail l'organisation du Clearing-House de Londres, il appelait l'attention sur les services que pourrait rendre une Chambre de liquidation à Paris, dans le présent comme dans l'avenir. Il examinait les différentes objections qui avaient été faites jusqu'alors par les principaux banquiers de Paris à la proposition d'établir dans cette ville, à l'instar de celle de Londres, une Chambre de liquidation. Mais, ces objections, dont il ne méconnaissait pas d'ailleurs la portée, ne le décourageaient pas, et il persistait à penser que l'établissement immédiat, à Paris, d'une Chambre de liquidation, pourrait rendre déja de grands services et amener dans un avenir prochain la multiplication si désirable des banques de dépôts. Après avoir établi cette utilité en termes précis et pratiques, il présentait un

exposé complet de ce que pourrait être, à Paris, le fonctionnement d'une Chambre de liquidation, y compris les succursales des banques de dépôts. Dans cet exposé, modelé sur le Clearing-House de Londres, il tenait un grand compte des habitudes parisiennes et des grandes distances des établissements financiers les uns des autres. Il finissait en présentant un projet de règlements de la Chambre de liquidation, contenant les accords a établir entre les fondateurs et les règles à établir dans le règlement de la Chambre de liquidation.

La brochure de M. P. J. Coullet contenait beaucoup d'idées utiles et elle appella l'attention du monde financier sur des questions encore imparfaitement connues chez nous. L'édition fut rapidement épuisée, et, si les vœux de M. Coullet sont loin encore d'être réalisés dans leur ensemble, du moins la loi de 1865, en facilitant l'usage des chèques, y a-t-elle donné satisfaction en partie. Sans doute, il n'est pas encore question d'établir une chambre de liquidation, mais ici, comme en toute chose, M. Coullet le disait lui-même, « l'action du temps est indispensable, et il faudra savoir attendre sans découragement et sans espérances exagérées. »

(1) Mais M. Coullet avait aussi raison de dire que la prompte réalisation de ce plan faciliterait le développement et l'amélioration des œuvres de banque.

M. Courcelle-Seneuil, en rendant compte dans le journal des *Économistes* (1), des deux brochures de M. de Foresta et de M. Coullet, insistait à son tour sur la nécessité de s'occuper sans retard de ces questions. Lui aussi, il se plaignait de l'indifférence du public pour les questions financières et de cette habitude invétérée du commerçant parisien, de faire lui-même son service de caisse. « Il nous semble fort utile, disait-il à propos du projet de M. Coullet, que des hommes d'affaires commencent à les discuter et soient mis en demeure par une étude sérieuse comme celle-ci. Entre le projet et l'exécution, il s'écoulera quelque temps sans doute, il faudra que le service des banques purement commerciales devienne plus entreprenant et plus actif, que ce service prenne la forme d'un système dont les diverses parties se coordonnent ensemble ; que les banques sollicitent et stimulent un peu les commerçants, qu'elles aillent les trouver et les recherchent au besoin, il faut tout cela pour que le projet de Chambre de liquidation se réalise utilement. En un mot, l'utilité d'une Chambre de liquidation serait médiocre aujourd'hui peut-être, mais pourtant très réelle ; elle peut devenir très-grande plus tard. »

(1) Livraison d'août, 1864.

II.

Ces divers travaux avaient peu à peu appelé l'attention, sinon du gros public, au moins des hommes compétents de la haute banque et du commerce sur la question des chèques. Ce titre, du reste, nous l'avons vu, n'est pas en France une création absolument nouvelle, au moins quant à son essence. Par le raisonnement et par l'étude de certains faits, il est facile de suivre les transformations successives par lesquelles il a dû passer pour arriver à être ce qu'il est aujourd'hui.

Dès que les banques se sont fondées chez nous, il y a environ trois ou quatre cents ans, ces établissements ont nécessairement reçu en dépôt des sommes d'argent qu'ils devaient rendre dès que les déposants éprouveraient le besoin de les retirer. Elles donnaient un récépissé constatant le versement, et qui, par lui-même, emportait l'obligation de la restitution. C'était là un des éléments que nous allons retrouver dans le chèque.

Puis, l'opération des dépôts se généralisant, les banquiers ont eu des comptes-courants soit dans les villes où ils demeuraient, soit dans les villes voisines : nécessairement encore, ils ont dit à leurs correspondants : Vous avez chez moi des fonds

disponibles, ou un crédit ouvert ; quand il vous plaira, vous passerez à ma caisse, et, sur votre reçu, je vous verserai les fonds qui vous appartiennent ou ceux qui vous sont affectés dans la limite du crédit que je vous ai concédé. Certes, ces reçus de caisse n'étaient pas encore le chèque, mais ils en contenaient le germe.

Plus tard, il est arrivé que les correspondants du banquier, ne pouvant ou ne voulant pas se déranger de leur personne, tiraient une cédule de payement sur le dépositaire, et envoyaient pour le toucher, un de leurs commis ou de leurs ouvriers, on toute autre personne. Là, il y avait une première transformation des reçus de caisse, et presque le chèque à l'état rudimentaire.

Après cela, ce qui n'était qu'un accident est devenu la règle. Ces mandats de payement, sur des dépositaires de fonds disponibles, ou bien faits par un individu et pour lui seul, ont été convertis en titre au porteur ; ainsi, la somme déposée a été mobilisée par la facilité de la transmettre et de la céder en payement selon les exigences des affaires. C'était déjà le chèque dans ses parties essentielles.

Enfin, le chèque est devenu parfait. Non-seulement la cédule de payement a été transmissible de main en main, mais encore payable à vue ; elle est devenue une véritable monnaie.

Toutefois, nous devons bien faire remarquer que le chèque en France, au lieu d'être un mandat à personne dénommée, à ordre ou au porteur, avait pris habituellement la forme d'un simple récépissé, ou d'une quittance, telle qu'elle est habituellement donnée au débiteur d'une somme d'argent, lorsque le propriétaire de cette somme retire de ses mains tout ou partie des fonds qui lui appartiennent La forme du chèque-mandat n'est guère en usage que depuis la loi de 1865.

Il est presque superflu de faire ressortir tous les avantages que présente la forme du mandat sur celle du reçu : « La forme du chèque la plus naturelle, la plus conforme à l'essence et à l'objet du contrat, la plus sûre pour les parties et la plus commode dans la pratique, disait très-bien l'exposé des motifs du budget de 1865, c'est assurément celle qui a été adoptée en Angleterre ; c'est celle d'un mandat souscrit par le déposant, soit à une personne dénommée, soit au porteur. » Avec le récépissé, si le chèque vient à se perdre et qu'il soit trouvé par une personne de mauvaise foi, la banque est exposée à mal payer ; des procès peuvent s'ensuivre au préjudice soit de la banque, soit du déposant, soit du tiers qui aura reçu le chèque ; il y a, en tout cas, un intérêt lésé. Sous la forme de mandat, au contraire, le chèque peut toujours présenter la garantie d'un

titre nominatif, et lors même qu'il est nominatif ou au porteur, le souscripteur ou la banque ont pour garantie d'abord la personne dénommée, ensuite l'obligation où se trouve le porteur de justifier de son identité et de donner sa signature. A un autre point de vue, on peut ajouter que celui qui a reçu en payement un chèque, sous forme de simple reçu, peut difficilement le transmettre à un tiers qui ne connaît pas le souscripteur. Quand, au contraire, le chèque est à personne dénommée ou au porteur, la personne dénommée peut aisément le transmettre à un porteur dont elle est connue, et dont elle a la confiance. S'il y a lieu à des transmissions ultérieures, elles se trouvent facilitées par une double garantie.

Pourquoi donc en France, malgré l'exemple voisin et connu de l'Angleterre, s'est-on attaché de préférence à la forme du reçu ? C'est que, si l'on s'était servi pour les chèques de la forme du mandat, on se serait heurté à la loi du 5 juin 1850, qui soumet à un droit de timbre proportionnel, lequel s'élève à 50 centimes pour 1,000 francs, tous les effets de commerce, quels qu'ils soient (1). A la vérité, aux termes de la loi

(1) La perception de ce droit, est en outre, garantie par des amendes proportionnelles et s'élevant à 6 0[0, pour chacune des parties, du montant des sommes souscrites.

du 13 brumaire an VII, le reçu au-dessus de 10 francs est lui-même imposé au droit fixe de 50 centimes pour le plus petit format ; mais, dans l'usage et depuis longtemps, ce droit, par une interprétation favorable de la loi et à cause de son exorbitance même, ne se payait plus, sauf dans le cas où le reçu arrivait à la connaissance du fisc à la suite d'une contestation judiciaire ou par les voies légales. Cette substitution du reçu au mandat, outre qu'elle habituait le public à tourner la loi, était la source d'inconvénients nombreux qu'il fallait se hâter de faire disparaître, si l'on voulait inspirer une confiance entière dans le système du payement par chèques.

Le point de départ de la loi de 1865, qui avait été d'abord insérée dans la loi de finances, dans le budget, est donc une question fiscale. Le Gouvernement, obéissant à l'opinion publique qui commençait à se préoccuper de la question des chèques, et désireux de substituer la forme du chèque-mandat à la forme du chèque-récépissé, chercha à y donner satisfaction, mais en prenant ses précautions pour que le chèque ne pût usurper la place d'autres papiers de commerce et enlever ainsi au fisc un revenu considérable. Ces deux préoccupations, favoriser l'usage des chèques et sauvegarder les intérêts du Trésor, se retrouvent partout dans le texte et dans la dis-

cussion des deux projets de loi qui ont été successivement présentés au Corps législatif et qui sont devenus, avec des modifications, la loi des 23 mai-14 juin 1865. Ainsi, M. Rouher disait : « Il y a un impôt, celui sur les effets de commerce, qui produit dix millions au Trésor ; nous voulons faciliter l'émission des chèques, mais nous ne voulons pas compromettre cette perception. Dans quelle mesure le titre nouveau se substituera-t-il aux anciens ?.... Les lettres de change *à vue* seront remplacées dans la circulation par les chèques. Ces lettres de change rapportent au Trésor 100 à 200,000 francs, il les perdra (Séance du 23 mai 1865). »

La préoccupation de sauvegarder les intérêts du fisc se reproduit donc dans la plupart des articles de la loi et y tient une grande place. Parmi ses dispositions, les unes ont pour objet d'attribuer aux chèques les avantages nécessaires pour favoriser et développer l'habitude des dépôts en comptes-courant ; les autres sont destinées à définir et à délimiter les chèques d'une façon assez précise pour qu'aucune autre nature de papier de circulation ne puisse aisément se confondre avec lui et en usurper les priviléges (Exposé des motifs).

Ainsi, propagation du chèque-mandat aux lieu et place du reçu, et protection des intérêts

du Trésor, tel est le double but de la loi de 1865.

Il nous reste à exposer par quelles épreuves législatives a passé cette loi nouvelle avant d'en arriver à sa forme définitive.

Ce n'est pas dans une loi spéciale que, à l'origine, devaient se produire les règles applicables aux chèques. Le gouvernement s'était principalement préoccupé de la partie fiscale ; il avait agi pour les chèques comme il avait fait, en 1816, pour la transmission des offices. Dans le projet de budget de 1865, présenté au Corps législatif en 1864, il n'avait fait qu'insérer trois articles qui devaient devenir la seule législation de la matière et se trouver englobés dans la loi générale des finances. Ces trois articles, qui formaient les articles 6, 7 et 8 du budget de 1865, étaient ainsi conçus :

« Art. 6. — Est réduit à 10 centimes le droit de timbre des mandats appelés chèques, non négociables par voie d'endossement et payables à présentation, soit seulement à la personne y dénommée, soit à la personne y dénommée ou au porteur. »

« Art. 7. — Pour jouir de la modération du droit établie par l'article ci-dessus, les mandats doivent être extraits d'un livre à souche préalablement timbré sur la souche et sur le talon. »

Art. 8. — En cas de contravention aux dispo-

sitions qui précèdent, le souscripteur du mandat, le porteur, le banquier, l'établissement ou toute personne qui aura acquitté le mandat sont passibles, chacun et sans recours, d'une amende de 50 francs ; ils sont solidaires pour le paiement des amendes et du droit de timbre. »

L'exposé des motifs du budget de 1865, après avoir rappelé les causes fiscales qui avaient fait prévaloir chez nous la forme du récépissé sur celle du mandat, s'exprimait ainsi : « Pour éviter les droits proportionnels élevés et les fortes amendes proportionnelles édictées par la législation sur les mandats, on prend la forme du reçu ; puis, pour éviter le droit fixe afférent aux reçus, on s'expose aux poursuites judiciaires et à l'amende de 50 francs. Le Gouvernement a pensé qu'il y avait là une entrave à la création des chèques et un obstacle à leur multiplication. Il nous propose, en conséquence, de réduire à 10 centimes le droit sur les chèques en forme de mandat. Il est bien entendu que cette faveur ne peut s'appliquer qu'aux billets ayant le caractère de chèques, c'est-à-dire à ceux qui sont extraits d'un livre à souche, qui ne sont pas susceptibles d'endossements et qui ne sont payables que quand il y a dépot préalable de fonds. Moyennant le petit droit fixe de 10 centimes, les parties auront la faculté de rédiger les chèques dans la

forme la plus sûre et la plus commode. Les chèques ainsi créés pourront circuler, figurer dans les actes, être produits en justice sans aucuns frais ni amendes, et il est probable qu'en présence de ces avantages, les intéressés, au moins quand il s'agira de sommes d'une certaine importance, renonceront peu à peu à la pratique actuelle, périlleuse a tous les titres et qui n'a été à son origine qu'un expédient... »

La commission du budget entra dans les vues du gouvernement ; elle pensa même qu'il y avait lieu d'aller plus loin et proposa pour les chèques, sous quelque forme qu'ils fussent émis, un droit fixe de timbre, réduit à la limite extrême de 5 centimes. Legouvernement se rallia à cette proposition. Mais, dans le projet de la commission; comme dans le projet primitif du gouvernement la faveur du timbre réduit n'était accordée au chèque, il faut le remarquer, qu'autant qu'il ne serait pas négociable par voie d'endossement. C'est cette mesure qui souleva une vive discussion, au Corps législatif. Plusieurs députés revendiquèrent énergiquement pour le chèque le double privilége de la transmission par voie d'endossement et de l'exemption d'impôt.

Le gouvernement résista, non qu'il méconnût l'intérêt que pouvaient présenter, au point de vue économique, les facilités qui seraient données à

l'émission et à la transmission des chèques, mais parce qu'il craignait que les faveurs accordées au chèque non défini encore, et non réglementé par la législation, ne profitassent à d'autres papiers, et particulièrement à certains effets de crédit, au préjudice des droits du Trésor et de l'équilibre du budget.

Dans cette situation, un honorable député proposa l'ajournement, en vue de permettre au gouvernement, dans l'intervalle des deux sessions, d'étudier la question dans son ensemble et de rechercher les moyens de concilier l'intérêt économique et les garanties fiscales. Cet ajournement, auquel le gouvernement ne s'opposa point, fut prononcé par le Corps législatif. En conséquence, dès la clôture de la session, le gouvernement institua une commission spéciale chargée de procéder aux études réclamées par le Corps législatif, et invita plusieurs des honorables députés qui avaient soulevé le débat ou qui y étaïent intervenus, à faire partie de la commission conjointement avec les représentants du gouvernement qui avaient soutenu la discussion.

Cette commission était ainsi composée: Son Excellence M. Rouher, ministre d'État, président; Son Excellence M. le duc de Morny, président du Corps législatif, M. le comte de Germiny, sénateur; M. Vuitry, vice-président du Conseil d'État

gouverneur de la Banque de France; MM. Gouin, Ollivier, Darimon, Mathieu, députés; M. de Lavenay, conseiller d'État; M. Denière, président du tribunal de Commerce de la Seine ; M. Bosredon, maître des requêtes au conseil d'État, secrétaire rapporteur, et MM. de Féligonde, auditeur au Conseil d'État, et Chauvy, attaché au ministère d'État, secrétaires adjoints.

La commission instituée, afin de s'entourer des renseignements de la pratique, procéda à une sorte d'enquête officieuse. Elle appela dans son sein et entendit successivement les chefs ou les représentants des principales institutions de crédit de Paris et de Lyon, plusieurs banquiers notables de Paris et des départements, et enfin le directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines. Ce n'est qu'après s'être entourée ainsi des lumières de l'expérience que la commission a rédigé et voté à l'unanimité son projet de loi, et adressé son rapport au ministre.

Le projet de loi fut délibéré par le conseil d'État dans ses séances des 3 et 4 novembre 1864. Il fut ensuite envoyé au Corps législatif, le 16 février 1865, avec un exposé des motifs rédigé par M. Victor de Lavenay, conseiller d'État, auquel nous venons d'emprunter tous ces renseignements.

Voici quel était ce second projet de loi :

Art. 1er. Le chèque, soit sous la forme d'un mandat de payement, soit sous la forme d'un récépissé, est signé par le tireur, et porte la date du jour où il est tiré.

Il ne peut être tiré qu'à vue.

Il peut être souscrit au porteur, ou au profit d'une personne dénommée.

Il peut être souscrit à ordre, et transmis même par voie d'endossement en blanc.

Art. 2. Le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable; il est payable à présentation.

Art. 3. Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre, ou sur la même place.

Art. 4. L'émission d'un chèque, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce.

Toutefois, les dispositions du Code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettres de change, sont applicables au chèque.

Art. 5. Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le payement dans le délai de trois jours, si le chèque est tiré de la place où il est payable, et dans le délai de cinq jours, s'il est tiré d'un autre lieu, perd son recours contre les endosseurs, et

même contre le tireur si celui-ci avait fait provision.

Art. 6. Le tireur qui revêt un chèque d'une fausse date et le premier porteur sont punis chacun, et sans recours l'un contre l'autre, d'une amende égale à 6 p. 100 de la somme pour laquelle le chèque est tiré. La même peine est applicable à l'émission d'un chèque sans date.

Art. 7. L'émission d'un chèque sans provision préalable et le retrait de la provision après la délivrance du chèque sont punis, en cas de mauvaise foi, des peines prononcées par l'art. 405 du Code pénal, sauf l'application, s'il y a lieu, de l'art. 463 du même Code.

Art. 8. Les chèques sont exempts de tout droit de timbre pendant cinq ans à dater de la promulgation de la présente loi.

Ce projet de loi a été délibéré et adopté par le conseil d'Etat, dans ses séances des 3 et 4 novembre 1864.

Comme on le voit, tous les articles de ce projet sont empreints de cette double préoccupation qui, dès le principe, s'était imposée au Corps Législatif et au gouvernement; d'une part, intérêt de donner à l'émission ou à la transmission des chèques toutes les facilités et toutes les sûretés possibles; d'autre part, nécessité de donner à la perception de l'impôt sur les papiers autres que le chèque, de

sérieuses garanties. Le projet de loi se composait donc de deux ordres de dispositions : les unes, ayant pour objet d'attribuer libéralement aux chèques les avantages nécessaires pour favoriser et développer l'habitude des dépôts en comptes-courants, les autres, destinées à définir et à délimiter le chèque d'une façon assez précise pour qu'aucune autre nature de papier de crédit ou de circulation ne pût aisément se faire confondre avec lui, et en usurper les priviléges.

Comme dispositions favorables, nous trouvons :

1° Le chèque pourra prendre à volonté la forme du reçu ou celle du mandat. Sous forme de mandat, il pourra être souscrit au porteur ou à une personne dénommée;

2° Les chèques seront exempts de tout droit de timbre pendant cinq ans ;

3° Le chèque pourra être souscrit à ordre, et par conséquent être négocié par voie d'endossement;

4° L'endos du chèque, même en blanc, sera réputé valable;

5° Il peut être tiré, soit de la même place, soit d'un lieu sur un autre, sans être, *par sa nature*, dans l'un ou l'autre cas, un acte de commerce.

Quant aux dispositions destinées à empêcher le chèque de devenir un instrument de fraude, soit

vis-à-vis du Trésor, soit vis-à-vis des tiers, ce sont les suivantes :

1° Le chèque ne pourra être émis qu'avec provision préalable ;

2° Le chèque ne peut être tiré qu'à vue; il est payable à présentation;

3° Le chèque doit être daté, et daté sincèrement;

4° Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le payement dans le délai de trois ou de cinq jours, suivant que le chèque est tiré de la place où il est payable ou d'un autre lieu, perd son recours contre les endosseurs, et même contre le tireur, si celui-ci avait fait provision.

Tel est, disait M. de Lavenay en terminant l'exposé des motifs, l'ensemble des dispositions par lesquelles la commission spéciale, le gouvernement et le Conseil d'Etat ont pensé qu'il serait possible de concilier les faveurs réclamées au profit des chèques avec les garanties que le Corps Législatif ne voudrait, pas plus que le gouvernement, enlever au recouvrement de l'impôt.

A la suite de l'exposé des motifs, une commission fut nommée par le Corps Législatif pour examiner le projet de loi concernant les chèques. Cette commission se composait de MM. Seydoux, président; Maurice Richard, secrétaire; Darimon,

Pouyer-Quertier fils, Magnin, Douesnel, Martel, Gros, de Montagnac.

M. Darimon fut chargé de faire le rapport au nom de la commission, et ce rapport fut annexé à la séance du 26 avril 1865.

Ce rapport, savamment étudié, était plein de renseignements précis et pratiques sur les mœurs commerciales du peuple anglais ; il montrait que, bien que la France fût en arrière sur ce point, elle n'était pas cependant absolument étrangère aux procédés de compensation : il n'y avait qu'à développer un instrument déjà connu chez nous; mais en même temps il signalait la difficulté qui s'opposait à ce développement, à savoir l'habitude enracinée chez le commerçant français de tenir soi-même son service de caisse et de garder, par conséquent, des capitaux inactifs. « Contre ces habitudes, ajoutait-il, le législateur est impuissant; il n'y a point de prescriptions légales qui puissent suppléer à l'initiative privée. On ne peut point forcer les particuliers à déposer leurs fonds disponibles dans les banques de dépôt : ce serait le plus sûr moyen de leur inspirer une défiance légitime. Le seul rôle qu'un gouvernement sage et prévoyant ait à remplir, c'est de faire disparaître tous les obstacles qui peuvent s'opposer au développement de ces utiles établissements. »

A la suite de la discussion, plusieurs amende-

ments furent déposés par divers députés, et les articles 4, 5 et 6 furent renvoyés à un nouvel examen de la commission. M. Darimon, dans un rapport supplémentaire déposé le 20 mai 1865, et annexé au procès-verbal de la séance du même jour, présenta les résultats du travail auquel la commission s'était livrée sur les art. 4 à 6 du projet. Il proposa une nouvelle rédaction de ces articles, telle qu'elle avait été adoptée par le conseil d'Etat. Plusieurs députés, usant de la faculté que leur conférait l'art. 66 du décret impérial du 3 février 1861, avaient envoyé des amendements à la commission. Trois amendements avaient été envoyés par M. Millet, trois autres étaient émanés de MM. Berryer, Nogent-Saint-Laurens et Garnier. M. Darimon rendit compte, dans son rapport supplémentaire, de tous ces amendements, et exposa les motifs sur lesquels la commission s'était principalement appuyée pour les admettre, les rejeter ou les modifier.

La loi ainsi corrigée, et devenue la loi actuelle, composée de sept articles, fut adoptée dans son ensemble au Corps législatif à la séance du 23 mai 1865.

M. de Germiny, sénateur, membre de la commission instituée par le ministre des finances, fut chargé de faire un rapport au Sénat. Ce rapport fut présenté le 9 juin 1865, et la loi votée à l'una-

nimité. M. de Germiny, tout en appréciant les avantages du chèque et tout en approuvant la loi qui cherche à le répandre en France, ne trouve pas du tout que nous ayons tant à envier à l'Angleterre. « Il ne faut pas oublier, dit-il, qu'ayant beaucoup plus de numéraire, nous avons moins besoin que les Anglais de cet instrument de compensation. Et plus loin, il ajoute : « Pourquoi inclinons-nous à croire qu'en France l'usage du chèque ne sera pas pratiqué sans hésitation? Parce que nous avons des habitudes dont nous nous départirons difficilement. Ce n'est pas sans raison et sans respect pour de *saines traditions* que les propriétaires stipulent, dans la plupart de leurs baux, l'obligation d'en payer le prix principal en espèces sonnantes d'or et d'argent, et non autrement; et, comme on dit que l'homme a l'instinct de sa conservation, on peut dire que le peuple français a l'instinct national de la conservation du numéraire. » M. de Germiny s'exagérait un peu ici l'excellence de nos habitudes commerciales. Sans doute, nous avons plus de numéraire que les Anglais, mais il n'en est que plus remarquable qu'avec un capital quatre fois moindre, ils fassent annuellement deux fois autant d'affaires (1). Du reste, il faut le reconnaître, M. de Germiny, dans la suite de son rapport, rendait plus de justice à la puis-

(1) Ce passage était écrit avant la dernière guerre.

sance du crédit quand, après avoir parlé du Clear-ing-House de Londres, il ajoutait : « On se dit qu'une nation qui, dans un seul de ses comptoirs règle pour 50 milliards d'opérations, sans toucher à une pièce d'or ou d'argent, on se dit que cette nation possède un instrument de crédit d'une puissance exceptionnelle, dont on regrette de n'avoir chez soi que des fac-simile en miniature. »

La loi, adoptée au Sénat par 97 voix sur 97, fut promulguée le 14 juin par le Chef du pouvoir exécutif, et devint la loi des 23 mai-14 juin 1865.

III.

Nous connaissons maintenant dans quelles circonstances est intervenue la loi de 1865, et dans quelles intentions elle a été rendue. Demandons-nous donc quels ont été les résultats de cette loi depuis six années qu'elle existe : a-t-elle réalisé les espérances du législateur? Ces espérances, M. Victor de Lavenay les exprimait ainsi à la fin de son rapport : « Quel sera, dans la pratique, le résultat de la loi? Pouvons-nous nous flatter de voir l'usage des comptes-courants et des chèques prendre immédiatement en France l'immense développement qu'il a acquis en Angleterre? Les dépositions recueillies par l'enquête ont fait connaître qu'au 30 juin 1863 le montant des fonds déposés en compte-courant dans six des principa-

les banques d'Angleterre dépassait le chiffre de 1,400 millions de francs. En France, au 31 décembre 1863, nos cinq principaux établissements de crédit ne réunissaient dans leurs caisses qu'un ensemble de dépôts représentant un peu plus de 121 millions de francs. Arriverons-nous prochainement à faire disparaître cet énorme écart? Il serait peut être téméraire d'y trop compter. Indépendamment de toute disposition législative, il y a entre les mœurs anglaises et les nôtres des différences que le temps seul peut effacer. » M. de Lavenay avait raison de ne point se faire d'illusions sur l'influence que la législation peut exercer sur les habitudes du commerce ; la loi ne crée pas les mœurs commerciales; tout ce qu'elle peut faire, c'est d'aplanir la route et de supprimer les entraves. Mais est-ce une raison, ajoutait encore M. de Lavenay, pour décourager le législateur? Nullement. Il n'appartient pas sans doute à l'Etat de violenter les habitudes, de contraindre les mœurs, ni de suppléer par des prescriptions légales à l'activité privée ; mais son devoir, toutes les fois que cela est possible, est de faire disparaître les obstacles qui s'opposeraient à la spontanéité de l'initiative individuelle, et surtout les obstacles qui, nés de la loi fiscale, peuvent être considérés comme de son fait. Le chiffre de 121 millions de francs que nous signalions tout à l'heure comme

étant celui des dépôts dans cinq établissements français à la fin de 1863, s'il est peu considérable relativement aux termes de comparaison pris en Angleterre, a cependant en lui-même une certaine importance : il annonce un mouvement dans les habitudes, une tendance qui promet de se développer avec le temps. »

En effet, depuis six ans que la loi existe, il y a certainement eu un certain accroissement dans l'emploi des chèques. L'instrument lui-même était devenu plus connu, et avait commencé à s'introduire même dans le petit commerce; des sociétés de dépôts et comptes-courants s'étaient formées, et la propagation des chèques, si désirable sous tous les rapports, avait reçu une certaine impulsion. Malheureusement, les circonstances politiques sont venues arrêter l'essor du crédit; une guerre désastreuse est venue suspendre toutes les opérations. Mais cette guerre, qui nous coûte des milliards, a rendu plus que jamais nécessaire que nous donnions toute notre attention au développement du commerce, et que nous cherchions à suppléer à l'appauvrissement en numéraire par un nouvel élan donné aux institutions de crédit.

Le législateur n'a plus rien à faire; en exemptant le chèque de tout droit de timbre pendant dix ans, il avait fait beaucoup déjà, et si par suite des circonstances, il a été obligé de frapper, par une

loi récente(1), le chèque comme les autres effets, du moins ne l'a-t-il fait qu'avec une grande réserve, dans un moment où toutes les sources de revenu sont, par nécessité, frappées d'autant d'impositions qu'elles en peuvent porter. Voyons donc, en dehors de l'intervention législative, ce qu'il y aurait encore à faire pour la propagation de l'usage des chèques.

Le point capital, nous le savons, pour arriver à cette propagation, c'est d'obtenir que les commerçants renoncent peu à peu à faire leur service de caisse eux-mêmes et en viennent à le confier aux banquiers, en déposant chez eux leurs fonds en compte courant.

Pour arriver à ce résultat, ce sont les banques elles-mêmes qui doivent prendre l'initiative. Il faut qu'elles offrent avec instance leurs services au public, en lui donnant toutes les facilités et tous les avantages possibles ; il faut qu'elles aillent au devant du petit commerçant par des prospectus, affiches, etc., il faut qu'elles multiplient leurs succursales dans tous les quartiers afin de pouvoir se trouver à la portée de tous. Il suffirait, nous n'en doutons pas, de l'initiative de quelques grandes maisons pour donner au commerce parisien dans ce sens une impulsion décisive ; tout est un peu chez nous une affaire de mode, et il n'est pas dou-

(1) La loi du 23 août 1871. V. l'appendice.

teux que si plusieurs maisons de commerce importantes et honorables commençaient à confier à des banques de dépôt leur service de caisse, les commerçants ne tarderaient pas à suivre l'exemple donné, et l'habitude en deviendrait générale dans un temps assez court. « C'est aux banquiers de commerce, écrivait déjà M. Courcelle-Seneuil en 1864, qu'il appartient de prendre l'initiative, et aux commerçants de les suivre. Le premier pas à faire, c'est la généralisation de l'usage d'un livre sur lequel le banquier inscrira chaque remise de l'ayant compte et, en même temps que chaque remise, les payements faits pour le compte du livret depuis la dernière remise. Cette inscription serait accompagnée des pièces justificatives. A cette condition, les commerçants prendraient probablement l'habitude de payer, comme ils reçoivent déjà, non seulement par l'intermédiaire de leur banquier, mais à sa caisse. Alors se multiplieraient naturellement les chèques et s'établiraient les chambres de liquidation; alors on pourrait soulager la Banque de France, et ne plus lui demander un service aussi pénible que celui des recouvrements. Jusque-là on pourra écrire beaucoup et d'excellentes choses, sans obtenir de bien grands résultats. »

Ainsi ce qu'il faudrait d'abord, c'est l'initiative des banquiers eux-mêmes. Il faudrait aussi beau-

coup de publicité et de discussion, il faudrait divulguer les avantages du chèque, par la voie des journaux, par des brochures émanant d'hommes spéciaux et pratiques; et introduire ainsi dans tous les rangs du commerce la conviction de toute l'utilité que l'adoption du chèque pourrait offrir dans les transactions commerciales, en montrant que la condition indispensable pour arriver à cette adoption, c'est, avant tout, de renoncer à l'habitude de faire soi même son service de caisse au lieu de le confier à des banquiers.

Il faudrait enfin, pour faire pénétrer davantage le chèque dans les habitudes commerciales, établir de prime abord un comptoir de liquidation, et ici nous allons emprunter encore à M. P. J. Coullet les raisons selon nous décisives, qu'il donnait dès 1864 pour l'établissement immédiat de cette institution. Les banquiers de Paris ontfait à l'établissement d'une chambre de liquidation dans cette ville à l'instar de celle de Londres des objections qui peuvent se résumer dans les trois suivantes:

1· L'usage des dépôts en compte courant n'existe pas à Paris d'une manière générale et les comptes de cette nature qui fonctionnent ne sont pas assez nombreux pour nécessiter autre chose que le système ordinaire des encaissements par les garçons de recette;

2· La Banque de France se charge pour le compte

de ses clients qui, en majeure partie, ne sont autres que les banquiers et les maisons d'escompte, de l'encaissement gratuit des effets sur Paris, et sur toutes les villes où elle a des succursales;

3· Les agents de change, dont les affaires importantes seraient un aliment considérable pour le Clearing-House, liquident leurs affaires entre eux par des mandats rouges sur la Banque qui leur affecte une caisse spéciale.

M. Coullet, tout en reconnaissant la valeur de ces objections, et tout en admettant que si les usages actuels en matière de banque devaient continuer à prévaloir, la création d'une chambre de liquidation ne serait guère nécessaire ni même utile, répondait qu'il s'agissait précisément d'introduire à Paris, dans la limite du possible de nouvelles habitudes en matière de banque, et que, avant tout autre, la chambre de liquidation était un des éléments essentiels de cette nouvelle organisation. Il faisait remarquer que les banques de dépôt avaient fait déjà des progrès considérables, qu'il fallait encourager ce mouvement par tous les moyens, et que précisément la création d'une chambre de liquidation était une partie nécessaire du fonctionnement des banques de dépôts. Montrant d'abord que, pour que la masse du public en vînt à s'adresser aux caisses de dépôts, il fallait multiplier autant que possible ces caisses dans

tous les quartiers, afin d'offrir aux commerçants toutes les facilités possibles, il ajoutait, avec beaucoup de raison, que dès qu'on admettait la nécessité même de la multiplicité des banques de quartiers, il fallait forcément reconnaître comme conséquence forcée l'utilité et la nécessité de la chambre de liquidation. Selon lui, la condition du succès même des banques de dépôts était qu'elles commençassent dès à présent à échanger leur papier dans une maison de liquidation; car, ajourner l'adoption de ce procédé jusqu'à l'époque où les dépôts auraient pris une grande importance, ce serait tourner dans un cercle vicieux et renoncer à l'un des moyens qui doivent le plus puissamment favoriser le développement de ces mêmes dépôts, ce serait priver le public de l'une des facilités que l'on recherche en se servant d'une banque de dépôts. Sans doute, il ne faudrait pas s'attendre à ce que le *Clearing-House* parisien fît, dès son ouverture, de très-vastes opérations, mais le nombre des liquidations augmenterait certainement peu à peu et finirait par devenir considérable.

Il nous semble aussi que l'établissement immédiat à Paris d'une chambre de liquidation serait le meilleur moyen de propager rapidement l'usage des dépôts en compte courant et par suite des chèques. L'établissement d'une pareille institution frapperait l'attention du public, et lui montrerait

l'importance de renoncer à des habitudes arriérées. Le chèque mieux connu, se développerait rapidement, et arriverait à jouer peu à peu, et de plus en plus chaque jour, le rôle qu'il joue en Angleterre. En tout cas, le Clearing-House serait le meilleur instrument de publicité qui pût aider à sa propagation, et, à ce titre déjà nous croyons qu'il serait important de l'établir sans délai.

DEUXIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

La loi de 1865 ne s'est occupée que du chèque-mandat et a laissé en dehors de ses prescriptions le chèque récépissé qui cependant à l'époque où le livre a été rédigé, était le seul généralement usité. Cette omission n'est nullement la conséquence d'un oubli ; dans son projet de loi primitif, le gouvernement tenant compte des usages actuellement existants dans le commerce français, avait admis que le chèque pouvait affecter la forme d'un simple récépissé. Aussi le texte du projet art, 1^er^ § 1, disait : Le chèque, soit sous la forme d'un mandat de payement, soit sous la forme d'un récépissé, est signé par le tireur et porte la date

du jour où il est tiré, » et M. de Lavenay disait, dans l'exposé des motifs: « Cette disposition n'explique d'elle-même: la faculté de créer les chèques *sous toutes les formes* ne peut manquer d'en faciliter l'émission, en permettant aux uns de choisir le mode qui présente le plus de garanties; à d'autres, celui qui offre le plus de sécurité, à d'autres enfin, celui qui permet le moins de faire circuler leur signature. » Rien n'était, selon nous, plus raisonnable que cette phrase de l'Exposé des motifs, et nous croyons que le législateur, tout en accordant la préférence au chèque mandat aurait bien fait de réglementer en même temps le chèque récépissé, il aurait pu éviter par là bien des discussions et bien des procès à l'avenir. Le Corps législatif ne pouvait ignorer que les difficultés les plus graves s'étaient déjà élevées dans la pratique sur l'interprétation des conséquences de la forme du récépissé. Il est réellement singulier qu'il n'ait pas profité de l'occasion qui s'offrait à lui de trancher par une bonne loi des questions qui s'étaient déjà représentées si souvent.

Cette omission est donc regrettable : voyons quels motifs ont pu déterminer le législateur à laisser de côté le chèque-récépissé. Sans doute, nous comprenons parfaitement que le législateur se soit occupé davantage du chèque-mandat, et

ait cherché, en l'entourant de ses faveurs, à le faire prévaloir dans la pratique sur le simple reçu. En effe(, trois raisons importantes devaient faire donner la préférence à la forme du mandat :

La première raison est tirée des dangers qui pourraient résulter pour le public et pour le banquier dépositaire de l'adoption d'un simple récépissé. Dans un reçu, le tiers porteur n'est ni dénommé, ni mentionné. Que le titre soit perdu et tombe entre les mains d'une personne de mauvaise foi, dont il est difficile de suivre la trace, le banquier est exposé à payer deux fois, ou le propriétaire réel est menacé de perdre sa créance. Des procès peuvent éclater au grand préjudice soit du déposant, soit du dépositaire, soit du tiers auquel le chèque a été remis, et, dans tous les cas, il y a un intérêt compromis. Dans le mandat de payement, au contraire, le titre peut être nominatif, et s'il est au porteur, le tireur créancier, comme le tiré débiteur, ont pour garantie, d'abord la personne dénommée en qualité de bénéficiare, ensuite l'obligation imposée au tiers porteur de justifier de son identité, et d'apposer sa signature au moment de l'acquit.

D'ailleurs, et c'est la seconde raison, celui qui recevrait en payement un chèque libellé comme un simple reçu, pourrait difficilement le transmettre à un tiers, qui, ne connaissant pas le sous-

cripteur et ne pouvant exiger la signature de son cédant avec lequel il contracte, n'aurait pas de suffisantes garanties, et partant manquerait de confiance. Or, comme l'a dit M. Emile Olivier : « L'idéal, en matière de chèques, c'est que le chèque ne soit que le plus rarement possible touché par celui qui en est porteur. C'est une différence entre le récépissé et le chèque. Le récépissé m'est délivré pour que j'aille le toucher et mettre dans ma poche l'argent qu'il représente; le chèque m'est délivré pour que je l'envoie à un banquier qui le porte à mon compte, comme il y portera ceux que je délivrerai moi-même, de façon qu'il opère une compensation sur moi-même, puis qu'il étende ses compensations à ses divers clients, puis aux maisons de banque de dépôt. Par suite de cette série d'opérations de pure comptabilité, sans qu'un centime ait été déplacé, on arrive à liquider d'immenses opérations, et à épargner au commerçant et au pays tout entier le déplacement des espèces et la perte du temps. » (Séance du 23 mai 1865.)

Enfin, l'intérêt du Trésor, qui pouvait être frustré, est devenu pour le gouvernement une raison péremptoire. Il a été exposé en ces termes par M. Forcade de la Roquette, vice-président du conseil d'Etat : « Le gouvernement avait pensé qu'il fallait respecter le chèque sous la double

forme de récépissé et de mandat qu'il revêt dans les usages actuels. On sait que la forme de récépissé donnée au chèque n'avait été employée par les maisons de banque que comme un moyen d'échapper à l'impôt qui eût pu être perçu si elles avaient donné au chèque la forme de mandat. Il a paru à la commission que la forme de récépissé était une forme imparfaite ; que, dans l'intérêt de la loi elle-même, il fallait que le chèque n'eût qu'une seule forme, c'est-à-dire sa forme naturelle de mandat de payement. On a proposé alors au gouvernement, qui a accepté, de faire disparaître la forme du récépissé comme une forme désormais inutile, du moment qu'il était bien entendu que le mandat de payement ne donnerait lieu à aucun droit de timbre. » (Séance du 5 mai 1865.)

Mais ces raisons, toutes légitimes qu'elles soient, ne peuvent faire que le silence complet du législateur sur la question du chèque-récépissé, au moment où il émettait une loi sur les chèques, ne reste inexplicable. Car enfin, nous l'avons dit et nous en avons expliqué les raisons de fait, la forme du reçu était la seule employée au moment de la loi, et il devait paraître indispensable de la réglementer, car il s'était élevé à son occasion de nombreux procès. Ou bien il fallait la prohiber entièrement pour l'avenir, et c'est ce que le législateur n'a point fait, ou bien, si elle devait sub-

sister, il fallait indiquer quelles seraient ses conséquences.

La véritable raison de cette omission intentionnelle du législateur nous paraît ressortir des dernières paroles de M. Forcade que nous avons citées. Elles nous prouvent que, dans la pensée du gouvernement, la forme du récépissé ne devait pas survivre à la nouvelle loi, parce que le chèque-mandat devait la rendre inutile. M. Pouyer-Quertier, dans la séance du Corps législatif, du 23 mai 1865, exprimait la même idée : « Quant au récépissé, disait l'honorable député, nous n'en avons pas parlé : il reste dans la situation où il se trouve aujourd'hui. Mais soyez convaincus que sous la loi actuelle, le récépissé disparaîtra rapidement pour faire place à un instrument qui donne toutes les garanties, toutes les sécurités voulues et permet des compensations que vous n'obtiendrez jamais par les autres systèmes et les autres instruments de crédit, de circulation ou de paiement. » L'événement a prouvé, depuis six ans, que la loi est rendue, que ces prévisions étaient erronées. Le récépissé n'a nullement disparu, et il n'y a pas lieu de croire qu'il soit sur le point de disparaître. Les commerçants continuent d'y avoir recours, d'autant plus volontiers qu'il se trouve de plein droit affranchi des entraves que l'on a dû apporter à la création des chèques mandats dans l'inté-

rêt des recettes du Trésor, et dont la première consiste à ne permettre leur émission que s'ils sont payables à vue. Les banques de dépôt ne peuvent pas stipuler un terme pour le remboursement de sommes qui leur auront été remises, si le retrait en est opéré par un chèque-mandat; et cependant M. Pouyer-Quertier, dont nous venons de citer les paroles, rappelait lui-même que l'intérêt promis au déposant variera de 1, 2 ou 3 pour 100, suivant que tes conventions porteront que le retrait ne pourra en être opéré qu'en prévenant trois jours, huit jours ou un mois d'avance, suivant les convenances des clients dont ils sont seuls juges, parce qu'en tout temps et en tout pays, il y a une corrélation nécessaire entre la disponibilité de la somme confiée et le taux de l'intérêt payé au propriétaire. En Angleterre, le retrait a lieu dans ce cas par lettres de change à trois jours, à huit jours ou à un mois, ou par tout autre moyen financier. En France, et pour éviter l'impôt du timbre, le seul moyen à la disposition des contractants est le récépissé ; il est accepté, en effet, dans l'usage, par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines, peut-être par une interprétation bienveillante de la loi. (V. art. 12 et 16 de la loi du 13 brumaire an VII), mais qui n'est plus contestée, que les quittances ne sont soumises

au timbre que dans le cas où on les produit en justice.

Enfin, M. Darimon, dans son rapport au Corps législatif, au nom de la commission, disait: « Le projet de loi laissait la faculté de donner au chèque la forme, soit du mandat de paiement, soit du récépissé. La commission, revenant à l'idée qui avait inspiré le premier projet de loi soumis au Corps législatif, a cru devoir se borner à la forme du mandat de paiement. L'option laissée entre le mandat et le récépissé n'offre à son avis aucun avantage et présente divers inconvénients. Le récépissé constitue un mensonge commercial, puisqu'il est émis non après que l'encaissement est effectué, mais avant même que le tiré connaisse l'ordre de paiement; il est énoncé au passé quand il s'agit d'un fait futur. La coexistence dans les usages de deux titres si différents, amènerait, en outre, des complications et créerait bien certainement des difficultés. La forme du récépissé ne peut d'ailleurs s'accorder avec les immunités que le projet de loi accorde au chèque; comment peut-on faire entrer le nom du bénéficiaire dans un récépissé? Comment appliquer à ce titre la faculté d'être transmissible par voie d'endossement? Comment le faire protester en cas de non-paiement? »

Nous ne comprenons pas trop, il faut l'avouer,

quelle valeur peut avoir cette considération, que le récépissé *constitue un mensonge commercial*.

Quand donc, dans la pratique du commerce, est-ce seulement *après que l'encaissement est effectué*, que le récépissé est rédigé? Quel caissier de maison de banque livrera les espèces, sans avoir préalablement entre les mains le reçu destiné à constater le fait du payement qu'il va faire, ou l'acquit parfaitement en règle de la lettre de change qu'il se prépare à solder? Comment le commerçant qui envoie son garçon de recettes faire ses recouvrements, ne le munirait-il pas d'avance d'un récépissé ou d'un acquit? De tout temps, un récépissé a représenté, suivant les mains dans lesquelles il se trouve, tout aussi bien une somme à recevoir qu'une somme reçue, et puisque le chèque, même sous la forme d'un mandat, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, n'est qu'une simple indication de payement, on ne comprendrait pas comment, sous la forme d'un reçu, il ne remplirait point parfaitement le même office. Nous ne voyons pas non plus quelles complications ni quelles difficultés la coexistence des deux titres, déclarés avec raison si différents, aurait pu amener, si le législateur avait cru devoir les régler l'un et l'autre, ce qui eût été assez naturel et assez facile (Alauzet, *Commentaire de la loi de* 1865, p. 6-8).

Quoi qu'il en soit, ces dernières citations nous montrent bien clairement que si le législateur a entièrement passé sous silence le chèque reçu, ce n'est point par oubli, mais c'est que dans sa pensée cette ancienne forme du chèque devait disparaître immédiatement devant la forme nouvelle qui allait être introduite et qui, croyait-on, ne pouvait manquer de rendre l'autre tout à fait inutile.

Nous pensons avoir montré qu'il n'en est rien, et que le récépissé conserve son utilité même depuis la loi de 1865. Il faut donc regretter cette omission du législateur, mais un fait hors de toute contestation, c'est que, jusqu'à ce jour, le droit commun avait suffi pour autoriser la création des chèques-reçus, et que la loi nouvelle ne les ayant pas prohibés et s'étant contentée de les passer sous silence, il pourra en être fait usage après la oi comme avant la loi. D'ailleurs, depuis quelques années, les chèques comme moyen de payement et leur transmission comme valeur au porteur sont devenus tellement usuels sous la forme du récépissé, daté et signé, qu'on ne pourrait pas sans une grave perturbation, essayer de mettre en question ce consentement que tout le commerce et la pratique de tous les jours leur ont assigné. Il faut donc nous demander ce qui adviendra du récépissé délivré par un banquier à ses

clients malgré le vœu de la loi ? Il nous semble certain que, la loi étant muette à son égard, le récépissé doit rester ce qu'il était avant la création des chèques-mandats, il sera, par conséquent, un contrat parfaitement valable, et il restera soumis à toutes les conséquences de sa forme particulière.

Seulement, quelles seront ces conséquences ? Là commence la difficulté; mais nous dirons qu'à défaut de toute disposition législative spéciale, le chèque-récépissé ne peut être régi que par le droit commun et les usages antérieurs. Cet acte doit rester ce que sa forme veut qu'il soit et ce qu'il a toujours été.

Quant à la forme, le récépissé au lieu d'être comme le chèque introduit par la loi de 1865 un mandat a la forme d'un simple reçu, d'une quittance, telle qu'elle est ordinairement donnée au débiteur d'une somme d'argent, lorsque le propriétaire de cette somme la retire des mains de ce dernier.

Quant aux caractères du récépissé, ils doivent se déterminer d'après les usages et la jurisprudence :

Le chèque-récépissé renferme virtuellement une cession entre le souscripteur, le preneur et les porteurs successifs, et un mandat entre le souscripteur et le banquier qui doit l'acquitter.

Il a été jugé par le Tribunal de commerce de la Seine, le 22 octobre 1864, que le visa apposé sur un chèque par un banquier qui a reçu des fonds en dépôt, n'équivaut pas à acceptation et ne fait pas dès lors obstacle à ce que le banquier refuse le payement des chèques s'il n'a pas une provision suffisante lors de la présentation (Aff. Decterast c. Richard et comp.).

Le tribunal de commerce de la Seine avait également jugé, le 7 juin de la même année, que les chèques ou reçus préparés, remis par le banquier pour le retrait des espèces ou valeurs réalisables qui lui sont déposées en compte courant, sont aux risques et périls du déposant. Dès lors, en cas de détournement et d'usage abusif de ces chèques, le déposant n'est pas fondé à prétendre les faire écarter de son compte, sous prétexte qu'il ne les a pas signés; alors qu'aucune faute ne peut être reprochée au banquier relativement au payement de ces chèques, et que lui, au contraire, a à s'imputer d'avoir laissé imprudemment son cahier de chèques à la disposition de ses employés, par quelques-uns desquels il faisait souvent signer des recus (C. civ. art. 1338 et 1334; Tenré et Comp. c. Roulez).

Il a toujours été admis que le chèque récépissé est transmissible de la main à la main, sans qu'il soit besoin d'endossement ni de transport, et alors

même qu'il n'est pas exprimé qu'il est payable au porteur.

Le chèque récépissé peut être payable à une ou à échéance déterminée.

Si le banquier qui doit le payer refuse le payement, le porteur a un recours contre celui dont il tient le chèque.

Jusqu'ici point de difficulté, mais une question très grave a été soulevée, et s'est présentée devant les tribunaux tant avant la loi de 1865 que depuis: c'est là le point capital de la matière.

Nous venons de dire que le chèque récépissé est transmissible de la main à la main, sans endossement ni transport, et que, si le banquier qui doit le payer, refuse le payement, le porteur a un recours contre celui dont il tient le chèque. Mais le porteur pourra-t-il aussi exercer son recours contre le souscripteur, de manière que celui-ci ne puisse lui opposer les exceptions dont il pourrait se prévaloir vis-à vis du premier bénéficiaire qui a transmis le chèque? Cette question est très controversée.

Un arrêt de la Cour de Paris, en date du 3 mars 1864, appliquant purement et simplement la règle qui gouverne les effets de circulation, et d'après laquelle le tiers porteur de bonne foi ne peut être repoussé par les exceptions qui auraient pu être opposées à ses cédants, a décidé, confor-

mément à la jurisprudence du Tribunal de commerce, que les tiers-porteurs sont investis, à l'égard du souscripteur, des mêmes droits que ceux résultant de tout effet de commerce, en sorte que le souscripteur est tenu au remboursement du chèque envers le tiers porteur, à défaut de payement à l'échéance, sans pouvoir exciper contre lui des conditions particulières sous lesquelles ce chèque aurait été créé.

Cet arrêt est très important, et comme la question qu'il a tranchée peut se présenter tous les jours, et s'est en effet présentée depuis la loi de 1865, nous croyons utile de l'analyser avec quelque détail. Et d'abord, avant d'exposer les circonstances qui ont donné lieu à l'arrêt de la Cour, nous allons mettre en relief, d'après l'excellent résumé donné par la *Gazette des Tribunaux* du 9 mars 1864, les principes sur lesquels, en cette matière si délicate, les éminents avocats chargés de la défense des parties se sont trouvés d'accord.

Il est admis de tous, que les droits du porteur d'un chèque et les obligations du signataire ne peuvent pas se déterminer uniquement d'après la forme du titre. C'est le contrat réellement intervenu entre les parties qu'il faut par dessus tout rechercher; car, à quelques formes qu'elles aient eu recours, c'est de leur convention que doivent dériver leurs droits et leurs obligations.

En la forme, le chèque n'est qu'un reçu pré-paré pour être délivré au banquier en échange de fonds déposés chez lui ; il ne donne aucun renseignemeut sur le motif qui l'a fait sortir des mains du signataire. Mais le signataire ne se rendant pas lui-même à la banque, comment doit-on qualifier la personne qui s'y rend à sa place ? Quels droits a conférés au porteur la possession du chèque remis entre ses mains ?

Le porteur peut n'être qu'un commissionnaire chargé d'aller recevoir l'argent, et de le remettre au signataire ; mais il peut aussi être un créancier du signataire ayant accepté de lui le reçu en payement de ce qui lui était dû. Dans le premier cas, il y aurait simple mandat, et, par suite, droit de révocation et droit d'opposition au payement tant qu'il n'a pas été réalisé. Dans le second, il y aurait transmission de propriété de la somme énoncée au reçu, et, par conséquent, obligation de la part du signataire de la faire payer par le banquier ou de la payer à son défaut, soit à celui à qui la cession en a été faite, soit à ceux auxquels il en a transféré le bénéfice.

C'est donc plutôt par les circonstances de la remise du reçu par le signataire que par la teneur de l'acte qu'il convient d'apprécier l'intention des parties, et par suite, leurs droits respectifs.

Abordons maintenant les faits qui ont donné

lieu à l'examen de cette grave question. En 1863, des rapports d'affaires se sont établis entre M. Lebrun et la maison veuve Ruelle et Ouizille, depuis en faillite. Ruelle et Ouizille étaient négociants en fécule, et faisaient annuellement des opérations se chiffrant par plusieurs millions.

M. Lebrun, qui avait fait le même commerce, et qui, depuis quelque temps, ne s'occupait plus que de l'emploi utile et productif des capitaux qu'il avait déposés dans diverses maisons de banque, devint le banquier escompteur de Ruelle et Ouizille. Il fit en peu de mois diverses négociations très-importantes de valeurs appartenant à cette maison.

Notamment, en juillet 1863, il aurait été convenu que M. Lebrun recevrait à la négociation des billets personnels de veuve Ruellè et Ouizille jusqu'à concurrence d'une somme de près de 300,000 francs contre remise de bons ou reçus que Lebrun leur donnerait contre ses banquiers, sous la condition que ces reçus ne seraient touchés par veuve Ruelle et Ouizille qu'après avoir justifié, deux jours avant l'époque de leur payement, du transfert ou du dépôt au nom de Lebrun, aux Magasins-Généraux, de fécules pour somme égale à leur importance, en prenant pour base le prix de 28 fr. les 100 kilog. C'était sur cette justification que Lebrun aurait à donner avis aux banquiers de payer les reçus. Au cas contraire, les reçus de-

vaient être rendus, ou les fonds en être faits par veuve Ruelle et Ouizille.

Ces conventions sont en effet consignées dans une lettre signée veuve Ruelle et Ouizille produite au procès, mais la sincérité et la date en sont également contestées par les adversaires de M. Lebrun. Quoi qu'il en soit de la réalité de cette convention, il est constant en fait, que M. Lebrun, sans attendre même les échéances convenues, a délivré à veuve Ruelle et Ouizille des chèques ou récépissés purs et simples sur ses banquiers à des dates échelonnées. A peine nantis de ces valeurs, veuve Ruelle et Ouizille en ont fait usage soit pour payer des créanciers, soit pour en obtenir la valeur par voie de négociation.

Les divers porteurs donnèrent avis à M. Lebrun de la transmission qui leur avait été faite de ces récépissés. M. Lebrun paya les uns, mais à l'égard de MM. Dethan frères, Vacossin, Monod fils et Bourgeois, et Peleardy de la Neuville, porteurs de bons s'élevant ensemble à 209,000 francs, il s'opposa au payement de la part de ses banquiers, par le motif que les garanties sous la foi desquelles es bons avaient été souscrits, ne lui avaient point été fournies par veuve Ruelle et Ouizille.

Sur les demandes diverses en condamnation solidaire formées par les porteurs de ces bons contre M. Lebrun et veuve Ruelle et Ouizille, le

tribunal de commerce a statué par cinq jugements rendus à peu de jours d'intervalle.

Nous nous contenterons de donner le texte du jugement rendu le 30 octobre 1863, sous la présidence de M. de Mourgues, en faveur de MM. Monod et Bourgeois, et celui du jugement rendu le 25 novembre 1863, sous la présidence de M. Denière, en faveur de MM. Dethan frères ; les trois autres jugements reproduisant absolument les mêmes motifs que ce dernier.

Jugement du 30 octobre 1863.

« Le Tribunal :

« En ce qui touche la dame veuve Ruelle et Ouizille ;

« Attendu que les défendeurs ne comparaissent pas, ni personne pour eux ;

« Donne aux demandeurs, ce réquérant, défaut contre lesdits défendeurs, et pour le profit, considérant que les conclusions de la demande ne sont pas contestées, qu'elles paraissent justes.

En ce qui touche Lebrun :

Attendu qu'il y a lieu d'examiner les circonstances qui ont motivé la création et la remise du titre dont Monod et Bourgeois demandent aujourd'hui payement.

« Attendu qu'il ressort des débats que Ve Ruelle et Ouizille se sont adressés à Lebrun pour obtenir de lui un prêt d'argent, que celui-ci y a consenti

et dans le but de leur procurer les ressources qui leur manquaient, leur remit à la date du 22 août dernier, un reçu sur son banquier, Guilloteau et Bouron, de la somme de 7000 fr. payable le 26 du même mois; que la commune intention des parties a donc bien été, de la part de la Veuve Ruelle et Ouizille, d'obtenir un secours immédiat, et de la part de Lebrun de le leur fournir; qu'il est constant en effet que si la Veuve Ruelle et Ouizille une fois nantis du titre dont s'agit, n'avaient pu le négocier et avaient dû se borner à le toucher eux-mêmes à échéance, ce titre restant inefficace entre leurs mains jusqu'à ce moment, ne leur eût nullement procuré les ressources dont ils avaient besoin, qu'il n'eût pas atteint le but indiqué par la commune intention des parties de devenir une valeur immédiate entre les mains de la Veuve Ruelle et Ouizille;

« Qu'ainsi donc il résulte de ce qui précède qu'au moment de sa création et dans l'esprit, tant de Lebrun que de la Veuve Ruelle et Ouizille, le titre dont est litige était susceptible de transmission ou de dation en payement, et que le porteur qui a fait confiance à la signature de Lebrun est en droit d'exiger payement de ce dernier, qui a mis en circulation une valeur dont il est responsable;

« Que la création de semblables valeurs est d'ailleurs d'un usage constant dans le commerce;

« Que Lebrun repousse cette prétention en alléguant que le reçu dont s'agit n'était que conditionnel et ne devait être payé qu'autant que Veuve Ruelle et Ouizille auraient préalablement déposé entre les mains de Guilloteaux et Bouron, banquiers, une somme en warrants équivalente à celle qu'ils recevaient en espèces; que la veuve Ruelle et Ouizille n'ayant pas rempli cette condition, Monod et Bourgeois, cessionnaires, ne sauraient avoir plus de droits que leurs cédants;

« Que cette prétention ne serait admissible et opposable aux tiers qu'autant que la condition aurait été inscrite sur le titre lui-même, et qu'il est constant, au contraire, qu'elle a fait l'objet d'un acte séparé, rédigé deux jours après la création du titre en litige;

«Que Lebrun objecte encore que la veuve Ruelle et Ouizille n'étaient que des mandataires, qu'il n'y a de saisissement d'espèces qu'au moment où ils toucheront la somme indiquée sur le reçu et qu'il serait donc fondé jusqu'à ce moment à s'opposer à la délivrance d'espèces qui seraient encore sa propriété;

« Qu'il y a lieu de considérer au contraire qu'un reçu de cette nature ne peut être créé sans cause, qu'il ait pour objet, soit un prêt, soit un payement; qu'au moment où il est remis, le créateur du reçu en reçoit immédiatement en échange la contre-valeur, soit par une reconnaissance du prêt qu'il

fait, soit par une quittance de la somme qu'il paie, que le contrat se forme donc à ce moment même de la création du reçu, et qu'il y a dessaisissement des espèces dès cet instant; que Lebrun a si bien compris lui-même qu'il en était ainsi, qu'il a débité sur ses livres Veuve Ruelle et Ouizille de somme égale à celle du récépissé le jour même de la création du récépissé;

« Qu'enfin, dans l'espèce, et quelle que soit la dénomination qu'il y ait lieu d'assigner au titre en litige, s'il est vrai que rien dans son contexte n'indiquât, d'une manière absolue qu'il fût négociable il ne contenait non plus aucune mention qui pût s'y opposer;

« Que Lebrun, obligé au titre, doit être tenu d'en payer la valeur, soit 7000 fr;

« Par ces motifs,

« Jugeant en premier ressort condamne solidairement les défendeurs par toutes les voies de droit et même par corps, à payer aux demandeurs 7000 francs, avec intérêts et dépens. »

Jugement du 25 novembre.

« Le tribunal reçoit Lebrun opposant en la forme au jugement par défaut contre lui rendu en ce Tribunal le 29 octobre dernier, et statuant au fonds sur le mérite de son opposition;

« Attendu que Déthan frères demandeurs se présentent porteurs de récépissés enregistrés si-

gnés Lebrun, payables chez les sieurs Guilloteaux, Bouron et Cie, banquiers ;

« Attendu que ces récépissés n'ont pas été payés à présentation à leurs échéances par Guilloteaux, Bouron et Cie ;

« Attendu que Lebrun se refuse lui-même au paiement des titres dont s'agit, prétendant que ces récépissés ne constituent qu'un simple mandat, donnant droit au porteur de toucher au nom du signataire du titre ;

« Attendu que cette prétention est contraire aux usages généralement pratiqués en pareille matière;

« Attendu, en effet, que dans les usages du commerce, les récépissés dans la forme de ceux soumis au tribunal impliquent un engagement direct du signataire ; *qu'ils ne sont point livrés à titre de mandat, mais à titre de cession ;* qu'ils confèrent au porteur auquel ils sont transmis un droit incontestable sur la somme y exprimée; que, comme conséquence, le souscripteur doit être tenu, à défaut de paiement à l'échéance, de rembourser la valeur souscrite ;

« Attendu que, dans la pratique des affaires, l'emploi de ces reçus comme mode de paiement et leur circulation comme instrument de crédit se sont tellement généralisés depuis quelques années que leur caractère de valeurs au porteur transmissibles sans endossement est aujourd'hui déterminé d'une manière certaine ; qu'en présence

d'un usage constant et avéré, une interprétation contraire apporterait une grave perturbation dans les transactions commerciales ; qu'il résulte de ce qui précède qu'il n'y a point lieu de s'arrêter aux prétentions de Lebrun, et qu'il doit être tenu au paiement de la somme réclamée ;

« Par ces motifs, déboute le défendeur de son opposition au jugement dudit jour 29 octobre dernier, ordonne que ce jugement sera exécuté selon sa forme et teneur, nonobstant ladite opposition, avec dépens, etc., etc. »

M. Lebrun interjeta appel de ces différents jugements du Tribunal de commerce. Cet appel fut soutenu par le regretté Me Marie, qui, par de puissants arguments, s'efforça de soutenir qu'avant tout la convention spéciale intervenue enfre les parties devait servir de règle dans l'appréciation du litige. Suivant lui, les bons remis par Lebrun dans les conditions du contrat ne pouvaient être négociables qu'autant que les garanties promises auraient été réalisées avant l'échéance. Telle était la loi des parties. En eux-mêmes les bons ne contiennent dans leur teneur ni la formule à ordre, ni la formule au porteur, les seuls signes juridiques de la négociabilité ; la convention ne leur imprime pas non plus ce caractère. Il faut donc en conclure que la transmission qui en a été faite à des tiers, même de bonne foi, permet à M. Lebrun

d'opposer à ces tiers les exceptions qu'il pourrait opposer à Ruelle et Ouizille eux-mêmes.

Mais, dit-on, la remise des bons impliquait leur négociabilité, car à quoi auraient pu servir des bons à échéances plus ou moins éloignées si, selon ses besoins, le possesseur n'avait pu, par une négociation rapide, les convertir en espèces ? Me Marie répond que ces bons étaient une garantie acquise pour des échéances à venir et une ressource sur laquelle Ruelle et Ouizille pouvaient compter sous la condition des garanties promises.

En droit, on fait cette objection : « Les bons ne peuvent être considérés que comme valeurs au porteur. En les remettant, Lebrun ne donnait pas seulement mandat de les toucher ; il en faisait cession à Ruelle et Ouizille, qui dès lors pouvaient les transmettre. Mais, répond Me Marie, « la lo n'admet pas d'arbitraire dans le caractère à donner aux valeurs commerciales, » et, si par sa forme même le bon n'est pas négociable, il ne peut le devenir en dehors de la volonté des parties. Il y a trois espèces de valeurs : la valeur à ordre, la valeur au porteur, la valeur simple, billet ou reconnaissance. Ce n'est pas la loi qui imprime à ces valeurs tel ou tel de ces caractères ; c'est par la volonté seule des parties, volonté exprimée dans ces actes, que la valeur se trouve créée à ordre, au porteur ou comme simple reconnaissance. Or, en fait, M. Lebrun n'a entendu créer

que des « reçus, » que des bons, si l'on veut, sur ses banquiers, sans exprimer qu'ils soient à ordre ou au porteur, et de plus, il a, par ses conventions, stipulé que ces bons ne seraient payés qu'à la condition que, vingt-quatre heures avant l'échéance, les garanties promises lui seraient fournies. Ceux qui les détiennent aujourd'hui ne sont donc que les ayants-cause de veuve Ruelle et Ouizille, et dès lors ils sont passibles de toutes les exceptions opposables à ces derniers. »

Il n'y a pas lieu, poursuit Me Marie, d'assimiler ces bons aux chèques anglais, puisque le chèque anglais exprime qu'il est à ordre ou au porteur, ce qui est tout différent.

Il ne faut pas non plus invoquer l'usage qui, en généralisant l'emploi des chèques, les aurait dispensés de la formule *à ordre* ou *au porteur*, car l'usage n'est pas assez ancien ni assez général pour être constant. A l'appui de sa thèse, Me Marie cite un arrêt de la Cour de Nîmes, du 6 août 1857, confirmatif d'un jugement du Tribunal de commerce de Carpentras, qui a décidé qu'un chèque-récépissé n'est pas un effet de commerce susceptible d'être endossé ou négocié ; qu'il ne peut être qu'une simple formule destinée à épargner le temps, au moyen de laquelle celui qui y a apposé son nom envoie un tiers toucher pour son compte une somme chez son banquier, et non

un titre ayant par lui-même la moindre valeur.

La cour de Cassation, par arrêt du 27 juillet 1858, consacrait la même doctrine sur les conclusions conformes de M. Blanche, avocat général. Enfin, le Tribunal de commerce de Paris lui-même, par un jugement en date du 31 janvier 1862, rendu sous la présidence de M. Bapst, a jugé qu'un récépissé ne saurait être assimilé ni au billet transmissible par endossement, ni à une valeur au porteur contre laquelle aucune opposition ne serait recevable, et que par suite les fonds déposés dans la caisse sur laquelle il est délivré, doivent toujours être considérés comme restant la propriété du signataire du mandat, jusqu'au moment où ils ont été payés en échange de ce reçu.

Me Senard, dans l'intérêt des sieurs Déthan frères, Vacossin et Peleardy de Neuville, et Me Payen, pour MM. Monod et Bourgeois, ont appuyé les motifs donnés par les premiers juges de considérations d'intérêt général tirées de l'usage constant attesté par des parères produits dans la cause et revêtus des noms les plus autorisés de la Banque et du haut commerce. Ces parères certifient que l'usage journalier de ces négociants est de payer aussi bien en espèces à leur caisse qu'en bons sur la Banque de France ou sur leurs banquiers, et qu'ils considèrent leur signature comme formellement engagée vis-à-vis des porteurs de leurs bons.

La Cour, après délibéré, a statué en ces termes :

« Considérant que Lebrun faisait habituellement pour les besoins de son commerce des remises de valeurs sous forme de reçus donnés sur des tiers ;

« Que l'émission qu'il en faisait avant la date de l'échéance indique suffisamment qu'il savait l'usage qui en serait fait, et qu'il en acceptait la responsabilité vis-à-vis des tiers ;

« Que d'ailleurs ces bons ou reçus, qui ne désignent pas de bénéficiaire, qui expriment la somme reçue ou à recevoir, la date de l'échéance et le nom de la personne sur qui ils sont donnés, remplissent les conditions essentielles du billet au porteur admis depuis longtemps par la loi ; que c'est ainsi que ces reçus, à moins de stipulations contraires y exprimées, circulent dans le commerce comme valeurs au porteur, et que l'usage en est devenu général.

« Adoptant au surplus les motifs des premiers juges ;

« Confirme (1) ;

(1) C. de Paris; 2e ch. 3, mars 1864, (J. du Palais 1864. p. 357 et suiv.) (Gaz. des tribunaux, 9 mars 1864. *Nota*.—Du même jour, plusieurs autres arrêts identiques rendus contre Lebrun, appelant de jugements semblables du tribunal de commerce de la Seine, provoqués par les autres créanciers auxquels il avait remis des récepissés de même nature.

Cette décision, adoptée par un grand nombre d'auteurs considérables (1), a été critiquée avec vivacité par M. Alauzet (2).

« Le porteur, quel qu'il soit, d'un acte semblable, dit cet auteur en rappelant une règle qui n'est pas contestée, aura pouvoir évidemment d'en toucher le montant, comme le porteur d'un effet de commerce déjà revêtu de son acquit. A l'égard du banquier ou de tout autre établissement de crédit, débiteur de la somme réclamée, ce porteur est tout au plus mandataire ; il est le préposé du propriétaire des fonds déposés, et que le nom de ce porteur soit indiqué en annotation, ainsi que cela a lieu quelquefois comme mesure d'ordre par celui qui délivre le chèque, ou qu'il ne le soit pas, dans tous les cas, le banquier n'a pas à s'inquiéter de celui qui se présente, et il ne fait autre chose que délivrer une somme d'argent au signataire, représenté par un préposé, contre un récépissé constituant sa décharge. »

(1) Rivière, Répétitions écrites sur le Code de commerce, 5e édition. p. 425-426. — M. Ratiaud, Revue critique, 1864, p. 202 et suiv. — M. Nouguier, des chèques nos 59 et 68. — M. Michaux-Bellaire, Revue de droit commercial, 2e année, t. I, p. 4.) —Voir aussi une savante dissertation de M. Labbé, J. du Palais 1864, p. 337.

(2) M. Alauzet, Recueil des lois et arrêts, vol. 1864 2, 52. Commentaire de la loi du 14 juin, 1865, en appendice au commentaire du Code de Commerce (p. 914.)

Il n'y a point à rechercher, toujours suivant M. Alauzet, quelles sont les conventions intervenues entre le banquier et son correspondant, soit que celui-ci reçoive, en retour des fonds déposés, quoique tenus à sa disposition, un intérêt, soit qu'il n'ait fait qu'obtenir de son banquier l'ouverture d'un crédit dans des conditions déterminées. Si, à présentation, le banquier refuse le payement du chèque reçu, alors celui qui a délivré le chèque aura compte à faire avec lui, mais encore une fois il n'y a pas à s'occuper des rapports existant entre eux. Quant au porteur, il reviendra vers celui de qui il tient le chèque, cet acte sera pour lui comme non avenu; il exercera les droits résultant de sa créance, laquelle n'a subi aucune novation, mais il ne saurait prétendre, à coup sûr qu'il a acquis un privilége sur les sommes placées chez le banquier et être assimilé au porteur d'une lettre de change, obtenant un droit sur la provision existant entre les mains du tiré.

Celui à qui le chèque reçu a été donné peut le transmettre à un tiers et ce tiers aura les mêmes droits que lui ; si le chèque n'est pas susceptible d'être accepté, il n'a nul besoin d'être endossé ; il est certain qu'il est payable au porteur, sans qu'aucune mention soit nécessaire à cet égard. Mais est-ce à dire qu'en cas de non-payement, ce

tiers-porteur aura un recours, non-seulement contre celui dont il tient le chèque, mais contre celui qui l'a signé, comme s'il s'agissait d'une lettre de change ou d'un billet à ordre régulièrement endossé, de manière que le signataire ne puisse lui opposer les exceptions, dont il pourrait se prévaloir envers le premier bénéficiaire qui a transmis le chèque? Voilà ce que M. Alauzet ne saurait admettre : pour lui, le récépissé doit rester soumis aux principes généraux et il ne faut pas lui faire dire autre chose que ce qu'il exprime en toutes lettres et de la manière la plus claire. Mais il faut, dit-on, s'appuyer sur l'intention des parties et sur les usages du commerce? L'intention des parties, répond M. Alauzet, ne doit être recherchée que s'il y a quelque ambiguïté dans les termes de l'acte ; mais dans le cas contraire on doit s'en tenir à ces termes mêmes. Quant aux usages , ils ne peuvent, à coup sûr, avoir la puissance de changer un simple récépissé en un billet à ordre, et une simple remise manuelle, en un endossement revêtu de toutes les formalités exigées par l'art. 137 du Code de commerce!

Le tribunal de commerce, dans l'affaire Lebrun, s'est appuyé, dit-il, sur cette circonstance qu'il s'agissait de chèque à échéance determinée, pour rendre le signataire responsable envers tout porteur du récépissé délivré par lui, et lui enlever

le droit de faire valoir les exceptions qu'il aurait pu opposer à son propre cessionnaire. Il n'est point exact de dire que, si le chèque est à échéance, le signataire, en le donnant, ne peut avoir « en vue que de mettre la somme » qu'il représente « à la disposition immédiate du bénéficiaire ; » le signataire peut être tenu par ses conventions avec le dépositaire de ne délivrer le chèque qu'à échéance déterminée; mais comment d'ailleurs, en tirer cette conséquence, qu'il a voulu de plein droit s'engager comme s'il avait délivré une lettre de change ou un billet à ordre, à moins de disposition très-expresse de la loi, faisant produire à un simple récépissé de semblables conséquences? M. Alauzet admet sans difficulté avec le jugement, confirmé par l'arrêt, « que de semblables reçus se transmettent sans endossement; » mais non certes que par cette « transmission, le « porteur soit investi, à l'égard du souscripteur, « des mêmes droits que ceux résultant de tout « effet de commerce; qu'en conséquence, celui-ci « en doive le remboursement lorsque le payement « n'en a pas été effectué a échéance. »

Au fonds, l'argumentation de M. Alauzet se réduit à ceci : l'effet d'un acte doit être déterminé d'après sa nature, d'après sa forme et d'après ce qu'il exprime : un reçu, une quittance signée par le créancier, remise par lui à un tiers, emporte

purement et simplement pour ce tiers le pouvoir de toucher la somme quittancée ; il y a donc dans ce fait un mandat et pas autre chose : point d'obligation nouvelle créée, point de créance préexistante cédée ; la signature apposée au bas de l'écrit n'est pas la preuve d'un engagement contracté envers le porteur et un moyen de poursuite contre le signataire ; elle termine ici une quittance; elle équivaut à une procuration. A considérer l'acte en lui-même, dans sa forme, dans ce qu'il exprime et suppose, on ne saurait y voir autre chose qu'un mandat. Il faut donc appliquer les règles de cette espèce de contrat : le mandat est révocable, la révocation signifiée à temps fait évanouir le pouvoir, les parties sont replacées dans l'état primitif; si elles avaient des obligations réciproques, si elles avaient des causes d'action, elles les conservent; aucune novation, aucune cause d'extinction ne s'est réalisée. Cela étant, de toutes les personnes entre les mains desquelles le reçu a passé, celles-là seules peuvent se poursuivre en justice qui ont contracté ensemble, le souscripteur peut discuter avec le bénéficiaire du chèque les raisons qu'il a eues de révoquer le mandat et de faire obstacle au payement ; si ces raisons le justifient à l'égard de son cocontractant, il n'a rien à craindre de l'action qu'un tiers porteur de bonne foi intenterait contre lui.

En définitive, dans ce système, le chèque-récépissé n'est qu'un mandat, un moyen d'arriver à un payement entre les mains d'un tiers, en l'absence du créancier. Le chèque n'est pas le principe d'une obligation et d'une action nouvelle ; lorsque les débats s'engagent devant la justice, ce sont les contrats anciens qui se déroulent entre ceux qui les ont formés. Si le signataire du chèque, ou toute autre personne entre les mains de laquelle il a passé, veut en garantir le payement, à l'échéance envers le porteur, il faut qu'il y soit tenu par un engagement spécial, comme un aval ou autre engagement de cette nature, et il ne sera obligé à l'égard des tiers que par suite de cet engagement accessoire.

Telles sont les considérations que M. Alauzet fait valoir en faveur de son système, et il faut ajouter que la jurisprudence, jusqu'à l'arrêt de la Cour de Paris, avait été favorable à cette opinion (1) ; mais la grande majorité des auteurs (2), et la jurisprudence des dernières années, paraît s'être prononcée définitivement contre ce système. Aux arguments que nous avons développés ci-dessus, on a répondu : Sans doute, la forme du chèque-récépissé est un moyen de conférer le

(1) Bordeaux, 21 décembre 1857; Nimes, 6 août 1857; Cass. 27 juillet 1858 (S. V. 59, 1,109

(2) V. ci-dessus, p. 215, note 1.

pouvoir de toucher, et l'opération s'analyse en un mandat; le bénéficiaire est un mandataire : mais ce n'est pas un mandat pur et simple qui se forme entre le souscripteur et le preneur. Le mandat est le moyen et non le but; ce but est de procurer une somme d'argent. Le porteur du chèque touchera au nom du souscripteur, mais pour son propre compte; il gardera la somme. Le souscripteur a transporté au preneur du chèque son droit sur une partie des fonds par lui déposés chez le banquier; il s'est obligé lui-même; il a garanti l'existence dans la caisse de ce banquier d'une somme au moins égale à celle qu'il transporte; il a promis de n'apporter aucun obstacle au payement que le chèque est destiné à réaliser. Ces obligations découlent naturellement de l'intention certaine de procurer une somme et d'assurer un payement. L'acte qui intervient entre le souscripteur du chèque et le preneur est un mandat, mais un mandat donné dans l'intérêt du mandataire; une *procuratio in rem procuratoris*, comme disaient les Romains, un mandat qui voile une cession (1). Ce mandat est irrévocable, en ce sens qu'il ne peut être arbitrairement révoqué. Si la remise du chèque se lie à une opération à titre onéreux, résoluble pour inexécution, le souscripteur qui n'obtiendrait pas ce qui lui a été promis,

(1) M. Labbé, Journal du Palais. 1864. (p. 337 et suiv.)

pourrait former opposition au payement, mais seulement à l'égard du preneur en faute, qui se trouverait détenir encore le chèque.

Celui qui délivre un chèque sait ou doit savoir que son reçu passera de main en main. Le souscripteur du titre doit y mentionner tout ce qu'il prétend opposer aux tiers; un porteur de bonne foi n'a rien à redouter de conventions ni de conditions spéciales qui ne sont pas révélées par le titre. Si le souscripteur ne veut pas se dessaisir irrévocablement de la somme portée au chèque, il ne doit pas délivrer un reçu pur et simple de nature à tromper les tiers; s'il le fait, il est juste qu'il garantisse au porteur, que la somme existe chez le banquier, et qu'il ne sera apporté aucun obstacle au payement; le porteur qui rencontre nne opposition a le droit d'agir contre celui duquel il tient le titre et contre le souscripteur du récépissé, du chef de qui l'opposition existe : ce dernier doit être condamné à procurer le payement ou à payer. Toutefois, les partisans de cette dernière opinion conviennent que les règles des lettres de change sur la nécessité du protêt, sur les déchéances, ne pourront pas être étendues par voie d'analogie, et ne seront point applicables aux chèques-récépissés (1).

Quant à la jurisprudence, elle paraît devoir

(1) M. Labbé, *loco citato*.

suivre désormais les errements de l'arrêt de la Cour de Paris du 3 mars 1864. Sa décision, qui ne s'appuyait que sur les usages, « aurait aujourd'hui pour base incontestable les termes et l'esprit de la loi nouvelle (1). » Elle doit donc être suivie. Il faut dire avec elle, que le tiers porteur n'est pas un simple cessionnaire représentant activement et passivement son cédant; qu'au contraire, il a des droits personnels échappant à toutes exceptions ou compensations opposables aux anciens détenteurs; et qu'en conséquence, il a, pour se faire payer, un double droit : d'abord, action contre le tiré, détenteur de la provision; ensuite, recours solidaire contre le tireur et contre tous les autres signataires.

La Cour de Paris n'a donc fait que reproduire les principes posés par elle en 1864, quand elle a décidé, par arrêt du 2 décembre 1867 (affaire Barrois c. Grimonprez) (2) que : « les reçus ou récépissés délivrés à un créancier pour toucher des fonds sur un tiers, peuvent être considérés comme transmissibles de la main à la main, conformément aux usages du commerce, sans qu'il soit besoin d'endossement ni de transport, et que, par cette transmission, les tiers porteurs sont investis, à l'égard du signataire ou souscripteur,

(1) M. Nouguier. Des chèques, n. 28.
(2) Recueil de Sirey, 1868, 2e partie, p. 148.

des mêmes droits que ceux résultant de tout effet de commerce, en sorte que, au cas de non payement à l'échéance à défaut de provision entre les mains du tiré, le souscripteur est tenu au remboursement du récépissé envers le dernier tiers porteur, sans pouvoir lui opposer les exceptions qui auraient été opposables aux précédents porteurs. »

« La Cour : Considérant qu'il est constant en fait, et non contesté, que Grimonprez, en achetant, le 12 avril 1865, à la fille Perrin son fonds de commerce, s'est engagé à lui remettre en payement de partie du prix un reçu de 2,800 francs payable à Paris chez Lefèvre ;

Considérant qu'il est constant que, en exécution de cet engagement, Grimonprez a remis à la fille Perrin ledit reçu, payable 1er décembre 1865, et qu'il résulte des documents produits, et de la correspondance que ce reçu a été remis à la fille Perrin dans le courant du même mois d'avril ou tout au moins avant la loi du 14 juin 1865 sur les chèques, qui dès lors ne lui est pas applicable ;

Considérant que l'émission de ce reçu plusieurs mois avant la date de son échéance et sa forme indiquent que, dans l'intention des parties, et conformément aux usages constants du commerce, il devait être négocié et transmis par son bénéficiaire, qu'il constituait une valeur au porteur des-

tinée à circuler de main en main et pouvant être transmise par la simple tradition; qu'il résulte de la correspondance de Ghesquière-Grimonprez qu'il a reconnu la validité d'une transmission ainsi opérée;

Considérant que celui qui est porteur au jour de l'échéance d'une valeur de cette nature, échappe à toutes les exceptions qui auraient pu être opposées aux porteurs antérieurs, et par conséquent aux oppositions formées du chef des précédents porteurs, et que, si le reçu n'est pas payé à l'échéance par celui qui y est énoncé comme devant le payer, le porteur a un recours contre le souscripteur de la même manière que contre le souscripteur de tout effet de commerce; que, dans l'espèce, Ghesquière peut d'autant moins échapper à ce recours, que c'est par son fait, et faute par lui d'avoir remis les fonds à Lefèvre, que celui-ci n'a pas payé;

Que, dans ces circonstances, Ghesquière ne saurait se refuser au payement qui lui est demandé par Barrois, porteur du reçu par lui écrit, et du chef duquel aucune opposition n'a été formée entre ses mains (du 2 déc. 1867), C. Paris, 5e chambre.

Voilà ce que nous avions à dire sur le chèque-récépissé. La jurisprudence paraît bien fixée aujourd'hui à son égard, et nous répétons que,

puisque la loi ne l'a pas réglementé, il continuera à être régi par le droit commun et par les usages commerciaux.

Il ne nous reste plus qu'à parler du chèque mandat, qui a été l'objet de toutes les sollicitudes du législateur de 1865. Le chèque mandat, tel que le fait la loi nouvelle, est un progrès évident sur tous les actes antérieurs. Ainsi, sans formalités gênantes, il contient un certificat constatant qu'une somme d'argent existe chez un dépositaire, et qu'elle est disponible; comme le veut le droit commun, il prouve donc par écrit le contrat de dépôt;

Il énonce l'ordre donné au dépositaire de restituer la somme disponible, et, par là, il vaut mise en demeure. Que s'il n'y est fait droit, il constitue le dépositaire infidèle en état de délit;

Il délègue le pouvoir de toucher et d'en signer décharge, et, par là, il est un mode d'extinction des obligations;

Il concède ce pouvoir ou à un individu dénommé, ou à toute autre personne substituée à ses droits par un endossement, ou même à tout porteur non désigné; et, par là, il réalise le contrat de mandat le plus étendu avec faculté de substitution;

Il doit être payé à vue, et, par là, il devient une sorte de monnaie; il peut se réaliser au lieu

même où il a été créé, ou bien sur une autre place; et, par là, il peut mettre en mouvement le contrat de change.

Nous venons de dire que le chèque peut mettre en action le contrat de change; il faut à ce sujet faire une réflexion importante.

Même quand le chèque renferme la remise de place en place et réalise ainsi le contrat de change, il faut bien se garder de le confondre avec la lettre de change qui est l'instrument de ce contrat. Il y a tout un parallèle à établir entre la lettre de change, suivant le Code de commerce, et le chèque suivant la loi nouvelle.

Nous parlerons du fonds d'abord, et ensuite de la forme.

Quant au fond d'abord, la différence caractéristique entre le chèque et la lettre de change, c'est que le chèque doit être particulièrement un instrument de compensation, tandis que la lettre de change ne jouera ce rôle qu'accidentellement : « Le chèque, disait M. Pouyer-Quertier au Corps Législatif, est appelé à n'avoir qu'une existence éphémère, parce que c'est un moyen de compensation, parce que c'est de l'argent comptant, parce que c'est du numéraire immédiatement disponible, parce que c'est un moyen de créer les banques de dépôt, ces établissements si précieux, dont il faut encouragerpar tous les moyens le dévelop-

pement, en assurant toujours leur sécurité.

La lettre de change, au contraire, est un instrument de crédit ; elle sert à éviter le transport du numéraire d'une place à une autre,

Quant à la forme, les différences sont nombreuses entre le chèque et la lettre de change. Ainsi :

1° La lettre de change est tirée d'un lieu sur un autre. (C. com., art. 110).

Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre *ou sur la même place*. (L. du 14 juin 1865, art. 3. Quant à la question de savoir si un chèque peut être tiré de l'étranger, nous l'examinerons plus loin, en nous appuyant sur les commentaires auxquels la loi a donné lieu.

2o La lettre de change est datée (C. com., ibid.) et le chèque porte également la date du jour où il est tiré : cette date est d'ailleurs, comme celle de la lettre de change, présumée exacte jusqu'à preuve contraire. Seulement, en cas d'émission ou d'inexactitude de la date, la loi spéciale prononce une pénalité particulière pour le chèque. (Loi de 1865, art. 6.)

3° La lettre de change énonce l'époque et le lieu où le paiement doit s'effectuer (C. com., ibid.), et l'acceptation peut être exigée du tiré. Le chèque ne peut être tiré qu'à vue (art. 1er), il est payable à présentation, et, par suite, il n'est pas suscep-

tible d'acceptation. Ainsi, la lettre de change peut être tirée payable à date fixe, ou à tant de mois, d'usances ou de jours de vue ; elle peut être soumise à l'acceptation du tiré qui, sous peine de protêt déshonorant, la signature du tireur, doit accepter, s'il a les mains garnies. Dans le chèque au contraire, il n'y a pas d'autre échéance que celle-ci ; il doit être payé à présentation. Par cela même, on n'a pas à réclamer l'acceptation du tiré qui, lorsqu'on le lui présente, n'a qu'une chose à faire, l'acquitter.

4° La lettre de change énonce la valeur fournie en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière. (C. com., id.) (1). Une pareille énonciation n'est pas exigée pour le chèque.

5° La lettre de change peut être tirée par 1re, 2e, 3e, etc.

L'utilité de semblables mentions ne peut guère se rencontrer dans le chèque.

6° Les suppositions de nom, de qualité, de domicile, de lieu, vicient et dénaturent la lettre de change aux termes de l'art. 112 du C. comm.

Elles n'auraient aucune importance dans un chèque.

7°. La lettre de change est à l'ordre d'un tiers ou à l'ordre du tireur lui-même (C. com. id.).

Le chèque peut être payable au porteur, ou au

profit d'une personne dénommée, ou à ordre et transmissible nécessairement alors par voie d'endossement (art. 1er).

8°. Les art. 136, 137 et 138 C. comm. énumèrent les conditions que doit remplir l'endossement d'une lettre de change pour transmettre la propriété.

Le chèque à ordre et sa pleine et entière propriété se transmet sans aucune réserve, même par voie d'endossement en blanc (art. 1er, § 5).

9°. La loi répute acte de commerce entre toutes personnes les lettres de change (C. comm., art. 632).

L'émission d'un chèque ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce (art. 4).

10°. La lettre de change peut être tirée sans que la provision ait été faite ; le tireur peut attendre jusqu'au jour de l'échéance et la réaliser de toute autre manière qu'en espèces ; l'acceptation seule la suppose et elle n'en établit la preuve qu'à l'égard des tiers (C. com., art. 117).

Le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable (art. 2), sous peine d'amende (art. 6, § 2).

11°. La provision, pour la lettre de change, peut consister non pas seulement en une dette du tiré, mais en valeurs ou marchandises qui ne sont pas de l'argent.

Puisque le chèque est un simple mode de restitution, il faut que la provision liquide et exigible soit disponible, comme l'est un dépôt entre les mains de celui qui doit payer.

12° Le porteur d'une lettre de change à vue doit en réclamer le payement dans les six mois de sa date, sous peine de perdre son recours sur les endosseurs et même sur le tireur dans certains cas. Ce délai est prolongé à raison des distances (C. com., art. 160).

Le porteur d'un chèque doit en réclamer le payement dans un délai de 5 ou de 8 jours, qui ne peut être prolongé (art. 5). Dans certains cas, le porteur pourrait donc avoir intérêt, pour éviter la déchéance, à soutenir que l'effet n'est pas un chèque, mais bien un mandat soumis au droit commun.

13° Les lettres de change doivent être timbrées (L. 5 juin 1850). Les chèques sont exempts de tout droit de timbre pendant dix ans.

Le chèque, soit quant au fond, soit quant à la forme, est donc une valeur bien distincte de la lettre de change. Il se distingue par des dissemblances non moins essentielles, de la lettre de crédit. La lettre de crédit, indépendamment de ce qu'elle n'est pas rigoureusement exécutoire à présentation, ne peut circuler de main en main et n'a de valeur que pour celui-là seul qui l'a obtenue.

Du reste les principes de notre législation en toute matière, et surtout en matière commerciale, sont peu formalistes. La loi du 14 juin 1865 a donc posé les règles générales auxquelles le chèque doit être soumis, mais n'a point établi de termes sacramentels, qu'il soit nécessaire d'employer de préférence à d'autres pour rédiger un chèque, pas plus qu'elle ne l'a fait pour la lettre de change.

Avant de terminer ces observations générales sur le chèque, revenons en quelques mots sur le caractère essentiel du chèque et sur son mode de fonctionnement. Dans une matière nouvelle, il ne faut pas craindre de tomber dans quelques répétitions, et il importe de bien mettre en lumière la pensée du législateur. Le rapport et la discussion qui ont eu lieu au Corps législatif nous fournissent à cet égard tous les renseignements désirables.

Comme l'a dit M. Emile Olivier (séance du 5 mai 1865), il faut, avec les jurisconsultes romains, considérer le chèque comme une sorte de tradition *brevi manu*, comme un mode de virement, institué non pour créer une valeur qui n'existe pas, non pour donner un crédit qu'on n'a pas, non pour frapper monnaie, mais uniquement pour faire profiter le public et les particuliers de l'économie qui résulte de la dispense qu'on leur accorde d'un déplacement inutile d'espèces.

La mise en valeur de capitaux jusque-là improductifs, l'usage du numéraire réduit aux payements de peu d'importance, une grande économie de temps et d'écritures : tels sont les avantages à retirer de l'emploi du chèque.

Le chèque peut être un moyen de faire passer une somme du compte d'un particulier au compte d'un autre particulier.

Le chèque n'est qu'un moyen commode de liquidation et de payement ; on ne doit pas l'élever aux honneurs de la circulation, et en faire une sorte de suppléant du billet de banque.

Le chèque est de l'argent, c'est l'ordre donné à un banquier de payer à un particulier une somme d'argent qui existe constamment à la disposition du déposant. A cause de cela, il est destiné par sa nature et son usage à être payé à l'instant, le jour même. (Rapport de M. Darimon.)

Le but principal qu'on s'est proposé a été d'obtenir, au moyen de ce papier, une disponibilité plus grande de numéraire, pour qu'il puisse se consacrer plus spécialement à vivifier le commerce et l'industrie. (M. Segris, séance du 3 mai 1865.)

Enfin, dans la discussion de 1864, M. Darimon a fait connaître avec une grande netteté le mode de fonctionnement des chèques. Il a dit :

« Rendons-nous bien compte du rôle que le

chèque est appelé à remplir : Un particulier remet à une banque de dépôt tous les capitaux qui attendent un placement, et toutes les sommes d'argent qui servent à ses besoins journaliers. La banque de dépôt lui ouvre un compte-courant jusqu'à due concurrence des sommes qui lui ont été confiées, et tant qu'il les laisse en dépôt, elle lui bonifie un intérêt plus ou moins élevé.

Le déposant reçoit deux carnets : l'un appelé carnet de compte, l'autre carnet du chèque ou chéquier.

« Le carnet de compte est destiné à constater jour par jour, opération par opération, le mouvement du débit et du crédit du compte-courant.

« Le carnet de chèque ou *chéquier* se compose de feuillets divisibles en deux fractions ; l'une destinée à être détachée et mise en circulation, l'autre qui doit être attachée au carnet pour former souche. C'est la fraction détachée qu'on appelle chèque.

« Le déposant a-t-il un payement à faire, il détache un feuillet du chéquier, il y inscrit la somme dont la banque aura à débiter son compte, et il remet son feuillet ou chèque à son créancier, qui va le toucher à la banque de dépôt. Celle-ci remplit donc le rôle de caissier pour le compte des particuliers qui lui confient leurs capitaux, et le chèque est ainsi une valeur fiduciaire que chacun se crée à soi-même. »

Nous devons enfin poser en principe que, dans tous les cas où la loi spéciale sur les chèques n'est pas explicite, il faut se reporter au Code de commerce et aux règles posées par lui en ce qui concerne la lettre de change. Les art. 110 et suivants du Code de commerce formant le droit commun, et les questions que le texte peut soulever doivent être résolues de la même manière, qu'il s'agisse de chèques ou de lettres de change.

Ainsi, le chèque peut être garanti par un aval, comme la lettre de change ; des besoins peuvent y être indiqués ; le souscripteur peut y porter la mention du *retour sans frais*, etc.... Il suffit, pour connaître ces dispositions accessoires, de se reporter aux articles du Code de commerce relatifs à la lettre de changeet qui, nous le répétons, à moins de dérogations spéciales forment le droit commun. Nous n'avons plus maintenant qu'à nous occuper du texte même et du commentaire de la loi nouvelle.

Commentaire de la loi de 1865.

ARTICLE PREMIER.

Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte et disponibles.

Il est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré.

Il ne peut être tiré qu'à vue.

Il peut être souscrit au porteur, ou au profit d'une personne dénommée.

Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc. »

Nous avons suffisamment éclairci, par nos explications sur la première partie, ce que c'est qu'un chèque. Il s'agit maintenant de marcher avec les textes et d'aborder la discussion juridique des articles de la loi de 1865.

Une question préliminaire à nous poser est celle-ci : Quelles sont les personnes capables d'émettre un chèque? Toute personne capable de contracter, d'après les principes du droit civil, et *usante de ses droits*, comme disent les vieux auteurs, même non commerçante, peut intervenir dans la création ou la négociation d'un chèque, et contracter tous les engagements qui résultent de cette négociation.

Les femmes et les mineurs qui, lorsqu'ils sont commerçants, ce qui emporte pour eux capacité de payer et de recevoir, peuvent aussi souscrire, endosser ou accepter des lettres de change pour les besoins de leur commerce, pourront également souscrire et endosser un chèque (Comp. art. 113 et 114, C. com.).

Mais les femmes, majeures bien entendu, qui ne sont pas commerçantes, ne peuvent se servir de la lettre de change, et leur signature sur un pareil acte, par un privilége particulier accordé au sexe, ne vaut à leur égard que comme simple promesse, aux termes de l'art. 113 du Code de Commerce.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que l'art. 113 ne s'applique qu'à la femme mariée qui a été autorisée de son mari, car autrement sa signature ne vaudrait même pas simple promesse, et l'acte serait entièrement nul à son égard. (C. com., art. 225).

Quant aux mineurs non commerçants et non émancipés, quand leur signature figure sur un chèque, il y aura lieu de leur appliquer l'article 114, C. com., sur les lettres de change, et le chèque « sera nul à leur égard, sauf les droits respectifs des parties, conformément à l'art. 1312 du Code civil. » (art. 114, C. com.).

Ainsi, quand le mineur non commerçant souscrit un chèque, il peut en opposer la nullité au preneur, qui aura seulement le droit d'exiger la restitution des valeurs à lui remises, à la charge de prouver qu'il en a profité.

Il faut dire de l'interdit ce que nous venons de dire du mineur. S'il avait apposé sa signature sur un chèque, on appliquerait l'art. 502 du Code ci-

vil, qui déclare nuls de droit tous les actes passés par l'interdit postérieurement au jugement d'interdiction. Quant à la personne pourvue d'un conseil judiciaire, nous déciderions, comme la jurisprudence le décide pour la lettre de change, que le chèque souscrit par elle sans l'assistance de son conseil ne peut tout au plus valoir que comme simple promesse. (V. pour la lettre de change, arrêt, C. cass., 1er août 1860.)

Enfin, pour le failli qui est dessaisi de l'administration de son actif, il est clair qu'il faut lui refuser la capacité de créer ou d'endosser un chèque.

Ces principes posés, reprenons un à un les différents paragraphes de notre article :

Le paragraphe 1er définit le chèque.

Le paragraphe 2e indique les conditions de sa forme matérielle ;

Le paragraphe 3e énonce à quelle échéance il est payable ;

Le paragraphe 4e dit quel peut en être le bénéficiaire ;

Enfin, le paragraphe 5e et dernier détermine comment il peut être cédé.

§ 1er — *Définition du chèque,*

Le § 1 définit le chèque un « *écrit* qui, sous la forme d'un *mandat* de paiement, sert au tireur à effectuer le *retrait*, à son profit ou au profit d'un

tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte et *disponibles*. »

Cette définition du chèque donnée par le législateur n'a pas échappé à la critique, à laquelle n'échappent guère, du reste, les définitions. Attaquée dans le sein du Corps législatif, la rédaction a été maintenue après quelque discussion, sur cette observation faite par M. Forcade de la Roquette (1), que chacun sachant parfaitement à quelle espèce d'écrit s'appliquait la loi, « la définition du chèque ne saurait être un sujet de contestation devant les tribunaux. » Quoi qu'il en soit, ce qui ressort clairement de notre premier paragraphe, c'est :

1° Que « le chèque est un écrit. » Ce n'est là que l'application des règles du droit commun ; en effet, d'après l'art. 1923 du Code civil, le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. Et, du reste, même en l'absence de toute disposition expresse, il eût été bien évident qu'un écrit serait nécessaire ; car le chèque n'est pas seulement destiné à constater l'existence du dépôt; il renferme, en outre, l'ordre du créancier de le payer et, d'une manière sous-entendue, l'obligation par le débiteur de l'acquitter. Une convention purement verbale n'aurait pu suffire pour un pareil ordre et une

(1) Séance du 5 mai 1865.

pareille obligation, destinés à étendre leurs effets en dehors des contractants originaires;

2° Que cet écrit dont parle la loi, que le chèque ne pourra avoir qu'une *seule forme*, c'est-à-dire, conformément aux explications de M. Forcade de la Roquette, *sa forme naturelle de mandat de payement*. Cette disposition a pour but d'écarter le chèque récépissé qui, après avoir été maintenu dans la rédaction primitive du projet de loi, a fini par être entièrement rejeté, comme nous l'avons expliqué, par cette considération que la nouvelle forme du chèque devait se substituer à l'ancienne et la faire disparaître en la rendant inutile. A plus forte raison, ne pourrait-on pas appliquer les dispositions favorables de la loi nouvelle au chèque conçu sous forme de lettre, pas plus qu'à ces effets de commerce que l'on appelle des *mandats*. Ce dernier titre est tout simplement une lettre de change que, par abus, certains commerçants supposent affranchie de la formalité de l'acceptation. Entre ces deux valeurs, sans vouloir entrer dans tous les détails, il y a notamment une différence capitale : c'est que le mandat de payement, réalisé par le chèque, doit toujours être précédé d'une provision en fonds disponible ; pour lui, l'ordre de payer et la disponibilité de la provision existante, sont deux termes indivisibles ; l'effet de commerce appelé mandat peut, au contraire, être tiré sans

qu'au préalable la provision ait été fournie. Et il est très important de bien déterminer quels sont, parmi les mandats de payement, les seuls auxquels s'applique la loi du 14 juin 1865. En effet, les mandats de payement, quelle que fût leur forme et leur destination, avaient été frappés jusqu'alors sans distinction par l'impôt du timbre, dont on a voulu exonérer le chèque ; mais il a été admis par tous que l'un ne voulait point porter atteinte aux recettes que le Trésor fait sur les papiers de circulation et de commerce actuellement en usage. L'intention du législateur a été, tout en donnant à l'émission des chèques toutes les facilités possibles, de conserver en même temps à la perception de l'impôt sur les effets de commerce de sérieuses garanties. « Comme le point de départ du projet, a dit le rapporteur, est une question fiscale, la préoccupation des intérêts du Trésor se reproduit nécessairement dans la plupart de ses articles, et tient la première place dans le projet. » Par notre définition du chèque, la commission a donc posé ou voulu poser en principe que le chèque, sous aucun rapport, ne pouvait être un instrument de crédit, mais bien seulement un instrument de liquidation et de payement. Il suppose, disait M. Forcade de la Roquette au nom du gouvernement, une somme disponible au profit du tireur dans la caisse du tiré. Sans doute, ajoutait-il, il

peut y avoir mandat de payement sans provision préalable, mais alors ce n'est pas un chèque, et l'impôt est dû comme pour toute valeur de crédit (1). C'est pour accentuer cette idée que la loi a employé le mot de *retrait*.

3. Que la somme peut être *retirée* non-seulement au profit du souscripteur, mais encore au profit d'un tiers. C'est cette idée que développeront les §§ 4 et 5 de notre article, en disant que le chèque peut être souscrit au porteur, ou au profit d'une personne dénommée, ou enfin à ordre.

4. Enfin, il ressort encore de la définition que les fonds dont il s'agit d'effectuer le retrait doivent être des fonds *portés au crédit du compte* du tireur chez le tiré, et *disponibles*. Ces deux dernières énonciations ont soulevé au Corps législatif un grand nombre d'explications dont nous aurons à rendre compte tout à l'heure.

Les expressions de la loi, *le chèque sert à opérer le retrait*, sont les premières qui mentionnent l'obligation d'une provision préalable. Cette exigence n'a rien d'exorbitant, si l'on se rappelle que le chèque ne doit être qu'un moyen de payement, et que s'il devenait un instrument de crédit, il usurperait une immunité fiscale à laquelle il n'aurait plus droit et tromperait la confiance

(1) Corps Législatif, séance du 5 mai, 1865.

des tiers qui doivent y voir l'équivalent d'une monnaie réelle. Sans doute, on peut, comme dans la lettre de change, charger un correspondant qui n'a pas reçu de couverture de faire honneur à une prière de payer ; c'est alors un acte de confiance qu'on lui demande. Mais on ne peut retirer que ce que l'on a déposé, et, pour pouvoir donner l'ordre à un tiers de payer, il faut, c'est bien évident, lui avoir remis des fonds à cet effet.

Il faut donc, pour que le retrait puisse s'effectuer et que le chèque puisse remplir son rôle, qu'il y ait provision préalable. Le chèque n'est pas un instrument de crédit, il ne doit être qu'un instrument de payement ; il n'est qu'un papier représentant l'argent qui existe dans la caisse du dépositaire, et il ne doit pas être autre chose. Dans cette limite, le chèque peut jouer le rôle d'une sorte de monnaie fiduciaire, à l'aide de laquelle on pourra éteindre ses propres dettes.

J'ai des fonds déposés dans un établissement financier qui, en échange des fonds, m'a délivré un carnet de chèques. Si j'ai à payer à un fournisseur ou à tout autre créancier une somme quelconque, pourvu qu'elle ne dépasse pas les fonds déposés, j'extrais de mon carnet un chèque de valeur égale à la somme que j'ai à acquitter, et je le remets à mon créancier comme je lui remettrais un billet de banque. Celui-ci va alors tou-

cher chez un dépositaire comme il irait à la Banque de France convertir son billet en numéraire, s'il en avait besoin. Je pourrai me servir d'un pareil chéque même pour acquitter un effet de commerce. Mais il est bien entendu, sans qu'il soit besoin d'insister, qu'il faudra le concours des volontés des deux parties, du débiteur qui paye et du créancier qui reçoit. Les monnaies légales ont seules cours forcé, et puisque le créancier pourrait se refuser à recevoir en payement un billet de banque, à plus forte raison il aurait le droit de refuser un chèque, si notoires d'ailleurs que fussent la signature du tireur et la solvabilité du dépositaire. A ce sujet, il existe en Angleterre un usage très-pratique qu'il serait aisé d'adopter. Lorsqu'un commerçant anglais offre un chèque en payement d'un effet de commerce échu, ce qui est très-usuel, le porteur de l'effet prend le chèque et garde l effet ; il ne rend l'effet acquitté que quand le chèque a été payé par le dépositaire, et alors l'effet lui sert de reçu. Si le porteur abandonnait le billet qu'il a entre les mains avant l'annulation du chèque, il serait considéré comme ayant fait novation, et il aurait pris à sa charge les risques de l'insolvabilité du banquier dépositaire.

Là est le grand avantage du chèque qui, pour les sommes les plus minimes comme pour les plus

fortes, mais toujours dans la limite des fonds disponibles, tient lieu d'espèces ou de billets de banque.

La somme à payer peut être énoncée en chiffres et en lettres. En chiffres, en tête du chèque, de façon à sauter de suite aux yeux ; en lettres, dans le corps du titre. En cas de non conformité entre les chiffres et les lettres, c'est la mention en lettres qui l'emporte et qui fait foi.

Nous arrivons aux difficultés que nous avons annoncées, et qui résultent des derniers mots du § 1er. La loi dit que le chèque sert à opérer le retrait de fonds *portés au crédit du compte* du tireur chez le tiré et *disponibles*. Plusieurs députés se sont demandé, lors de la discussion au Corps législatif, si le chèque ne pourrait s'appliquer qu'au retrait de fonds portés au crédit d'un compte entre le tireur et le tiré, en prenant le mot compte dans son acception ordinaire, qui suppose un compte régulier, une écriture passée et des relations entre commerçants. En effet, que doit-on entendre par ces mots : compte, fonds disponibles? Faut-il les restreindre au seul cas où des fonds ont été matériellement déposés en compte ? Ne doit-on pas les appliquer au cas où, par suite d'une opération quelconque, celui qui veut tirer un chèque est créancier incontestable et reconnu de celui auquel il donne l'ordre de

l'acquitter ? Ne doit-on pas les étendre aussi au cas où un banquier a écrit à son correspondant : je vous ouvre un crédit dont vous pouvez, dès à présent, faire usage ? En d'autres termes, ne peut-il pas exister une foule d'hypothèses dans lesquelles les fonds deviennent disponibles sans qu'il y ait eu dépôt préalable ?

La rédaction un peu embarrassée de l'article autorisait toutes ces questions. Heureusement, aux interpellations adressées par divers orateurs, il a été fait des réponses précises qui contiennent une solution parfaitement claire.

M. Darimon disait, dans son rapport au Corps législatif : « Pour éviter toute confusion à l'avenir, il a paru utile à la commission, non-seulement de soumettre le chèque à des règles particulières, mais encore d'en donner une définition qui permît aux idées de se fixer. Mais alors plusieurs questions se sont présentées, le chèque doit-il être uniquement employé à retirer des sommes déposées en compte courant ? Ne peut-il pas se trouver une foule de cas où des fonds deviennent disponibles, sans qu'il y ait eu un dépôt préalables ? Le chèque ne doit jamais se substituer aux valeurs de crédit ; mais ne peut-il arriver que, par suite d'une opération de change et d'escompte d'une vente d'immeubles ou d'une remise de marchandises, un particulier ait à sa disposition des

sommes qu'il peut transférer immédiatement à un tiers? Le chèque, en un mot, doit-il être seulement l'instrument des banques de dépôt, on doit en généraliser son usage et l'employer au retrait de tous les fonds disponibles, quelle que soit leur origine ?

« Ces diverses questions ont été résolues par la Commission dans le sens de l'affirmative. Il lui a paru qu'une définition du chèque restreinte aux seules banques de dépôts serait un obstacle à ce que l'usage s'en répandît rapidement. D'ailleurs, les banques de dépôts elles-mêmes retireront un avantage d'une définition plus large : les fonds en compte courant peuvent provenir non-seulement des dépôts, mais encore des recouvrements et des opérations faites par elles aux lieu et place de leurs clients. »

En présence de ces explications, complétées par les déclarations officielles, le sens de l'article ne peut pas être douteux. Il a donc été bien entendu que la nature du compte dont parle la loi n'a pas de forme sacramentelle, que dès que le tireur sera crédité chez le tiré d'une somme disponible, on ne pourra demander la justification d'une pièce rédigée dans une certaine forme. Le mandat devra être considéré comme un chèque, soit que les fonds aient été déposées chez le tiré par le tireur lui-même, soit qu'ils aient été re-

couvrés par le premier pour le compte du second; soit qu'ils aient été fournis par un tiers, qui consent à les prêter au tireur ; soit même que le tiré ait pris l'engagement d'en faire l'avance.

Si celui-ci veut les prêter au tireur, du jour où le contrat de prêt aura acquis sa perfection, le tireur a le droit de considérer les fonds, conformément à la définition de l'art. 1, comme portés au crédit de son compte et comme disponibles.

Si le tiré consent à prêter au tireur une somme équivalente à la provision, la provision existe, et si à la présentation, le chèque n'est point acquitté, le tireur, en justifiant par ses livres et sa correspondance que l'engagement avait été pris de prêter le montant du chèque, et de le tenir à sa disposition, doit être considéré comme ayant agi dans les limites que la loi a posées.

Ces expressions de la loi : *portés au crédit de son compte*, sont empruntées au langage particulièrement usité dans le commerce et entre négociants; elles supposent en général des écritures passées et des livres de comptabilité commerciale. Par là, elles paraissaient enlever aux simples particuliers le bénéfice de l'usage du chèque, et même le limiter aux commerçants qui ont entre eux un compte régulier. Mais il a été bien entendu, dans la discussion sur l'art. 1^er^, que ces mots devaient être compris dans le sens le plus large, et, du mo-

ment, a dit le commissaire du gouvernement, que le tireur est crédité chez le tiré d'une somme disponible, on ne peut demander la justification d'une pièce rédigée dans une certaine forme. La loi n'est nullement à l'usage exclusif des commerçants ou de ceux qui tiennent des livres réguliers de comptabilité : c'est un instrument mis à la disposition de tout le monde.

La loi de 1865 a bien eu principalement en vue les opérations qui sont faites avec les banques de depôts et les chèques tirés sur ces banques, mais elle n'a pas exclu les opérations de même nature entre particuliers (1).

M. Morin (de la Drôme), manifestant les doutes que notre article faisait naître dans son esprit, a dit : J'avais pensé qu'on pouvait étendre l'usage du chèque au retrait des fonds reconnus exigibles et disponibles, n'importe leur origine, que le débiteur soit commerçant ou non commerçant. L'art. 1 semble indiquer que le chèque ne pourra

(1) Nous mentionnerons ici une solution de l'administration de l'enregistremen·, du 17 décembre 1867, qui a donné la décision suivante : les reconnaissances que les trésoriers payeurs généraux délivrent aux particuliers qui déposent des fonds à leur caisse, sont soumis au timbre de dimension. Mais le retrait de ces fonds peut être effectué par les déposants à l'aide de chèques exempts de l'impôt du timbre (L. 14 juin 865, art. 1er). Dalloz, 1868, troisième partie, p. 73.

s'appliquer qu'au retrait des fonds portés « au crédit d'un compte. Il y a donc là un compte ouvert et une écriture passée, ce qui suppose une opération passée entre commerçants. Maintenant, pour faire comprendre ma pensée, je demande la permission de me servir d'un exemple Un marchand de vins de Bordeaux envoie des vins non pas à un commerçant, mais à un simple particulier; ce particulier lui répond : j'ai reçu votre envoi, j'en suis débiteur, les fonds sont à votre disposition à partir de telle époque. L'expéditeur pourra t-il tirer un chèque sur ce particulier ? Evidemment oui, d'après les intentions de la commission ; mais la rédaction ne me paraît pas suffisamment claire à cet égard ; car, devant un tribunal, on pourra dire qu'il n'y a pas eu de compte ouvert, ni d'écriture passée. »

M. de Lavenay, commissaire du gouvernement, a répondu de la manière suivante à ces observations : « Je ne veux répondre qu'un mot à l'honorable M. Morin. Sa pensée, celle de la commission, celle du gouvernement sont la même pensée. Ce qui, je crois, peut le rassurer, c'est que la nature du compte dont il s'agit ici n'a pas de forme sacramentelle. Du moment que le tireur est crédité chez le tiré d'une somme disponible, on ne peut pas demander la justification d'une pièce rédigée dans une certaine forme. Comme je l'enten-

dais dire autour de moi, l'article doit être entendu *lato sensu*. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de difficulté dans la pratique. Cette observation, dans tous les cas, serait suffisante pour éclairer le sens de l'article. »

Après le commissaire du gouvernement, M. Darimon, prenant la parole, a dit : « Si l'honorable M. Morin s'était reporté aux explications données par la Commission, il verrait que c'est le sens qu'on a attaché à l'article. » En effet, le rapport contenait ces lignes : « Le chèque ne doit jamais se substituer aux valeurs de crédit ; mais il peut arriver que par suite d'une opération de change et d'escompte, d'une vente d'immeubles ou d'une remise de marchandises, un particulier ait à sa disposition des sommes qu'il peut transférer immédiatement à un tiers. »

Après ces réponses catégoriques, M. Morin dut se tenir pour édifié : « Si les explications données suffisent, dit-il, je n'en demande pas davantage ; mais, devant les tribunaux, il faut que le sens de la loi soit parfaitement clair. Les exposés des motifs, les rapports s'oublient plus ou moins, et le texte reste (1). »

En résumé, il résulte clairement de toutes ces explications que le législateur, en se servant de ces expressions : « de fonds portés au crédit d'un

(1) Séance du 5 mai 1865, Moniteur du 6.

compte, » n'a pas entendu restreindre le bénéfice de la loi nouvelle aux opérations entre commerçants, qui seront sans doute les plus nombreuses, mais au contraire l'étendre à tous les cas où une personne quelconque, particulier ou commerçant, a un compte chez une autre personne. Mais, bien que le sens de la loi ne soit pas douteux, ne doit-on pas trouver bien étrange qu'une loi qui a la prétention de réglementer en détail une matière nouvelle, ne parle pas plus clairement, au point qu'il faille recourir aux explications données dans la discussion pour s'en bien rendre compte? Et que dire d'un orateur qui, chargé de défendre la rédaction de la loi, ne trouve rien de mieux que de déclarer qu'elle doit être entendue *lato sensu*? M. Morin avait bien raison de dire que le texte reste, tandis que les exposés de motifs s'oublient. C'est là, en effet, la vraie théorie juridique, une loi doit exprimer par son texte même ce qu'elle veut dire, sans qu'il soit besoin de recourir à des explications subsidiaires.

Les expressions : *fonds disponibles* ne doivent pas non plus être restreintes au seul cas où les fonds qui forment la provision du chèque ont été matériellement déposés en compte. Il y a une foule d'hypothèses dans lesquelles les fonds deviennent disponibles, sans qu'il y ait un dépôt préalable. Il en sera ainsi toutes les fois que par

suite d'une opération quelconque, celui qui veut tirer un chèque sera créancier incontestable et reconnu de celui auquel il donne l'ordre de l'acquitter, toutes les fois qu'il existera au profit du tireur sur le tiré une créance certaine, liquide, exigible, quelles qu'en soient la nature et l'origine, qu'elle procède d'une opération de change et d'escompte, d'une vente d'immeubles ou de marchandises, qu'elle lie des commerçants ou de simples particuliers peu importe. »

Cependant, il ne suffit pas, pour que les fonds soient disponibles dans le sens de la loi, que la créance du tireur sur le tiré soit certaine, liquide et même exigible : il faut encore qu'il soit constant que le tiré s'est placé par son consentement dans une situation telle que la justice puisse reconnaître qu'il a accepté cette condition de disponibilité, il faut que le tireur ait été avisé que les fonds étaient à sa disposition, ou qu'il y ait eu sur ce point une convention préalable entre le tireur et le tiré. Sans cette convention il n'y aura pas de disponibilité.

Cette doctrine a été également admise dans la même séance du 5 mai 1865, à propos de la discussion sur l'art. 4, alors que les trois premiers articles étaient déjà votés. A l'occasion d'un paragraphe de l'art. 4 du projet, article qui, comme nous le verrons plus loin, a été renvoyé à un nou-

vel examen de la Commission, la discussion fut ouverte de nouveau sur une difficulté se référant à l'interprétation de l'art. 1 déjà voté.

Quelques membres du Corps législatif exprimèrent le regret que l'art. 1, en exigeant pour autoriser l'émission d'un chèque, 1° dépôt de fonds chez le tiré, sous quelque forme que le dépôt soit fait; 2° disponibilité, n'est pas ajouté comme troisième condition ; 3° convention préalable autorisant le créancier à émettre un chèque sur le débiteur.

Quand M. Louvet prit la parole pour demander que cette dernière exigence fût ajoutée aux deux autres, M. Darimon, le rapporteur, l'interrompit en disant : « La convention préalable est de droit ! » A quoi M. Louvet répondit : « Oui, il faut la convention préalable de disponibilité acceptée par le tiré. Vous me dites : c'est de droit ! Et, si l'on dit qu'il y en aura au moins trace dans la discussion, je répondrai que, jusqu'à présent, je n'en trouve trace que dans les paroles que l'honorable M. de Lavenay a fait entendre. Eh bien ! je dis que cela ne suffit pas, il faut que cette troisième condition soit inscrite dans la loi. »

M. Gressier parla dans le même sens : « Depuis vingt-cinq ans que j'exerce la profession d'avocat, disait-il, je crois savoir la langue du droit. Or, qu'est-ce, dans la langue du droit, qu'une somme

disponible ? C'est une somme qui, dûe en vertu d'une dette reconnue, est actuellement exigible. »

« Sans doute la loi, il faut bien le dire, n'a pas été faite uniquement pour la circulation des chèques ; elle n'a pas été faite pour rester dans les conditions dont on parle aujourd'hui. La pensée qui a dicté la loi et qui était dans l'esprit de plusieurs membres de la Commission, c'était, j'en suis sûr après avoir lu le rapport, la création de banques de dépôts. Mais il ne faut pas permettre que chacun de nous se trouve dans cette situation de pouvoir être, laissez-moi me servir de cette expression, sous le coup d'un chèque, de manière que, débiteur d'une somme, je sois sans cesse obligé de veiller chez moi pour ne pas être sous le coup d'un protêt.

« L honorable M. de Lavenay disait en commençant : à la suite des explications qui viennent d'être échangées. toute difficulté, toute obscurité disparaissent. »

« J'en demande bien pardon à l'honorable M. de Lavenay, il n'y a rien qui éclaire moins une loi que les explications dont elle est l'objet.... Car la jurisprudence de la Cour de cassation a décidé, non pas une fois, mais dix fois, que quand une loi était votée, il n'y avait plus que son texte à prendre, et qu'il fallait laisser de côté les explications qui avaient été échangées, même

les paroles d'un rapporteur, même les paroles d'un membre du gouvernement, même les paroles d'un ministre, et que c'était purement et simplement au texte de la loi qu'il fallait s'en référer. »

M. Gressier aurait donc voulu que, pour que l'on pût considérer la disponibilité comme réelle et absolue, la loi indiquât expressément que cette disponibilité résultait d'une convention préalable entre le créancier déposant et le débiteur dépositaire. Sans doute, l'introduction des mots *convention préalable* dans un article déjà voté était impossible, mais, du moins, l'observation de M. Gressier a eu ce résultat fort utile de faire constater de la manière la plus formelle que, dans la pensée des rédacteurs de la loi, si le texte n'avait pas été plus explicite, c'est que toute mention formelle sur ce point avait paru superflue et qu'il avait semblé évident que, là où il n'y a pas eu convention préalable et consentement du tiré, il n'y a pas de disponibilité.

Ce qui le prouve, c'est que M. de Lavenay, commissaire du gouvernement, en repoussant une exigence que, selon lui, l'esprit de la loi rendait inutile, s'exprimait en ces termes : « Je voudrais d'abord rassurer l'honorable M. Gressier sur les inquiétudes qu'il a éprouvées pour lui-même et essayé de faire naître dans l'esprit de chacun de

vous sur les conséquences que l'article pourrait avoir.

« M. Gressier a exprimé cette idée : que tous nos créanciers, tous nos fournisseurs, toutes les personnes à qui nous devons des sommes plus ou moins considérables, à raison des circonstances habituelles de notre vie privée, au lieu de nous présenter des factures, pourraient tirer des chèques sur notre caisse.

« C'est une erreur qu'exclut de la façon la plus complète la rédaction de l'art. 1 que vous avez adoptée.

« En effet, autre chose est une créance même exigible et susceptible d'être demandée immédiatement en justice, autre chose un fonds disponible.

Quand on parle d'une provision préalable de fonds portés au compte créditeur du tireur de fonds disponibles, on fait nécessairement allusion à une convention préalable, en vertu de laquelle le dépositaire s'est engagé à tenir à la disposition du déposant les sommes nécessaires pour payer ses ordres à présentation. Voilà ce que veut dire le mot *disponible*.

« *Un membre*. Nous prenons acte de l'explication !

« M. *le commissaire du gouvernement*. Permettez ! Je reconnais qu'il n'est pas nécessaire

que cette obligation soit contractée par une caisse publique, il n'est pas même nécessaire qu'elle le soit par un banquier ; il n'est pas nécessaire non plus que ce soit un commerçant ; mais il faut que le particulier quelconque, entre les mains duquel vous constatez la disponibilité, se soit placé volontairement dans une situation telle que la raison et au besoin la justice puissent reconnaître qu'il a accepté cette condition de disponibilité. (C'est cela) !

Puis, à son tour, M. Darimon, rapporteur, a ajouté : « Messieurs, je demande le maintien de la rédaction de la commission, et je le demande par ce motif que les mots que l'honorable M. Louvet voudrait introduire dans la loi sont absolument inutiles.

« Qu'est-ce que, dit l'art. 1^er^? Il dit qu'il n'y a chèque que quand les fonds sont disponibles.

« Quand est-ce que les fonds sont disponibles ? Quand j'ai été avisé que les fonds sont à ma disposition. (C'est clair !) Qu'est-ce que c'est que cet avis? C'est évidemment une convention qui s'établit entre le tiré et le tireur.

« Donc ce que demande l'honorable M. Louvet est dans la loi. Il est évident que quand il n'y aura pas eu convention de la part du tiré vis-à-vis du tireur, il n'y aura pas de disponibilité.

« On craint que s'il n'y a pas dans la loi, sous-

entendue ou exprimée, cette convention, il n'y ait danger pour certains établissements de crédit. Je répondrai que non, et que, dans la pratique, les choses ne se passent pas d'une façon autre que celle que veut M. Louvet.

« Qu'est-ce qui se passe habituellement? Les banques de dépôt reçoivent des fonds en compte courant; elles stipulent avec les déposants qu'une partie des fonds déposés seront à leur disposition, c'est-à-dire qu'on pourra tirer à vue sur cette partie des fonds, lesquels sont toujours disponibles; elles stipulent d'autre part que, pour une portion des fonds déposés, on sera obligé ou d'aviser à l'avance, ou bien de tirer à plusieurs jours de vue. « Je me demande ce que le mot *convention* viendrait ajouter à la pratique ordinaire. Je me demande, d'autre part, si la loi, telle qu'elle est rédigée, empêche ou interdit ces conventions? Elle ne les interdit nullement; et voici ce qui se passera dans la pratique : toutes les fois qu'un banquier recevra un dépôt, il ne manquera jamais, la loi des chèques étant votée, de stipuler que le déposant ne pourra tirer que pour une somme qu'il aura déterminée à l'avance.

« Donc, à tous les points de vue, je crois que la rédaction de l'art. 4 doit être maintenue, qu'il n'y a pas lieu d'introduire le mot convention dans l'art. 1er, et que satisfaction complète est donnée

aux désirs de M. Louvet par la rédaction adoptée par la commission (séance du 5 mai 1865). »

Ces explications ne peuvent laisser planer aucun doute sur la pensée des rédacteurs. Si l'article 4, à l'occasion duquel cette discussion s'était élevée, fut renvoyé à un nouvel examen de la commission, c'était à un tout autre point de vue, et sur une difficulté qui n'a aucun rapport avec celle qui nous occupe. Il faut donc certainement entendre la loi dans ce sens que : la disponibilité des fonds, telle que le comprend la loi, n'existe pas lorsque le tiré, ayant entre les mains provision préalable, a été prévenu de la disposition qui pourrait être faite sur lui, et l'a autorisée par une convention soit expresse, soit sous-entendue. Et nous pouvons ajouter que cette manière de l'interpréter est tout à fait conforme au droit commun en matière de lettre de change.

§ 2. *Forme matérielle du chèque.*

Le deuxième paragraphe de l'article 1er nous dit que le chèque « est signé par le tireur, et porte la date du jour où il est tiré. »

1° *Signature du tireur.* — Le chèque ne pouvant être verbal, et contenant mandat de payement, doit nécessairement être signé par celui qui le tire, à peine de nullité.

Il est clair que, pour le chèque comme pour

tout autre engagemeut, le tireur n'est pas absolument obligé de signer lui-même. Si le tireur ne sait pas écrire ou est, pour toute autre cause, dans l'impossibilité de signer, rien ne s'opposerait à ce que le chèque fût fait par acte notarié.

Un tiers, investi d'une procuration suffisante, pourrait aussi signer pour le tireur en faisant précéder sa propre signature des mots: *par procuration de...* Il y aurait alors un mandat, et, comme dans tout mandat, le mandataire représente la personne du mandant.

Que décider en cas de fausse signature? Sur qui retombera la perte résultant de ce que le payement aura été fait sur une signature fausse? La loi nouvelle est muette à cet égard; elle édicte dans l'art. 6 des peines contre le tireur qui émet un chèque sans date ou qui le revêt d'une fausse date, de même que celui qui émet un chèque sans provision préalable; mais elle ne dit rien du cas de fausse signature. Supposons donc qu'un chèque daté et signé soit présenté à la caisse du tiré, qui est muni d'une provision préalable : le tiré paye, et, après qu'il a payé, il est reconnu que la signature apposée sur le chèque est une signature fausse. Qui devra supporter la perte résultant de la fausseté du titre?

En l'absence de toute disposition spéciale, nous ne pouvons qu'appliquer ici les principes du

droit commun en matière de mandat. Le tiré est le mandataire du tireur à l'effet de payer pour lui jusqu'à concurrence de la provision remise entre ses mains ; si donc, il paye indûment, toute la question se réduira à ceci : Y a-t-il eu faute de la part du mandataire? S'il y a eu faute de sa part, il doit être rendu responsable ; s'il n'y a pas eu de sa faute, la perte résultant du faux sera pour le tireur. Maintenant, de quelle faute le mandataire est-il responsable? Sur ce point, l'art. 1992 du Code civil, qui forme le droit commun, répond : « Le mandataire répond non-seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion. — Néanmoins, la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire. »

Sans entrer ici dans le développement de l'ancienne théorie des fautes, reproduite par Pothier, nous dirons qu'il est admis en droit que le mandataire, lorsqu'il rend un service purement gratuit, ne répond que de sa faute lourde ; c'est-à-dire d'une faute tellement grave qu'elle peut être assimilée au dol ; lorsqu'au contraire le mandat est salarié, la responsabilité du mandataire s'aggrave, et il est responsable de sa faute légère, c'est-à-dire de la faute que peut commettre un homme d'une prudence ordinaire. Tel est le

droit commun, en matière de mandat. Dans notre matière actuelle, il y aura donc d'abord à examiner ceci : le tiré rend-il un service purement gratuit au tireur, ou reçoit-il un équivalent en échange de ce service ? Dans le premier cas, il ne répondra que de sa faute lourde, dans le second, il répondra de sa faute, même légère ; ce sera une pure question de fait laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux. Mais il est bien évident que, dans les deux cas, le mandataire ne pourra être rendu responsable qu'autant qu'il y aura eu faute, au moins légère, de sa part. Ces principes, qui résultaient suffisamment du droit commun, ont été consacrés d'ailleurs par la jurisprudence.

Depuis la loi de 1865, deux jugements du tribunal civil de la Seine, l'un du 10 juillet 1868, l'autre du 11 janvier 1870, sont venus statuer sur le point qui nous occupe, et nous allons voir, en examinant ces décisions importantes, qu'elle n'ont fait que reproduire les principes du droit commun que nous venons d'exposer.

En premier lieu, le 10 juillet 1868, le tribunal civil de la Seine a rendu la décision suivante :

Le banquier qui, ayant ouvert à un particulier un compte de dépôt, paye un chèque à ordre portant la signature de celui-ci, sans aucune interpellation au prétendu destinataire sur une

identité, est responsable, *alors que des grattages et surcharges existant sur le titre étaient de nature d éveiller sa défiance*, de la perte résultant de ce que le payement a été fait à un autre qu'au véritable destinataire. (C. civ. 1992).

(B. C. Crédit foncier.)

Le tribunal. — Attendu qu'au mois dernier B a mis à la poste sous un pli cacheté, mais non chargé, un chèque sur le Crédit foncier, de la valeur de 300 fr. au nom de Mlle Retzy X. Que ce chèque n'est pas arrivé à sa destination, et s'est retrouvé entre les mains d'un tiers à qui il n'était pas destiné, et qui en a réclamé le payement.

Attendu que ce payement a été effectuée sans obstacle et sans qu'aucune interpellation ait été faite au prétendu destinataire sur son identité.

Attendu que si, en principe général, celui qui paye à son échéance, sans opposition, une lettre de change ou un billet à ordre, est présumé valablement libéré, cette présomption ne peut prévaloir contre la preuve acquise d'une imprudence ou d'un défaut de précaution de la part du payeur;

Attendu qu'indépendamment de cet autre principe général qui impose à tout mandataire le devoir de veiller à ce que les intentions de son mandant soient remplies, l'état matériel du titre présenté à la caisse suffisait pour éveiller les soupçons.

Attendu que ce titre a été l'objet d'altérations sensibles, que ces altérations sont assez apparentes pour être, avec un peu d'attention, facilement constatées ;

Attendu que le Crédit foncier, en payant le chèque présenté à sa caisse sans se préoccuper des surcharges et sans se renseigner sur l'identité du porteur, a commis une imprudence et a causé à B... un préjudice dont il doit la réparation.

Condamne le Crédit foncier à payer 300 francs à B., et en outre aux dépens. — Du 10 juillet 1868.

Les mêmes principes ont été consacrés encore plus récemment par un jugement du même tribunal, qui, bien qu'au premier abord un peu différent, est en réalité basé sur la même distinction ; le tiré qui a payé indûment, a-t-il, en payant le chèque, commis une faute ou, au contraire, ne peut-on lui en reprocher aucune? Tout se réduit à cette question de fait.

Tribunal civil de la Seine (1re ch.) audience du 11 janvier 1870.

« Est valable la clause par laquelle le Comptoir d'Escompte, en ouvrant un compte courant, stipule du crédité en lui remettant les chèques que celui-ci se soumet à subir toutes les conséquences qui pourraient résulter de la perte ou de la soustraction de ces chèques. »

Le Comptoir n'est plus, dès lors, tenu que de sa faute lourde, au cas où il paye sur présentation des chèques revêtus d'une fausse signature. »

On n'a pas oublié le crime dont a été victime dans la forêt de Fontainebleau, il y a quatre ans, la dame Mertens, et la condamnation qui en a été la suite contre la femme Frigard. Le crime avait été précédé d'un vol de valeurs appartenant à la dame Mertens, et notamment de chèques provenant d'un compte courant ouvert à la dame Mertens par le Comptoir d'Escompte. Ces chèques ont été touchés par la femme Frigard, qui avait imité la signature de la dame Mertens, jusqu'à concurrence du montant du compte courant s'élevant à 7,500 francs. Les héritiers réclamèrent du Comptoir comme ayant payé imprudemment et sans vérification préalable de la signature les sommes payées à lafa ussaire. Me Émile Jay se présenta pour les héritiers, Me Dufaure pour le Comptoir. M. l'avocat impérial, Manuel, conclut à la non responsabilité du Comptoir par les motifs suivants : Il est de principe que quiconque fournit des fonds sur un reçu portant une fausse signature, ne peut faire supporter les conséquences du crime commis à celui dont la signature a été frauduleusement apposée, quelque parfaite d'ailleurs qu'ait été l'imitation de cette signature. Ce dernier, en effet, absolument étranger au payement, n'a rien à se reprocher et ne doit en éprouver un préjudice quelconque. La seule victime est celle qui a eu le tort ou le malheur de faire confiance à une fausse signature. Mais il n'en doit

pas être de même quand celui qui a payé sur fausse signature est un établissement financier ayant payé sur la présentation d'un reçu ou chèque, remis par lui antérieurement en blanc contre récépissé à la personne à laquelle il a ouvert un compte courant, reçu ou chèque détaché d'une souche portant le nom du crédité, le numéro de son compte courant, un numéro de série, un numéro d'ordre, des vignettes et des signes distinctifs. Dans ce cas, l'avocat impérial ne pense pas que même en l'absence de clause spéciale comme celle que le Comptoir avait fait souscrire à la dame Mertens, ce soit l'établissement qui a payé sur un titre qui émane de lui, qui avait été remis par lui au crédité et qui présente toutes les apparences de la régularité, qui doive supporter le préjudice résultant du faux. En effet, la présomption est alors que le titre, reçu ou chèque, vient bien du crédité et a été réellement signé par lui. Une distinction est par suite à faire ; ou la signature est si bien imitée que le faux ne peut apparaître, ou, au contraire, elle est imparfaitement imitée, et le faux se trahit devant un examen un peu attentif. Dans le premier cas, aucune responsabilité ne doit incomber à l'établissement qui a payé son propre chèque, car aucune faute ne lui est imputable. Ce chèque avait toutes les apparences d'un titre parfaitement régulier, et l'examen de la signature ne faisait que confirmer

la présomption qu'il émanait réellement du crédité. C'est ce dernier qui doit alors supporter les conséquences du crime, car il a au moins à s'imputer de s'être laissé voler ou d'avoir perdu la formule du chèque qui a été remplie par le faussaire. Autrement, avec la doctrine contraire, le fonctionnement de tous les établissements financiers qui ouvrent au public des comptes courants avec chèques ou reçus spéciaux, et payent quelquefois dans une journée plusieurs millions sur la présentation de ces titres, deviendrait presque impossible. Dans le second cas, l'établissement qui a payé sur une signature dont la fausseté se révélait suffisamment par la comparaison qui doit toujours être faite de la signature présente avec le spécimen de la signature déposée, sera responsable, car il aura commis une faute, et la présomption de la sincérité du titre tombait devant l'imperfection de la signature. Ces principes acceptés, il n'y aurait pour le tribunal qu'à examiner la fausse signature veuve Émile Mertens, pour voir si la dissemblance avec la signature vraie était assez sensible pour que le payement opéré puisse constituer une faute. Le procès ne roulerait donc que sur une question de fait. Mais, dans l'espèce, le Comptoir soutient que l'examen est inutile en présence de la clause qu'a signée la dame Mertens au moment où elle a reçu les for-

mules imprimées, et par laquelle elle s'est engagée « à subir toutes les conséquences et tous les préjudices qui pourront résulter de la perte ou de la soustraction qui pourrait lui être faite de ces formules, à moins qu'elle n'ait prévenu à temps le Comptoir pour empêcher tout payement irrégulier. » Cette clause, librement consentie, condition du contrat intervenu lors de l'ouverture du compte courant, et usitée notamment à la Banque de France, n'a rien de contraire aux lois et doit être respectée. Mais, suivant les héritiers Mertens, elle ne s'appliquerait qu'au cas où un chèque ou un reçu garni, c'est-à-dire rempli et signé par le titulaire lui-même du compte courant, aurait été perdu ou lui aurait été volé, et aurait ensuite été payé à présentation par le Comptoir. Elle serait inapplicable au cas de faux.

M. l'avocat impérial n'admet pas cette opinion. Si la clause susdite ne pouvait être invoquée en cas de faux, elle serait sans portée. En effet, quand cet établissement paye un reçu ou un chèque volé ou perdu; mais portant une signature vraie, il fait un paiement régulier; puisque le titre est payable au porteur. Pour que le paiement soit irrégulier, il faut supposer l'hypothèse du faux. — C'est donc avec raison que le Comptoir oppose aux héritiers de la veuve Mertens l'engagement signé par elle. — Mais l'engage-

ment que le comptoir a fait souscrire à la dame Mertens comme à tous ses clients, malgré ses termes absolus, ne saurait aller jusqu'à la décharger de toute responsabilité dans le cas où il aurait payé un chèque ou reçu non signé, ou portant un autre nom que celui du titulaire du compte-courant, ou portant enfin une signature tellement imparfaite que l'erreur aurait dû être impossible. La portée de la clause se réduit donc à ceci : exonérer le comptoir des conséquences de la faute légère, le laisser responsable de la faute lourde. Si on allait plus loin, et si on n'ajoutait pas cette restriction aux effets d'une clause qui deviendra de style, le chèque présenterait des dangers tels qu'il tomberait promptement en discrédit. — En fait, dans l'espèce, la signature fausse, veuve Emile Mertens était assez bien imitée pour que, sans conteste, il n'y ait pas eu faute lourde à ne pas reconnaître le faux.

Le tribunal a rendu le jugement suivant :

Le tribunal, « attendu qu'en recevant de la veuve Emile Mertens, à titre de dépôt en compte-courant, le 29 mars 1867, une somme de 7,500fr, le Comptoir d'escompte lui a remis, pour l'usage de son compte-courant, cinq reçus détachés d'un registre à souche, appartenant à une série déterminée et portant des numéros d'ordre ;

Que la veuve Mertens ait reconnu cette remise,

et déclaré se soumettre à subir toutes les conséquences et les préjudices qui pourraient résulter de la perte ou de la soustraction desdits reçus, à moins qu'elle n'ait prévenu à temps le Comptoir d'escompte, pour empêcher tout paiement irrégulier ;

Attendu qu'il est de principe que, lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet ;

Que la clause ci-dessus ne pouvait en avoir que pour le cas de perte ou de soustraction de reçus non signés, qui seraient représentés au Comptoir d'escompte, revêtus de fausses signatures, aucun recours n'étant possible contre lui, en cas de paiement de reçus régulièrement signés ;

Attendu qu'il est résulté en effet du dépôt en compte-courant et de la remise simultanée des reçus dans les conditions susrappelées un contrat d'après lequel le comptoir s'engageait à payer sur la représentation des reçus signés, comme sur celle de véritables titres au porteur, les sommes qui y seraient indiquées jusqu'à concurrence du montant du dépot, et devait être, comme conséquence de l'exécution de son engagement, définitivement libéré par les payements constatés au moyen des reçus rentrés et demeurés entre ses mains ;

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, que la clause à laquelle s'est soumise la veuve Mertens n'a rien de contraire aux lois ; que, dès lors, elle peut être opposée à ses héritiers ;

Attendu qu'après la soustraction des reçus qui lui ont été volés par la femme Frigard, ladite dame Mertens n'a rien fait pour en empêcher le payement ; qu'en l'absence de tout avertissement, le comptoir s'est valablement libéré en payant sur le vu d'une signature qu'il pouvait croire celle de veuve Emile Mertens ;

Que si à la vérité, il avait exigé d'elle, au moment du dépôt, un fac-simile de sa signature, on ne peut retourner contre lui une précaution qui n'a été prise évidemment, en présence de ses réserves, que dans l'intérêt de la déposante, dont il s'est constitué, dans ces circonstances, le mandataire ;

Attendu qu'à ce titre le Comptoir ne pourrait être obligé qu'à raison d'une faute lourde ;

Attendu qu'en fait, la signature de la dame Émile Mertens a été assez bien imitée pour qu'une personne non prévenue pût s'y tromper, que dès lors aucune faute n'est reprochable au Comptoir.

Sur les dommages-intérêts faisant l'objet d'une demande reconventionnelle ;

Attendu qu'il n'est pas justifié d'un préjudice éprouvé ;

Par ces motifs,

Déclare les héritiers de la veuve Mertens mal fondés en leur demande, les en déboute et les condamne aux dépens. »

En résumé, nous le répétons, la question de savoir qui, du tireur ou du tiré, supportera la perte résultant de ce qu'un chèque revêtu d'une signature fausse a été payé, dépend de celle-ci : y a-t-il eu ou n'y a-t-il pas eu faute de la part du tiré à qui le chèque faux a été présenté ? La jurisprudence n'a fait que confirmer les principes du droitcommun.

Quant aux peines à prononcer contre le faussaire, la loi nouvelle ne s'en occupe pas ; les dispositions du Code pénal en matière de faux lui seront donc pleinement applicables.

2° *Date du chèque.* — La loi exige que le chèque soit daté et daté sincèrement. C'est là une exigence commune à toute espèce de conventions. En droit civil, si une personne a souscrit une obligation en état de minorité ou d'interdiction, la date est nécessaire pour pouvoir constater l'incapacité où se trouvait au moment du contrat le mineur ou l'interdit et pour pouvoir amener la nullité de l'acte irrégulièrement consenti. De même, pour tous les actes de commerce, la date est très-importante, car si un négociant en état de faillite déclarée ou dans les dix jours qui ont

précédé l'ouverture de sa faillite, a diverti une partie de son actif en avantageant certains créanciers aux dépens des autres, la date sera nécessaire pour que la masse puisse poursuivre la restitution des sommes indûment perçues. Dans la lettre de change, la date est indispensable, puisqu'elle peut être stipulée payable à une ou plusieurs usances, à un ou plusieurs mois, à un ou plusieurs jours de date.

Pour les chèques, indépendamment des raisons générales applicables à toutes les conventions, il y a des motifs particuliers qui rendent la date rigoureusement nécessaire. En effet, la loi veut, comme nous le verrons sous l'article 5, que le porteur réclame le payement dans les cinq jours, ou dans les huit jours, y compris le jour de la date, suivant que le chèque est tiré sur la même lieu ou d'une place sur une autre. Comment constater le point de départ des cinq ou des huit jours, si le chèque n'était pas daté ? De plus, si le chèque pouvait être émis sans date, il serait en vain déclaré payable à vue dans sa formule, il ne le serait plus en réalité.

La date est encore requise pour que l'on puisse reconnaître si le tireur était capable au moment de la souscription du titre, et aussi, nous l'avons dit, afin d'enlever au tireur commerçant, qui serait sur le point de faillir, la possibilité de nuire à ses créanciers.

La nullité qui résulte du défaut de date est apparente, et par conséquent peut être opposée par tous. Cependant, Pothier enseignait, pour la lettre de change, que le tireur ne pouvait se prévaloir de cette nullité (1). Mais on admet généralement aujourd'hui qu'une lettre de change non datée est un acte nul *erga omnes* ; la même opinion doit être suivie par analogie pour le chèque.

La date est réputée vraie entre le tireur et le preneur, d'après les règles du droit commun. Cependant le tireur pourrait en prouver la fausseté contre le preneur, en alléguant son incapacité, parce qu'on peut toujours prouver une fraude à la loi. Refuser au tireur la faculté d'établir que la date n'est pas sincère et que la lettre a été souscrite à une époque où il était incapable, ce serait le laisser sans défense. Mais il ne saurait lui être permis d'exciper de la nullité contre les tiers ou ayants-cause du preneur ; ce serait porter une atteinte trop grave au crédit du chèque.

La preuve de la fausseté de la date peut se faire sans employer la voie de l'inscription de faux ; en effet, il est bien certain que le chèque, comme la lettre de change, n'est qu'un acte sous-seing privé. La Cour de Rennes l'avait contesté pour la lettre de change (arrêt du 6 février 1822 ; mais la

(1) Pothier. Contrat de change, n° 36.

Cour suprême, par arrêt du 7 mars 1849, a rétabli les vrais principes,

La date du chèque est suffisante si elle comprend l'indication du jour, du mois et de l'année ; il n'y a pas à exiger, comme pour la lettre de change, l'indication du lieu où le titre est créé. En effet, il y a pour la lettre de change un motif particulier d'exiger l'énonciation du lieu; elle est nécessaire pour qu'on puisse vérifier si la condition essentielle d'une lettre de change, la remise d'argent de place en place, a été accomplie. Ce motif exceptionnel n'existant pas pour le chèque. (L. 1865, art. 3), il y a lieu d'appliquer le droit commun, d'après lequel la date ne comprend pas, en général, l'énonciation du lieu.—Quant au lieu où le chèque doit être payé, il devrait, selon nous, être indiqué, bien que la loi de 1865 n'en parle pas.

Comment et où placera-t-on la date du chèque? L'inscrira-t-on en chiffres ou en lettres ? La mettra-t-on en haut ou en bas? La loi n'avait pas à s'occuper de ces détails et il faut s'en référer purement et simplement aux usages.

En général, pour les actes qui ont la forme commerciale, la date est apposée au haut du titre et comme une sorte d'épigraphe. Cette manière nous paraît la meilleure et la plus pratique, parce qu'elle a l'avantage de frapper les yeux, ce qui

n'est pas sans utilité dans un mandat dont l'exécution doit avoir lieu à bref délai.

Toutefois, comme les chiffres sont facilement susceptibles d'altération, car rien n'est plus facile que de faire, par exemple, un 6 ou un 9 avec un 0, ou un 7 avec un 1, il serait prudent de répéter la date en toute lettre immédiatement au-dessus de la signature.

Si l'on emploie cumulativement ces deux procédés, et s'il se trouve une différence entre la date en chiffres et la date en toutes lettres, cette dernière mention devrait, à moins de circonstances contraires, faire foi de la date véritable.

Maintenant, quant aux effets que pourront produire l'absence de date ou la fausse date, il y a bien des difficultés à soulever. L'acte sera-t-il nul? Une peine frappera-t-elle celui qui, par erreur et involontairement, aurait mis une fausse date? Et si c'est sciemment qu'il a postdaté le chèque, quelle peine aura-t-il encouru? Disons de suite que l'absence de date ou la fausse date ayant pour effet de faire disparaître la différence principale qui sépare au point de vue de l'impôt, le chèque de la lettre de change, la pénalité devait être naturellement la même que la loi prononce quand une lettre de change n'a pas été revêtue du timbre auquel elle est assujettie (Loi, 5 juin 1850).

Aussi verrons-nous, à propos de l'art. 6, que la pénalité est en effet, comme pour la lettre de change non timbrée, une amende égale à 6 0|0 du montant du chèque. Quant aux détails de la pénalité relative aux chèques, nous y reviendrons à propos du même art. 6.

Ainsi, signature du tireur et date du chèque, telles sont les deux énumérations qu'exige le § 2 de notre article. Mais ce ne sont pas les seules que doive contenir le chèque : il y en a d'autres que nous devons emprunter soit aux règles du droit commun, soit aux articles suivants de notre loi. Ainsi :

3° *Enumération de la somme à payer*. Comme dans la lettre de change, il faut que ce soit une somme d'argent, des fonds disponibles.

Nous pensons aussi que, si le chèque était écrit par un autre que par le débiteur, celui-ci ne serait pas obligé de joindre à sa signature le *bon* ou *approuvé* dont parle l'art. 1326 du Code civil. Le chèque ne peut, pas plus que la lettre de change, être compris dans les termes *billets* ou simples *promesses*.

4° *Nom de celui qui doit payer*. (L. 1865, art. 2).

5° *Nom de celui à qui ou à l'ordre de qui le chèque est payable* (L. 1865, art. 1, § 4).

6° Enfin, *époque du payement*, telles sont les

diverses mentions, qui, avec la signature et la date, sont nécessaires dans le chèque (**Comp. C. com. art. 110** et suiv.)

§ 3. *Echéance du chèque.*

Nous savons que la lettre de change peut être stipulée payable de plusieurs manières : à jour fixe, à vue, à jours, mois ou usances de vue; à jours, mois ou usances de date; en foire (C. com. art. 129-135). Il n'en est pas de même du chèque : « *Il ne peut être tiré qu'à vue*, » dit le § 3 de notre article 1^er^. Cette condition, comme le faisait remarquer M. Rouher, ministre d'Etat (séance du 23 mai 1865), cette condition que le chèque soit payable à vue ressort de la nature même de cet effet. Il doit être payable à présentation, parce que sa valeur ne peut reposer que sur l'idée d'une disponibilité conventionnelle de la somme qu'il représente. Toute autre date de payement suppose que les fonds dont on dispose ne sont pas libres, au moment où le chèque est émis.

D'ailleurs l'intérêt commercial lui-même devait dicter cette condition. « Quand un commerçant donne un chèque, il fait un règlement au comptant, et c'est pour cette raison que son chèque est accepté. Mais si le chèque était à date, le règlement au comptant se transformerait en un règlement à terme ; peut-être le

chèque serait-il encore accepté, mais alors le tireur serait obligé de tenir compte du retard de paiement au bénéficiaire, ce qui se traduirait en une bonification d'intérêt. Conçoit-on, du reste, le trouble et la perturbation que jetterait dans toutes les relations commerciales ce défaut de disponibilité de tous les capitaux flottants qui constituent le fonds de roulement de l'industrie et du commerce ? La somme d'avantages qu'on retire des dépôts en comptes courants, serait surpassée par la masse des inconvénients, si les chèques n'étaient pas toujours payables à présentation. Mieux vaudrait alors avoir sa caisse chez soi et ses fonds constamment sous sa main-Ce serait la mort des banques de dépôts. » (Rapport).

Mais c'est surtout pour sauvegarder les droits du Trésor que le législateur a décidé que le chèque ne pourrait être tiré qu'à vue. « En effet, disait l'exposé des motifs, si le chèque négociable par voie d'endossement, et particulièrement le chèque tiré d'un lieu sur un autre, pouvait encore être payable à une échéance plus ou moins éloignée ou à un certain nombre de jours de vue, il est évident qu'il ne différerait presque plus de la lettre de change, se substituerait à elle dans la plupart des cas, et que le produit de l'impôt du timbre souffrirait de cette substitution, une di-

minution notable qui ne serait entrée, ni dans les prévisions, ni dans les vœux du législateur. Au surplus, cette obligation du paiement à vue ne peut avoir rien d'excessif quand il s'agit d'un chèque; elle est au contraire tout à fait en harmonie avec la nature de ce papier. Le chèque suppose la provision préalable, les caisses de dépôts, préalablement nanties de fonds, ne doivent les employer qu'en placements sûrs et à courte échéance. Il a été déclaré à l'enquête qu'il en était toujours ainsi; par conséquent, le roulement des opérations doit toujours laisser à la disposition des caisses dépositaires, les ressources suffisantes pour faire face à leurs engagements sur la présentation du titre. Même avec cette cond tion, il ne faut pas se dissimuler qu'un certain nombre de lettres de change, celles qui, dans l'état actuel des choses, se tirent à vue ou à de si courtes échéances qu'il leur sera facile de se transformer en lettres à vue, pourront bien emprunter la forme du chèque et se dérober à l'impot, mais il semble établi par l'enquête que cette catégorie de lettres de change est peu nombreuse et n'a pour objet que des sommes de faible importance; la perte du Trésor sera donc, il faut l'espérer, peu considérable, et dès lors l'Etat peut l'accepter dans un intérêt économique qui paraît actuellement supérieur. »

Malgré ces considérations, un certain nombre de personnes placées à la tête d'établissements de crédits qui reçoivent des dépôts en comptes-courants furent entendues dans la commission et déclarèrent qu'elles trouvaient excessivement rigoureuse l'obligation imposée au chèque d'être énoncé toujours à vue et d'être payable à présentation. Elles auraient voulu que la loi consacrât la faculté d'émettre ce qu'ils appelaient des *chèques à échéance graauée*, et que le délai pour la présentation du chèque fût étendu à quinze jours au moins. Elles se fondaient, pour réclamer ces immunités, sur deux considérations principales.

Suivant elles : 1° aux yeux des personnes qui confient leurs fonds aux banques de dépôts, la faculté de disposer à tout instant de leur argent est secondaire ; le point capital, c'est de retirer de leurs capitaux un intérêt élevé. Or, cet intérêt ne peut être élevé, si les caisses de dépôts sont tenues d'avoir des fonds considérables constamment disponibles pour faire face aux demandes de payements à vue.

2r Il faut aussi prévoir les effets désastreux qui résulteraient d'une panique, si les banques de dépôt étaient mises en demeure de rembourser les dépôts dans un moment de crise, les chèques à présentation mettraient alors leur exis-

tence en péril. Avec les chèques à échéance graduée, les établissements de crédit auraient, comme on dit, le temps de se retourner ; ils pourraient liquider peu à peu leurs opérations et faire face ainsi aux demandes d'argent dont ils seraient l'objet.

Malgré la haute compétence des banquiers qui faisaient valoir ces considérations, la commission ne crut pas devoir donner suite à ces demandes et elle réfuta, par l'organe de son rapporteur M. Darimon, les objections qui étaient faites au projet de loi. « Il ne faut pas oublier, disait l'honorable rapporteur, que le projet soumis à notre examen avait pour objet de protéger les recettes du Trésor tout en favorisant l'intérêt commercial. Or, les chèques à échéance graduée se confondraient avec les lettres de change, et la recette de 12 millions que le Trésor retire du timbre proportionnel se trouverait exposée à une forte diminution. »

Et en effet, selon nous, les deux espèces d'objections que nous avons relatées ci-dessus, étaient peu fondées.

A la première, il était facile de répondre : Si les déposants placent le désir de faire produire à leur argent un intérêt élevé au-dessus de la faculté de retirer cet argent quand ils en ont besoin, et pour ainsi dire le jour même et sur l'heure, qu'ils re-

noncent à l'emploi du chèque, et qu'ils déposent leurs fonds en compte-courant ordinaire, escorté de telle convention particulière qu'il leur plaira d'accepter.

Quant à la deuxième objection, elle allait tout droit à l'interdiction du chèque à vue et aussi à la suppression de tout autre titre ainsi payable. Ou il faut supprimer la faculté de tirer à vue, ou il faut se résigner à subir, en cas de panique, l'inconvénient de ces titres qui emportent l'obligation d'un payement à présentation. D'ailleurs, il ne faut pas s'exagérer le danger que ferait courir aux banques de dépôt, en cas de panique, l'obligation de payer les chèques à présentation ; car toute émission de chèque ne se traduit pas en un retrait d'argent, et le plus souvent le chèque peut s'exécuter au moyen d'un simple virement d'un compte à un autre. Plus l'usage des chèques se répandra, moins il y aura à redouter pour les banques de dépôts, les conséquences des crises, parce que la plupart des opérations se liquideront par voie de compensation. Du reste, l'expérience a prononcé : certes, les crises ne sont pas rares en Angleterre, et quoique le chèque y soit payable à vue, on ne voit pas que cette clause ait entravé l'admirable développement des banques de dépôts, qui n'ont pas été ébranlées par les secousses les plus menaçantes.

Pour justifier l'utilité du chèque à échéance graduée, on avait invoqué l'exemple de l'Angleterre, et aussi les usages en vigueur chez nous. En Angleterre, disait-on, il y a trois espèces de chèques : le chèque à vue, le chèque dont l'échéance varie de sept à dix jours, et enfin le chèque à un mois. Cette allégation était une erreur qui reposait sur une confusion, et M. Darimon ne manqua pas de la relever. « Il n'y a au delà de la Manche, dit-il, qu'une seule sorte de chèque, le chèque à vue; toutes les autres valeurs rentrent dans la catégorie des traites ordinaires, et payent le timbre proportionnel. En effet, ce qui a produit l'erreur, c'est une pratique que, par une convention spéciale, les banques de dépôt imposent souvent à leurs correspondants. Elles reconnaissent trois espèces de comptes, savoir : 1° le compte n° 1, donnant peu ou point d'intérêt et sur lequel on tire à vue; c'est à ce compte que s'appliquent les chèques proprement dits; 2° le compte n° 2, produisant un intérêt plus fort, et sur lequel en ne peut disposer qu'à dix ou quinzejours; 3° enfin, le compte n° 3, auquel est attribué un intérêt plus élevé, et qui n'est disponible qu'à un mois et même davantage. Par des combinaisons analogues, il est facile aux banques de dépôts de parer aux dangers que peuvent leur faire courir des paniques exagérées; mais la loi

n'a rien à y voir; ce sont des arrangements à régler entre les banques et leurs clients.

Quant aux usages français, voici ce qui se passait dès avant la loi de 1865 : dans son essence, le chèque est à vue, mais, par des conventions particulières proposées et librement acceptées, certains établissements financiers imposent à leurs clients leurs règlements intérieurs. Pour les sommes qui ne dépassent pas un certain chiffre, ils acceptent l'obligation de payer à présentation les chèques tirés à vue, pour les sommes plus considérables et qui excèdent le chiffre convenu, ces établissements exigent qu'avant de tirer le chèque on les avise trois, six et même quinze jours d'avance. Quelquefois aussi, et suivant ces règlements, le chèque, quoique payable à vue, n'est accepté que deux ou trois jours après son visa. En agissant ainsi, les banques de dépôt ont voulu éviter l'obligation de conserver toujours dans leur caisse des capitaux improductifs, ce qui est un inconvénient.

Tous ces usages avaient été signalés au législateur, et c'est après avoir pesé leurs avantages et leurs dangers qu'il a cru devoir maintenir que *le chèque ne peut être tiré qu'à vue*. Ce n'est donc qu'après mûre réflexion que la commission a cru devoir persévérer dans sa première idée, et M. Darimon résumait en termes excellents les divers

motifs de cette prescription légale, qui ne permet que le chèque à vue, quand il disait, dans son rapport :

« Le chèque ne peut être tiré qu'à vue. C'est là un point sur lequel on a insisté le plus fortement dans la discussion qu'a soulevée au sein du Corps Législatif le premier projet de loi. Les honorables orateurs qui attachaient une importance capitale à cette clause avaient raison de tout point. Si le chèque était à un ou plusieurs jours de vue, il serait impossible de le distinguer du mandat ou de la lettre de change, et le Trésor se verrait frustré d'une partie de ses recettes. En imposant au chèque l'obligation d'être à vue, une pareille confusion n'est pas à craindre. Il ne se fait presque plus de lettres de change à vue, si ce n'est pour de petites sommes. Quand il s'agit de sommes considérables, on a recours aux lettres de crédit ou aux délégations sur une maison de banque. Mais ce ne sont pas seulement les intérêts du Trésor qui sont sauvegardés par la clause à vue, ce sont ceux du porteur des chèques. Le chèque est un payement, or, quand on veut faire un payement, il ne suffit pas de le promettre. Le chèque à date suppose que les fonds dont on dispose ne sont pas libres au moment où le chèque est émis. Il rentre alors dans la catégorie des titres de crédit, auxquels s'attache un certain risque. Ainsi que

le faisait remarquer, d'ailleurs, l'honorable M. Pouyer-Quertier dans la séance du 25 mai 1864, le chèque doit être considéré comme un moyen de compensation; or, comment serait-il possible de compenser entre eux des chèques qui auraient des échéances différentes! Le chèque doit être à vue, si l'on veut qu'il remplisse son office, le jour où l'on établira chez nous une chambre de liquidation. »

Ainsi, motif tiré de l'intérêt du Trésor, motif puisé dans la nature du titre, motif pris dans l'intérêt du tiers-porteur, motif ressortant du fonctionnement des chèques et du rôle compensateur qu'ils sont destinés à jouer ; telles sont les considérations qui ont décidé la commission, et ensuite le Corps Législatif, à conserver la rédaction primitive de l'alinéa 3 de l'art. 1er.

Il nous reste, maintenant que nous connaissons à fond les motifs de cette disposition impérative, à nous demander quelles en seront les conséquences dans la pratique. De ce que la loi dispose que le chèque ne pourra être tiré qu'à vue, devra-t-il résulter qu'il sera interdit d'une manière absolue aux établissements financiers de stipuler (comme plusieurs ont toujours été dans l'usage de le faire) qu'ils ne payeront les mandats tirés sur eux qu'après visa, ou un certain nombre de jours seulement après l'avis qui leur en aura

été donné par correspondance? Nullement : de semblables stipulations, qui ne blessent aucune loi d'ordre public, sont parfaitement licites et valables, après comme avant la loi de 1865. Seulement, et il ne faut pas l'oublier, le chèque *ne pouvant être qu'à vue*, tous les effets qui, par des conventions préalables, se trouveront soustraits à l'obligation du payement à présentation, ne seront plus considérés comme chèques, mais bien comme des mandats ordinaires, et par conséquent ils ne jouiront pas des faveurs dont la loi nouvelle a entouré les chèques.

Le tribunal de commerce de la Seine nous paraît donc avoir fait une saine application du texte et de l'esprit de la loi nouvelle, dans un jugement rendu le 26 avril 1869, sous la présidence de M. Drouin. Voici, d'après la *Gazette des tribunaux* (1), les faits qui avaient amené la question devant le tribunal.

La Société générale pour favoriser le commerce et l'industrie a établi, dans les divers quartiers de Paris, de nombreux bureaux destinés à faciliter ses rapports avec le public commerçant. Tous ces bureaux sont investis de pouvoirs spéciaux semblables; ainsi, ils sont autorisés à émettre des chèques dont la valeur représentative existe toujours dans la caisse de la société,

(1) Gaz. du 3 juin 1869.

mais ils ne peuvent créer ni accepter des traites, c'est-à-dire mettre la société à découvert si la provision n'existe pas.

En fait, le 30 novembre 1868, une dame veuve Valet, femme Amilhon, a créé à Paris un mandat de 20,000 francs sur la Société générale avec laquelle elle avait un compte. Le mandat qui était payable le 15 décembre suivant, a été endossé par Mme Valet au profit de M. Delore, banquier, après avoir été revêtu du visa d'acceptation par M. Picard, chef du bureau C, qui était de connivence avec les époux Amilhon. Mais, à l'échéance, la Société générale refusait de payer, parce qu'elle n'avait pas provision.

M. Delore ayant assigné en payement la Société générale, ainsi que les époux Amilhon, aujourd'hui en fuite, une question s'est élevée sur la nature du titre. Ce titre était-il une lettre de change ou un mandat à ordre, et l'acceptation du représentant de la Société générale faisant présumer l'existence de la provision, la Société générale n'était-elle pas tenue de payer, lors même que la provision n'existerait pas réellement? Ou bien, s'agissait-il d'un chèque détaché d'un carnet délivré par la Société générale, et, dans ce cas, la Compagnie ne devait-elle pas encore donner satisfaction au porteur du titre?

La Société générale soutenait que la forme de

ce titre étant celle d'une lettre de change ou d'un mandat à ordre, et le visa d'acceptation ayant été donné indûment par un agent qui n'était autorisé qu'à viser les chèques, ne conféraient pas au bénéficiaire ou au tiers porteur le droit d'en réclamer le payement contre elle, parce qu'elle n'avait pas provision. M. Delore prétendait, au contraire, qu'il s'agissait d'un chèque que M. Picard avait le droit de viser, et dont le visa obligeait la Société.

Quant aux époux Amilhon, ils faisaient défaut.

Sur ce débat, et après avoir entendu Me Mermilliod, agréé de M. Delore, et Me Deleuze pour la Société générale, le tribunal a statué ainsi :

« Le Tribunal :

« En ce qui touche veuve Valet et Amilhon ;

« D'office surseoit à statuer à leur égard :

« En ce qui touche la Société générale ;

« Attendu que Delore demande à la Société générale payement d'une somme de 20,000 fr., montant d'un effet créé à Paris, le 30 novembre 1868, par une dame Valet, accepté et visé pour provision, payable le 15 décembre suivant, par un sieur Picard, chef du bureau C de la Société ; que ce titre a été protesté faute de payement à son échéance ;

« Attendu que la Société générale soutient que Picard, son employé, n'était autorisé qu'à viser

les chèques payables à une autre caisse de la Société, et que le titre dont il s'agit dans l'espèce ne constituerait pas un chèque ; qu'en conséquence elle n'est pas obligée par la mention que Picard a apposée sur ce titre ;

« Attendu que le chèque est payable à vue, non susceptible d'acceptation ; que le porteur doit en réclamer le payement dans le délai de cinq jours, sous peine de perdre son recours contre les endosseurs ; qu'il n'est donc pas un instrument de crédit, mais seulement un moyen de payement ;

« Attendu que le titre, dont le payement est déterminé et réclamé, est tiré à échéance ; qu'il est revêtu de la mention : Accepté et visé pour provision ; payable à jour fixé ; qu'il ne peut donc être considéré comme un chèque ; qu'il convient dès lors de rechercher si la mention qui y a été apposée par Picard oblige la Société général ;

« Attendu qu'il est établi par les débats que Picard n'avait pas qualité pour obliger la Société générale par des acceptations ; que l'autorisation à lui donnée de viser les chèques ne comportait pas le pouvoir d'accepter une lettre de change ou un mandat ; qu'en outre, Delore, banquier expérimenté en affaires, n'ignore pas que les bureaux de quartier créés par la Société générale ne peuvent émettre que des chèques, et non des

titres de la nature de celui dont il demande le payement ; qu'en négociant cette valeur, Deor e a dû se rendre compte de son irrégularité, et qu'il ne peut s'en prendre qu'à lui-même d'avoir accepté un titre revêtu de la mention dont il s'agit, apposé par un tiers sans qualité, d'où il suit que sa demande contre la Société générale ne saurait être admise ;

« Par ces motifs, jugeant en premier ressort,

« Déclare Delore mal fondé en sa demande contre la Société générale, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

Le tribunal a eu raison de refuser au mandat tiré par la femme Valet le caractère d'un chèque, puisque le chèque ne peut être tiré qu'à vue, et n'est pas susceptible d'acceptation. Du reste, un autre motif eût encore empêché d'y voir un chèque, c'était le défaut de provision préalable qu'exige formellement l'art. 2 de notre loi ; car la Societé générale n'avait pas reçu provision de la veuve Valet. Deux raisons pour une devaient donc faire écarter la prétention de Delore : échéance fixe et défaut de provision préalable (art. 1, § 3, et art. 2, L. 1865).

Si le chèque devait toujours être présenté par le tireur et à lui payé, la banque de dépôts qui reçoit ses fonds pourrait, en contractant avec lui, faire avec lui des stipulations accessoires, comme

de ne payer les chèques qu'après visa ou qu'un certain nombre de jours après avis donné ; mais, le plus souvent, il y aura d'autres intéressés ; le chêque peut être souscrit au porteur, ou endossé au profit d'un tiers, et ce porteur ou ce tiers, n'ayant nullement participé aux conventions particulières que feraient entre eux le déposant et le dépositaire, ne sauraient souffrir de ces pactes intimes.

Il faut donc dire, malgré cet axiome légal : les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, que le chèque, en tant que chèque, n'existera que lorsque le mandat de payement sera payable à vue, comme le veut notre article. Tous les autres titres, qui ne seraient pas assujettis au payement à présentation seront des mandats ordinaires, des effets négociables, et, par conséquent, ne bénéficieront pas de l'exemption fiscale décrétée en faveur des chèques.

§ 4. *Bénéficiaire du chèque.*

Le chèque, dit le § 4 de notre article, *peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée* ; il peut aussi *être souscrit à ordre* suivant les premiers mots du § 5. Ainsi, chèque au porteur, chèque à personne dénommée, chèque à ordre, la loi nouvelle laisse le choix entre ces trois formes, et elles ont chacune leur utilité propre.

Si le tireur, au moment où il souscrit le chèque, connaît déjà le créancier auquel il va le remettre en payement, il le souscrira au profit de ce créancier. Ce sera un chèque à personne dénommée, et, pour faciliter à cette personne le moyen de le céder elle-même à un tiers, il pourra mentionner aussi la clause de l'ordre.

Si le tireur a l'intention d'aller toucher lui-même, il souscrira le chèque à son profit; si, ou en le souscrivant à son profit, il prévoit qu'il aura l'occasion de le transmettre à un tiers, il dira : payez à moi-même ou à mon ordre.

Si le chèque est au porteur, il aura le grand avantage de pouvoir se transmettre de la main à la main sans aucune formalité, tandis que, s'il était souscrit au profit d'une personne dénommée, cette personne serait obligée de le présenter elle-même, ce qui lui ferait subir une perte de temps. Quand le chèque est au porteur, le bénéficiaire peut, de la main à la main, sans aucune formalité, le céder à un tiers ou bien charger un ami, un correspondant d'en opérer le recouvrement à son titre et place, et il évite ainsi tout dérangement et tout retard.

Enfin, la forme à ordre est la plus avantageuse de toutes. La faculté d'émettre le chèque à ordre et de le rendre par conséquent susceptible d'être négocié par voie d'endossement, répond, comme

le disait très-bien l'exposé des motifs, au vœu exprimé dans le sein du Corps législatif (en 1864).

Sous la réserve des précautions à prendre pour limiter autant que possible la perte que cette disposition imposera au Trésor, le gouvernement a pensé, comme le Corps législatif, que la faculté d'endossement serait un des moyens les plus puissants de propager l'usage des chèques. Cette faculté, en effet, semble tellement inhérente à la fonction de cette espèce de papier, qu'en Angleterre, avant l'époque où l'impôt d'un penny l'a procurée au chèque en le faisant rentrer dans le droit commun, le chèque l'avait pour ainsi dire usurpée par des moyens indirects, et à l'aide de ces signes conventionnels qui constituaient les diverses sortes de chèques connus sous le nom de chèques barrés (crossed cheques).

Seul, le chèque à ordre a rendu possible ces comptoirs de compensation connus en Angleterre sous le nom de Clearing-Houses. Avec le chèque non négociable, ou même avec le chèque au porteur, comment des établissements de cette nature pourraient-ils être fondés? La compensation n'est admissible que lorsque, débiteur d'une somme liquide et exigible, un individu est, en même temps, créancier de pareilles sommes également liquides et exigibles. Or, quand le chèque est au porteur, il peut être la propriété de

ous et de chacun, sans que cette propriété puisse être nominalement attribuée à l'un plutôt qu'à l'autre. Si je suis débiteur certain et nominatif, et si le titre que j'ai en mains ne porte pas mon nom, comment établir mon droit à la compensation? Ainsi, tandis que le chèque au porteur n'est qu'un titre commode pour le payement et pour le recouvrement, le chèque à ordre, qui remplit le même office, possède une autre qualité précieuse : il est, en outre, un instrument de compensation.

Ce n'est pas la seule supériorité du chèque à ordre sur le chèque au porteur ; en voici une autre : quand le tireur ne résidera pas dans la même ville que le bénéficiaire, il faudra qu'il lui envoie le chèque par la poste. Mais alors, si le chèque est au porteur, il est à craindre qu'il ne tombe en de mauvaises mains, et l'expéditeur, s'il veut être prudent, pour être assuré qu'il ne sera pas volé ou perdu, et arrivera à destination, sera obligé de subir les frais de chargement. Qu'au contraire le chèque soit à ordre, et les mêmes risques ne seront plus à craindre; comme à supposer qu'il vînt à tomber dans des mains malhonnêtes, on ne pourrait en faire usage qu'avec la signature du tiers-porteur, le tireur pourra le confier à la poste en toute sécurité, sans avoir besoin de recourir à la formalité onéreuse du chargement.

Quand le chèque est souscrit au profit d'une personne dénommée, sans qu'il y soit fait mention de l'ordre, le contrat reste concentré entre le tireur et le bénéficiaire, et le titre ne peut être transmis par un endossement donnant au tiers-porteur des droits particuliers. En ce cas, le souscripteur du titre conserve le droit de faire opposition au payement du chèque, tant qu'il n'a pas été effectué, s'il a des compensations à opposer au bénéficiaire ou si celui-ci n'a pas rempli les engagements en considération desquels le chèque à été créé. C'est ce qu'avait jugé, le 31 décembre 1862, le tribunal de co mmerce de la Seine, dont la décision, quoiqu'antérieure à la loi actuelle, devrait encore être suivie aujourd'hui.

« Attendu, disait le tribunal, que, vers la fin de novembre dernier, Dalsau frères, en relations d'affaires avec un sieur Haliday, qui s'était engagé à leur remettre sous peu de jours une certaine quantité de marchandises qu'ils avaient commissionnées, ont consenti à lui délivrer, sur la caisse du Comptoir d'escompte de Paris, deux mandats s'élevant ensemble à la somme de 16,000 francs, aux échéances des 13 et 15 décembre suivants ;

« Attendu que, dans cet intervalle, Haliday devait avoir livré les marchandises, représentation de la somme ainsi délivrée ; que la remise qui lui

était faite était donc, de la part de Dalsau frères, conditionnelle ; qu'en fait, il semble ressortir des explications fournies devant le tribunal, qu'Haliday a méconnu ses obligations et n'a accompli aucune des livraisons auxquelles il s'était obligé, et a simplement négocié au demandeur actuel, le titre auquel Dalsau frères ont formé opposition entre les mains du Comptoir d'escompte ;

« Attendu que ce titre, qui n'est autre qu'un simple reçu signé Dalsau frères et délivré à un mandataire pour toucher en leur nom la somme qu'il représente, dont le compte courant devra être débité, ne saurait être assimilé ni à un billet susceptible d'être transmis par voie d'endossement, ni à une valeur au porteur contre laquelle aucune opposition ne devrait être recevable ; qu'il s'ensuit que les fonds déposés à la caisse sur laquelle il est délivré, doivent toujours être considérés comme restant la propriété du signataire du mandat, jusqu'au moment où ils ont été payés en échange de son reçu ; que dès lors, en raison des faits précédemment exposés, Dalsau frères, n'ayant pas reçu la contre-partie des sommes qu'ils consentaient à payer au sieur Haliday, étaient fondés à refuser tout paiement, et, comme conséquence, à mettre opposition entre les mains du Comptoir d'escompte ; que Sébastien de Neufville ne saurait avoir plus de droits que le

mandataire direct de Dalsau frères, et qu'ainsi il doit être déclaré mal fondé en sa prétention ;

« Déclare le demandeur mal fondé dans sa demande et l'en déboute. » (1) (Comp. double, référé, trib. civ. de la Seine du 26 février 1866, *Gaz. des Trib.* du 28 février 1866.)

§ 5. *Transmissibilité du chèque.*

Le chèque peut être souscrit à ordre, dit le § 5 de notre article, *et transmis même par voie d'endossement en blanc.* » Il y a là, comme nous le verrons, une différence capitale avec la lettre de change.

Les règles sur la cession ou la transmissibilité du chèque varient selon qu'il est souscrit : 1° à personne dénommée, 2° à ordre ou 3° au porteur.

1° Quand il est souscrit au profit d'une personne dénommée sans qu'il y soit fait mention de l'ordre, la cession en est régie par les principes du droit commun, c'est-à-dire qu'il faut la signification du transport faite au débiteur, ou l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique, pour que le cessionnaire soit valablement saisi à l'égard des tiers (art. 1690 et 1691, Code civil). « Suivant les règles du droit commun, dit M. Nouguier, consignées dans

(1) Tribunal de commerce de la Seine, 31 janvier 1862, Dalloz, V° Warrants et chèques, n° 85.

les articles 1690 et 1691 du Code civil, un acte de cession pour être parfait et pour lier le débiteur et les tiers au profit du cessionnaire, doit être notifié à ce débiteur, afin que suffisamment prévenu, il ne se libère pas entre les mains de son ancien créancier, ou bien le transport doit être accepté par celui-là dans un acte authentique. Ces principes que de temps immémorial, on retrouve en droit civil, et qui nécessitent des lenteurs et des frais, sont restés longtemps applicables au contrat de change, de même qu'aux autres conventions commerciales; jusqu'au milieu du dix-septième siècle, il n'a été constaté aucune dérogation faite à cette règle en faveur des lettres de change. Estienne Cleirac, qui écrivait en 1659, est le premier auteur qui parle *de l'ordre* comme moyen de transférer la propriété d'une lettre de change. Un renseignement précieux, puisé dans l'*Instruction sur les lettres de change*, déterminerait l'époque précise de l'invention de ce mode de cession. Suivant l'auteur de cette instruction, avant le ministère du cardinal de Richelieu, on ne s'en servait pas. Mais les embarras des procurations qu'il fallait passer, et le désir de faciliter le commerce des lettres de change, dont ce ministre faisait un grand usage, donnèrent lieu à son emploi et firent admettre la négociation des effets de commerce à l'aide d'un simple endos. Or on sait que le mi-

nistère du cardinal a duré de 1624 à 1642, époque de sa mort, et ce serait donc pendant cet espace de temps que cette faculté aurait pris naissance et se serait développée. »

2° Le législateur de 1865, afin de se conformer aux usages et de favoriser la circulation des chèques, a autorisé leur transmission par la voie de l'ordre, c'est-à-dire de l'endossement : « Cette dernière faculté, dit le rapport, répond au vœu qui avait été exprimé dans le sein du Corps législatif ; elle a, d'ailleurs, été réclamée par la presque unanimité des représentants du commerce et de la Banque entendus par la commission spéciale. Il est inutile d'insister longuement sur les avantages qu'elle doit produire. Quoique le chèque ne soit pas destiné à une longue existence et à circuler entre un grand nombre de mains, il se rencontre des cas fréquents où l'endos est une condition de sécurité. L'endos permet aux bénéficiaires d'un chèque nominatif de remettre le chèque à son banquier et de se dispenser ainsi des frais et des pertes de temps, auxquels il serait assujetti s'il était obligé d'aller lui-même réclamer le paiement. L'endos est du reste indispensable pour les chèques émis d'un lieu à un autre et transmis par la poste de l'expéditeur au destinataire.

La transmissibilité du chèque par voie d'endos-

sement procure seule l'avantage de l'opération dont le chèque est le ressort principal ; elle peut seule rendre possible en France la création des comptoirs de compensation. Sans doute, le chèque au porteur, qui est transmissible de la main à la main sans aucune formalité, est bien un titre commode pour le paiement et pour le recouvrement : mais, sans parler des chances de perte résultant de ce que le chèque au porteur peut être touché par le premier venu, sans contrôle possible, il est évident que l'usage des chèques négociables est le seul qui puisse amener peu à peu les commerçants français à fonder des établissements analogues au *Clearing-House* de Londres, ce qui, ne l'oublions pas, a été le but principal du législateur en cherchant à multiplier l'usage des chèques. Quand le chèque est au porteur, il se transmet de la main à la main, il devient la propriété de tous ceux qui le reçoivent, et il ne peut être, au profit du dernier bénéficiaire dont il ne porte pas le nom, un instrument de compensation. Le chèque à ordre peut seul offrir ce résultat.

Demandons-nous donc quelles sont les règles de l'endossement applicables au chèque à ordre ; seront-elles les mêmes que pour la lettre de change ? Et d'abord il est nécessaire de savoir quelles sont les règles qui régissent l'endossement de la lettre de change.

L'endossement est un acte par **lequel** le propriétaire d'une lettre de change la cède à un autre en demeurant garant du payement à l'échéance. Cet acte s'appelle *endossement*, parce qu'il est écrit au verso, au dos de la lettre. C'est aussi pour ce motif que celui qui cède ainsi la lettre prend le nom d'endosseur.

L'endossement est un contrat *sui generis*, qui en renferme plusieurs autres, savoir: 1° une vente ; 2° une cession de droits ; 3° un cautionnement. *Une vente*, car la lettre de change est une espèce de marchandise que l'endosseur vend, et que l'autre partie achète; *une cession*, car l'endossement transmet, avec la propriété de la lettre de change, les garanties qui y sont attachées, les actions et recours qui en dérivent ; un *cautionnement*, car l'endosseur se constitue le garant de ceux qui le précèdent, leur caution, même solidaire.

La forme de l'endossement est régie par la loi du lieu où l'endossement s'effectue : *locus regit actum*.

Mais, pour que l'endossement d'une lettre de change puisse produire les effets particuliers qui y sont attachés, en d'autres termes, pour que l'endossement soit *régulier*, il faut plusieurs conditions (art. 137-139, C. comm.). Il doit énoncer : 1° la date; 2° l'expression de la nature de

la valeur fournie, c'est-à-dire de la valeur donnée en échange par le cessionnaire ; 3° le nom du cessionnaire à l'ordre de qui il est passé (art. 137) ; 4° enfin la signature de l'endosseur, quoique la loi ne le dise pas. L'endossement qui remplit ces conditions transfère la propriété de la lettre de change (art. 136) et il la transmet non-seulement entre l'endosseur et le cessionnaire, mais il a encore pour effet de saisir ce cessionnaire à l'égard des tiers, de tous les droits et actions de l'endosseur, sans qu'il soit besoin, comme dans la cession d'une créance ordinaire, d'une acceptation authentique de la part du débiteur ou d'une notification faite à ce dernier. D'où il résulte qu'à la différence des créanciers d'un cédant ordinaire, ceux de l'endosseur ne peuvent plus, dès que l'endossement a eu lieu, saisir ou arrêter les sommes cédées à celui à qui l'endossement est passé, puisque la propriété de la créance a été transmise *erga omnes* par le seul effet de l'endossement.

Qu'arrive-t-il au contraire si l'endossement de la lettre de change est *irrégulier*, c'est-à dire ne renferme pas, outre la signature de l'endosseur, toutes les conditions énoncées par l'article 137 ? Nous laissons de côté le cas où l'endossement ne serait pas signé par l'endosseur, car alors il n'y aurait qu'un simple projet, renfermât-il d'ailleurs

toutes les énonciations de l'article 137. Nous avons seulement à distinguer suivant que l'endosseur s'est contenté d'apposer sa signature seulement, sans rien écrire au-dessus, c'est ce qu'on appelle *l'endossement en blanc*, ou qu'il a omis soit l'expression de la valeur fournie, soit le nom de celui à qui l'ordre est passé, soit la date. Lorsque l'endossement est en blanc, sans doute il ne peut transférer la propriété de la lettre à celui au profit duquel il a lieu ; mais il a été admis dès longtemps qu'il peut être rempli après coup par toute personne, même par celui au profit de qui l'endossement est fait, de sorte que, la lacune ainsi comblée, l'endossement se trouve parfaitement régulier. Toutefois le porteur de l'endossement en blanc ne pourrait plus le remplir dès que l'endosseur serait décédé ou tombé en faillite (1); car l'endosseur ne pouvant plus faire aucune négociation, le porteur, qui ne saurait en cela être réputé que son mandataire, ne pourrait le faire davantage.

Lorsqu'il s'agit, au contraire, d'un endossement auquel il manque une ou quelques-unes seulement des énonciations prescrites par l'article 137, telles que la date ou la mention de la valeur fournie, il n'est pas permis au porteur de cet en-

(1) Cass. 18 nov. 1812; Grenoble, 12 mai, 1855.

dossement incomplet d'ajouter l'énonciation qui manque.

Sauf ce que nous venons de dire, les effets de l'endossement en blanc paraissent devoir être les mêmes que ceux de l'endossement qui manque de l'une des énonciations exigées par l'article 137, C. com. ; il y a, dans les deux hypothèses, endossement irrégulier.

Quant aux effets de l'endossement irrégulier, l'article 138 dit qu'il n'opère pas de transport ; il n'est pas translatif de la propriété de la créance au profit de celui qui en est porteur. L'article 138 ajoute que, dans ce cas, l'endossement n'est qu'une *procuration*, c'est-à-dire que celui au profit duquel l'endossement est passé n'est que le mandataire de l'endosseur, qui est alors considéré comme un mandant.

De ce que l'endossement irrégulier ne transfère pas la propriété de la lettre de change et des droits et actions qui en résultent, à celui au profit de qui il est passé, de ce qu'il n'est qu'une *procuration*, il faut tirer notamment les conséquences suivantes :

1° Les créanciers de l'endosseur qui est resté propriétaire peuvent, malgré et après l'endossement, saisir-arrêter la somme portée dans la lettre de change entre les mains de celui sur qui elle est tirée, sans que celui qui est porteur de l'en-

dossement irrégulier puisse s'y opposer; c'était déjà la disposition de l'art. 25 de l'ordonnance de 1673;

2° Si celui sur qui la lettre de change est tirée est créancier de l'endosseur, il peut opposer au porteur de l'endossement la compensation de ce qui lui est dû par l'endosseur; l'art. 25 précité de l'ordonnance de 1673 contenait aussi sur ce point une disposition formelle;

3° L'endosseur, qui n'est considéré que comme un mandant, peut, avant que le porteur de l'endossement ait touché le montant de la lettre de change, révoquer le mandat et l'empêcher de recevoir, en notifiant au tiré cette révocation;

4° Si le porteur de l'endossement a touché, il est obligé, comme tout mandataire, de rendre compte à l'endosseur, son commettant. Toutefois, la jurisprudence paraît incliner à décider que, quand le porteur de l'endossement irrégulier a réellement fourni à l'endosseur la valeur moyennant laquelle l'endossement lui a été passé, il peut prouver, mais seulement vis-à-vis de l'endosseur (car à l'égard des tiers aucune preuve de ce genre ne serait admise) (1), qu'il l'a fournie,

(1) Voy. Req. 25 janvier 1832, 31 juillet 1833 — Cass. 30 déc. 1840 — Req. 5 juillet 1843 — Cass. 28 juin 1845 et 20 août 1845.

par toute espèce de preuves en dehors de l'endossement ;

5° L'endossement irrégulier ne transférant pas la propriété de la lettre à celui au profit duquel il est passé, Pothier (Contrat de change, nos 41 et 89), et Savary (Parère 41) en concluaient, ce semble avec raison, que le porteur d'un pareil endossement ne pouvait pas faire au profit d'un autre un endossement régulier et translatif de propriété, car, l'endossement défectueux passé à son profit ne lui ayant pas transféré la propriété, comment pourrait-il transmettre à un autre ce qu'il n'a pas? Pourtant la jurisprudence et la doctrine modernes décident le contraire, c'est-à-dire que le porteur d'un endossement irrégulier peut transmettre à un autre la propriété de la lettre par un endossement régulier, non pas sans doute comme propriétaire, puisqu'il ne l'est pas, mais comme fondé de pouvoirs du véritable propriétaire, auquel il devra rendre compte, s'il y a lieu. En effet, a-t-on dit, le mandat de recevoir renferme pouvoir de négocier; la négociation est un moyen de recouvrement, et d'ailleurs cette décision est favorable à la circulation des lettres de change.

Le législateur de 1865 n'a pas voulu exiger pour l'endossement d'un chèque toutes les formalités que le Code de commerce exige pour l'en-

dossement d'une lettre de change. Le chèque souscrit à ordre peut non-seulement être transmis par un endossement régulier, mais encore par voie d'endossement en blanc (art. 1, al. 5, l. 1865). En conséquence, ni la date (1), ni l'expression de la valeur fournie, ni l'énonciation du nom de celui à l'ordre duquel le titre est passé, ne sont exigés. L'endossement, même en blanc, aura toute la puissance d'un endossement conçu dans les termes de l'art. 137 du Code de commerce; il opérera transport et translation de propriété, et ne pourra être considéré comme une simple procuration. Le législateur a pensé que le chèque pouvant être souscrit au porteur, et pouvant aussi être cédé en payement par pure libéralité, pour prêt et pour toute autre cause, il n'y avait aucune raison suffisante pour ne pas en permettre la transmissibilité par voie d'endossement en blanc. C'est ce qui est attesté par l'Exposé des motifs, lequel s'exprime ainsi : « Les dispositions du Code de commerce qui, pour la lettre de change, refusent à l'endos en blanc les effets d'un

(1) Remarquons que, même au cas où l'endossement du chèque serait daté, la loi de 1865 n'ayant pas reproduit, en ce qui concerne le chèque, la disposition de l'art. 139 du code de commerce relative à la date de l'endossement d'une lettre de change, il faut en conclure que l'antidate dans l'endossement d'un chèque ne constituerait pas le crime de faux.

endossement régulier, sont depuis longtemps discutées. Sans examiner une question délicate en ce qui concerne la lettre de change, on reconnaîtra, nous le pensons, que pour le chèque il n'y avait pas de raison suffisante pour proscrire l'endos en blanc, puisque le chèque peut être indifféremment souscrit à une personne dénommée ou au porteur. »

L'endossement en blanc, en matière de chèque, doit donc être qualifié d'endossement parfaitement régulier. Mais la loi évidemment n'a pas proscrit l'endossement avec les énonciations diverses qu'il peut recevoir et qui seront utiles souvent, puisque le chèque endossé en blanc est assimilé dans ses effets au chèque payable au porteur. Le cédant peut donc, s'il le juge à propos, énoncer le nom du cessionnaire. Ce dernier peut également, quand il le veut, afin de se mettre à l'abri d'une fraude et de constater sa propriété personnelle, remplir le blanc laissé sur le chèque et y inscrire son nom. Et ici ne s'appliquerait pas la règle que nous avons constatée pour la lettre de change. Tandis que, en matière de lettre de change, le cessionnaire perd le droit de remplir l'endossement en blanc le jour où son cédant perd lui-même la capacité de régulariser la négociation qu'il avait faite, comme par exemple s'il est décédé ou tombé en faillite; en matière de chèque,

au contraire, le cessionnaire peut toujours, à quelque moment que ce soit, convertir en un endossement régulier l'endossement en blanc.

La raison de la différence résulte de ce que, dans la lettre de change, le cessionnaire n'agissait qu'en vertu d'une procuration qui s'est trouvée révoquée par le décès ou la faillite du cédant ; tandis que, pour le chèque, il ne peut en être de même, puisque l'endossement en blanc a suffi pour transmettre la propriété entière et complète ; c'est donc en vertu d'un droit propre et irrévocable que le cessionnaire remplira, afin de se mettre à l'abri de tout danger, le blanc qui avait été laissé. Et en conséquence, il pourra non pas seulement avant l'échéance, mais bien en tout temps et quels que soient les faits qui surgissen remplir l'endossement en blanc qui était porté sur le chèque, s'il y a intérêt.

3· Enfin les chèques souscrits au porteur suivront les règles de tous les autres effets créés sous cette forme. Il ne saurait être question pour eux d'endossement ; ils seront transmissibles par simple tradition manuelle. Ce genre de cession exclut toute garantie contre les diverses personnes entre les mains desquelles l'effet a passé. Le porteur n'a de recours que contre le tireur qui seul a apposé sa signature sur le chèque.

Le bref délai qui sépare l'échéance du chèque

de sa création ne lui laissera pas le temps de passer en beaucoup de mains. Cependant il peut arriver qu'il s'égare et qu'il soit payé à un porteur qui n'en était pas le légitime propriétaire. Alors qu'arrivera-t-il et sur qui fera-t-on peser la responsabilité? Si le tiré n'a aucune faute personnelle à se reprocher ; s'il a eu le soin de se faire remettre l'acquit du porteur, et si aucune circonstance particulière ne pouvait éveiller ses soupçons, il sera bien et dûment libéré (1) C'est ce que constate le rapport de M. Darimon, qui dit « Le simple fait d'un endossement qui serait le résultat d'une fraude ne fera pas rejaillir la perte sur le banquier, dans le cas où celui-ci serait dans l'ignorance de la fraude. » Toutefois le banquier devra donner son concours pour tâcher d'en découvrir l'auteur. Connaissant l'identité du porteur qui a signé le *pour acquit*, il faudra s'efforcer, en remontant de l'un à l'autre, d'arriver à celui qui a commis l'abus.

Puisque l'endossement, régulier ou irrégulier, transfère, comme nous l'avons dit, la propriété à l'instant même de la cession, la question de savoir à qui appartient la provision, qui est controversée pour la lettre de change, ne nous semble

(1) Nous renvoyons à cet égard aux deux jugements du tribunal civil de la Seine, du 10 juillet 1868 et du 11 janvier 1870, que nous avons reproduits ci-dessus.

pas douteuse en matière de chèques : dès l'instant de la cession, la provision sort du domaine du tireur et devient la propriété exclusive du porteur. Du reste, nous savons déjà qu'il avait été jugé, dès avant la loi de 1865, à propos du chèque-reçu que les tiers-porteurs étaient, par la simple transmission manuelle, valablement saisis de la provision représentée par le titre. Arrêt de la Cour de Paris, 3 mars 1864. Pour les questions de détail relatives à la propriété de la provision, nous les réservons pour l'explication de l'article suivant.

Article deuxième.

« Le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable. »

Cet article, dans sa concision, exprime nettement deux choses :

1° Que le chèque doit être tiré sur un tiers ; 2° que ce tiers doit avoir provision préalable.

En premier lieu, il est naturel de se poser cette question : le tireur pourrait-il se désigner lui-même comme devant acquitter le chèque par lui émis ? Il paraît bien certain que non ; il y a d'abord une raison de texte, et le texte semble bien formel, car, dire qu'un chèque *ne* peut être tiré *que* sur un tiers, c'est dire implicitement, mais évidemment, qu'il ne peut être tiré sur une per-

sonne qui serait le tireur lui-même. Mais, indépendamment du texte, l'esprit de la loi surtout nous paraît s'y opposer complètement. En effet, le devoir du tireur est de fournir la provision au tiré ; or, comment pourrait-on se fournir une provision à soi-même? De plus, la garantie que le porteur a le droit d'exiger et qui consiste à avoir, outre le tireur, le tiré pour obligé direct et solidaire, à la condition que la provision lui ait été remise, manquerait totalement. si le souscripteur du titre pouvait réunir les qualités de tireur et de tiré. Il y aurait donc absence d'une des conditions essentielles exigées pour la validité du chèque, et par conséquent le chèque ne peut jamais être tiré que sur un tiers.

Mais, par tiers, il faut entendre non pas seulement un individu totalement étranger au tireur, mais même une société, une maison de commerce un être moral quelconque dont il ferait partie. Ainsi, toute personne intéressée dans une société commerciale, et même le gérant agissant, non comme tel, mais comme simple particulier, pourrait tirer un chèque sur sa maison. Dans une circonstance semblable, le tireur pourrait très bien être considéré comme ayant tiré sur un tiers et non sur lui-même; le vœu de la loi serait donc suffisamment rempli.

Qu'arrivera-t-il si le tireur, en créant le chèque

a omis d'y indiquer le nom du tiré? En général, cette omission rendra le chèque sans valeur, à moins qu'il n'existe d'ailleurs une désignation telle que le porteur ne pût pas se tromper sur la personne du tiré. Que si, par exemple, je tire un chèque sur une personne en la désignant par ses prénoms, qualités, professions et domicile, et que j'oublie seulement le nom patronymique, le chèque ne sera pas nul par là même, car il sera bien évident que bien que le nom propre soit oublié, c'est bien mon banquier correspondant, chez lequel j'ai des fonds déposés, que j'ai voulu indiquer. Si le nom lui-même n'y est pas, en réalité, il est suffisamment indiqué. Au reste, dans tous les cas, l'omission du nom du tiré serait couverte par le payement qu'il en aurait fait. Ajoutons, enfin, que cette espèce ne pourra guère se présenter dans la pratique, puisque le chèque est extrait d'un carnet dont les feuilles imprimées portent toutes le nom du dépositaire.

En second lieu, notre article exprime que le tiré doit être nécessairement nanti de la provision préalable; il ne fait par là que répéter la disposition de l'art. 1^er^, suivant lequel, pour qu'il y ait chèque, il faut qu'il y ait des fonds portés au crédit du compte du tireur et disponibles. La loi exige aussi la provision pour la lettre de change, mais il y a, entre la provision pour la lettre de

change et la provision pour le chèque, des différences notables.

Une première différence ressort naturellement de ce que la lettre de change est un instrument de crédit, qui repose avant tout sur la confiance qu'inspire la solvabilité notoire du tiré. Aussi, pour la lettre de change, la provision peut ne pas exister au moment de la création du titre et n'être faite que pour l'époque de l'échéance. Pour le chèque au contraire, qui n'est qu'un instrument de payement, et qui, comme le disait l'exposé des motifs, s'il devenait un instrument de crédit, perdrait son caractère propre, usurperait une immunité fiscale à laquelle il n'aurait plus droit et tromperait la confiance des tiers qui doivent y voir l'équivalent d'une monnaie réelle, la provision doit exister, non-seulement au moment où il sera présenté, mais au moment même où il est souscrit. Cette déclaration de l'exposé des motifs, comme le disait très-bien M. Darimon dans son rapport, « est conforme aux vrais principes, et on a vu précédemment qu'une interprétation de ce genre est admise par la jurisprudence anglaise. » Cette condition, rigoureuse en apparence, est l'expression même d'un fait ; le chèque, on ne saurait trop le répéter, est un moyen de payement; l'absence de provision préalable en ferait un instrument de crédit et lui ôterait son

caractère. Non-seulement elle constituerait une fraude vis-à-vis du fisc, mais encore une tromperie vis-à-vis des tiers, qui doivent voir dans le chèque l'équivalent d'un capital existant. L'obligation d'une provision préalable résulte, du reste, de la définition que nous avons donnée du chèque. » Voilà une première différence. Une deuxième différence, c'est qu'en fait de lettres de change, la nature de la provision peut varier : elle se compose quelquefois d'argent, de marchandises ou de valeurs envoyés au tiré; d'autres fois, de dettes dont le tiré est, par compte ou de toute autre manière, redevable au tireur. Et il n'est pas nécessaire pour qu'il y ait provision, que les fonds, marchandises ou autres valeurs remis au tiré, aient été affectés par le tireur, par une destination spéciale, à servir de provision. En fait de chèques, la nature de la provision peut être la même, mais il faut y ajouter une condition essentielle : la disponibilité. Nous avons expliqué avec assez de détail pour n'avoir pas à y revenir, d'après la discussion au Corps législatif, ce qu'il fallait entendre par ces mots : *provision disponible*. Il n'y a disponibilité, avons-nous dit, qu'autant qu'une convention préalable, exprimée ou sous-entendue, intervenant entre le tiré et le tireur, a autorisé ce dernier à considérer les fonds comme libres et à créer le chèque. Par exemple, être

créancier d'une somme liquide ne suffit pas ; une telle créance constitue une dette du tiré et non pas cette provisiou préalable qui est exigée, comme trait caraslériistique, pour la créalion du chèque. Mais, que l'on ait l'aveu du débiteur et son consentement, alors apparaît le caractère de disponibilité.

Non-seulement le tireur d'un chèque est obligé de fournir provision préalable au moment où il crée le titre, mais il doit encore laisser la provision intacte aux mains du tiré, avec son caractère de disponibilité, jusqu'au payement effectué, c'est-à-dire jusqu'à l'anéantissement du chèque. Autrement, ce serait une précaution inutile d'obliger le tireur à fournir provision préalable au moment où il crée le titre, si on lui permettait de la dissiper et de la faire disparaître. Si le tireur ne se conformait pas à cette obligation de laisser la provision disponible jusqu'après le payement, il serait passible d'une amende, comme nous le verrous sous l'art. 6.

Remarquons toutefois que, la provision n'existât-elle pas au moment où le chèque a été créé, si elle a été envoyée avant la présentation, et si elle est disponible, le dépositaire ne fera nulle difficulté pour payer. Le tiers-porteur n'éprouvera donc aucun préjudice, mais le tireur n'en aura pas moins manqué au devoir que la loi lui im-

pose. En conséquence, nous croyons qu'il aura encouru l'amende édictée par l'art. 6, § 2.

C'est une question assez grave, en matière de lettre de change, que celle de savoir à qui appartient la provision, lorsque soit le tireur, soit le tiré tombent en faillite ; on s'est demandé si le porteur de la lettre de change avait un droit sur la provision, à l'exclusion des créanciers soit du tireur, dans le premier cas, soit du tiré, dans le second, ou si, au contraire, il devait venir au marc le franc avec les autres créanciers. La loi du 14 juin 1865 n'a pas tranché, en ce qui concerne les chèques, cette question controversée en matière de lettres de change ; et pour pouvoir la résoudre en matière de chèques, il est indispensable d'en établir la solution pour les lettres de change.

Deux hypothèses sont à examiner :

1^er^ *cas*. — Le tireur, après avoir nanti le tiré de la provision, tombe en faillite : on se demande si le porteur n'aura pas droit à la provision par préférence aux autres créanciers du tireur, ou si, au contraire, il devra venir avec eux partager au marc le franc la somme qui forme la provision. Dans ce cas, il nous semble incontestable que la propriété de la provision appartient exclusivement au porteur ; c'est lui qui est le véritable propriétaire de la provision, qui se

trouve dans les mains du tiré à l'échéance (1).

Le contrat de change participe de la vente ou du transport, et a pour principal effet de transférer au porteur, considéré comme acheteur ou comme cessionnaire, la propriété de ce qui est dû au tireur ou de ce qui lui sera dû au jour de l'échéance. Cette cession produit son effet vis-à-vis des tiers, sans qu'il soit besoin de signification au débiteur cédé. C'est en effet par cette idée de cession que la plupart des anciens auteurs caractérisaient le contrat de change. (V. Dupuy de la Serra, ch. III, n° 13; Jousse, tit. 5, p. 66, édition Bécane.)

En vain dit-on que, si le contrat qui a lieu entre le tireur et le preneur est un contrat de vente ou cession de créance, il faut que la créance vendue ou cédée par le tireur existe au moment du contrat; que c'est en effet une des conditions de la vente que la chose vendue, *res*, existe au moment de la vente et que, par conséquent, puisque la loi permet au tireur de ne s'effectuer la provision, c'est-à-dire de ne devenir créancier du tiré, qu'à l'échéance de la lettre, c'est que le législateur n'a pas considéré l'obligation du tireur comme celle d'un vendeur.

La réponse est facile. De deux choses l'une :

(1) Rivière, Rép. écrites sur le C. de com., p. 315-316, 3e édition.

ou la provision existait lors de la création de la lettre dans les mains du tiré, ou elle n'a été faite que depuis. Au premier cas, l'effet du contrat a été de rendre le preneur propriétaire immédiat de la provision ; au second cas, c'est-à-dire si la provision n'existait pas entre les mains du tiré au moment de la confection de la lettre de change, le preneur n'a pas sans doute acquis à cet instant un droit sur cette provision non existante ; mais il a acquis un droit conditionnel pour le cas où elle existerait à l'échéance. C'est le cas d'appliquer cette règle que la condition accomplie a un effet rétroactif. Une personne peut valablement céder les droits qu'elle aura à telle époque contre tel individu, encore bien qu'elle n'en ait aucun au moment où elle fait cette cession. Le preneur étant devenu propriétaire, immédiat ou conditionnel, suivant la distinction ci-dessus, de la provision, transmet tous ses droits à un porteur quelconque, et celui-ci, qui représente le preneur, est fondé à se dire propriétaire de la provision, et, par conséquent, à venir sur cette provision, en cas de faillite du tireur, par préférence à tous les autres créanciers (1). C'est ce que décide

(1) Pardessus, t. 2, n° 392. — Nouguier, des Lettres de change, t. 1, p. 260 et s. — Cont. a : Bravard, p. 236 — Bécane, Questions sur la lettre de change, p. 51.

aussi la jurisprudence de la Cour de cassation (1). Et la Cour le décide ainsi, alors même qu'au moment de l'échéance de la lettre, la dette du tiré envers le tireur ne serait pas encore exigible (2).

2° *cas.* — C'est le tiré qui tombe en faillite avant l'échéance de la lettre : la question est de savoir si la provision devra être attribuée exclusivement au porteur, ou bien s'il devra venir au marc le franc avec les autres créanciers du tiré. Une distinction résout facilement cette question : 1° la provision peut avoir été envoyée par le tireur au tiré avec destination spéciale pour l'acquit de la lettre de change. Si, par exemple, un individu envoie à son correspondant des valeurs à recouvrer, en lui mandant de les appliquer au payement de la lettre de change, et que le correspondant soit déclaré en faillite avant ou après avoir encaissé les valeurs, peu importe : le tiré n'est qu'un dépositaire quant à ces valeurs ; ses créanciers n'ont pas de droits sur une chose qui n'appartient pas à leur débiteur, et, par conséquent, ils ne peuvent venir sur cette espèce de provision en concurrence avec le porteur, auquel elle sera attribuée. (V. C. com., art. 574) ; 2° Si la provision au contraire se compose de sommes dues par

(1) Cass. 28 juin 1825, 22 nov. 1830. — Req. 15 février 1832, — Cass. 3 février 1835.

(2) Req. 20 juin 1854.

le tiré au tireur, ce dernier ne figure dans la masse de la faillite que comme un créancier ordinaire, et le porteur, qui n'a que les droits qu'il tient de lui, viendra par contribution avec les autres créanciers de la faillite.

Voilà pour les lettres de change; les mêmes questions de propriété de la provision se représentent à propos des chèques. La question de savoir à qui appartient la propriété de la provision a été, lors de la discussion de la loi du 14 juin 1865, agitée au Corps législatif. On s'est demandé si, dès qu'un chèque est émis, cette émission transportait à l'instant même la propriété de la provision du tireur au bénéficiaire du chèque. Plusieurs orateurs ont dit que rien, dans la loi de 1865, ne prouvait l'intention du législateur de donner au chèque la puissance de transporter la propriété à l'égard des tiers, qu'une disposition positive sur ce point serait nécessaire (1). D'autres ont ajouté que cet effet ne pouvait pas être produit, parce que le chèque n'avait pas de date certaine (2); qu'un transport et une notification seraient nécessaires (3); qu'avec le principe contraire, la dation d'un chèque cesserait d'être une pure indication de payement, ainsi qu'on l'avait recon-

(1) M. Marie, Moniteur du 7 mai 1865, p. 560.
(2) M. de Lavenay, commissaire du gouvernement, ibid.
(3) M. Josseau, ibid.

nu, pour devenir un mode de transmission de la propriété (1).

M. Alauzet (2) partage cette dernière opinion, et il la motive ainsi : « Quant à nous, dit-il, nous avons pensé que, si la provision en matière de lettre de change, doit être attribuée au porteur à l'exclusion des autres créanciers du tireur, c'est en vertu de cette règle désormais consacrée par la loi, que ce preneur a droit à autre chose qu'au simple engagement du tireur et qu'il peut exiger ou l'acceptation du tiré ou une caution : nous avons dit que d'autres règles devraient être suivies, si la lettre de change était créée non acceptable. C'est ce qui a lieu en matière de chèque ; il est, par sa nature même, non acceptable et ne constitue qu'un simple mandat. Nous ne pouvons donc qu'enseigner une règle contraire à celle que nous avons soutenue pour la lettre de change, puisque les circonstances ne sont pas les mêmes.»

M. Nouguier pense, au contraire, que le tiers-porteur du titre est propriétaire de la provision (3): « Que serait-ce, dit-il, pour le porteur que la propriété du chèque, c'est-à-dire d'un morceau de papier, si elle n'emportait la propriété de la provision dont ce morceau de papier est le signe re-

(1) M. Emile Ollivier, ibid.
(2) Commentaire de la loi du 14 juin 1865, n° 42.
(3) Des chèques, n° 67 et 77.

présentatif? Ce principe est fondé sur les effets nécessaires que produit l'endossement. Si on me fait un transport d'après les formes du droit civil, je deviens propriétaire à l'exclusion de tous autres de la somme qui m'a été ainsi cédée. Or, l'endossement, c'est le mode commercial de cession : il remplace, pour les titres ainsi négociables, le transport signifié dont il a toute la puissance» (n° 67). Toutefois ; selon cet auteur, ce principe que le tiers-porteur du titre est propriétaire de la provision , absolu en matière de lettres de change, emporte une distinction quand il s'agit d'un chèque. Dans la lettre de change, le porteur du titre en a nécessairement compté la valeur : il a acheté et payé, si l'on peut s'exprimer ainsi, cette sorte de marchandise qu'on lui a livrée, puisqu'il a traité à titre onéreux, il est souverainement juste qu'on lui laisse ce qu'on lui a donné : donner et retenir ne vaut. Dans le chèque, il peut en être de même, mais il peut aussi en être autrement. Le chèque peut être le prix d'une créance antérieure ou d'une somme versée, mais il peut aussi être remis au bénéficiaire pour prêt, par libéralité ou pour toute autre cause gratuite. En ce dernier cas, la survenance de la faillite, dans les dix jours qui précèdent la transmission du chèque, ouvre pour la masse les droits que lui confèrent les articles 546 et 547 du Code de commerce.

Pour nous, il nous semble que la question doit, en ce qui concerne les chèques à ordre, recevoir la même solution que celle que nous avons adoptée en matière de lettres de change :

1. Au cas où c'est le tireur qui est tombé en faillite avant l'échéance du chèque, la question ne nous paraît pas plus douteuse que pour la lettre de change. Si le législateur ne l'a pas tranchée dans la loi sur les chèques, c'est qu'il a voulu la laisser dans le domaine de la jurisprudence et sous l'empire du droit commun. Or, le droit commun, ce sont les règles relatives à la lettre de change, et nous savons qu'en matière de lettre de change la Cour de cassation décide que la provision appartient au porteur.

On ne peut même pas invoquer à l'égard de la provision des chèques l'argument que l'on fait valoir au sujet de la provision des lettres de change, pour soutenir qu'elle n'appartient pas au porteur, et qui consiste à dire qu'il n'y a pas de vente ou de cession possible, puisque la provision peut ne pas exister au moment de la création du titre ; nous savons, en effet, que le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable et que les fonds qui en forment la provision doivent être disponibles.

Quant à l'objection faite par M. le commissaire du gouvernement relativement à l'absence de

date certaine, nous croyons qu'elle n'est pas exacte. Le chèque, comme la lettre de change, rédigé dans une forme spéciale, placé dans une catégorie exceptionnelle, destiné à une circulation rapide, doit porter en lui-même la preuve de l'époque de sa confection, et n'est pas assujetti, pour faire foi de sa date vis-à-vis des tiers, à la disposition de l'article 1328 du Code civil (1).

Pour la jurisprudence spécialement relative aux chèques, elle ne saurait encore être bien considérable depuis cinq ans seulement que la loi est rendue. Nous dirons seulement qu'un jugement du Tribunal de commerce de Nantes, du 6 juillet 1867, statuant sur une question de chèque-récépissé, a décidé que le récépissé ne transférait pas au porteur, à l'instant de sa remise par le signataire, la propriété de la somme dont il est destiné à procurer l'encaissement. Mais le tribunal, en jugeant ainsi, s'appuyait précisément sur ce qu'il s'agissait d'un simple récépissé et non d'un mandat ; il eût donc rendu une décision opposée s'il se fût agi d'un chèque-mandat, de sorte qu'en réalité il est conforme à notre opinion.

Nous donnons d'abord l'analyse de ce jugement, telle qu'elle se trouve dans le recueil de Sirey, avant de reproduire le jugement lui-même.

(1) M. Emile Olivier, Moniteur 7 mai 1865, p. 560. Nouguier, des Chèques, N° 140.

« **L'écrit,** sous forme de récépissé, remis à un tiers pour toucher des fonds disponibles au crédit du signataire, ne constitue pas un chèque ; cette qualification n'appartient qu'à l'écrit sous la forme d'un mandat de payement (l. 14 juin 1865, art. 1er).

« Par suite, ce récépissé ne transfère pas au porteur, à l'instant même de sa remise par le signataire, *comme le ferait un chèque*; la propriété de la somme dont il est destiné à procurer l'encaissement.

« Et si le souscripteur est déclaré en faillite avant que le porteur n'ait touché le montant du récépissé, ce dernier ne peut réclamer un droit de préférence sur les sommes disponibles au crédit de ce souscripteur au moment de la présentation du récépissé (C. comm., art. 443). »

Voici maintenant les attendus :

(Lefèvre Grandmaison C. synd. Gouin).

Le Tribunal : — Attendu que le demandeur prétend que les deux écrits que MM. Gouin père et fils lui ont délivrés le 26 février sur la Banque de France, succursale de Nantes, constituent des chèques, et que conséquemment il a droit de s'en faire payer, malgré la faillite, non plus sur les 13,470 francs composés de fonds disponibles et de valeurs à l'encaissement, qui existaient à la Banque au 26 février, comme il le demandait,

mais seulement jusqu'à concurrence des fonds qui y étaient réellement disponibles à cette date, soit 1,066 fr. 90 c. — Qu'il y a lieu de rechercher si les deux écrits dont s'agit sont réellement des chèques, puisque sans cela les fonds laissés comme disponibles par le syndic au crédit de Gouin père et fils dans la succursale de la Banque ne pourraient constituer une provision au profit du demandeur ; — Attendu qu'on ne peut qualifier chèque que l'écrit émis dans les conditions nettement déterminées par le législateur de 1865, que l'article premier dispose que : « le chèque est l'écrit qui, *sous la forme d'un mandat de payement*, sert au tireur à effectuer le retrait, à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et *disponibles* ; » d'où il résulte que le chèque doit être fait sous forme d'un mandat de payement ; — Attendu que les deux écrits que la maison Ed. Gouin père et fils a remis à Lefèvre-Grandmaison sont ainsi conçus : « Nantes, 26 février 1867. — Reçu de la succursale de la Banque de France la somme de 1,500 francs dont elle débitera le compte de..... Par procuration, Ed. Gouin père et fils. Signé : Normand. » Puis, au-dessous, le nom de Lefèvre-Grandmaison. — Attendu qu'un pareil écrit, qui n'est qu'un récépissé, ne transfère pas à l'instant de sa

remise par le créancier, *comme le fait un mandat de payement*, la propriété de la somme dont il est destiné à procurer l'encaissement chez le débiteur. — Que ce récépissé n'est qu'une simple quittance, signée à l'avance par le créditeur, pour le cas espéré où le débiteur en payerait le montant à celui qu'il charge d'en faire l'encaissement, laquelle quittance projetée devient définitive si le débiteur paye, et caduque s'il ne paye pas ; — Attendu que l'allégation du demandeur que ce récépissé a tous les caractères du chèque au porteur dont il serait le type en France, n'est fondée ni en droit ni en fait; que si le projet de loi sur les chèques laissait la faculté de donner aux chèques la forme soit du mandat de payement, soit du récépissé, cette faculté, d'accord entre le Conseil d'Etat et le Corps législatif, a été volontairement et expressément repoussée de la rédaction définitive, en sorte que la loi, telle qu'elle a été votée, loin de laisser l'option entre deux formes différentes, n'autorise plus, par la définition qu'elle donne, que le chèque qui est émis dans la forme d'un mandat de payement ; — Qu'en fait, il est démontré par les nombreux documents produits au Tribunal que la pratique universelle des maisons de banque en France est de ne créer de chèques, sur la même place ou d'un lieu à un autre, que sous la forme d'un mandat de paye-

ment, indiquée et voulue par la loi du 14 juin 1865 ; — Attendu que l'usage de simples récépissés pour toucher des fonds disponibles n'est en aucnne façon prohibée par la loi nouvelle, et que, depuis cette loi comme avant, on peut se servir de ce moyen pour retirer des fonds du crédit de son compte, soit à la Banque, soit chez tout autre débiteur, mais qu'il ne saurait résulter de l'emploi simultané de deux moyens si différents qu'on doive confondre un récépissé avec un mandat de payement, et admettre qu'on puisse créer un chèque sous forme de récépissé ; — Attendu que, du moment que la Banque de France n'avait pas payé à Lefèvre-Grandmaison, avant la faillite de Ed. Gouin père et fils, le montant des deux quittances qu'ils lui avaient remises en échange d'un autre récépissé de 3,000 fr., Lefèvre-Grandmaison ne pouvait, après la faillite, prétendre, à l'égard des autres créanciers, à un droit de préférence sur cette partie de l'actif commun ; — Que, comme il a déjà été dit, en effet, le demandeur n'aurait eu de provision sur les fonds déposés à la Banque, que si le récépissé qu'il produit eût été vraiment un chèque ; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que c'est à bon droit que, depuis la déclaration de faillite de la maison Ed. Gouin père et fils, la Banque a refusé de payer à Lefèvre-Grandmaison, soit la somme de 3,000 fr.,

montant de ces deux récépissés, soit celle réduite dernièrement par lui à 1,066 fr. 91 centimes sans avoir préalablement obtenu, en plus du récépissé des faillis, une autorisation du syndic représentant la masse des créanciers ; — Que c'est également avec raison que le syndic a refusé l'autorisation qui lui était demandée ; — Attendu que, par suite, le syndic a dû considérer comme nulles, et les contrepasser, les écritures relatives à l'échange de récépissés qui avait eu lieu la veille de la déclaration de faillite, entre le demandeur et le failli. Par ces motifs. — Du 6 juillet 1867.

2° Au cas où c'est, au contraire, le tiré qui tombe en faillite avant l'échéance du chèque, la question de savoir si la provision continue d'exister et appartient au porteur, ou si, au contraire, elle est anéantie et retourne à la masse des créanciers du tiré, cette question nous semble ne pouvoir être résolue que par des distinctions. Nous croyons qu'il y a lieu de faire ici la même distinction que pour les lettres de change, et nous dirions par conséquent ceci comme règle générale : 1° Toutes les fois que la provision a été envoyée par le tireur avec une affectation spéciale, dans le but de servir de payement au chèque, cette provision, simple dépôt, ne se confond pas avec les biens du tiré ; 2° lorsque la provision consiste, au contraire, dans la compensation

avec une dette antérieurement existante, elle est anéantie par la faillite du débiteur.

Comment se fera la preuve de la provision ? Pour répondre à cette question, il faut user de distinctions qui nous sont fournies par la nature même des faits à prouver. Si, par exemple, le tireur invoque une déchéance contre le porteur qui n'a pas fait protester, alors qu'il y avait provision, dans ce cas, comme il s'agit de détruire la foi due au titre et d'appliquer une véritable peine, il faudrait décider que la preuve littérale serait seule admissible. Ou bien s'il s'agit de faire prononcer une amende contre le tireur qui a contrevenu à l'obligation de ne tirer le chèque qu'après le versement préalable de la provision ; comme là encore il est question d'une peine, il faudrait des preuves écrites et positives.

Mais, s'il s'agissait d'une discussion entre le tireur et le tiré relativement à l'existence de la provision, le premier soutenant qu'il y avait provision, le second prétendant qu'il ne l'a pas reçue, nous croyons qu'il y aurait lieu d'admettre tous les moyens de preuve, les livres, la correspondance et même la voie d'une enquête. De même, s'il y avait une contestation entre le porteur et la masse du tireur tombé en faillite sur le point de savoir si, en fait, la provision existait ou n'existait pas au moment de l'échéance et était,

par conséquent, la propriété du porteur ou de la faillite, toute espèce de preuve serait encore admissible. Dans tous les cas, une Cour d'appel, en décidant que la provision existait ou n'existait pas aux mains du tiré au moment de l'échéance, serait souveraine dans l'appréciation des circonstances du fait, et sa décision échapperait à la censure de la Cour suprême.

Nous savons qu'avant la loi nouvelle qui exige impérativement le payement à présentation, les établissements financiers avaient l'habitude, pour la facilité de leur service de caisse, de viser les chèques quelques jours avant de les acquitter. Quelle était l'influence de ce visa sur la provision? Le Tribunal de commerce de la Seine a jugé, le 22 octobre 1864, que le visa apposé sur un chèque par le banquier qui a reçu des fonds en dépôt, n'équivaut pas à acceptation et ne fait pas, dès lors, obstacle à ce que le banquier refuse le payement des chèques, s'il n'a pas une provision suffisante lors de la présentation (Aff. Desteract, c. Richard et Cie) (1). Aujourd hui, cette décision n'a plus d'intérêt pour le chèque proprement dit, puisque, payable à présentation, il ne comporte plus la formalité du visa. Mais elle pourrait encore s'appliquer aux récépissés qui, sans

(1) Dalloz, 1864, partie 3, p. 202,

être des chèques, peuvent néanmoins valablement servir au retrait des fonds déposés.

Article troisième.

« Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre, ou sur la même place. » Nous savons que pour la lettre de change, la remise de place en place est une condition essentielle. « La lettre de change, dit l'article 110 du Code de commerce, est tirée d'un lieu sur un autre. » Les termes impératifs de cet article indiquent que si le mandat de payement n'était pas tiré d'un lieu sur un autre, il n'y aurait pas de lettre de change ; c'est là une règle absolue et inflexible. Pour le chèque, le législateur n'a pas cru nécessaire de se montrer aussi rigoureux, et il a pensé qu'il serait utile au développement des chèques et aux besoins du commerce de pouvoir tirer un chèque dans le même lieu.

Le chèque, dit notre article 3, *peut* être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place. Cette rédaction facultative, mise à côté de la formule absolue de l'art. 110 C. com. montre bien l'intention différente du législateur. Et il ne pouvait en être autrement ; le chèque étant payable à très-courte échéance (8 jours au plus) ne peut être appelé à circuler beaucoup de mains en mains ; défendre de le tirer sur la même place, c'était du même coup lui enlever presque toute son utilité.

Et ce qui le prouve, c'est que dans la pratique actuelle, telle qu'elle s'est établie depuis la loi de 1865, le chèque est presque toujours tiré sur la même place, et ce n'est que très exceptionnellement qu'il est tiré d'un lieu sur un autre. Mais bien que les chèques tirés sur la même place soient et doivent être naturellement les plus nombreux, le législateur n'en devait pas moins permettre et encourager les chèques tirés d'un lieu sur un autre. car c'était faciliter les transactions de ville à ville et surtout diminuer, ce qui est très-important, la nécessité des transports de numéraire. Aussi le rapporteur, M. Darimon, après avoir énoncé le texte de notre article 3, s'exprimait ainsi : On ne peut qu'applaudir à cette disposition qui permettra aux virements et aux compensations de s'accomplir de place à place et diminuera ainsi la nécessité des transports de numéraire. On peut se faire une idée de la monnaie métallique qui voyage par le tribut payé aux Compagnies de chemins de fer pour transports d'espèces ; ce tribut s'élève à deux millions, ce qui représente un capital de trois milliards.

M. Rouher, dans la séance du 23 mai 1865 au Corps législatif, se demandait également s'il était utile que le chèque pût être tiré de place à place et il disait : « Il fallait bien que la loi s'expliquât sur ce point il fallait bien qu'elle déterminât le

caractère du chèque. Cette question a été résolue en Angleterre. Après l'avoir d'abord passée sous silence, le Parlement a fait une loi spéciale pour déclarer que le chèque pourrait être tiré de place en place. En quoi cette faculté est-elle un inconvénient ? En quoi est-elle un désavantage ? En quoi la prévision de cette latitude, dans l'émission du chèque, paralyse-t-elle l'émission elle-même? Il est avantageux que le chèque puisse être tiré de place en place, qu'un particulier qui a entre ses mains les chèques qui lui ont été délivrés par sa maison de banque, puisse en quelque lieu de la France qu'il se trouve, délivrer un chèque sur sa maison de banque. Il a donc fallu prévoir cette hypothèse, nous l'avons prévue et résolue. »

Art. 4.

« L'émission d'un chèque, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas, *par sa nature*, un acte de commerce.

Toutefois, les dispositions du Code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettres de change, sont applicables aux chèques. »

Cet article a une grande importance en ce qu'il sera très souvent invoqué dans la pratique. Voic comment le rapporteur s'exprimait, devant le Corps législatif, au sujet de cet article :

« Deux questions avaient été soulevées l'année dernière dans la discussion sur les chèques : le chèque devait-il être considéré comme un acte de commerce, et les contestations qui naîtraient à son sujet ressortir toujours des tribunaux consulaires ? La faculté d'endossement si elle était accordée au chèque, devait-elle entraîner la solidarité du tireur et des endosseurs comme cela a lieu en matière de lettres de change ? Ce sont là des questions délicates sans doute ; mais il ne faut pas s'en exagérer l'importance, et la solution à laquelle se sont arrêtés la commission spéciale et le conseil d'État nous paraît devoir résoudre toutes ces difficultés.

« Au premier abord, il semble que, pour empêcher tout conflit entre les compétences, il soit nécessaire de stipuler que les contestations relatives aux chèques dirigées contre le tireur ne seront du ressort du tribunal de commerce que si celui-ci est un commerçant. Mais en examinant les choses d'un peu plus près, on voit bien vite que cette disposition augmenterait les complications. Que déciderait-on, en effet, dans le cas où le tireur étant non-commerçant, le chèque serait endossé par un ou plusieurs commerçants ? Les mots *par sa nature* introduits dans la rédaction du projet enlèvent toutes les équivoques; ils indiquent nettement que le chèque sera considéré comme un

acte de commerce ou comme un acte purement civil, suivant la qualité des parties et les causes à raison desquelles il aura été souscrit. La compétence sera réglée par les tribunaux suivant les règles ordinaires du droit commun. Mais le projet de loi va plus loin ; quoique le chèque émis d'un lieu sur un autre ait le cachet extérieur de la lettre de change, il n'est point néanmoins nécessairement assimilé à cette dernière en ce qui concerne la compétence. Il eût été difficile, du reste, de faire une pareille assimilation ; en fait, le chèque tiré d'un lieu sur un autre servira le plus souvent à liquider des obligations contractées par des particuliers non-commerçants, obligations qui n'auront aucun caractère commercial dans leurs causes.

« Une assimilation plus naturelle est celle qui est relative à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie. Ici, on comprend que les dispositions du Code de commerce en matière de lettres de change, reçoivent leur application. Au point de vue économique, une telle solidarité est nécessaire au succès des chèques et à leur adoption générale. Le porteur du chèque doit avoir une sécurité complète : la nécessité de la provision lui garantit que le tireur ne peut abuser de sa bonne foi, la solidarité des endosseurs lui garantit, en

outre, le payement de son chèque. Si l'on repoussait cette solidarité, on aboutirait à des conséquences absurdes. Faudrait-il n'admettre, dans aucune hypothèse, le recours du porteur du chèque contre celui qui le lui a remis ? Mais en considérant le chèque comme une monnaie, on ne peut arriver à une conclusion aussi radicale, le porteur d'une pièce fausse ayant parfaitement un recours contre celui de qui il la tient. La solidarité est indispensable ; elle résulte de la nature même des choses. »

Voilà une vue générale sur la portée de l'art. 4; reprenons séparément chacun de ses alinéas.

§ 1. *Nature du chèque. Compétence.*

« L'émission d'un chèque, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas *par sa nature* un acte de commerce. »

Le législateur a pensé que permettre aux particuliers non commerçants de délivrer des chèques, même d'une place sur une autre, sans être réputés faire un acte de commerce, et sans s'exposer par conséquent à être entraînés devant la juridiction exceptionnelle des tribunaux de commerce, ce serait faire une chose utile à la propagation de ces instruments de compensation.

« Le chèque, disait l'Exposé des motifs, peut être tiré soit de la même place, soit d'un lieu sur un autre, sans être par sa nature, dans l'un ou

l'autre cas, un acte de commerce. Le projet dit par sa nature, parce que le chèque doit être considéré comme un acte de commerce ou comme un acte civil suivant la qualité des parties et les causes à raison desquelles il a été souscrit. La compétence sera réglée par les tribunaux suivant les principes du droit commun. La faveur du projet consiste en ceci : que, même d'un lieu sur un autre, l'émission d'un chèque ne constituera pas un acte de commerce comme celle d'une lettre de change ; cette faveur s'explique par cette considération qu'en fait, la fonction du chèque est très-souvent, et peut-être le plus souvent, de liquider les obligations contractées par des particuliers non négociants, et qui ne présentent aucun caractère commercial dans leurs causes. »

Ainsi, le fait seul de l'émission d'un chèque et abstraction faite soit de la qualité du souscripteur, soit des circonstances du fait, n'entraînera pas de plein droit la juridiction des tribunaux de commerce ; la loi ne veut pas que sa nature propre le fasse réputer toujours, dans tous les cas, et *ipso jure*, un acte de commerce.

Quand un simple particulier non commerçant a souscrit ou endossé un chèque pour une cause purement civile, il est évident qu'il ne saurait être attiré devant le tribunal de commerce et que le tribunal civil est seul compétent pour en connaître.

Ce ne serait qu'autant que la cause du chèque serait commerciale qu'il pourrait être soumis à cette juridiction exceptionnelle. Si la commercialité du fait pour lequel la souscription du chèque a eu lieu n'est pas prouvée, la qualité civile de la personne la laisse sous l'empire de la juridiction de droit commun.

Quand un commerçant, au contraire, a souscrit ou endossé un chèque, la demande formée contre lui sera valablement portée devant le tribunal de commerce ; si le souscripteur est un non commerçant, la présomption est que son obligation est purement civile, et il doit être assigné devant la juridiction ordinaire, (1) sauf dans les

(1) Nous disons que l'incompétence doit être opposée *in limine litis*, parce que nous croyons qu'il ne s'agit ici que de l'incompétence *ratione personæ* et non de celle *ratione materiæ* ; c'est une incompétence qui ne touche en rien à l'ordre public et qui par conséquent serait couverte par le silence du défendeur.

deux cas, au défendeur à opposer l'incompétence *in limine litis*, si la présomption est mal fondée.

Pour bien faire comprendre la portée de la dérogation que l'art. 4 § 1er de notre loi apporte au droit commun, nous devons analyser rapidement les dispositions légales qui, en matière de lettres de change, se réfèrent à la compétence des tribunaux de commerce.

L'art. 631 du Code de commerce nous dit : « Les tribunaux de commerce connaîtront, 1° des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers ; 2°.....; 3° de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes. »

Vient ensuite l'art. 632 qui, définissant les actes commerciaux par leur nature, s'exprime ainsi : « La loi répute actes de commerce..... ; 6° entre toutes personnes, les lettres de change, *ou remises d'argent de place en plae.*

De la combinaison de ces deux articles, il résulte que les tribunaux de commerce sont, de droit commun, compétents, soit à raison de la qualité des personnes litigantes, soit à raison de la nature même des actes.

Quant à la qualité des personnes, il est naturel de présumer que les engagements souscrits par un commerçant se rattachent à son commerce plutôt qu'aux actes de la vie civile. C'est ce qui résulte

d'ailleurs de l'art. 638 ; 2° qui porte que les billets souscrits par un commerçant *sont censés faits pour son commerce*, lorsqu'une autre cause n'y est point énoncée. Et cette présomption aura lieu pour le chèque aussi bien que pour la lettre de change.

Quant à la nature du titre, il n'en est plus de même, et tandis que la lettre de change constituera toujours et nécessairement un acte commercial, il n'en sera pas de même du chèque. C'est là ce que notre art. 4 veut dire, par ces mots : le chèque n'est pas *par sa nature* un acte de commerce, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre. C'est là qu'est la dérogation formelle au droit commun qui répute actes de commerce « les lettres de change, *ou remises de place en place* (art. 632 6·). »

Cette dérogation a été constatée de la manière la plus explicite au Corps Législatif. Plusieurs orateurs, notamment MM. Picard et Berryer, s'appuyant sur les derniers mots de l'art. 632 : *remises de place en place*, ont soutenu que le chèque tiré d'un lieu sur un autre contenait la remise de place en place aussi bien que la lettre de change, que par conséquent le chèque était, *par sa nature*, comme la lettre de change, un acte de commerce, et qu'il était dès lors peu raisonnable d'exprimer le contraire, dans la loi, comme le faisait l'art. 4.

A ces objections, M. de Lavenay, commissaire du gouvernement, a répondu : « C'est précisément pour cela que nous avons raisonné ainsi : Si la loi est muette, et je dis en passant que c'est un des nombreux motifs de faire une loi spéciale, de ne pas s'en tenir, comme on l'a proposé, à un simple article de la loi de finance portant exemption d'impôt; nous avons, dis-je, raisonné ainsi : si la loi est muette sur ce point, lorsque le chèque sera tiré de la même place, il y aura ou il n'y aura pas acte de commerce, suivant la qualité du tireur ou les circonstances; mais s'il est tiré d'une place sur une autre, il y aura toujours acte de commerce, et le souscripteur, quel qu'il soit, sera toujours tenu de la juridiction commerciale.

« On avait déjà fait remarquer, dès l'année dernière, et le gouvernement comme le Conseil d'Etat et votre commission ont partagé cet avis, que ce résultat, dans certains cas, serait exorbitant.

« En effet, le chèque est un instrument de liquidation qui n'est pas seulement employé dans les habitudes du commerçant, il est employé aussi comme mode de payement dans les habitudes des simples particuliers; toute personne peut payer un fournisseur, pour une livraison quelconque, avec un chèque. Dans l'état actuel des choses, quand on donne ces récépissés dont on s'est servi jusqu'à présent, on ne dénature pas son obligation ;

elle reste, après la délivrance du récépissé, civile ou commerciale, comme elle était auparavant.

« On a donc pensé qu'on ferait une chose utile à la propagation des chèques, utile à cette habitude que l'on veut développer de déposer les fonds disponibles en comptes-courants, en permettant aux particuliers non commerçants de payer avec un chèque, même d'une place sur une autre place, les livraisons qui leur auraient été faites, et cela sans changer de juridiction et sans qu'ils deviennent, eux qui ne sont point commerçants, qui n'ont aucune affaire de commerce, justiciable des tribunaux de commerce.

Je le répète, c'est, il est vrai, une dérogation à la présomption qui fait considérer comme opération de commerce toute remise d'argent de place en place ; mais c'est une dérogation qui a été faite intentionnellement en faveur de l'institution des chèques, en faveur de leur propagation, à raison de leur objet et de leurs causes habituelles ; au profit enfin des personnes non commerçantes qui veulent se servir, pour la simple liquidation de leurs obligations, de ce mode de payement (séance du 23 mai 1865). »

Il ne saurait donc y avoir aucun doute : en écrivant l'art. 4, le législateur a eu l'intention bien arrêtée de déroger à l'art. 632 6° C. com. Le chèque ne constitue jamais, par lui-même, quel que

soit l'usage auquel il a été employé, un acte de commerce, pas plus qu'un simple billet; pour savoir s'il est acte de commerce, il faut se reporter aux principes généraux posés par l'art. 631, C. comm., sous cette réserve que lorsqu'il s'agit d'un chèque, cette circonstance, qu'il y a remise d'argent de place en place, décisive dans tout autre cas, ne peut plus être prise en aucune considération. Mais M. de Lavenay, qui signalait avec tant de clarté le but que voulait atteindre la loi, allait trop loin, selon nous, et faisait une concession exagérée, lorsqu'il reconnaissait que le chèque tiré d'un lieu sur un autre réalisait, au même degré que la lettre de change, la remise de place en place, c'est-à-dire une opération réputée commerciale. Il n'en est pas toujours ainsi, et nous allons démontrer bien facilement qu'il y a une distinction toute naturelle à faire entre la *nature* même de la lettre de change et la *nature* du chèque.

En effet, la lettre de change qui, à peine de ne plus être lettre de change, doit toujours être tirée d'un lieu sur un autre, doit toujours aussi contenir un contrat de change. Ce n'est pas tout, pour sa perfection, qu'elle soit tirée d'un lieu sur un autre, il faut encore que la valeur en ait été fournie au tireur en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière, et qu'elle l'énonce (C. com., art. 110). Or, c'est dans la combinaison de

ces deux éléments : 1° la valeur fournie en un lieu et exprimée dans le titre; 2° son équivalent restitué dans un autre lieu que réside le contrat de change, et, par suite, la lettre de change.

Pour le chèque, c'est bien différent; même tiré de place à place, il aura bien un des caractères de la lettre de change, le mandat donné à un tiers de payer en un autre lieu; mais il ne renfermera pas nécessairement l'autre caractère, qui est non moins essentiel à la réalisation du contrat de change, à savoir : la valeur fournie au tireur en un lieu autre que celui où il pourra payer; à supposer même que cette valeur ait été fournie, le titre ne l'énonce pas. Il peut donc ne pas y avoir contrat de change, puisqu'il n'y aura pas toujours *change*. Il n'est donc pas exact d'admettre, comme le faisait le commissaire du gouvernement, que, par cela seul qu'il est payable en un autre lieu, le chèque, comme la lettre de change, suppose toujours une remise de place en place.

M. Rouher était donc bien plus dans la vérité des principes quand, prenant la parole après M. de Lavenay, il disait : « Je n'hésite pas à l'affirmer, dans l'émission et l'acceptation d'un chèque, il n'y a pas, à proprement parler, un contrat de change; il n'y a pas ce qui est le caractère fondamental et essentiel de la lettre de change et de la juridiction commerciale. L'émission d'un chèque

est une simple liquidation, un simple règlement opéré sur des fonds disponibles, au moyen d'un instrument de crédit spécial, opération très différente du contrat de change, tel que le définit le Code de commerce. Il ne saurait y avoir, par conséquent, ni doute, ni hésitation, ni difficulté dans l'application de l'art. 4 (séance du 23 mai 1865). »

Du reste, en supposant même que le chèque réalisât le contrat de change au même degré que la lettre de change, il n'en serait pas moins vrai que les mêmes règles de compétence ne devraient pas s'appliquer à ces deux titres. La lettre de change est un instrument de crédit qui peut être créé sans qu'au préalable la provision ait été remise au tiré; il est donc tout simple que le tireur ou l'endosseur d'un pareil titre soit soumis à une juridiction et à des voies d'exécution exceptionnelles. Le chèque, au contraire, n'est qu'un instrument de payement; il ne peut être créé qu'autant qu'une provision préalable est déjà remise entre les mains du tiré; en cas de contravention à cette obligation, une lourde amende est infligée au délinquant, sans préjudice de l'application des lois pénales, s'il y a eu manœuvre frauduleuse. Il est donc naturel qu'il reste soumis aux règles de compétence ordinaire.

Ajoutons que le législateur devait favoriser le chèque, dans le but d'en propager l'usage, et que

décider que le fait seul de régler un fournisseur ou un créancier quelconque avec un chèque, entraînerait la juridiction commerciale, c'eût été en retirer l'emploi non-seulement aux personnes à qui leur profession ou leur position sociale interdit les actes de commerce, mais encore à cette classe la plus nombreuse qui n'hésitera pas à se servir du chèque, dans les relations de tous les jours, pour des payements modiques, mais qui répugnerait à un acte pouvant entraîner une juridiction exceptionnelle. Ici encore nous citerons quelques paroles de M. Rouher : « Quelle a été la préoccupation du gouvernement? Il lui a semblé que si on admettait qu'un particulier fera un acte de commerce toutes les fois qu'il délivrera un chèque pour ses opérations, c'était enrayer le développement de cette nature d'opérations, de cette nature de titre. Il est de toute évidence qu'un simple particulier, qui délivre un chèque sur son banquier, se verrait peu volontiers, si une contestation s'élevait sur la régularité du chèque, conduit devant le tribunal de commerce, et avec cette conséquence qu'il deviendrait contraignable par corps (1) en cas de condamnation. Eh bien! l'ar-

(1) Cette considération ne pourrait plus être invoquée aujourd'hui, depuis la loi du 22 juillet 1867. Art. 1er « La contrainte par corps est supprimée en matière commerciale, civile, et contre les étrangers.

ticle 4 vous dit que, lorsqu'il y aura émission d'un chèque, le fait seul de cette émission n'entraînera pas la juridiction consulaire (séance du 23 mai 1865). »

Après avoir établi la règle que l'émission d'un chèque n'entraînera pas de droit la compétence des tribunaux de commerce, il faut voir comment elle s'appliquera dans la pratique.

Nous avons déjà à cet égard posé deux principes :

1° A l'égard du non-commerçant, la commercialité de la cause du chèque peut seule l'attirer devant le tribunal d'exception. Si la commercialité du fait n'est pas établie, la qualité civile de la personne la laisse sous l'empire de la juridiction commune.

2° A l'égard du commerçant, au contraire, la nature purement civile du fait la replace seule sous la juridiction consulaire.

S'il ne prouve pas cette cause étrangère au commerce, sa qualité de commerçant fait présumer la commercialité de l'acte et la maintient sous la juridiction consulaire.

Ainsi, pour la demande judiciaire formée contre un commerçant à propos d'un chèque, le Tribunal de commerce sera compétent à raison de la personne. Ce n'est là que le droit commun qui ressort de deux dispositions de la loi : l'art. 631 du

Code de commerce, déjà cité, qui attribue formellement à ce tribunal la connaissance des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers ; l'art. 638 du même Code qui, dans son § 2, répute obligations commerciales tous les billets souscrits par un commerçant et ne contenant pas l'énonciation d'une cause étrangère au négoce.

Toutefois, même pour le commerçant, la loi distingue les actes relatifs au négoce et ceux qui y sont totalement étrangers. Cette distinction se trouve dans l'art. 638, § 1er, du Code de commerce, emprunté à l'art. 6 de l'Ordonnance de 1673, et ainsi conçu : « Ne seront point de la compétence des tribunaux de commerce, les actions intentées contre un propriétaire, cultivateur ou vigneron, pour vente de denrées provenant de son crû, les actions intentées contre un commerçant, pour payement de denrées et marchandises achetées pour son usage particulier. » Si donc le commerçant souscrit, pour ses besoins quotidiens et son usage personnel, des engagements étrangers à son commerce ; s'il a le soin d'en énoncer la cause dans le titre, alors ce n'est plus comme commerçant, mais comme simple particulier qu'il a contracté, et il n'est plus justiciable des tribunaux de commerce.

Dans la discussion relative aux chèques, il a

été reconnu, par les orateurs du Gouvernement, que ces principes conservaient leur empire. Ainsi, M. Ernest Picard avait dit : « M. le commissaire du Gouvernement me fait une réponse qui pourrait me satisfaire, si l'art. 4 donnait aux commerçants le droit de faire attribuer à la juridiction civile certaines contestations qui pourront les intéresser, et résultant de l'usage qu'ils auraient fait des chèques pour des affaires autres que des affaires commerciales. » A quoi M. de Lavenay a répondu : « Pardon, monsieur Picard, nous disons : *par sa nature*. Lorsque le chèque sera souscrit par un commerçant à l'occasion d'une affaire de commerce, ce commerçant, en vertu des prescriptions du Code de com., sera justiciable du tribunal de commerce. *Autrement le souscripteur sera justiciable des tribunaux civils.* » (Séance du 23 mai 1865).

Du reste, un contrat qui, pour l'une des parties, pourra n'être pas un contrat de commerce, pourra constituer pour l'autre un acte commercial. Par exemple, pour un propriétaire de vignobles, vendre les denrées de son crû, ce n'est pas commercer ; mais pour l'acheteur, acheter ces denrées avec l'intention de les revendre, c'est faire un trafic et rentrer dans les actes de commerce énoncés à l'art. 632 C. comm. Le contrat est donc civil d'un côté, commercial de l'autre, et le

propriétaire, simple particulier, qui ne pourra être attiré devant la juridiction consulaire, aura le choix d'y appeler l'acheteur engagé par cause commerciale, ou de saisir de sa demande les tribunaux civils.

Il en sera de même pour le chèque. Un simple particulier souscrit un chèque sur son banquier, pour cause étrangère au commerce. Quant à lui, l'acte est purement civil, mais pour la banque de dépôts qui spécule sur les fonds, elle sera, elle, engagée à raison de son commerce. Par suite, le souscripteur pourra, en saisissant la justice, porter son action devant les tribunaux civils ou commerciaux, à son choix.

A la règle générale qui ne permet pas aux tribunaux de commerce de connaître des contestations soulevées contre un simple particulier, une exception existe ; elle est écrite dans l'art. 637 C. com. qui dit : « Lorsque les lettres de change et les billets à ordre porteront en même temps des signatures d'individus négociants et d'individus non négociants, le tribunal de commerce en connaîtra ; mais il ne pourra prononcer la contrainte par corps contre les individus non négociants, à moins qu'ils ne se soient engagés à l'occasion d'opérations de commerce, trafic, change, banque ou courtage. »

Ainsi, quand la signature du simple particu-

lier se trouve accolée sur le même titre à des signatures d'individus justiciables du tribunal de commerce, une sorte d'indivisibilité s'établit et rend la juridiction consulaire compétente.

Le chèque, qui est un effet à ordre, rentre donc dans les termes de l'art. 637. M. Rouher l'a d'ailleurs formellement reconnu au Corps législatif : « Les règles de juridiction tracées par l'art. 636 du Code de commerce, lorsque le billet à ordre n'est revêtu que de signatures d'individus non négociants, et aussi celles tracées par l'art. 637, lorsque le titre porte à la fois des signatures de négociants et de non négociants, demeurent, d'ailleurs, complétement applicables aux chèques. (Séance du 23 mai 1865). »

Dans l'application de l'art. 637, une question grave, qui peut surgir à l'occasion d'un chèque aussi bien que relativement à un billet à ordre, a divisé la doctrine et la jurisprudence. On s'est demandé si le Tribunal de commerce est valablement saisi à l'égard du non-négociant, lorsque, sur le titre qu'il a signé, figureront des signatures de négociants *qui sont liberés ou qui ne sont pas en cause.*

Pour l'affirmative, on a dit : que la disposition de l'art. 637, conçue en termes généraux et absolus ne comportait aucune distinction ; qu'elle attribuait sans restriction aux tribunaux de commerce,

par opposition au cas prévu par l'art. 636, la connaissance de tous effets revêtus de la forme commerciale; que dès lors, il est indifférent que l'individu non négociant, signataire de l'effet, soit seul actionné en payement, parce que cette circonstance n'est pas de nature à anéantir la juridiction commerciale irrévocablement acquise par le fait de la signature d'individus négociants; qu'enfin il faut reconnaître que le simple particulier a accepté d'avance cette juridiction, lorsque, pour satisfaire à une obligation purement civile, il a eu recours aux formes commerciales, et notamment au billet à ordre, parce que, en le souscrivant, il s'est soumis aux conséquences qui pourraient en résulter, si un effet, mis en circulation, se trouvait ensuite revêtu de la signature de commerçants. (1)

Nous adopterons la négative pour plusieurs raisons :

1° L'art. 637 dit : « Lorsque les lettres de change et les billets à ordre porteront en même temps des signatures d'individus négociants et d'individus non négociants, le tribunal de commerce en connaîtra. » Il prévoit donc le cas où des négociants et des non négociants sont actionnés ensemble à raison du même titre, et sa disposition, dans cette hypothèse, s'explique par la crainte de voir deux

(1) Nouguier. Des chèques, N. 95.

juridictions différentes rendre des décisions oppo-
sées dans la même affaire, comme après tout l'acte a un caractère commercial, la commercialité l'emporte, et les signataires commerçants entraînent leur co-signataire non commerçant devant leur juridiction. Mais cette disposition toute exceptionnelle ne saurait être étendue au cas où les signataires commerçants sont libérés ou ne sont pas en cause, et où le signataire non commerçant est seul actionné; car alors les motifs qui ont dicté l'article 637, à savoir la crainte de décisions opposées dans la même affaire, n'ont plus aucune raison d'être;

2° A supposer même que l'art. 637 fût applicable, même dans ce cas, à la lettre de change et au billet à ordre, il n'en résulterait nullement que son application pût être étendue au chèque. Le chèque ne rentre pas dans les termes de l'article, et nous le répétons, une disposition exceptionnelle ne saurait être étendue au-delà de ses termes.

3° Indépendamment du texte de la loi, il faut consulter l'intention du législateur. Le législateur a entendu favoriser le chèque et en encourager la propagation; il n'a pas admis, comme en matière de lettre de change ou de billet à ordre, que le fait seul de signer un chèque, même tiré d'un lieu à un autre, fasse présumer la commercialité de l'acte. Il est donc impossible de lui appliquer une disposition tout exceptionnelle, que nous aurions

de la peine à appliquer même à la lettre de change ou au billet à ordre.

§ 2. *Règles de la lettre de change applicables aux chèques.*

Après avoir dit que le chèque, même tiré de place à place, n'est pas, par sa nature, un acte de commerce : « Toutefois, continue l'art. 4, les dispositions du Code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettres de change, sont applicables aux chèques. » Cette disposition, suivant immédiatement le § 1er, a paru peu logique, en ce qu'elle applique les règles de la loi commerciale à un acte qu'elle vient de déclarer ne pas être toujours un acte de commerce. Bien plus, grâce à cette disposition du § 2, relative à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, on arrive à ce résultat bizarre que les signataires d'un chèque, même quand il sera un acte purement civil, seront traités parfois plus sévèrement que les signataires d'une lettre de change. La lettre de change en effet, dans les hypothèses prévues à l'art. 112 C. com., perd son caractère pour n'être plus réputée que simple promesse ; n'étant plus lettre de change, l'art. 140 du Code de commerce, relatif à la garantie solidaire en matière de lettres de change, cesse de lui être applicable ; tandis que, suivant notre art. 4

§ 2, l'art. 140 C. com. sera toujours applicable au chèque, sans distinguer s'il constitue ou non un acte de commerce.

Faut-il donc reconnaître qu'il y a antagonisme, ou au moins inconséquence entre les deux paragraphes de l'art. 4? Nullement : de ce que la loi, en caractérisant la nature de l'acte, a déclaré qu'il n'était pas commercial, il ne s'ensuit pas que la procédure préparatoire du litige ne doive pas être réglée par le Code de commerce, et les deux questions ne sont pas solidaires. Lorsque le chèque émis, a dit M. Rouher, donne lieu à des contestations, les recours en garantie peuvent être exercés conformément aux dispositions du Code de commerce. C'est ce qu'énonce l'art. 4 : il vous dit que toutes les fois que le chèque sera protesté, toutes les fois qu'il y aura dénonciation du protêt, les formalités seront remplies suivant les prescriptions du Code de commerce. C'est ainsi que les choses se passent pour un billet à ordre souscrit par un simple citoyen. Lorsque, à l'occasion d'un billet à ordre, on exerce un recours contre le souscripteur ou contre les endosseurs, toutes les formalités prescrites par le Code de commerce sont suivies, dans le cas même où ce billet est souscrit et garanti par des individus non commerçants. Mais dans cette circonstance, où le souscripteur n'est pas un commerçant, il peut décliner la juridiction

consulaire et demander son renvoi devant le tribunal civil. C'est une distinction pareille que la loi établit pour les chèques.

Il n'y a donc rien d'anormal à appliquer au chèque des formalités prescrites par le Code de commerce, tout en décidant qu'il ne constitue pas toujours et dans tous les cas, un acte de commerce.

Quelles sont donc les différentes dispositions du Code de commerce qui seront applicables au chèque, en vertu de notre article ?

1° D'abord celles relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs. Dans le but d'assurer autant que possible l'exécution de la convention de change, en augmentant les sûretés du créancier porteur de la lettre de change, le législateur a voulu que tous les débiteurs de ce titre fussent solidairement responsables. « Tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé une lettre de change, dit l'art. 140 du Code de commerce, seront tenus à la garantie solidaire envers le porteur. »

Comme le dit le rapport de M. Darimon une telle solidarité est nécessaire au succès des chèques et à leur adoption générale. Le porteur du chèque doit avoir une sécurité complète ; la nécessité de la provision lui garantit que le tireur ne peut abuser de sa bonne foi ; et la solidarité des endosseurs lui est un nouveau gage que le chèque ne restera pas en souffrance.

Par ces expressions : *envers le porteur*, il faut entendre non-seulement le porteur actuel, mais tous ceux qui soit par négociation, soit par endossement deviendront *porteurs*. Il faudrait donc appliquer le bénéfice de l'art. 140 à l'endosseur qui aurait remboursé le propriétaire du chèque non payé par le tiré et qui, en se mettant en son lieu et place, aurait repris sa qualité de porteur.

2° Il faudra encore appliquer au chèque, suivant notre article, les règles concernant le protêt, en matière de lettres de change. Quand le tiré, sur la présentation du chèque, ne paye pas, il faut que la constatation de son refus, qui est le point de départ des actions en garantie, soit faite d'une façon authentique. Cette constatation, en Angleterre, se fait de la façon la plus expéditive : aussitôt le chèque présenté à la banque et non payé, le refus de payement est constaté à l'instant même par le porteur, celui-ci le rend comme un papier sans valeur à celui qui le lui a cédé, et ce dernier reste son débiteur du montant : pas de protêt ni de formalités, le chèque est dit alors déshonoré. En France, d'après l'art. 162 C. com., « le refus de payement de la lettre de change doit être constaté, *le lendemain* du jour de l'échéance, par un acte que l'on nomme protêt faute de payement. Si ce jour est un jour férié légal, le protêt est fait le jour suivant. »

La commission administrative chargée de préparer le projet de loi, avait hésité entre ces deux moyens de constatation; elle a préféré néanmoins le protêt, afin de déroger le moins possible aux habitudes commerciales. Il lui a paru trop rigoureux que les recours contre les tireurs et les endosseurs fussent ouverts du moment même où le porteur a essuyé un refus de payer de la part du tiré! Mais la commission du Corps législatif a trouvé que la théorie ordinaire du protêt levé le lendemain de l'échéance était peu d'accord avec la nature du chèque, papier payable à présentation et pour lequel la loi exige provision préalable. C'est ce qu'exprimait son rapporteur, M. Darimon, quand il disait : « Cette procédure a paru renfermer quelques lenteurs qui s'accordent mal avec la rapidité de transmission et de payement des chèques. Les tribunaux s'habitueront sans doute à considérer les contestations relatives aux chèques comme devant être résolues dans le plus bref délai et les rangeront parmi les matières sommaires. En attendant, il était bon d'accorder au porteur du chèque la faculté de faire constater le refus de payement « à l'instant même, » afin de lui permettre de se mettre en règle vis-à-vis du tireur. En conséquence, la commission a proposé d'ajouter à l'art. 4 un 3e paragraphe ainsi conçu : « cependant le protêt pourra suivre immédiate-

ment le refus de payement. » Cette modification avait reçu l'assentiment du conseil d'Etat.

Cet amendement fut l'objet de vives discussions au Corps législatif, et fut attaqué notamment par M. Quesné, dans la séance du 5 mai 1865. « Pourquoi, disait-il, cette dérogation au droit commun, qui accorde au tiré jusqu'au lendemain pour s'acquitter? Comment constatera-t-on le refus de payement ?..... La fermeture de la caisse à une heure moins avancée de la journée que dans d'autres établissements, l'absence du tiré, le manque d'instructions données par lui à ses représentants, la demande d'un délai d'une heure pour examiner son compte avec le tireur, sont-ce là des circonstances qui pourront être regardées comme constituant des refus de payement ?

« Lorsqu'il s'agit d'une lettre de change, d'un effet de commerce, le tiré, le débiteur est averti ; il sait que, à tel jour, tel payement lui sera réclamé. Ici, point. Ici, il n'y a point de jour fixe indiqué ; le solde est à la disposition du créditeur, dès qu'il a été reconnu disponible. Pendant des jours, des semaines, des mois, une année, le tiré, le débiteur est sous le coup d'un chèque. Un chèque, même d'un chiffre considérable, peut arriver à l'improviste. Pour éviter le grave danger du protêt, il faudra donc que le débiteur garde constamment de fortes sommes dans sa caisse. Mais,

c'est justement cela que vous voulez éviter, et avec raison, car vous voulez, comme moi, la circulation de la monnaie. Que ce chèque soit présenté au tiré au moment de la fermeture des caisses, le tiré, s'il n'a pas conservé chez lui la somme nécessaire, ne peut aller chez son banquier, il ne peut aller chez des amis, le protêt est là menaçant, impitoyable, inévitable, et voilà un homme dont la signature est, comme vous le dites déshonorée. »

Par ces raisons, M. Quesné demande le renvoi à la commission du § 3 de l'art. 4. Appuyée par MM. Picard, Gressier, Segris, Louvet et Jules Favre, cette demande fut combattue par MM. Martel, Emile Olivier, Pouyer-Quertier, de Lavenay, commissaire du gouvernement, et Darimon, rapporteur du projet de loi. La Chambre donna gain de cause à M. Quesné, et renvoya l'article rejeté à un nouvel examen de la commission, laquelle, en présence des craintes manifestées dans la discussion, a consenti à la suppression du paragraphe indiqué.

Le protêt pour le chèque sera donc, en définitive, réglé comme pour la lettre de change par l'art. 162 du Code de commerce ; il devra être fait le lendemain de l'échéance et même le surlendemain, en cas de jour férié.

3° Enfin, toujours d'après le 2° de notre article,

il faut encore appliquer aux signataires du chèque les règles tracées par le Code de commerce sur l'exercice de l'action en garantie contre les signataires de la lettre de change.

D'après l'art. 164 du Code du commerce, « le porteur d'une lettre de change protestée faute de payement, peut exercer son action en garantie ou individuellement contre le tireur et chacun des endosseurs ou collectivement contre les endosseurs et le tireur. La même faculté existe pour chacun des endosseurs, à l'égard du tireur et des endosseurs qui le précèdent. » Cet article sera pleinement applicable aux chèques. Mais il ne suffit pas au porteur d'avoir fait dresser le protêt, il faut encore qu'il notifie à ses obligés que le débiteur principal n'a pas rempli son engagement, et que leurs signatures restent en souffrance. Pour leur donner connaissance légale de ce fait, il faut que la dénonciation soit envoyée par exploit d'huissier contenant copie textuelle du protêt, et, de plus, il faut que cette dénonciation soit accompagnée d'une assignation en justice dans le délai de quinzaine, sauf prolongation à raison des distances (C. com , art. 165). Ces deux formalités sont prescrites cumulativement à peine de déchéance pour le porteur. Il ne suffirait donc pas de dénoncer le protêt sans assigner dans le délai de quinzaine, et il a été jugé, réciproquement,

que l'assignation en justice ne couvre pas le défaut de dénonciation du protêt (1).

Une question d'enregistrement s'est élevée à propos du protêt en matière de chèque. Le protêt doit être enregistré ; mais l'huissier peut-il attendre, pour le soumettre à cette formalité, jusqu'à l'assignation en payement, ainsi qu'on l'a admis en matière de lettre de change ? L'administration de l'enregistrement a décidé, par une solution du 6 avril 1868, que le chèque protesté doit être présenté à l'enregistrement en même temps que le protêt auquel il a donné lieu ; il y aurait donc sous ce rapport une différence entre le chèque et la lettre de change. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 42 et 69, § 2, n° 6 ; loi du 28 avril 1816, art. 50 ; loi du 14 juin 1865, art. 4.)

Une amende avait été relevée contre un huissier pour contravention à l'art. 42 de la loi du 22 frimaire an VII, parce qu'il avait dénoncé le protêt d'un chèque non enregistré. L'huissier contestait la légitimité de cette amende en s'appuyant sur les dispositions du deuxième alinéa de l'art. 4 de la loi de 1865, qui, d'après lui, assimilait le chèque à la lettre de change pour les formalités à remplir. L'administration de l'enregistrement répondit que

(1) Douai, arrêt 26 janvier 1784 ; Merlin, 1 Endossement N° 7, p. 612 ; Rép. du Palais, V° Protet, N° 183; Goujet et Merger, V° Protêt, N. 115.

l'assimilation du chèque à la lettre de change était écartée en principe par le premier alinéa de cet article, et tout spécialement restreinte, dans le second, aux formalités relatives à la garantie, au protêt, et à l'exercice de l'action en garantie telles qu'elles sont organisées par le Code de commerce. Or, disait l'administration, l'art. 50 de la loi du 28 avril 1816, qui a édicté le droit d'enregistrement de 25 centimes par 100 francs, et qui a permis de ne présenter l'effet à la formalité qu'avec l'assignation, ne s'applique qu'aux lettres de change et ne saurait être étendu par analogie. En conséquence, l'amende fut maintenue (1).

Cette décision, croyons-nous, était très-contestable, et il nous semble résulter, tant des termes que de l'esprit de la loi nouvelle, que le bénéfice de l'art. 50, loi du 28 avril 1816, doit être appliqué aussi bien au chèque qu'à la lettre de change. L'art. 4 de la loi de 1865 admet en principe que les dispositions du Code de commerce relatives au protêt et à l'action en garantie en matière de lettres de change, sont applicables au chèque. Limiter cette décision aux règles sur le protêt contenues au Code de commerce, sans vouloir l'étendre aux règles édictées par des lois spéciales, cela peut être conforme à la lettre de la loi de 1865, mais ne l'est certainement pas à son

(1) Sirey, 1868, 2e partie, p. 290.

esprit. Lorsque la loi du 28 avril 1816 a décidé que l'enregistrement de la lettre de change protestée pourrait être différé jusqu'à l'assignation en payement, elle a entendu certes faciliter l'emploi d'un titre qui est d'une utilité générale ; or, personne ne contestera que la loi du 14 juin 1865 n'ait voulu favoriser largement la vulgarisation des chèques. C'est donc ici le cas d'appliquer la règle : « *Ubi eadem legis ratio, ibi eadem ejus dispositio.* »

Ainsi, garantie solidaire du tireur et des endosseurs, protêt et exercice de l'action en garantie, tels sont les points sur lesquels notre article déclare les dispositions du Code de commerce communes aux chèques et aux lettres de change, mais cette énumération n'est pas limitative, et toutes les fois qu'il se rencontrera dans la loi commerciale des usages basés sur des conventions licites des parties contractantes, il faudra dire que ces usages doivent être étendus aux chèques. La seule différence, c'est que les dispositions spécialement rappelées à l'art. 4 seront *obligatoires*, tandis que les autres *pourront* être suivies par voie d'analogie.

Et d'abord pourrait-on, au moyen d'un aval, garantir le payement d'un chèque? L'affirmative n'est pas douteuse ; l'aval n'est qu'un cautionnement qui, en attirant la confiance sur les chèques par une nouvelle garantie, ne peut que con-

tribuer à leur propagation, et rentre ainsi tout à fait dans le vœu du législateur.

La mention : *retour sans frais*, qui se place ordinairement au bas de la lettre de change, au-dessous de la signature du tireur, et qui a pour but d'éviter les frais et les ennuis d'un protêt, est parfaitement admise pour les lettres de change. Comme elle renferme une convention licite, e qui ne heurte en rien les caractères substantiel du chèque, elle devra également être étendue à cette sorte de titre.

L'usage du *besoin* devrait également, et pour les mêmes raisons, être admis pour le chèque. On appelle *besoin* la mention que fait le tireur qu'à défaut de payement par le tiré, le porteur s'adressera à une autre personne du même lieu, et qui, au besoin, fera honneur à sa signature. On appelle *recommandataire* la personne ainsi désignée pour payer à défaut d'une autre. Rien ne s'oppose à ce que cette mention, parfaitement valable sur la lettre de change, soit valablement mise sur le chèque. Ici, il y a même une raison de texte ; notre article, en renvoyant aux règles du protêt des lettres de change, rend commun aux chèques l'art. 173, C. com., qui ordonne de faire constater le refus du payement, non-seulement au domicile du tiré, mais encore au domicile des *recommandataires* ou *besoin*.

Enfin, le *payement par intervention*, qui est

régi par les art. 158 et 159 du Code de commerce pour la lettre de change, pourra offrir la même utilité pour le chèque, et comme c'est un quasi-contrat *negotiorum gestorum* parfaitement licite, nul doute qu'il ne doive être admis.

Si le chèque a été perdu, comment obtiendra-t-on qu'il soit acquitté par le tiré? Ici encore, il faut chercher la réponse dans la matière des lettres de change.

Quand une lettre de change a été soustraite ou perdue, le propriétaire doit immédiatement en avertir le tiré par un acte extra-judiciaire contenant opposition au payement (art. 149, C. com.). Le tiré ainsi averti, ne doit point payer le porteur qui se présente, et s'il paye, c'est à ses risques et périls. Après avoir ainsi prévenu le tiré de garder les deniers, celui qui a perdu le titre peut demander le payement de la lettre de change perdue et l'obtenir par ordonnance du juge (1), en justifiant de sa propriété par ses livres et en donnant caution (art. 152, C. com.). En cas de refus de payement de la part du tiré, sur la demande formée en vertu des articles précédents, le propriétaire de la lettre de change perdue conserve tous ses droits par un acte de protestation. Cet acte doit être fait le lendemain de l'échéance de

(1) Bien que la loi se serve ici du mot *ordonnance*, il est bien certain qu'il s'agit d'un *jugement* du tribunal de commerce.

la lettre perdue et être notifié aux tireur et endos-seurs (art. 153, même Code).

Toutes ces dispositions seront appliquées sans difficulté aux chèques qui auront été perdus. (Comp. encore art. 154 et 155, C. com.)

Quid en cas de faux? Si un chèque, signé d'un faux nom, est mis en circulation, le dernier porteur aura un recours à exercer contre les endosseurs antérieurs, et ceux-ci, quand ils auront remboursé, pourront à leur tour actionner le premier endosseur, qui a eu le tort grave d'accepter le premier le chèque faux. Quant au tiré qui aurait payé ce chèque revêtu d'une fausse signature, il ne peut recourir contre le tireur, mais il a un recours contre le porteur et les endosseurs, en se fondant sur les art. 1235 1° et 1377 1° du Code civil. Toutefois, il faut bien observer que si le tiré paye, il élève contre lui une présomption de dette ; que, s'il veut répéter ses fonds, il devient demandeur, et qu'en cette qualité, il est tenu de prouver la fausseté de la signature du tireur.

Si la signature est véritable, mais qu'une altération de nature à tromper une personne même prudente ait été commise dans l'énonciation de la somme à payer, alors le tiré, qui a payé, n'a rien à réclamer au porteur, et il n'est pas admissible à critiquer le payement par lui fait. Le chèque a été véritable dans son origine ; il y a eu lien de droit, mandat, et le mandataire n'a pas été trompé sur

la signature du mandant. Mais, dans ce cas, le tiré aura l'action en répétition contre le tireur, parce qu'il a souffert *ex causa mandati* et que le mandant doit (art. 2000 du Code civ.) : « indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable. »

Article cinquième.

« Le porteur d'un chèque doit en réclamer le payement dans les cinq jours, y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu.

Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le payement dans les délais ci-dessus, perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré après lesdits délais. »

Cette disposition, qui est la disposition fondamentale de la loi de 1865, établit la différence essentielle qui sépare le chèque de la lettre de change à vue, en décidant que le payement du chèque doit être réclamé dans le délai de cinq ou de huit jours, tandis que l'art. 160 du Code de commerce donne au porteur d'une lettre de change à vue six mois à partir de sa date pour en réclamer le payement. Cette distinction, que la loi devait faire, tient à la différence qui existe entre la nature de ces deux titres : on n'a pas

voulu faire du chèque un effet de crédit qui, affranchi du droit de timbre, aurait causé un préjudice trop considérable aux recettes du trésor ; le chèque ne doit pas être destiné à une longue circulation, parce qu'il n'est ni un instrument de crédit ni même de liquidation, mais de compensation.

Il résulte de ce caractère du chèque qu'on ne pourrait appliquer ici, sans aucun doute, les dispositions du Code de commerce et permettre, comme le fait l'article 160 *in fine*, aux tireurs et aux endosseurs d'étendre les délais dans lesquels le payement doit être demandé. Indépendamment du caractère de ce papier, le texte formel de la loi : « doit en réclamer le payement » empêche, je crois, toute discussion sérieuse de s'élever à ce sujet. Mais, s'ils ne peuvent pas étendre ce délai, rien ne les empêche de l'abréger. On conserve ainsi au chèque son caractère qui demande une circulation très-rapide ; on ne porte aucune atteinte aux droits des tiers, et aucun préjudice au Trésor.

§ 1er. — *Délais pour présenter le chèque au tiré.*

Le paragraphe 1er de notre article veut que le payement du chèque soit réclamé *dans les cinq jours*, si le chèque est tiré sur la même place, et *dans les huit jours*, s'il est tiré d'une place sur une autre. Bien que tout le monde fût d'accord pour obliger le porteur d'un chèque à en réclamer le payement dans un délai très-court, cependant ce n'est pas

sans difficulté que la commission comme le Conseil d'État se sont arrêtés à cette dernière fixation.

La commission administrative nommée après le retrait du projet de loi inséré dans le budget de 1865 avait proposé de fixer les délais pour la présentation du chèque au payement, savoir : à cinq jours, pour le chèque tiré sur le même lieu, et à dix jours, pour le chèque tiré d'une place sur une autre.

Le Conseil d'État. s'inspirant des usages anglais (1), avait cru devoir les réduire à trois et à cinq : « Le chèque, disait M. de Lavenay dans son Exposé des motifs au Corps législatif, pour justifier la brièveté de ces délais, le chèque n'est pas destiné à une longue circulation, l'intérêt même du porteur est de le réaliser promptement ; car tant que le chèque n'est pas réalisé, c'est au profit du tireur et non au profit du porteur que courent les intérêts. L'essentiel est de dégager promptement les endosseurs. Au surplus, le chèque présenté après le délai n'est pas pour cela caduc, le porteur perd seulement les garanties spécifiées plus haut. » La Commission du Corps législatif trouva que ces délais étaient trop rigoureux. « Il peut se rencontrer des cas, dit M. Darimon

(1) En Angleterre, le chèque doit être présenté dans un délai raisonnable (a reasonable time) et on entend par là le jour qui suit celui où il a été remis. On a donc quarante-huit heures pour en réclamer le paiement.

dans son rapport au nom de cette commission, où le fait de ne pas présenter un chèque au bout de trois jours, s'il est émis sur la même place, ne soit pas le résultat d'un oubli ou d'une négligence, tel est le cas où celui à qui il a été remis en payement demeure à quelque distance, ou bien dans le cas où l'on a été obligé d'avoir recours à la poste pour le faire parvenir ; tel est encore celui où plusieurs jours fériés se suivent et où on ne peut procéder à l'encaissement. S'il s'agit d'un chèque tiré d'un lieu sur un autre, les cas de ce genre se multiplient encore, et, pour mieux dire, ils varient suivant les temps et les lieux. Par ces motifs, la commission a proposé de fixer les délais à cinq jours, y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et à huit jours, y compris également le jour de la date, si le chèque est tiré d'un autre lieu. » Le Conseil d'État s'est rallié à cet amendement qui, après la discussion en séance publique, est devenu la loi.

Plusieurs motifs, avons-nous dit, devaient déterminer le législateur à abréger autant que possible les délais de présentation des chèques : rendons-nous bien compte de ces divers motifs.

D'abord, *la nature du chèque*. Le chèque, nous ne saurions trop le répéter, n'est pas un instrument de circulation ; ce que le législateur devait avant tout éviter, c'était de le transformer en un

instrument qui se substituerait aux valeurs de crédit.

L'intérêt des banques de dépôt est un deuxième motif. « Comment ! disait au Corps législatif M. Pouyer-Quertier, vous voudriez, vous qui paraissez prendre la défense des banques de dépôt, que ces banques consentissent à ce que l'on tirât sur elles des lettres de change *à vue* pour des sommes considérables ! Quand se présenteront-elles, ces lettres de change ? Le banquier n'en sait rien. Il serait engagé pour six mois, jusqu'au dernier jour où on a le droit de présenter ces lettres de change. La commission tout entière a voulu, au contraire, par la création du chèque, garantir la sécurité des banques de dépôt, car elles ne sont jamais engagées au delà de cinq jours, si le chèque est tiré de la place sur la place, et au delà de huit jours, s'il est tiré d'une place sur une autre. Il en résulte donc que le banquier qui prévoit une crise, que le commerçant qui aperçoit quelque circonstance extraordinaire au point de vue financier, peut défendre à l'instant même à son créancier de tirer de nouveaux chèques sur sa caisse. Il s'entendra avec lui sur la manière dont il remboursera la somme qu'il lui doit, mais il ne voudra jamais rester exposé à payer des chèques qui pourraient ne se présenter qu'au bout de deux, trois, quatre ou six mois. L'échéance de la lettre de change à vue, ou à plusieurs jours de vue, est in-

décise. Le banquier ne peut savoir à quel moment, à quelle heure, elle se présentera à sa caisse. Il ne sait s'il aura alors provision ou non pour payer cette valeur qui aura circulé pendant plusieurs mois. Si les délais légaux sont expirés, on pourra encore le faire protester.

« Vous voyez donc bien l'avantage de la limitation. Cette limitation, nous ne l'avons pas inventée, elle est dans la loi de la lettre de change; mais elle y existe pour six mois, et ici nous l'avons réduite à cinq jours. Pourquoi ? parce que le chèque n'est pas un instrument de crédit ; parce que le chèque est un instrument de liquidation ; parce que le chèque est appelé à n'avoir qu'une existence éphémère ; parce que c'est un moyen de compensation ; parce que c'est de l'argent comptant ; parce que c'est du numéraire immédiatement disponible ; parce que c'est un moyen de créer les banques de dépôt, ces établissements si précieux dont il faut encourager, par tous les moyens, le développement, en assurant toujours leur sécurité. » (Séance du 23 mai 1865).

Le troisième motif est tiré de *l'intérêt du Trésor ;* M. de Lavenay, commissaire du gouvernement, l'exposait en ces termes : « Nous avons admis comme chèques, c'est-à-dire au bénéfice de l' immunité fiscale, non-seulement les chèques tirés sur la même place, mais les chèques tirés d'une place sur une autre. C'est déjà une extension de

faveur considérable ; car, si le chèque tiré d'une place à une autre, peut être comme le chèque tiré sur la même place, un instrument de payements, de liquidation, il contient une opération de change, c'est-à-dire une remise de fonds de place à place.

« A vrai dire, le chèque, tiré d'une place sur une autre place, contient virtuellement une opération de change, et, à ce titre, nous pouvions l'écarter du bénéfice de la loi. Votre commission et le gouvernement ont compris que le caractère de change s'effaçait ici devant le caractère supérieur d'instrument de liquidation, et faisant prédominer dans l'intérêt du pays, le caractère d'instrument de change, ils ont étendu au chèque tiré d'une place sur une autre l'immunité de l'impôt.

« Quant aux chèques tirés de l'étranger ou des colonies, le caractère de déplacement fictif, de remise d'argent, y est tellement prédominant, tellement important, qu'il n'était pas possible d'étendre les bénéfices de la loi jusque-là.

« Je reconnais que c'est l'intérêt du Trésor qui a mis là une barrière. Le Trésor fait un sacrifice pour les chèques tirés de l'intérieur. Il consent à ne pas y voir le caractère de change, qui cependant s'y trouve, pour n'envisager que le caractère d'instrument de liquidation ; mais quand il s'agit de chèques tirés soit de l'étranger, soit des colonies, le caractère de change devient tellement prépondérant, que le Trésor ne peut plus ne pas

en tenir compte et fermer les yeux sur le signe qui les rend passibles de l'impôt. » (Séance du 6 mai 1865.)

La brièveté de délai est encore d'un grand intérêt *pour le tireur et pour les endosseurs*, qui, tenus de la garantie solidaire, en cas où la provision fournie au tiré vient à périr avant l'échéance, restent ainsi peu de temps indécis sous le coup de cette obligation.

Enfin, dernier motif, le porteur y a aussi un intérêt, car en opérant immédiatement le recouvrement de son chèque, il évite les risques d'une faillite qui pourrait plus tard frapper le banquier. On peut ajouter que, jusqu'au moment où le chèque a été encaissé par lui, le porteur perd les intérêts, dont le tireur profite seul; mais c'est là une raison peu importante, à cause de la modicité du profit que pourraient donner au porteur quelques jours d'intérêts en plus.

Il est important de remarquer que les termes formels de notre paragraphe : « Y compris le jour de la date, » font exception à la règle générale d'après laquelle le jour de l'acte (que l'on appelle le *dies a quo*), qui fait courir le délai, n'est pas compris dans ce délai. C'est ce qu'exprime une maxime de l'ancien droit, *dies termini non computatur in termino*. Si on avait suivi cette vielle règle, le porteur du chèque aurait eu, en réalité, six ou neuf jours pour le présenter au payement. Au

contraire, d'après notre article, le jour de la création du chèque comptera dans le délai de cinq ou de huit jours, de sorte qu'on aura seulement, pour le présenter au payement, quatre jours en sus s'il est payable au même lieu, et sept jours s'il est tiré d'une place sur une autre.

§ 2. — *Déchéance contre le porteur négligent.*

Le second paragraphe de l'art. 5 porte : Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le payement dans les délais ci-dessus, perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré après lesdits délais. »

Telle est la rédaction définitive de ce paragraphe, mais elle n'a pas été adoptée sans discussion. Le projet primitif, tel qu'il avait été rédigé par la commission, d'accord avec le Gouvernement, portait : « Si le porteur n'en réclame pas le payement dans les délais indiqués au paragraphe précédent, il perd son recours contre les endosseurs et même contre le tireur, *dans le cas où celui-ei aurait fait provision, sauf les réserves indiquées à l'art.* 171, *C. com.* »

Cette rédaction fut attaquée au sein du Corps législatif, et la Commission, à laquelle l'article fut renvoyé, proposa la disposition qui forme aujourd'hui le texte de la loi.

« Dans l'esprit de la Commission, a dit M. Da-

rimon (1), son rapporteur, comme du Gouvernement, de qui cette rédaction émanait en partie, ce paragraphe signifiait seulement que si le porteur d'un chèque laissait passer les délais, il perdait le recours en garantie qui résultait de son titre. Jamais ni la commission, ni le Conseil d'Etat n'avaient eu la pensée que le fait d'avoir négligé de présenter le chèque en temps utile entraînât pour le porteur une déchéance absolue et définitive, et que celui-ci n'eût plus le droit d'agir par les voies ordinaires. L'opinion contraire était exprimée en termes très-explicites dans l'exposé des motifs du projet de loi, et si le rapport de votre commission ne l'avait pas reproduite, c'est qu'elle jugeait qu'il ne pouvait pas y avoir le moindre doute à cet égard.

« Cependant il a suffi que dans le Corps législatif on ait cru voir que, dans son texte, le paragraphe laissait planer sur ce point une certaine équivoque pour que la commission se rendît aux observations qui étaient présentées, et pour qu'elle s'associât elle-même à la demande de renvoi.

« En examinant avec soin la question, la commission a pensé que le meilleur moyen de dissiper toutes les obscurités était de se borner à indiquer le cas où la forclusion absolue était encourue par le porteur du chèque qui ne l'aurait

(1) Rapport supplémentaire, annexé au procès-verbal de la séance du 30 mai 1865.

as présenté dans les délais légaux. » En conséquence, d'accord avec le Conseil d'Etat, elle a adopté la rédaction qui est devenue le 2e § de l'art. 5.

Le législateur devait maintenir pour les chèques comme elle existe pour les lettres de change, une différence considérable entre la position des endosseurs et celle du tireur, au point de vue du recours du porteur contre eux. La rédaction définitivement adoptée la consacre d'une manière explicite :

1re *hypothèse.* — *Déchéance du porteur en faveur des endosseurs.* — Ici, point de difficulté. Le porteur d'un chèque qui n'a pas touché le montant de son effet ne pourra agir en recours contre les endosseurs qu'à la condition d'avoir réclamé le payement dans le délai fixé par la loi, d'avoir fait dresser le protêt, fait sa notification et donné assignation dans les délais. En autres termes, l'action en garantie ne peut être intentée contre les endosseurs qu'autant que les formalités prescrites par la loi ont été remplies. Leur absence est, quant aux endosseurs, une cause absolue de déchéance pour le porteur, et elle rend inutile la preuve de l'existence de la provision (art. 168, C. comm.).

Notre ancienne législation était plus rigoureuse : elle contraignait les endosseurs qui voulaient se prévaloir de la déchéance, à justifier, comme le

tireur, que les fonds se trouvaient à l'échéance entre les mains du tiré. Le Code de commerce est revenu aux vrais principes, en établissant une distinction toute naturelle entre le tireur et les endosseurs. Car enfin le tireur n'accomplit son obligation qu'autant qu'il remet au tiré une somme suffisante pour acquitter le chèque. S'il n'a opéré ce versement, il reçoit, sans rien donner en équivalent, le prix du chèque, et par conséquent il s'enrichit sans cause. Au contraire, les endosseurs payent d'abord le prix de l'effet qu'ils veulent acquérir; ils font ainsi l'office de véritables acheteurs; puis, voulant rentrer dans leurs fonds, ils revendent le même titre à un sous-acquéreur qui leur restitue ce qu'ils ont versé. Ce qu'ils ont donné d'une part, ils le reçoivent de l'autre, mais ils n'ont rien gagné dans cette négociation.

Sans doute, si le tiré ne paye pas à l'échéance, comme ils sont restés garants solidaires en tant que vendeurs de l'effet, ils sont alors obligés, par une sorte de condition résolutoire, de restituer au porteur ce qu'ils en ont reçu et de reprendre le chèque. Mais il faut, pour qu'ils soient soumis à cette garantie, que le porteur n'ait pas de faute à se reprocher, et qu'il ait rempli toutes les formalités prescrites par la loi. Si le porteur ne s'est pas présenté au payement en temps utile, ou n'a pas fait précéder sa réclamation des diligences pres-

crites, il ne saurait faire supporter aux endosseurs les conséquences de sa négligence; car eux, endosseurs, ne font aucun bénéfice, et veulent seulement éviter de payer deux fois : *de damno vitando certant, non de lucro captando.* C'est d'ailleurs l'application pure et simple des articles 168, 170 du Code de commerce.

A la lecture de l'art. 117 du même Code, relatif à la lettre de change, on pourrait croire que les endosseurs sont tenus de prouver l'existence de la provision à l'échéance, et le § 2 de cet article ferait résulter cette preuve pour eux du simple fait de l'acceptation. Comme ici, en matière de chèque, il n'est pas question d'acceptation, puisque le papier est payable à présentation, on pourrait être tenté de dire que la preuve ne résultera pas, bien entendu, du fait de l'acceptation, puisqu'il n'a pas lieu, mais que l'esprit de l'article 117 doit être suivi, et qu'il oblige les endosseurs à faire la preuve de l'existence de la provision.

Mais les articles 168 et 170 C.com. qui résolvent plus directement cette question, font repousser cette idée. L'art. 168 prononce la déchéance des droits du porteur vis-à-vis des endosseurs, par cela seul qu'il y a eu négligence de la part du porteur ; et, en le rapprochant de l'art. 170 on n'y trouve pas, comme dans cet article, l'obligation de prouver qu'il y avait provision à l'échéance ;

preuve qu'il n'est donc obligatoire qu'au cas de recours contre le tireur.

Que signifie alors le deuxième § de l'art. 117? Cette disposition se rattacherait, suivant M. Bravard, à un système différent que les rédacteurs de l'art. 117 avaient sans doute l'intention d'adopter, mais que les art. 168 et 170 ont définitivement écarté. En ce qui concerne les rapports des endosseurs avec le porteur, c'est donc à ces articles 168 et 170 qu'il faudrait s'attacher, en laissant de côté le § 2, de l'art. 117.

2 *Hypothèse.*—Déchéance du porteur en faveur du tireur. — Le porteur perd aussi son recours con-tre le tireur, dit le § 2, de notre article, si la provision a péri, *par le fait du tiré, après les délais.*

Examinons d'un peu près les conditions requises pour que le porteur perde ainsi son recours contre le tireur:

1. Il faut que le tireur ait fait la provision. — C'est là une condition indispensable. En effet, s'il n'avait pas fait la provision, s'il n'avait pas livré les fonds affectés à l'extinction du chèque, il est bien évident qu'il serait resté le débiteur direct du preneur. Dans ce cas, le chèque n'aurait été qu'un bout de papier sans aucune valeur, et il ne saurait être question pour le porteur de formalités à remplir pour conserver ses garanties. Ce n'est qu'autant qu'il a fait provision, et il faut que cette provision soit préalable à la création du titre, que

le tireur a cessé d'être le débiteur principal du preneur ou de ses cessionnaires, pour devenir simple caution de la solvabilité du tiré ; et dans ce cas, la présentation au payement dans les cinq ou les huit jours, le protêt, la notification, la citation en payement dans la quinzaine sont requises pour le constituer en demeure de garantir le porteur.

Mais, pour que l'exercice des actions en garantie du porteur contre le tireur soit subordonné à des diligences, et pour que le tireur puisse se prévaloir de leur absence, il ne suffit pas que le tireur affirme avoir fait provision ; il faut qu'il justifie avoir remis au tiré en temps utile une somme suffisante pour acquitter la dette (art. 170, C. com.). C'est à lui qu'incombe la charge de la preuve ; le porteur, lui, n'a rien à dire, conformément à la règle : *onus probandi incumbit ei qui dicit, non ei qui negat*, parce que le refus de payement du tiré constitue une présomption grave que la provision n'existait pas.

2. Il ne suffit pas que la provision ait été remise ; il faut encore qu'elle ait été laissée entre les mains du tiré jusqu'à l'expiration des délais accordés au porteur pour demander le payement. En effet, jusque là, le tireur est solidairement responsable avec les endosseurs du non-payement constaté par le protêt.

C'est encore au tireur à établir que la provision, remise par lui au tiré, existait encore libre et dis-

ponible entre ses mains au moment de l'échéance, c'est-à-dire après l'expiration de cinq ou de huit jours y compris le jour de la date, depuis la création du chèque ; car ici encore la présomption est contre lui. Tant que les délais ne sont pas expirés, le porteur n'est pas en faute de ne pas se présenter au payement ; il n'y a aucune négligence à lui reprocher, et il ne saurait être déchu à l'égard du tireur. « Lorsque la provision, disait le commissaire du gouvernement, M. de Lavenay, périt dans le délai de cinq jours, le recours du porteur est conservé dans tous les cas contre le tireur (et les endosseurs) parce que le principe, c'est que le tireur comme les endosseurs, garantissent la provision pendant cinq jours.

3. Il faut enfin, pour que le tireur soit déchargé du recours de la part du porteur, que la provision qui a été faite par le tireur et qui est restée entre les mains du tiré jusqu'à l'expiration des délais, ne vienne pas à périr *par le fait du tireur lui-même*, même après l'expiration de ces délais; car alors le porteur, quoique négligent, aurait néanmoins le droit de recourir contre lui pour un préjudice causé par son fait, et le tireur ne pourrait pas se plaindre de n'être pas libéré, puisqu'il devrait réparation au porteur pour ce préjudice.

La loi (art. 5, § 2) dit : *par le fait du tiré* mais c'est là évidemment une rédaction trop étroite; car du moment que la provision a péri

après l'expiration des délais, même par cas fortuit ou par la faute d'un tiers, le tireur n'en peut plus répondre : il suffit que le fait lui soit étranger, pour que la créance soit éteinte. Il ne sera donc pas toujours nécessaire, pour que le tireur soit libéré, que la provision ait péri *par le fait du tiré* ; elle pourrait encore avoir disparu par la faute d'un tiers, par exemple d'un endosseur, et la déchéance n'en existerait pas moins à l'égard du tireur. La pensée de la loi, sans s'attacher trop judaïquement à la lettre, c'est de rendre le tireur indemne, du moment qu'il démontre que le porteur eût été remboursé s'il se fût présenté en temps utile, à moins pourtant que ce soit lui-même tireur qui ait fait disparaître la provision.

Ici, du reste, le tireur n'a rien à prouver ; et une fois qu'il a établi que la provision a été faite et qu'elle est restée entre les mains du tiré jusqu'à l'échéance, la présomption est qu'il est libéré de tout recours ; c'est donc au porteur qui veut l'actionner à prouver le contraire, en établissant que c'est le tireur qui, par son fait personnel, a causé la perte de la provision après l'expiration des délais.

En somme, pour que le porteur soit déchu vis-à-vis du tireur, il faut trois conditions : 1° que la provision ait été faite ; 2° qu'elle soit restée entre les mains du tiré jusqu'à l'expiration des délais ; 3° qu'elle n'ait pas péri « par le fait du tireur » après lesdits délais.

Maintenant, quand ces conditions concourent, et que la déchéance existe, quelle sera l'étendue de cette déchéance prononcée contre le porteur négligent en faveur du tireur? Pour nous en bien rendre compte.il ne sera pas sans utilitité d'analyser la discussion qui a eu lieu au Corps législatif.

Dans la séance du 6 mai 1865, M. Ernest Picard a dit : Je ne comprends pas bien comment le recours du porteur est perdu et comment le chèque n'est pas caduc. Je me suis reporté au travail de M. le rapporteur, j'y ai cherché des éléments de décision. Je dois déclarer que je n'en ai trouvé aucun. J'ai interrogé M. le rapporteur et je lui ai demandé si, dans la pensée de la commission et dans la sienne, le chèque était considéré comme faisant novation, comme étant un payement, et si c'était l'action seule du chèque et non pas l'action de la créance, ce qui serait alors naturel et applicable, qui serait perdue... Je demanderai que le texte soit clair. » M. de Lavenay, commissaire du Gouvernement, a répondu en ces termes: « Le chèque n'opère pas de novation; la novation ne se présume pas. Il est dit, je crois, dans un article du Code civil, que la délégation n'opère pas novation. Celui qui a délivré un chèque, a délivré un instrument de payement. Si le payement a lieu, il est libéré; si le payement n'a pas lieu par le fait du débiteur, le débiteur reste tenu, non pas de dommages-intérêts, si on a laissé périmer

l'action en garantie, mais il reste tenu pour sa créance originelle.

« Voilà l'application de l'art. 5, et les termes de cet article, permettez-moi de le dire, me semblent répondre à cette application, car l'article ne dit nullement que, quand le chèque n'est pas présenté dans un délai de cinq ou de huit jours, la créance est éteinte. Non, c'est l'action en garantie, c'est le recours spécial que la loi attache aux effets de commerce protestés, c'est là ce qui est perdu. Mais le titre primitif subsiste, sous les distinctions que je m'efforçais d'expliquer tout à l'heure. »

M. Ernest Picard a insisté, malgré cette réponse : « Lorsque le porteur, a-t-il ajouté, se présente après le délai, il perd les avantages d'une action en garantie, c'est-à-dire les avantages d'agir en vertu du titre et avec la chance d'obtenir des dommages-intérêts. Mais le titre n'ayant pas opéré novation, il est dans la situation où il se trouvait avant la remise du chèque, il est créancier du tireur dans les conditions où il était auparavant. »

Ici, M. David-Deschamps a fait cette observation : « D'après ce principe, que le chèque est un instrument de payement, on pourrait vouloir soutenir qu'il y a novation : un ouvrier ou un fournisseur, par exemple, viendra m'apporter son mémoire ou sa facture avec la quittance au bas ; je lui donne un chèque en échange. Dira-t-on qu'il y a novation ? »

« Au banc de la commission : Non ! non ! »

A son tour, M. Émile Ollivier a pris la parole, et, avec une grande clarté, il a replacé la question sur son véritable terrain :

« Il y a, a-t-il dit, deux difficulfés : une difficulté de fond et une difficulté de forme, La difficulté de fond, c'est M. David-Deschamps qui la soulève, et la difficulté de forme, c'est l'honorable M. Picard qui y insiste.

« Examinons brièvement l'une et l'autre.

« Au fond, on vous dit ceci : Cette solution fait laître quelque difficulté, car il y a novation ; et on a jeté ainsi dans ce débat ce gros mot de novation, qui n'est pas très-clair par lui-même, quand on n'est pas très-habitué aux questions juridiques, et qui apporte l'obscurité là où véritablement il ne saurait y en avoir.

« En effet, Messieurs, j'affirme ceci, et juridiquement c'est incontestable : Dans la théorie de la loi, lorsque l'on donne un chèque en payement, il n'y a pas novation ; il ne peut jamais y avoir novation. L'idée d'un chèque et l'idée d'une novation sont deux idées incompatibles, inconciliables, impossibles à réunir ensemble, dans le système adopté par le projet de loi actuel.

« Si on jette quelque obscurité sur ce point, c'est qu'on ne peut pas se familiariser avec la notion si simple du chèque.

« Qu'est-ce qu'un chèque ? C'est un mode d'ef-

fectuer un payement. Au lieu de prendre dans ma poche cent francs, je prends un morceau de papier qui représente cent francs. Conséquemment, lorsque vous voulez savoir quelles sont les règles juridiques qu'il faut appliquer ou qu'il ne faut pas appliquer au chèque, demandez-vous simplement quelles sont les règles ordinaires établies en matière de payement ; si ces règles ordinaires sont applicables en matière de payement, elles seront applicables au chèque ; sinon, non !

« Or, le payement peut se faire de deux manières; il peut se faire par le débiteur, directement, personnellement, et il peut se faire également par un tiers, que l'on prie de payer à sa place.

« On appelle cela, dans le langage juridique, « l'indication de payement. » Il y a indication de payement lorsque je dis à mon créancier : il m'est gênant que vous veniez chez moi prendre la somme que je vous dois ; je vais faire un voyage, par exemple, ou bien par toute autre raison, je ne serai pas présent : adressez-vous à mon ami, à mon banquier et ce banquier que je vous indique fera le payement que je devais faire moi-même personnellement.

« Le chèque ramené à une indication de payement, du moins sous le rapport auquel je l'examine, il ne saurait plus exister de doute. « La simple indication, dit la loi, faite par le débiteur d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère pas « novation. »

« L'idée de novation est une idée parasite que l'on jette dans toute cette discussion pour embrouiller ce qui sans cela serait bien clair.

« Les solutions deviennent maintenant très-faciles. Pour savoir ce qu'il faut penser d'un recours ; il n'y a qu'à se demander ceci : le payement est-il valable ou ne l'est-il pas ? Si le payement est valable, la créance primitive, que le chèque n'avait ni détruite, ni modifiée, ni novée, disparaît. Si ce payement n'a pas été fait valablement la créance primitive n'a pas été éteinte, attendu que le seul fait qui puisse produire l'extinction, c'est le fait du payement qui ne s'est pas légalement réalisé.

« Toutes les fois que par un fait quelconque imputable au tireur, le porteur du chèque aura été mal payé, la créance primitive conservera toute son ancienne vigueur. Il se passera exactement ce qui se passerait si un de vous, mon créancier, se présentait chez moi pour me demander une somme de cent francs, et que je prisse dans mon tiroir cent pièces de monnaie fausses. Que se passerait-il en pareil cas ? Le créancier qui aurait pris en payement ces cent pièces de monnaie fausses reviendrait le lendemain et me dirait : « Je suis allé chez un changeur, où j'ai examiné moi-même les cent pièces que vous m'avez données ; ce ne sont pas des pièces réelles, ce sont des fi-

ches de jeu, par exemple, que de bonne ou de mauvaise foi, vous avez prises pour des pièces d'argent.

Il n'y a pas eu de payement sérieux; reprenez vos jetons et donnez-moi cent pièces bonnes. Si vous résistez, je vous traduis devant la justice et je vous fais condamner (c'est cela ! Très-bien ! très-bien !)

« Eh bien, pour le chèque délivré, il faut faire exactement le même raisonnement. Vous me donnez un chèque, pour une cause quelconque, soit parce que la provision n'a pas été fournie, soit parce que les créanciers du tireur ont fait opposition dans les mains du tiré, la provision disparaît : c'est absolument comme si j'avais reçu des pièces de monnaie fausses. Je reviendrai à celui qui m'avait donné le chèque, et je lui dirai : Vous m'avez mal payé, et puisque vous m'avez mal payé, payez-moi de nouveau, *bene*, le chèque n'ayant pu opérer l'extinction de la créance, et je reviens et je réclame en vertu du titre originaire. »

Malgré ces explications bien juridiques, le § 2 du projet fut renvoyé à la Commission; il fut alors rédigé tel qu'il existe dans la loi actuelle.

En résumé, il est parfaitement certain que la délivrance d'un chèque ne peut constituer novation de la dette dont il doit procurer le payement;

ce n'est qu'une indication de payement, et l'article 1277 du Code civil dit : «La simple indication faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, *n'opère pas novation* ; » ou plutôt, pour parler plus exactement, c'est un payement conditionnel. Le créancier qui accepte un chèque ne le permet qu'avec la condition, toujours sous-entendue, de *sauf encaissement*, et n'entend pas libérer son débiteur d'une manière définitive. Le chèque délivré opérera payement, s'il est acquitté; s'il ne l'est pas, il est comme non avenu, et la créance originaire subsiste avec tous ses effets.

Maintenant, le tireur a fourni la provision : le tiré a l'argent entre les mains et le porteur n'a plus qu à aller toucher dans les délais légaux. S'il ne le fait pas, et si, par suite de sa négligence la provision se trouve perdue, alors il est responsable vis-à-vis du tireur qui, lui, était en règle, et il lui doit des dommages-intérêts aux termes de l'art. 1382 du Code civil. Dans cette situation, il ne peut recourir contre le tireur ni en vertu du chèque qui, par sa faute est devenu sans valeur, ni en vertu de sa créance primitive, parce que cette créance se compense avec les dommages-intérêts qu'il lui doit pour le préjudice que sa faute lui a occasionné. Il n'y a donc pas du tout novation, mais compensation (1).

(1) M. Nouguier, des chèques, N· 127.

Voilà de quelle manière, et sous quelles conditions le porteur se trouve déchu de tout recours contre le tireur. Les principes sont absolument les mêmes, sur ce point, pour le chèque que pour la lettre de change, sauf, bien entendu, la différence des délais.

Dans tout ce que nous venons de dire, nous avons supposé que le porteur a reçu le chèque du tireur lui-même, et se trouve par suite son créancier. Alors, puisque le chèque n'opère pas novation, le porteur, même déchu, conserve l'action résultant de sa créance, qui n'a été ni éteinte, ni payée, ni novée. Mais si le chèque est stipulé à ordre, et s'il a passé au moyen de l'endos, entre les mains d'un tiers, lorsque ce tiers-porteur sera déchu, par suite de sa négligence, de l'action que lui donnait le chèque, il ne pourra exercer aucun recours ni contre les endosseurs, qui les précèdent, ni contre le tireur, avec lequel il n'a jamais été créancier qu'en sa qualité de porteur du chèque, devenu sans valeur. Dans cette hypothèse, il ne pourrait non plus prétendre à être subrogé aux droits du cessionnaire primitif, et à agir au nom de celui-ci; cela a été rappelé, en termes formels, au Corps législatif, dans la discussion qui s'était élevée sur ce point : il sera donc réellement déchu de tout recours contre le tireur.

Nous disons contre le tireur, car il ne faudrait

pas croire, d'après ce qui précède, que le porteur se trouve privé de tout moyen de recouvrer une créance légitime. En effet, même au cas où le tireur prouvera qu'il y avait provision, et sera par conséquent déchargé, le porteur pourra encore agir contre le tiré, conformément à l'art. 170 § 2 du Code de commerce.

Il peut arriver, il est vrai, que la provision ait été faite, et que, les délais expirés, le tiré ne l'ait plus entre les mains. Si c'est par suite de faillite que le tiré s'en trouve dessaisi, le porteur va voir sans doute ses droits perdus, ou réduits au montant des dividendes distribués ; mais il n'a pas à s'en plaindre, puisqu'il est coupable de négligence; qu'il en supporte les conséquences.

Si ce n'est pas par suite de sa faillite que la provision n'est plus chez le tiré, c'est qu'elle a été reprise par le tireur ou par l'un des endosseurs, et alors l'art. 171 C. com. conserve encore au porteur un recours contre celui qui a retiré la provision. Enfin, il se peut que le tireur ait fait provision, que cette provision existe entre les mains du tiré, mais qu'elle y soit immobilisée par suite d'une opposition émanant des créanciers du tireur. En effet, bien qu'en vertu de l'art. 149, C. com. aucune opposition ne puisse être valablement faite par un créancier du porteur, il peut y avoir lieu à saisie-arrêt par les créanciers du tireur. Dans ce

cas, comme c'est par le fait indirect du tireur que la provision n'existe pas, ou du moins ne peut servir à acquitter le chèque, le porteur est digne d'intérêt. S'il présente le chèque dans les délais, pas de difficultés; tous les recours sont conservés; s'il laisse passer le délai légal, et si de plus l'opposition a été faite après l'expiration de ce délai, que décider? Les endosseurs, bien entendu, resteront déchargés, mais le tireur par la faute de qui la provision a péri doit rester engagé non-seulement envers le premier bénéficiaire qui a reçu de lui le chèque, dont le paiement est refusé, mais envers tout porteur, entre les mains duquel il est parvenu par voie d'endossement; pour celui-ci, comme pour le premier, il serait inique de faire bénéficier le tireur d'un évènement que l'on ne peut pas qualifier de fortuit, mais que lui seul a provoqué et fait naître. C'est au tireur à faire disparaître les causes de la saisie (1)

Nous devons donc dire, avec M. de Lavenay: (2)

« Le porteur d'un chèque n'est jamais dans une position inique: s'il y a eu faillite, il perd par sa faute, s'il n'y a pas eu faillite, la provision est quelque part, il a le droit de la suivre partout où elle se trouve, entre les mains du banquier, si elle

(1) M. Alauzet. Commentaire de la loi du 14 juin 1864, N° 41 in fine. »

(2) Séance du 6 mai 1865.

est entre les mains du banquier, entre les mains du tireur, si le tireur l'a reprise; entre les mains des endosseurs, si c'est un endosseur qui en a la possession. »

La force majeure pourrait-elle être invoquée comme excuse par le porteur pour se faire relever de la déchéance ? Sur ce point, l'exposé des motifs, le rapport et la discussion devant le Corps législatif sont muets. Nous pensons donc que le droit commun doit être suivi, et que, si le retard apporté par le porteur dans la présentation au payement est le résultat d'une force majeure, il devra être relevé de la déchéance ; mais c'est à lui, bien entendu, à prouver la force majeure.

Les délais de l'art. 5 ne peuvent, en aucun cas, être augmentés à raison des distances ; la question a été posée avec insistance devant le Corps législatif, et c'est en parfaite connaissance de cause que le texte a été maintenu. Le système adopté par la loi semble donc ne pas permettre l'usage des chèques tirés soit de certains pays étrangers, soit des colonies.

M. de Lavenay, commissaire du Gouvernement, en déclarant que l'on avait bien voulu admettre au bénéfice de l'immunité fiscale, non seulement les chèques tirés de la même place, mais encore les chèques tirés d'une place sur une autre, a dit que l'on avait cru devoir exclure du

bénéfice de la loi les chèques tirés de *l'étranger ou des colonies* ; il a ajouté que dans ces circonstances, « le caractère de déplacement fictif, de remise d'argent, est tellement prédominant, tellement important, qu'il n'était pas possible d'étendre les bénéfices de la loi jusque-là (1). »

Plus tard, M. Rouher disait : « Il est avantageux que le chèque puisse être tiré de place en place, qu'un particulier qui a entre ses mains les chèques qui lui ont été délivrés par sa maison de banque puisse, *en quelque lieu de la France* qu'il se trouve, délivrer un chèque sur sa maison de banque. Il a donc fallu prévoir cette hypothèse. Nous l'avons prévue et résolue. »

Ces paroles pourraient faire croire que la loi a entendu exclure absolument tous les chèques autres que ceux tirés d'un point de la France sur un autre point de la France.

Il n'en est rien cependant.

Pour les chèques tirés de l'étranger, ils sont parfaitement valables, pourvu, bien entendu, qu'ils ne soient pas créés à une distance telle qu'il soit impossible de les présenter au payement dans le délai de huit jours. Pour les exclure du bénéfice de la loi, il faudrait que la loi l'eût dit formellement. Rien dans le droit commun ne peut s'opposer à la validité de ces relations d'affaires.

(1) Séance du 6 mai 1865.

Rien dans la loi spéciale ne les prive de ces avantages, puisque cette loi ne limite pas la validité du chèque à ceux-là seuls qui seront tirés en France. Pourquoi dès lors ne pas admettre qu'ils seront valablement tirés de l'étranger ? Ce serait apporter un obstacle à ce genre de payement qu'on doit, dans l'intérêt du commerce et de l'industrie, favoriser par tous les moyens possibles ; et cette facilité d'émission ne peut nuire en rien aux intérêts de la France.

Quant aux chèques tirés des colonies sur la France, les paroles de M. de Lavenay étaient inutiles, puisque, du moment que les délais ne peuvent être augmentés à raison des distances, un chèque créé dans nos colonies ne pourrait matériellement pas être présenté au payement en France dans les huit jours. La seule question qui pouvait se présenter sous l'empire de la loi de 1865, était de savoir si cette loi serait applicable au moins dans l'intérieur des colonies. La loi était muette sur ce point ; mais un décret postérieur du 9 janvier-13 février 1867 est venu étendre aux colonies le bénéfice du 14 juin 1865 sur les chèques :

« Napoléon, etc.... Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies ; vu le sénatus-consulte du 3 mai 1864 ; vu l'avis du comité consultatif des colonies, avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. — La loi du 14 juin 1865 sur les chèques est applicable aux colonies.

« Art. 2. — Notre ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret. »

Ce décret, qui applique aux colonies la loi de 1865, n'a en vue que les chèques créés et circulant dans la colonie même. Ces chèques auxquels, dans ce cas, on n'accorde pas un délai plus long que celui de l'art. 5 de la loi de 1865, pour la présentation au payement ne pourront parvenir en France. Les habitants des colonies qui sont en actives relations de commerce avec la France, auraient cependant intérêt à pouvoir se servir de ce mode de payement et de compensation. L'omission de la réglementation du chèque, dans ce cas, est une lacune fâcheuse de la loi, dans laquelle on aurait pu facilement ajouter à l'art. 5, un paragraphe spécial donnant, pour réclamer le payement, un délai plus long dans le cas où le chèque est tiré de la colonie sur la France ou de la France sur la colonie.

Article sixième.

« Le tireur qui émet un chèque sans date ou qui le revêt d'une fausse date est passible d'une amende égale à six pour cent de la somme pour laquelle le chèque est tiré.

L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende, sans préjudice

de l'application des lois pénales, s'il y a lieu. »

Avant d'arriver à cette tournure définitive, l'article relatif aux diverses sanctions protectrices du chèque a passé par plusieurs rédactions qui ont été successivement abandonnées. Pour bien se rendre compte de la portée de l'art. 6, il ne sera pas sans utilité de rappeler les diverses formes de rédaction qui avaient été proposées.

Le projet de loi présenté au Corps législatif par le gouvernement était ainsi conçu :

Art. 6. Le tireur qui revêt un chèque d'une fausse date et le premier porteur sont punis chacun et sans recours l'un contre l'autre, d'une amende égale à six pour cent de la somme pour laquelle le chèque est tiré. La même peine est applicable à l'émission d'un chèque sans date.

« Art. 7. L'émission d'un chèque sans provision préalable et le retrait de la provision après la délivrance du chèque sont punis, en cas de mauvaise foi, des peines prononcées par l'art. 405 du Code pénal, sauf l'application, s il y a lieu, de l'art. 463 du même Code. »

La Commission du Corps législatif avait fondu ces deux articles en un seul ainsi conçu :

« Art. 6. Le tireur qui revêt un chèque d'une fausse date *est puni* d'une amende égale à six pour cent de la somme pour laquelle le chèque est tiré. La même peine est applicable à l'émission d'un

chèque sans date ou sans provision préalable. « Cet article fut renvoyé par le Corps législatif à la commission, qui le rédigea tel qu'il est dans la loi actuelle.

Cette dernière rédaction diffère de la première proposée par la commission, en ce qu'elle comprend deux paragraphes : l'un relatif à la date, l'autre relatif à la provision. Le mot *passible* y a été substitué au mot *puni*, et les derniers mots du nouvel article renvoient explicitement à l'application des lois pénales le cas où l'émission du chèque serait accompagnée de circonstances, qui lui donneraient le caractère d'un délit.

§ 1^er^ *Emission d'un chèque sans date, ou avec une fausse date.*

« Le tireur qui revet un chèque *sans date*, ou qui le revêt d'une *fausse date*, est *passible* d'une amende égale à six pour cent de la somme pour laquelle le chèque est tiré. »

On conçoit facilement l'intérêt que le tireur pourrait avoir à apposer sur le chèque une date fausse, et quel danger il y aurait pour les recettes du trésor à ce que le chèque pût circuler pendant un temps plus long que celui accordé par l'art. 5.

Ce point a été mis en lumière par M. de Lavenay, quand il a dit : « Nous voulons favoriser le chèque; mais nous ne voulons pas vider les caisses du trésor. La disposition qui est édictée par l'art. 6

est une garantie absolument nécessaire des percep-tions fiscales. — Tout le monde est d'accord que le chèque n'a droit à l'immunité fiscale qu'autant qu'il est un billet à vue ; que c'est surtout parce qu'il est un billet à vue, qu'il se distingue de tous les effets de commerce qui sont assujettis, par la loi de 1850, à la formalité du timbre proportionnel. — Eh bien! il n'échappera à personne que, si on peut, sans s'exposer à un risque d'une certaine importance, postdater un chèque, on peut lui donner une circulation de plusieurs jours, de plusieurs semaines, en faire un papier de crédit, un effet de circulation et échapper à la loi. — Ici, la faculté de postdater un chèque revient absolument, au point de vue fiscal, à la faculté de le tirer à une époque plus ou moins lointaine. Il a donc fallu imposer une amende. » (Séance du 6 mai 1865).

C'est par des motifs analogues que la loi anglaise frappe d'une amende considérable le fait d'avoir postdaté un chèque. (1)

Quant au fait d'avoir émis un chèque sans date, les mêmes règles doivent s'y appliquer. Dans ces deux cas, dit le rapport de M. Darimon, on commet un véritable mensonge au point de vue du fisc.

(1) En Angleterre, le fait de postdater un chèque ou une lettre de change à vue pour l'intérieur (Inland-bill) est puni d'une amende de 100 livres st. prononcée contre le tireur.

Comme le dit, avec une grande force d'expression, l'exposé des motifs : si le chèque pouvait être émis sans date ou postdaté, il serait en vain déclaré payable à vue dans sa formule, il ne le serait pas en réalité, »

Il fallait donc une pénalité pour prévenir les fraudes ; seulement l'amende édictée par l'art. 6 n'est-elle pas exagérée ? M. Ernest Picard en avait exprimé la pensée : M. de Lavenay, pour justifier le taux de six pour cent, lui répondit : « L honorable M. Picard trouve que cette amende constitue une pénalité draconienne. Mais, à ce point de vue, toute la législation du timbre mériterait le même reproche. Le timbre des effets de commerce est fixé par la loi de 1850, et je prie la Chambre de remarquer que la loi sur les chèques est beaucoup plus clémente, sous ce rapport, que la législation générale, sur le timbre proportionnel. D'après la législation générale, lorsqu'il y a infraction à la loi, c'est le tireur, le tiré et tous les endosseurs qui payent l'amende ; (1) de sorte que cette amende peut être de 18, 20 et 24 p. 0[0. Ici, au contraire, le tireur seul est frappé. Il est vrai qu'il y avait une raison pour s'arrêter au tireur ; c'est que, le

(1) M. de Lavenay commettait ici une légère erreur, que s'empressa de rectifier M. Millet. Il n'y a en effet que le souscripteur, l'accepteur, le bénéficiaire ou preneur qui sont passibles de l'amende ; les endosseurs postérieurs en sont complétement affranchis (Loi du 5 juin 1850, art. 4.).

tireur seul est en faute quant à la fausse date ou, du moins, qu'il peut arriver souvent que le tireur soit seul en faute. Le tiré, quand on lui présente le chèque n'a aucun moyen d'en contrôler la date; et, quant aux endosseurs, si on le leur a remis, à une date postérieure, ils sont présumés de bonne foi. L'honorable M. Picard suppose le cas où un chèque sera d'une somme très élevée et où l'amende pourrait s'élever jusqu'à 60,000 fr, Eh bien! quand on tirera un chèque, dont la somme sera telle qu'elle pourra donner lieu à une amende de 60,000 fr., on fera attention à la date. Ce n'est véritablement pas trop demander à des gens sérieux qui émettent des chèques pour une somme si considérable, de les dater avec exactitude. En réalité, si l'on faisait disparaître la pénalité sur la postdate, on détruirait toutes les garanties du Trésor, et par conséquent, on saperait les bases mêmes de la loi. »

C'est par ces raisons que le législateur a maintenu le taux de l'amende à 6 p. 100. Et remarquons que, dans le cas d'un chèque non daté, non-seulement cette amende considérable est encourue, mais, de plus, le prétendu chèque, considéré désormais comme un simple effet négociable, sera soumis à la loi du timbre, dont sont frappés les effets de commerce. Il ne peut y avoir d'hésitation sur ce point, car après le renvoi à la com-

mission de l'art. 6, M. Millet avait proposé l'amendement suivant : « Est passible d'une amende de 6 p. 100 du montant de la valeur souscrite, « en outre du payement du droit de timbre pour « tous les effets négociables ou de commerce..... le tireur qui émet un chèque sans date ou avec une fausse date. » Et la commission n'a rejeté cette addition que parce qu'elle lui semblait surabondante.

C'est là, sans contredit, une pénalité très-rigoureuse, et elle l'est d'autant plus, que le législateur ne fait, dans son application, aucune distinction entre la bonne et la mauvaise foi, parce que, a-t-on dit, la bonne foi ne se discute pas en matière de contraventions. M. Picard avait en effet soulevé la question de savoir si, dans l'art. 6, on entendait punir un délit ou une contravention, et il trouvait que cette pénalité nouvelle, pour un fait qui serait une simple contravention, pourrait avoir des conséquences extrêmement graves. M. Millet, appuyant le commissaire du gouvernement, lui répliqua : « Il s'agit ici de contraventions en matière de timbre. Or, ces contraventions ne sont jamais subordonnées ni à la bonne, ni à la mauaise foi des contrevenants. Elles existent par le seul fait de l'usage du papier non marqué du timbre. » C'est même dans l'intention d'exprimer qu'il n'y avait là qu'une contravention, et qu'il ne

pouvait être question de délit, que M. Millet, et après lui M. Josseau proposèrent de substituer le mot *passible* au mot *puni*. Mais ce simple changement de mots, si le sens ne s'en trouvait pas éclairci par la discussion qui a eu lieu, n'établirait pas du tout cette distinction, car la loi emploie habituellement le mot *puni* en matière de contraventions aussi bien qu'en matière de délits.

Quoi qu'il en soit, tout en reconnaissant combien sont respectables les droits du Trésor, et combien il était nécessaire de veiller à ce que le chèque ne se substituât pas aux valeurs de crédit, nous pensons que cette pénalité, que M. Picard qualifiait de draconienne, est en effet un peu forte. Il ne suffit pas de dire. comme M. de Lavenay, que la pénalité n'est pas excessive puisque la loi du 5 juin 1850, relative au timbre proportionnel des effets de commerce, édicte une peine beaucoup plus forte ; il ne suffit pas non plus de dire qu'il faudra faire attention à la date. Nous croyons qu'il était possible de sauvegarder les droits du Trésor, sans édicter une pénalité aussi considérable, ou du moins que le législateur aurait dû, tout en maintenant cette pénalité, poser en principe qu'il y aurait une distinction à faire entre la bonne et la mauvaise foi, et établir pour chacun de ces cas une pénalité différente ; car il est trop rigoureux, nous le

répétons, qu'un homme d'une bonne foi évidente soit condamné à une amende extrêmement considérable par ce seul motif que, pressé par ses nombreuses affaires, il se sera trompé d'un jour dans la date apposée sur son chèque. Et ce n'est pas là, ce nous semble, le meilleur moyen de propager l'usage des chèques en en rendant l'usage commode et sans danger, ce qui devait être la principale préoccupation du législateur.

Mais la loi est formelle, et l'intention des rédacteurs ne peut être douteuse, après les paroles que nous avons rapportées : il faudra donc appliquer dans tous les cas au chèque non daté ou postdaté l'amende de six pour cent sans qu'il y ait à rechercher si le tireur a été de bonne ou de mauvaise foi; *dura lex, sed lex.*

L'art. 139 du Code de commerce porte qu'il est défendu d'antidater les ordres à peine de faux. Cet article ne serait pas applicable aux chèques, dans le silence de la loi de 1865, parce que cet article contient une disposition pénale, et que les prescriptions des lois pénales, étant de droit étroit ne peuvent être étendues par analogie. Il ne faudrait pas s'imaginer pourtant, que si la fausseté de la date a été réellement intentionnelle, le tireur qui a agi en fraude, soit toujours à l'abri de toute pénalité autre que l'amende; s'il a voulu frustrer ses créanciers, il pourra être poursuivi en banque-

route frauduleuse ou en banqueroute simple : s'il a employé des manœuvres frauduleuses pour faire croire à la réalité de la date, et a, par ce moyen, commis une véritable escroquerie, il tombera sous le coup de l'art. 405 du Code pénal.

Il faut admettre que le chèque fait foi par lui-même de sa date ; c'est d'ailleurs la règle générale en fait d'effets de commerce. L'art. 1328 du Code civil, qui exige la date certaine pour faire foi à l'égard des tiers, ne leur est pas applicable. Mais, bien entendu, les tiers intéressés à contester la date peuvent le faire sans recourir à la voie périlleuse de l'inscription de faux ; la date du chèque est *présumée* vraie, mais cette présomption peut toujours être renversée par la preuve contraire.

§ 2. — *Émission d'un chèque sans provision préalable.*

« L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende, sans préjudice de l'application des lois pénales, s'il y a lieu. »

Il s'agit ici, comme au § 1, d'une contravention fiscale, d'où la conséquence que l'amende serait encourue quand même le tireur serait de bonne foi et aurait fait une simple erreur dans le calcul du montant de son crédit.

Sur cette disposition comme sur la précédente, nous pensons qu'il aurait mieux valu distinguer entre la bonne et la mauvaise foi. Plus encore que

la première, cette disposition devait établir une différence, car il est, dans le règlement de ce compte, plus aisé de commettre une erreur involontaire que dans l'indication de la date. Par exemple, j'ai commis une légère erreur dans le calcul de mon compte-courant, ou bien j'ai eu des fonds portés au crédit de mon compte, parce que mon débiteur m'avait écrit qu'il les faisait porter chez mon banquier, et j'ai tiré un chèque, bien convaincu qu'il serait payé. Et pourtant, malgré ma parfaite bonne foi, je serai condamné à la même peine que le tireur de mauvaise foi qui, en souscrivant son chèque, savait parfaitement qu'il n'y avait pas de provision du tout et n'avait d'autre but que de tromper ses créanciers. Et cette rigueur est d'autant plus remarquable que l'article 7 du projet présenté par le gouvernement, faisait, lui, une distinction entre la bonne et la mauvaise foi. Cet article disait : « L'émission d'un chèque sans provision préalable et le retrait de la provision sont punis, *en cas de mauvaise foi*, des peines prononcées par l'art. 405 du Code pénal, sauf l'application, s'il y a lieu, de l'article 463 du même Code. «

La commission du Corps législatif a cru ne pas devoir admettre cette disposition ; elle a pensé que le maintien de l'art. 7 du projet exposait le tireur à de trop grands dangers. « Le retrait de la provi-

sion après la délivrance du chèque, a dit M. Darimon dans son Rapport, peut provenir d'un simple oubli. Sa bonne foi n'étant pas douteuse, la procédure n'aurait pas de suite ; mais le seul fait, pour un négociant, d'avoir été atteint par un mandat de comparution, porterait atteinte à son honorabilité commerciale. Pour éviter ces tracasseries, beaucoup de commerçants renonceraient à l'usage des chèqnes.»

Du reste, M. Darimon ajoute : « En proposant la suppression de l'art. 7, la commission n'a pas eu l'intention d'innocenter le fait d'avoir émis un chèqne sans provision préalable ; mais elle a pensé que, le plus souvent, ce fait rentrerait dans la catégorie des simples contraventions, En conséquence; elle l'a compris dans les fraudes punies par l'art. 6.

La commission a tenu à déclarer que les faits délictueux dans lesquels le chèque serait employé pour commettre une escroquerie, étaient punissables ; que les pénalités du droit commun leur étaient applicables. Et elle a voulu que cette déclaration fût consignée dans son rapport, afin qu'en l'absence d'une disposition spéciale, il ne pût y avoir le moindre doute sur ce point. »

Rapportons encore les paroles de M. Martel, membre de la commission, qui a parlé dans le même sens. Voici son discours, d'après le *Moniteur:*

« Plusieurs considérations ont déterminé la commission à supprimer l'art. 7 qui établissait une pénalité fort grave pour le cas où le chèque aurait été délivré sans provision préalable, et pour le cas où, après la délivrance du chèque avec provision préalable, cette provision aurait été retirée, et voici quelles sont ces considérations :

« L'art. 7 disait que l'art. 405 du Code pénal serait appliqué à tout individu délivrant un chèque alors qu'il n'y avait pas provision préalable, ou qui, après avoir émis le chèque, retirerait la provision qu'il avait faite. Or, l'art. 405, c'est l'article qui atteint l'escroquerie, et votre commission s'est dit : Lorsqu'un homme sera assez indélicat pour émettre un chèque sans provision préalable, ou pour retirer sa provision après avoir émis le chèque, il arrivera très-souvent que ce fripon aura exercé des manœuvres, qu'il aura rempli toutes les conditions prévues par l'art. 405 du Code pénal ; il se sera rendu coupable d'une véritable escroquerie, et, dans ce cas, il n'est pas besoin que, par une pénalité spéciale, nous venions dire dans la loi qu'il sera atteint comme si l'article 405 avait été spécialement fait pour lui.

« Nous avons pensé que le Code pénal suffirait le plus souvent pour atteindre la mauvaise foi, lorsque celle-ci se rencontrerait avec tous les caractères déterminés par l'art. 405. Mais supposez

un instant qu'il en soit autrement, c'est-à-dire supposez que le Code pénal ne soit pas applicable à ce fait simple et déloyal de délivrer un chèque sans provision préalable, ou de retirer la provision lorsque le chèque a été émis, supposez ce fait-là : la commission a pensé encore qu'il ne fallait pas dans ce cas une peine particulière, qu'il ne fallait pas créer une pénalité spéciale, et voici pourquoi :

« Si ce fait, l'émission d'un chèque sans provision préalable ou le retrait de la provision après que le chèque a été émis, s'accomplit, il est possible que son auteur soit de très-bonne foi. C'est par une erreur de compte, c'est par une faute de mémoire : il n'avait pas avec lui son carnet de chèques ; il a émis un chèque ; il a cru qu'il y avait une provision alors qu'il n'y en avait pas. Il est de très-bonne foi. Cependant, il y a un fait matériel ; il y a eu un chèque émis sans provision préalable.

« Et, dans ce cas, qu'arriverait-il?

« Les officiers du ministère public seraient forcés par la loi, si l'art. 7 était maintenu, seraient, dis-je, forcés d'instruire ; il y aurait procès-verbal, peut-être mandat de comparution, des difficultés, des embarras, enfin toutes sortes d'inconvénients. Ce serait très-fâcheux pour une personne qui serait de bonne foi, et qui aurait

ainsi par erreur, par simple erreur, émis un chèque sans provision préalable, elle se verrait forcée de venir s'expliquer devant les magistrats, et de prouver qu'elle a agi de bonne foi ; son innocence serait reconnue sans doute, mais après des explications, des dérangements et une suspicion toujours fort regrettables. Un pareil résultat pourrait entraver l'usage du chèque.

« Votre commission a pensé qu'il ne fallait pas, dans une loi de cette nature qui est une loi de confiance, de crédit, qui a pour but de faciliter la pratique du chèque, qu'il ne fallait pas insérer dans cette loi un instrument de défiance, quelque chose qui pourrait jeter sur elle une défaveur ; et certainement le commerce hésiterait à faire des chèques, si un commerçant pouvait être inquiété lorsqu'il a été de bonne foi en émettant par erreur un chèque sans provision préalable.

« Voilà la considération principale qui a déterminé votre commission ; elle s'est dit : Le plus souvent l'homme de mauvaise foi qui aura émis un chèque sans provision préalable, ou qui aura retiré la provision après l'émission, le plus souvent cet homme de mauvaise foi aura commis toutes les manœuvres frauduleuses qui sont prévues par le Code pénal, et le droit commun l'atteindra.

« Que s'il arrive quelquefois qu'il puisse

échapper au Code pénal, il vaut encore mieux que cela soit que de voir le commerce inquiet, le commerce embarrassé, le commerce tourmenté dans l'usage du chèque, n'osant pas s'en servir dans la crainte qu'une erreur, une simple erreur, puisse soumettre le négociant qui s'est trompé à la nécessité de venir devant un magistrat, devant un juge d'instruction, devant un procureur impérial, devant un commissaire de police, démontrer qu'il a été de bonne foi.

« Il est encore une autre considération.

« On vous a proposé, Messieurs, ces jours-ci, un projet de loi qui tend à abolir la contrainte par corps (1). Et quel est l'un des motifs les plus importants qui milite pour l'abolition de la contrainte par corps? C'est que bien souvent on fait souscrire à des ignorants, à des jeunes gens, à des prodigues, des lettres de change qui les conduisent à des condamnations entraînant la contrainte par corps, quoiqu'ils n'aient point fait d'actes de commerce, ils sont obligés d'expier par la prison, pendant un temps quelquefois considérable, la légèreté avec laquelle il auront souscrit une lettre de change.

« Or, supposez que la pénalité édictée par l'art. 7 soit maintenue, que pourra-t-il arriver?

(1) On sait qu'en effet la contrainte par corps a été abolie par la loi du 22 juillet 1867.

C'est que l'usurier ne fera plus souscrire une lettre de change, parce qu'il n'aura plus la ressource de la contrainte par corps, mais qu'il déterminera le jeune homme, l'ignorant, à souscrire un chèque, sans qu'il y ait provision préalable.

« Cela sera bien facile en présence de la nécessité devant laquelle se trouvera le malheureux qui a besoin d'argent. Il sera bien facile de lui faire souscrire un chèque, et s'il n'y a pas de provision préalable, et si ce seul fait d'émettre un chèque sans provision préalable peut l'amener devant les tribunaux correctionnels, voyez quels dangers pour les jeunes gens, pour les ignorants ! Voyez quelles armes vous mettez aux mains des usuriers, des hommes de mauvaise foi qui cherchent à tendre des piéges à ceux qui, entraînés par leurs passions ou autrement, ne sont pas capables de se défendre?

« Ce sont toutes ces considérations, considérations morales, considérations aussi tirées de l'intérêt qu'il y a à faciliter l'usage du chèque, à le répandre pour que le commerce et l'industrie n'hésitent pas à s'en servir, qui ont déterminé votre commission à supprimer complétement l'art. 7 (séance du 6 mai 1865). »

MM. Douesnel et Mège, députés, attaquèrent les conclusions de la commission; l'art. 6 lui fut renvoyé, et c'est à la suite de ce renvoi qu'elle a

inséré dans notre paragraphe *in fine* ces mots :
sans préjudice de l'application des lois pénales, s'il y a lieu. Et le rapport supplémentaire de M. Darimon, annexé au procès-verbal de la séance du 20 mai, s'exprime ainsi : « En soumettant à l'amende l'émission d'un chèque sans provision préalable, la commission n'avait voulu frapper que la simple contravention fiscale, consistant à déguiser, sous la forme d'un chèque, une véritable valeur de crédit. Mais elle n'avait pas entendu innocenter le cas où une pareille émission serait accompagnée de circonstances qui lui donneraient le caractère d'un délit. Quoique le rapport se fût expliqué, à cet égard, de la manière la plus claire et la moins équivoque, la commission, prenant en considération les observations qui se sont produites, a introduit un changement dans le texte de l'article. »

Malgré les raisons sérieuses si bien exposées par M. Martel, nous aurions préféré voir subsister dans la rédaction définitive de l'art. 6 la distinction qui se trouvait dans l'art. 7 du projet. En présence de la rédactton actuelle, la question de savoir quand il y aura lieu à l'application des lois pénales subsiste toute entière; cette question de savoir quand l'émission d'un chèque sans provision préalable constituera un délit d'escroquerie, pourra donner lieu à de fréquents procès, et

il arrivera trop souvent que le fait d'émettre un chèque de mauvaise foi, sachant qu'il n'y a pas provision, échappera à toute pénalité.

Nous avons vu que le projet du Gouvernement, qui, dans l'art. 7, frappait le fait d'avoir émis *de mauvaise foi* un chèque sans provision préalable, des peines portées par l'art. 405 du Code pénal, assimilait le retrait de la provision au fait de ne pas l'avoir fournie, et le frappait conséquemment de la même pénalité. La rédaction définitive de notre art. 6 § 2 ne parle pas de ce cas du retrait de la provision: elle ne frappe ce fait d'aucune pénalité, et ne considère pas ce retrait comme une contravention punissable de l'amende. Ce silence de la loi, à propos d'un fait qui bien souvent sera dicté par une évidente mauvaise foi, et qui peut causer au porteur du chèque un très-grand préjudice, est assez étonnant au premier abord; mais il s'explique par la discussion qui a eu lieu au Corps législatif.

Dans la séance du 6 mai 1865, M. Millet disait: «Je crois que le seul fait d'avoir retiré la provision après l'émission du chèque, doit être puni par la même amende civile, la même amende de timbre que le fait de l'avoir émis sans provision. Le retrait de la provision, après l'émission du chèque, lui a enlevé le caractère qui avait motivé l'immunité édictée par la loi, c'est-à-dire la dispense du

timbre; et cela est très-exact. Aujourd'hui, vous créez un chèque; mais avant que ce chèque ait produit son effet, vous le dénaturez, vous lui enlevez son caractère, en lui enlevant la provision indispensable à son essence; dès lors, ce n'est plus un chèque, il ne reste plus en circulation qu'une valeur négociable à ordre ou au porteur; à laquelle l'immunité du timbre ne saurait être accordée, pas plus que si vous l'aviez émise sans provision. Si celui qui, émet un chèque sans provision est passibie d'une amende, on ne comprendrait pes que la même amende ne fût pas encourue par celui qui, après avoir émis le chèque, opère le retrait de la provision qui, seule, donnait existence légale à ce titre, et le faisait participer au privilége de l'immunité. Le dernier ne mérite certainement pas plus de faveur que le premier ; et, au point de vue fiscal, la situation ne doit pas être différente ; la même amende doit les frapper l'un et l'autre. »

A son tour, M. Josseau appuyait cette réclamation en ces termes : « C'est quelque chose de très-grave que d'émettre un chèque sans provision préalable. Mais est-ce quelque chose de moins grave, après avoir émis un chèque, que de retirer la provision ? Qu'a fait la commission? Elle a supprimé le délit, et je ne l'en blâme pas, elle a déclaré passible d'une simple amende le défaut

de provision préalable lors de l'émission d'un chèque ; mais elle a complètement passé sous silence cet autre cas, le retrait de la provision après l'émission du chèque ; de sorte que ce cas si grave, et souvent même plus grave que le premier, car la plupart du temps ce sera un acte frauduleux, ne sera ni un délit, ni une contravention ordinaire, ni même une simple contravention fiscale. N'est-il pas évident qu'il y a là une lacune ? »

M. de Lavenay, au nom du gouvernement, répondit : « Dans le projet du gouvernement, l'émission sans provision ou le retrait de la provision étaient considérés comme des délits justiciables de la juridiction correctionnelle. On les avait mis sur la même ligne, parce qu'on trouvait dans les faits la même immoralité, que rien n'empêchait de les punir l'un comme l'autre, et de les comprendre dans l'application de la même disposition. Mais, quand il s'agit d'une amende de timbre, la position n'est pas tout à fait la même. On peut bien appliquer une amende de timbre à un chèque émis alors qu'il n'y avait pas provision, *parce que, au moment où le chèque était émis, il devait l'être sur un papier timbré.* Il y a donc eu contravention. Mais nous supposons le cas où la provision, après avoir eté faite, a été retirée postérieurement au moment où le chèque

a été émis. Dans cette hypothèse, la provision existait lorsque le chèque a été émis, et, par conséquent, *existait le droit d'inscrire le chèque sur un papier non timbré.* Voilà pourquoi, au moment où on faisait passer les pénalités de la catégorie des délits à la catégorie des contraventions fiscales, on n'a pas cru pouvoir assimiler les deux faits, parce que, au point de vue fiscal, ils ne sont pas semblables. »

Telles sont les considérations qui ont fait impression sur le Corps législatif et qui ont fait rejeter par la commission l'amendement de M. Millet. Mais ces raisons, toutes logiques qu'elles puissent être en se plaçant uniquement au point de vue fiscal et en raisonnant d'une manière théorique, nous paraissent trop étroites pour être vraies. En se plaçant dans la réalité des faits, quelle différence peut-il y avoir entre un individu qui émet un chèque alors qu'il n'a pas fait provision, et un autre individu qui a bien des fonds déposés chez un banquier au moment de la souscription du titre, mais qui, dès qu'il a remis le chèque, s'empressera d'écrire à ce banquier qu'il a besoin de ses fonds et qu'il entend les reprendre ? Ne voit-on pas que c'est là un moyen de tourner la loi et d'échapper à l'amende ? MM. Millet et Josseau étaient donc bien plus dans le vrai, selon nous; lorsqu'ils ré-

clamaient pour deux faits, identiques en eux-mêmes, la même pénalité, et il eût mieux valu les comprendre dans la même disposition que de s'attacher à une interprétation trop littérale de la loi fiscale.

Au reste, bien entendu, le fait d'avoir retiré la provision, qui reste impuni comme contravention fiscale d'après la loi nouvelle, pourra être poursuivi conformément au droit commun et tombera sous le coup de l'art. 405 du Code pénal s'il réunit les caractères constitutifs du délit d'escroquerie.

Quid si le tireur ne fait la provision qu'après avoir déjà émis le chèque ? Devra-t-il être condamné à l'amende, alors même que le chèque aura été acquitté à présentation et sans nul retard ? Oui, le fait constitue en lui-même une contravention, quelles qu'aient pu être ses suites ; d'ailleurs, notre article est général et ne comporte aucune distinction ; or, *ubi lex non distinguit*, etc.

Voilà donc, en résumé, ce qui résulte des termes de notre article 6, § 2, dans sa rédaction actuelle et définitive :

1° Le fait en lui-même de l'émission d'un chèque sans provision préalable constitue une contravention fiscale passible d'une amende de six pour cent, sans distinction entre la bonne et

la mauvaise foi. Au contraire, le fait d'avoir retiré la provision avant le jour de l'échéance, pourvu qu'elle ait existé lors de la création du titre, ne constitue pas une contravention et n'est pas puni par la loi ; 2° Si ces deux faits, émission du chèque sans provision préalable, retrait de la provision avant le jour de l'échéance, sont entourés de circonstances telles qu'ils puissent, aux yeux de la loi spéciale, constituer un délit d'escroquerie, ils tomberont sous l'application de l'art. 405 du Code pénal (1).

Mais quand le tireur de mauvaise foi tombera-t-il sous le coup de l'art. 405 ? dans quel cas reconnaîtra-t-on l'existence des manœuvres frauduleuses exigées par la loi pour constituer le délit d'escroquerie ? Ce sera une question laissée à l'appréciation des tribunaux.

L'art. 405 du Code pénal exige, pour qu'il y ait délit d'escroquerie, le concours simultané de trois circonstances : « Quiconque, dit cet article, soit en faisant usage de faux noms, ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses, pour persuader l'existence de fausses

(1) Il a été admis aussi en Angleterre que le fait d'émettre de mauvaise foi un chèque sur un banquier qui n'aurait pas de provision, peut être, dans certains cas, assimilé à l'escroquerie et puni d'une peine qui peut aller jusqu'à la déportation. Il n'y a pas dans la loi de dispositions spéciales, le juge prononce d'après les circonstances.

entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaires... se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer tout en partie de la fortune d'autrui, sera puni, etc. » —Il faut donc trois conditions : 1° emploi de faux noms, fausses qualités ou autres manœuvres frauduleuses ; 2° usages de ces moyens pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire ; 3° escroquerie ou tentative d'escroquerie de tout ou partie de la fortune d'autrui.

En matière de chèques, les deux dernières conditions sont facilement réalisées, mais les doutes s'élèveront sur le point de savoir quand le tireur aura agi d'une façon telle, qu'il y ait de sa part manœuvres frauduleuses. L'appréciation des faits pouvant constituer les manœuvres frauduleuses, appartiendra aux tribunaux, qui devront se montrer très-sévères dans l'appréciation de la mauvaise foi, et qui corrigeront ainsi dans la pratique ce que le texte de la loi, qui met la bonne et la mauvaise foi sur la même ligne au point de vue de la contravention, peut avoir de défectueux. Il est à désirer qu'ils reconnaissent facilement dans le fait d'émettre un chèque sans

provision ou de retirer la provision aussitôt après la création du titre, l'existence des manœuvres frauduleuses. En donnant à la disposition finale de l'art. 6 toute l'extension possible, ils faciliteront la propagation des chèques, en augmentant la confiance du preneur et des endosseurs qui auront contre la mauvaise foi des garanties plus sérieuses.

La jurisprudence, depuis six années que la loi est rendue, n'a pas encore eu beaucoup d'occasions de se prononcer sur cette matière. Voici ce pendant un arrêt de la Cour de Rennes, rendu le 16 mai 1867, dans les circonstances suivantes :

Un M. P..., avait été condamné à quatre mois de prison par le tribunal correctionel de Brest, pour s'être fait prêter 350 livres sterling par M. S..., contre des chèques dépourvus de provision.

M. P... interjeta appel, et la Cour infirma le jugement, par un arrêt ainsi conçu :

« La Cour. — Considérant que P. a remis à S deux chèques sur la maison de banque anglaise W. D., l'un de 200 livres le 8 février 1867, l'autre de 140 livres le 13 du même mois ;

« Que le fait que ces valeurs étrangères n'étaient pas, à la connaissance de P., représentées et assurées par des provisions aux mains du tiré, ne saurait constituer par lui seul, indépendam-

ment de tous autres agissements particuliers, le délit d'escroquerie imputé au prévenu ; qu'il est nécessaire, pour que ce délit existe légalement, qu'il soit justifié de manœuvres frauduleuses ayant eu pour effet de déterminer les prêts faits par S. ;

« Considérant que le premier prêt de 200 livres avait été effectué par S., surtout à raison de la confiance qu'il avait conçue pour P., par suite des relations qu'il avait eues avec lui ; que les fonds avaient été versés par à-comptes successifs avant la remise même du chèque ;

« Que ce fait ne constitue évidemment pas, par lui-même, une escroquerie ;

« Qu'on ne saurait y voir davantage une manœuvre frauduleuse ayant eu pour but de préparer et faciliter le second prêt et l'acceptation par S. d'un second chèque ;

« Que ce second fait s'est opéré dans les mêmes conditions que le premier et d'après les mêmes considérations ;

« Que la garantie résultant des chèques ne paraît pas avoir été décisive et déterminante pour S. ; qu'il a reconnu dans sa déposition que P., en lui remettant le premier titre, l'avait prié de ne pas faire présenter à la maison W. D. avant qu'il eût écrit à ses amis, et qu'il n'a pas dément formellement l'allégation de P. qui a prétendu

l'avoir engagé, lors de la remise du second, à écrire à la maison anglaise pour s'assurer si elle avait reçu des versements sur lesquels il avait compté ;

« Considérant que, même en admettant que P. ait pu supposer que de nouvelles valeurs seraient envoyées par lui dans cette maison de banque où il avait eu un compte arrêté en 1865, il a commis un acte grave d'imprudence et d'indélicatesse en ne s'assurant pas, préalablement à l'émission des chèques dont elles devaient fournir la provision, qu'elles avaient été effectivement versées ; que, toutefois, si répréhensible qu'ait été la conduite du prévenu, elle ne peut être considérée comme constitutive d'un délit d'escroquerie.

« En ce qui concerne l'application de l'art. 6 de la loi du 14 juin 1865 :

« Considérant que si les chèques remis par P. à S., tous deux étrangers, sur une maison anglaise, étaient dépourvus de provision, ce fait, en le supposant passible de l'amende prononcée par l'article de la loi précitée, ne constituerait qu'une simple contravention fiscale, pouvant donner lieu à une perception par l'administration du timbre, mais non un délit justiciable du tribunal correctionnel ;

« Par ces motifs,

« Infirme le jugement dont est appel,

« Renvoie le prévenu des fins de la prévention sans dépens, le décharge de l'amende prononcée contre lui. » (Journal *la Finance*, jeudi 4 juillet 1867.)

Art. 7.

« Les chèques sont exemps de tout droit de timbre pendant dix ans à dater de la promulgation de la présente loi. »

Suivant la loi du 13 brumaire an VII, tout acte ayant pour but de faire foi d'un engagement ou d'une libération, est imposé d'un droit fixe de timbre qui, au-dessus de 10 francs, est de 50 cent.

Le chèque usité en France avant la loi de 1865 était, ainsi que nous l'avons expliqué dans la première partie, le chèque-récépissé. Le chèque sous cette forme n'était pas légalement affranchi de tout droit de timbre : en droit rigoureux, les quittances de sommes au-dessus de 10 francs, sauf certaines exceptions, sont assujetties, sous peine de 50 francs d'amende, au timbre de dimension, qui s'élève à 50 centimes pour le plus petit format. Mais, en fait, on ne s'y soumettait pas, et on préférait s'exposer à l'amende. Les établissements de crédit avaient donc adopté cette forme pour se soustraire au droit proportionnel de 50 centimes par 1000 francs dont la loi du 5 juin 1850 frappait le mandat comme toute espèce de traite.

Comme nous l'avons vu, c'est une question fiscale qui a été le point de départ de la loi qui nous occupe, et l'art. 7 la résume tout entière.

Le gouvernement, en vue de la multiplication des chèques, avait proposé de réduire à 10 centimes le droit qui frapperait le chèque sous forme de mandat. La commission du budget proposa une réduction de ce droit de timbre à 5 centimes. Des députés demandèrent pour le chèque le privilége de l'exemption de l'impôt. (Projet de budget de 1865, présenté en 1864 au Corps législatif.) C'est alors que l'ajournement à la session suivante fut prononcé par le Corps législatif.

La commission nommée pour préparer un projet de loi se prononça sur cette question.

Suivant l'exposé des motifs, présenté par M. de Lavenay : « Les uns proposaient un droit minime, les autres une exemption absolue. Le droit minime présentait cet inconvénient que, sans procurer une recette sérieuse au Trésor, il occasionnait par sa perception une certaine gêne dans les transactions... L'exemption absolue, d'un autre côté, avait le tort de porter une atteinte fâcheuse aux principes même de l'impôt du timbre. D'après la législation sur le timbre, tout papier susceptible de faire foi en justice d'un engagement ou d'une libération doit être timbré.... Ainsi, le droit réduit avait des inconvénients

pratiques, l'exemption absolue des inconvénients de principes. La nature même des arguments que l'on invoquait pour l'exemption totale a suggéré la solution. On disait : Quand l'usage du chèque n'était pas encore très-répandu en Angleterre, quand il n'était pas encore complétement entré dans les habitudes de la population, le chèque ne payait aucun impôt. Lorsqu'il a été frappé de l'impôt d'un penny, c'est qu'il était déjà tellement connu, tellement apprécié, qu'il faisait tellement partie intégrante du mécanisme financier de l'Angleterre, qu'il se reliait tellement aux autres éléments de la circulation fiduciaire dans ce pays, qu'il pouvait supporter un léger impôt sans préjudice, et qu'aucune considération ne justifiait plus à son égard une dérogation au droit commun (1). En France, ajoutait-on, l'usage du chèque est encore dans l'enfance, il cherche à entrer dans les habitudes, mais il n'y est pas entré encore, il n'est pas mûr pour le droit commun. Cet ordre d'idées, qui est le vrai, s'il appelait comme conséquence une exemption totale, n'appelait pas une exemption définitive, et il a paru qu'une exemption totale, mais temporaire, ne présenterait ni les inconvénients pratiques du

(1) En Angleterre, le chèque a circulé près d'un demi siècle avec une complète immunité de droits. C'est depuis 1858 seulement qu'il est soumis au droit fixe d'un penny.

droit réduit, ni les inconvénients de principes de l'exemption absolue. »

La commission administrative nommée à la suite du retrait du projet inséré dans le budget de 1865, avait proposé d'assigner à l'exemption du timbre une durée de dix ans.

Le Conseil d'État, pensa qu'une exemption de cinq ans serait suffisante, et adopta cette limite dans l'art. 8 de son projet.

La commission du Corps législatif n'a pas été de cet avis; il lui sembla que dix ans étaient nécessaires pour permettre au système des chèques d'acquérir tout son développement. Et c'est ce temps d'exemption qui a fini par prévaloir.

Il pourra souvent arriver, sous l'empire de la nouvelle loi, que, pour se soustraire à l'impôt du timbre, on cherche à substituer le chèque à certaines valeurs de crédit, et des difficultés pourront s'élever sur la question de savoir si le papier est par exemple un chèque, ou une lettre de change à vue, ou un simple mandat de payement. Les tribunaux, prenant pour base les règles de la loi et les caractères distinctifs de ces différents effets, auront à rechercher, d'après les circonstances, quelle a été l'intention des parties contractantes. S'ils reconnaissent que l'effet n'est pas un chèque, il sera soumis alors au timbre et à l'amende, et

ses effets seront réglés par les principes du droit commun.

Le caractère de l'effet sera souvent difficile à constater. Et alors on s'est demandé comment le fisc pourrait distinguer les valeurs qui doivent être frappées du droit de timbre et celles qui en sont exemptes.

Nous allons rapporter la réponse précise de M. de Lavenay à cette question : « Toutes les fois, a-t-il dit, que des papiers susceptibles soit d'un timbre fixe, soit d'un timbre proportionnel échappent à cette formalité, l'administration ne peut pas les saisir par voie d'inquisition, chez les particuliers commerçants ou non commerçants: l'administration est obligée d'attendre que les papiers tombent dans ses mains par des voies légales, telles qu'un procès, une faillite, la mention dans un inventaire, etc., l'administration perçoit alors les droits, les doubles droits et les amendes.

« Voilà quelle est la sanction de la fraude. Eh bien, dans le cas actuel, il est évident que le chèque fait sans provision et payé sans difficulté échappera souvent à l'administration ; mais, lorsque le chèque sera protesté, lorsqu'il arrivera en justice, lorsqu'il sera reconnu par jugement que le prétendu chèque n'était qu'un papier de circulation, qu'un effet de crédit dissimulé sous la forme de chèque, alors on percevra le droit et l'amende. » (Séance du 5 mai 1865).

Et, à la séance suivante, l'orateur du Gouvernement, revenant sur la marche qui devrait être suivie en cette matière, ajoutait : « Il y a un principe reconnu, c'est qu'en matière de timbre, exemption vaut payement.

« Le chèque même protesté, est donc réputé avoir payé le timbre jusqu'au moment où il sera démontré qu'il n'y avait pas provision, que ce n'était pas un chèque, qu'il n'y avait pas droit, dès lors, à l'exemption. Or, à quel moment se fera la démonstration ? Ce ne sera pas au moment du protêt, car le refus de payement peut venir, soit de ce que le banquier était en faillite, soit de ce qu'il n'avait pas tenu la provision disponible, soit de ce qu'il était survenu une saisie-arrêt, soit pour tout autre motif qui ne dénature pas le chèque. A quelle époque donc sera-t-il reconnu qu'il n'y avait pas provision, ou qu'on avait dissimulé une lettre de change sous un chèque? Ce sera lorsque le jugement sera intervenu et aura donné à l'effet son véritable caractère. A ce moment l'administration se mettra en mouvement : elle réclamera le droit et l'amende, et elle s'adressera à la partie qui, aux termes du jugement, aura été déclarée responsable » (Séance du 6 mai 1865).

Enfin, ces explications ont été complétées au moment de la discussion de l'art. 7, et M. Darimon, dans son rapport supplémentaire, annexé à

la séance du 20 mai 1865, a déclaré au Corps législatif, au nom du gouvernement, que l'administration devait « s'abstenir, en cas de protêt, de percevoir les droits de timbre, et de soumettre à des amendes tout effet négociable ayant les caractères extérieurs du chèque. Ce n'est que lorsqu'un jugement sera intervenu, qu'il aura établi qu'un effet ayant emprunté la forme du chèque, n'était pas un véritable chèque; ce n'est, en un mot, que lorsque le caractère de l'effet aura été juridiquement déterminé que l'administration réclamera, lors de l'enregistrement du jugement, le droit de timbre et les amendes. »

Il ne nous reste plus qu'à parler du droit d'enregistrement. Le chèque, en cas de protêt, doit être soumis à l'enregistrement, comme toutes les pièces produites en justice.

Un député, M. Garnier, s'était élevé contre cette assertion du rapport de M. Darimon ; mais celui-ci, dans le rapport supplémentaire, répondit :

« Quant au droit d'enregistrement, il n'y a aucun intérêt à ce que l'immunité en soit prononcée, tandis qu'il est d'utilité publique d'exempter les chèques du droit de timbre. Ce droit, en effet, pèse sur tous les chèques, tandis que le droit d'enregistrement n'atteint que les chèques protestés ou produits en justice.

« Il est vrai que l'exemption d'enregistrement a été habituellement le corollaire de l'immunité du timbre; mais il n'y a aucune anomalie à ce qu'il n'en soit pas ainsi. Les deux impôts ne procèdent pas des mêmes principes. En matière d'effets négociables, le timbre est un véritable impôt, qui ne confère à l'écrit aucun caractère, et que les besoins du Trésor seuls justifient. L'enregistrement, au contraire, ne frappe que les écrits qui acquièrent l'authenticité par leur annexe à un acte public ou qui sont produits devant la justice. Le droit qui les atteint peut donc être considéré comme le prix de la protection de l'Etat et d'un service rendu.

« Il n'apparaît pas d'ailleurs que la perception du droit d'enregistrement puisse présenter des difficultés quant à l'application du tarif.

« Que le chèque soit endossé ou non, il restera toujours un effet négociable (art. 1er de la loi). Il ne peut donc pas être soumis au droit de 1 p. 100, droit des obligations pures et simples.

« Le chèque ne reste pas non plus une lettre de change, puisqu'il exige la provision préalable, et qu'il ne constitue pas un acte de commerce. Il ne saurait donc être soumis au tarif de cette nature d'effets.

« Le droit qui, dans tous les cas, sera dû pour le chèque protesté ou produit en justice sera donc

celui de 50 centimes par 100 francs, établi par l'art. 69, § 2, n° 6, de la loi du 22 frimaire an VII pour tous les effets négociables. »

M. de Lavenay, dans la séance du 6 mai 1865, exposait aussi très clairement ce point devant le Corps législatif :

« En ce qui touche l'enregistrement, disait-il, je serai très bref, et je dirai très franchement au Corps législatif qu'au point de vue de l'enregistrement, le projet de loi ne fait absolument rien; il n'entend rien faire. On n'a jamais demandé au gouvernement de rien faire pour les chèques, au point de vue de l'enregistrement, et l'engistrement est tout à fait étranger au projet de loi.

« Les chèques, dans ce moment, sont comme tous les papiers de même nature, passibles du timbre dans tous les cas, et d'enregistrement, quand ils viennent en justice, après protêt.

« Il a paru à tout le monde qu'il y aurait grande utilité publique à les exempter de l'impôt du timbre, parce que le timbre pèse sur tous les chèques sans distinction et grèverait toutes les liquidations, tous les payements dans lesquels on en ferait usage ; l'exemption a ici le caractère d'une mesure d'intérêt général.

« Quant à l'enregistrement, il ne pèse que sur les effets protestés. Lorsqu'un effet a été protesté soit pour défaut de provision, soit par

suite de faillite, soit sur opposition, il y a toujours quelqu'un en faute, il n'y a d'ailleurs qu'un fait accidentel qui ne saurait motiver une mesure générale, l'intérêt public n'est pas en cause. »

Nous n'avons rien à ajouter à ces explications catégoriques ; nous rapporterons seulement, pour finir, une circulaire du directeur général de l'enregistrement, de tout point conforme à ces principes ; elle est du 6 juillet 1865 :

« Pour jouir de l'exemption du timbre établie par la loi du 14 juin 1865, est il dit dans cette circulaire, le chèque doit être libellé sous la forme d'un mandat de payement et non d'un récépissé.

« Il suffit qu'un billet présenté à l'enregistrement, même à l'occasion d'un protêt, réunisse les caractères extérieurs d'un chèque, pour que les agents de l'administration doivent le considérer comme tel, sans rechercher s'il ne cacherait pas une lettre de change à vue.

« C'est seulement au cas où un acte ou jugement aura légalement constaté que l'effet libellé en forme de chèque n'est pas un chèque, que les agents de l'administration réclameront les droits et les amendes exigibles.

« Le chèque n'est pas affranchi du droit d'enregistrement (qui est celui de 50 centimes par 100 francs établi par l'art. 69, § 2, n° 7, de la

loi du 22 frimaire an VII, pour les effets négociables en général) ; mais ce droit n'atteint que les chèques protestés ou produits en justice.

« L'amende de 6 p. 100, prononcée par l'art. 6, loi du 14 juin 1865, est mise à la charge du tireur seulement, par le double motif que le tireur est le véritable contrevenant, et que, dans la pratique, il est à peu près impossible de découvrir le premier porteur (V. Dalloz, 1865, III, p. 75). »

APPENDICE.

Telles étaient les faveurs accordées au chèque par le législateur de 1865, mais une loi nouvelle, rendue nécessaire par les cruels évènements dont la France a été victime, a été votée par l'Assemblée nationale le 23 août 1871, et a soumis de nouveau à la loi du timbre les chèques comme les autres effets de commerce. L'art. 18 de cette loi est ainsi conçu : « A partir du 1er décembre 1871, sont soumis à un droit de timbre de dix centimes :

1° Les quittances ou acquits donnés au pied des factures et mémoires, les quittances pures et simples, reçus ou décharge de sommes, titres, valeurs ou objets, et généralement tous les titres de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, qui emporteraient libération, reçu ou décharge ;

2° *Les chèques, tels qu'ils sont définis par la loi du 14 juin 1865, dont l'art. 7 est et demeure abrogé.*

Le droit est dû pour chaque acte, reçu, décharge ou quittance ; il peut être acquitté par l'apposition d'un timbre mobile, *à l'exception toutefois du droit sur les chèques*, lesquels ne peuvent être remis à celui qui doit en faire usage sans qu'ils aient été préalablement revêtus de l'empreinte du timbre à l'extraordinaire.

Le droit de timbre de dix centimes n'est applicable qu'aux actes faits sous signatures privées et ne contenant pas de dispositions autres que celles spécifiées au présent article. »

Ainsi, à partir du 1er décembre 1871, le chèque-mandat ne jouira plus de l'exemption absolue du droit de timbre, et sera soumis au timbre de dix centimes.

Toutefois, même sous l'empire de la loi nouvelle, le chèque jouira encore d'une certaine faveur, puisqu'il ne sera soumis qu'à un droit de 10 centimes, tandis que les autres mandats sont frappés, comme nous le savons, par la loi du 5 juin 1850, du timbre proportionnel de 50 centimes par mille francs du capital, qui est aujourd'hui porté au double par la nouvelle loi (article 2, 1°).

L'art. 23 de la loi du 23 août renferme la sanction de cette disposition nouvelle :

Art. 23. — « Toute contravention aux dispositions de l'article 18 sera punie d'une amende de cinquante francs. L'amende sera due par chaque acte, écrit, quittance, reçu ou décharge, pour lequel le droit de timbre n'aurait pas été acquitté.

« Le droit de timbre est à la charge du débiteur ; néanmoins, le créancier qui a donné quittance, reçu ou décharge en contravention aux dispositions de l'article 18, est tenu personnellement et sans recours, nonobstant toute stipulation contraire, du montant des droits, frais et ameudes.

« La contravention sera suffisamment établie par la représentation des pièces non timbrées et annexées aux procès-verbaux que les employés de l'enregistrement, les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, les préposés des douanes, des contributions indirectes et ceux des octrois, sont autorisés à dresser, conformément aux articles 31 et 32 de la loi du 13 brumaire an VII. Il leur est attribué un quart des amendes recouvrées, »

Il faut encore noter l'article 2 de la loi nouvelle, qui contient une aggravation sur les lois antérieures, applicable aux droits de timbre de toute nature. Cet article dit : « Il est ajouté 2 décimes au principal des droits de timbre de toute nature.

Le même article, dans son § 1, exempte de 2e droit de 2 décimes les effets de commerce spécifiés en l'article 1er de la loi du 5 juin 1850, ainsi que les effets tirés de l'étranger sur l'étranger, négociés, endossés, acceptés ou acquittés en France; mais il décide que le tarif fixé pour ces effets par les articles 1 et 2 de la loi de 1850 est porté au double, de sorte qu'il sera de 1 franc, au lieu de 50 centimes par 1,000 francs de principal.

Voilà pour le chèque-mandat; quant au chèque-récépissé, dont la loi de 1865 ne s'était pas occupée, il reste soumis à la loi du 13 brumaire an VII, d'après laquelle tout acte ayant pour but de faire foi d'un engagement ou d'une libération est imposé d'un droit fixe de timbre qui, au-dessus de 10 francs, est de 50 centimes; en tenant compte bien entendu de l'aggravation résultant de l'article 2, § 1 précité de la nouvelle loi.

La loi du 23 avril 1871 a modifié aussi les dispositions relatives à l'enregistrement. Elle porte dans son article 1.. : « Les dispositions de l'article 14 de la loi du 2 juillet 1862, relatives à la perception d'un second décime sur les droits et produits dont le recouvrement est confié à l'administration de l'enregistrement, sont remises en vigueur. »

Telles sont les augmentations de droits établis

par la loi nouvelle en ce qui concerne les chèques : nous n'avons pas à les apprécier. Le législateur, dans un moment où la France est obligée de faire face à un tribut exorbitant de cinq milliards, a dû grever toutes les sources du revenn public d'autant de droits qu'elles en pouvaient porter. Espérons que l'assujettissement au timbre de 10 centimes, dont la loi nouvelle va frapper le chèque, n'entravera pas le développement si désirable de cet instrument de compensation, à un moment où notre pays a plus que jamais besoin de s'appuyer sur les institutions de crédit pour suppléer à la privation de son numéraire versé entre les mains de l'étranger.

POSITIONS

DROIT ROMAIN.

I. Le principe qu'une chose ne peut être déposée chez celui qui en est propriétaire comporte des exceptions.

II. L'action *depositi* peut être prescrite sans que l'action en revendication le soit.

III. Le dépositaire n'est pas obligé de rendre la chose lorsqu'il prouve qu'il est lui-même propriétaire.

IV. Le dépositaire doit à la conservation de la chose déposée le soin qu'y apporterait un homme d'une prudence ordinaire, ou du moins le soin qu'il a coutume d'apporter aux siennes. Difficulté sur le texte de la loi 32 ff. *depositi*,

V. Si, dans un sinistre, le dépositaire a sauvé ce qui lui appartient, sans sauver le dépôt, on ne peut plus rechercher, pour apprécier sa responsabilité, quel soin il apportait habituellement à ses propres affaires. mais seulement ce que le commun des hommes eût fait à sa place.

VI. La convention que le dépositaire ne sera pas tenu du dol est prohibée, mais la convention par laquelle le déposant s'engage à ne pas intenter l'action, même en cas de dol du dépositaire, est permise. Contradiction apparente entre les lois

1 § 7 ff. XVI, 3, 23 ff. L. 17, et la loi 27 § 3 ff. II, 14.

VII. Le dépositaire, au moins dans le droit de Justinien, n'a pas le droit de rétention. Conciliation de la loi 23 ff. XVI, 3, et de la loi 11 C., IV, 34.

VIII. En cas de banqueroute d'un *argentarius* le déposant a une créance privilégiée, mais elle ne passe qu'après les autres priviléges. Conciliation des lois 7 § 2 et 8 ff. XVI, 3 avec la loi 24 § 2 ff. XLII, 5.

IX. Le séquestre n'est pas un simple détenteur comme le dépositaire ; il a la possession. La loi 17 § 1 ff. XVI, 3 et la loi 39 ff. XLI, 2 ne sont pas contradictoires, et prévoient deux hypothèses différentes.

DROIT FRANÇAIS.

DROIT COMMERCIAL FRANÇAIS.

I. Le tiers porteur d'un chèque récépissé a un recours, en cas de non paiement, non-seulement contre son cédant immédiat, mais contre celui qui l'a signé, de façon que le signataire ne peut lui opposer les exceptions dont il pourrait se prévaloir envers le premier bénéficiaire.

II. Pour qu'il y ait fonds disponibles, il ne suffit pas que le tireur ait une créance contre le

tiré ; il faut qu'il y ait eu accord tacite que les fonds sont à la disposition du créancier.

III. En cas de paiement sur fausse signature, il faut appliquer les principes du droit commun en matière de mandat.

Le tiré ne sera responsable que s'il a commis une faute au moins légère.

IV. Quand le chèque est à personne dénommée sans qu'il y soit fait mention de l'ordre, le souscripteur du titre conserve le droit de faire opposition au payement du chèque tant qu'il n'a pas été effectué, s'il a des compensations ou des exceptions à opposer au bénéficiaire.

V. A qui appartient la propriété de la provision en matière de chèques ? Il faut distinguer suivant que c'est le tireur ou bien le tiré qui est en faillite.

VI. Le tribunal de commerce n'est plus compétent à l'égard du non-négociant, lorsque sur le chèque à ordre qu'il a signé, figurent des signatures de négociants « qui sont libérés ou ne sont pas en cause. »

VI. Le bénéfice de la loi du 28 avril 1816, art. 50, qui décide que l'enregistrement de la lettre de change protestée peut être différé jusqu'à l'assignation en payement, doit être étendu au chèque.

VIII. Quand le porteur ne se présente au paye-

ment qu'après le délai, il est déchu vis-à-vis du tireur de l'action en garantie, mais sa créance originelle subsiste.

IX. L'acceptation d'un chèque en payement ne constitue pas une novation.

X. Le retrait de la provision avant l'échéance devrait être passible de l'amende édictée par l'art. 6 aussi bien que le défaut absolu de provision.

XI. Le fait d'avoir émis un chèque sans date ou avec une fausse date ne constitue pas un délit; c'est une simple contravention fiscale.

XII. Quand, dans la lettre de change, le tireur a omis d'indiquer l'époque du payement, elle n'est plus qu'un simple mandat donné au tiré et une reconnaissance du tireur.

XIII. Quand la femme non commerçante a été autorisée par le mari à souscrire une lettre de change, elle est justiciable du tribunal de commerce.

IX. Le tiré qui a accepté une lettre de change pour le tout, peut néanmoins forcer le porteur à recevoir un payement partiel.

DROIT CIVIL FRANÇAIS.

I. L'action en dommages-intérêts contre les architectes et entrepreneurs, une fois née par la manifestation des vices de la construction, dure trente ans.

II. Une fois l'existence de l'absent prouvée, toute personne intéressée peut, suivant le droit commun, attaquer le mariage que le conjoint de cet absent aurait contracté pendant l'absence.

III. L'article 1589 du Code civil, en disant que la promesse de vente vaut vente, ne signifie pas que la simple promesse ait tous les effets d'une vente effectuée.

IV. La durée légale de la grossesse pendant laquelle l'enfant doit avoir été conçu pour être légitime doit être au minimum de 179 jours pleins, et au maximum de 299 jours pleins.

DROIT CRIMINEL.

I. L'interdiction légale ne peut avoir lieu au cas de condamnation par contumace.

II. L'état d'ivresse complète peut être assimilé à la démence, et exclure l'application d'une pénalité.

DROIT DES GENS.

I. Les soldats ou officiers d'une armée victorieuse, en pays ennemi, n'ont pas le droit de s'emparer individuellement des objets mobiliers appartenant à des particuliers.

II. Une nation neutre peut, dans certains cas, fournir à une des nations belligérantes des armes et des munitions sans violer la neutralité.

III. Une armée victorieuse n'a pas le droit de

fusiller les paysans armés qui défendent leur territoire, sous prétexte qu'ils ne sont point constitués en troupes régulières.

HISTOIRE DU DROIT.

I. La communauté conjugale tire son origine première de la féodalité, et non du droit romain.

Vu par le Président de la thèse

F. RATAUD.

Vu par le Doyen de la Faculté,

COLMET-DAAGE

Vu et permis d'imprimer.

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

MOURIER.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE RF IMPRIMÉS

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 04356113 5